

HISTOIRE DE  
LA FRANCE SECRÈTE

---

Jean Markale

# LA BASTILLE

et l'énigme  
du Masque de Fer



Pygmalion  
Gérard Watelet

**JEAN MARKALE**  
**LA BASTILLE**  
**et l'énigme du Masque de Fer**

Pygmalion Gérard Watelet

# **PREMIÈRE PARTIE**

## **La Citadelle du Silence**

# I

## UNE PRISE DE CONSCIENCE

La Bastille est un nom mythique, ou mythologique, comme on voudra, qui évoque pour moi, de prime abord, la prise de conscience de ma propre existence à l'intérieur d'une ville que je n'aime pas, que je n'ai jamais aimée et qui, pourtant, a été le lieu de mes premières années. Bien que le sang breton et irlandais, toutes nuances confondues, circule, parfois tumultueusement, dans mes veines, je suis un enfant de la ville, en l'occurrence de Paris, et mon premier cri a été poussé quelque part, du côté des « fortifications », cette étrange zone indécise où, en ce temps-là, des cabanes désordonnées (on dirait maintenant des « bidonvilles ») fleurissaient au milieu des herbes folles et des arbustes maladifs qui s'obstinaient à pousser sur les vestiges des redoutes du siège de 1870. Oui, je suis né dans le quatorzième, dans l'arrondissement de Paris qui compte le plus de Bretons émigrés, rue Giordano Bruno, pour être précis. Et là, je ne peux que voir un signe du destin : j'ai toujours été en marge, toujours révolté contre l'autorité, d'où qu'elle vînt, aux prises avec des orthodoxies qui m'eussent volontiers voué aux gémonies ; je suis né sous l'égide d'un illustre moine de la Renaissance italienne qui fut condamné par l'inquisition en tant qu'hérétique, et conduit sur le bûcher.

Cependant, mes yeux se sont réellement ouverts sur des paysages plus cléments et plus classiques que ceux de la ceinture de Paris. Mes premiers regards ont été versés sur la ceinture d'arbres qui encorbellent ce village anachronique qu'est l'île Saint-Louis, et sur la longue ligne de la Seine, parcourue de chalands craintifs et de remorqueurs fougueux dont les hautes cheminées (on en était encore à la vapeur) se baissaient à chaque passage sous un pont, pour ma plus grande joie d'ailleurs, et avec une sempiternelle exclamation : « Boum, cheminée ! » Ce sont des faits qui restent accrochés à la mémoire comme des traînées de brume dans les matins d'hiver. Comme ces berges encombrées de sable et de pierres que livraient les chalands, ces berges qui n'étaient point encore envahies par les voitures, ni déflorées par des voies qu'on dit « express », et domaine inviolable de tous les clochards de la capitale. Comme ce « Bateau Parisien », remarquable moyen de transport qui allait de Suresnes à Charenton et qui s'arrêtait sous mes yeux, au ponton du quai Henri IV. Et lorsque je me penchais par la fenêtre, j'apercevais, au-dessus des toits, un bizarre personnage de pierre ou de métal (je ne me suis jamais posé la question) en train de se livrer à une danse parfaitement absurde parce que toujours la même et figée dans une sorte d'éternité. C'était le

« Génie de la Bastille ».

Il va de soi que je ne comprenais pas ce que cela signifiait. Mais ce Génie de la Bastille faisait partie de mon univers quotidien, comme si c'était un jouet, mais un jouet que je ne pouvais pas attraper dans mes mains. Lorsque je passais sur la place de la Bastille et que je le voyais juché sur cette colonne dite de Juillet, je ne pouvais que jouir du spectacle qu'il me donnait. À cette époque, la place de la Bastille constituait pour moi une immense esplanade battue des vents pendant l'hiver et inondée de soleil pendant l'été, avec un vaste terre-plein d'arbres, bordé par la bizarre entrée d'une station de métro (aujourd'hui disparue), en plus pur style « nouille », et dominant un bassin plein d'eau qu'on me disait être le canal Saint-Martin, surgissant de dessous la place et s'écoulant, par le biais des écluses, vers la Seine toute bruisante que j'apercevais plus loin. De l'autre côté de la place, d'étranges bruits me parvenaient, des halètements, et je voyais parfois des flots de vapeur blanche surgir de ce bâtiment désuet qu'était la gare du Chemin de Fer de Vincennes, bâtiment qui n'appartient plus qu'à la mémoire, et que remplacent aujourd'hui les structures en béton de l'Opéra-Bastille. Ah, oui, où est le temps des locomotives à vapeur ? Heureusement qu'il reste cette colonne plantée au milieu de la place avec son ridicule petit génie qui danse désespérément dans le ciel.

Il a bien fallu m'expliquer ce qu'étaient la colonne et le « génie ». Mon père me dit un jour que c'était pour garder le souvenir d'un événement fameux dans l'Histoire, la prise de la Bastille par le peuple français en colère contre les injustices d'un ancien régime et qui avait ainsi, par cet acte, obtenu la Liberté. Et comme cet événement avait eu lieu un quatorze juillet, c'est pour cela qu'en France, la fête nationale est célébrée à cette date. Je n'étais guère plus avancé. Certes, le quatorze juillet, pour moi, c'était d'abord une retraite aux flambeaux dans les rues, la veille au soir. On s'amusait bien. Je me souviens qu'une fois, mon lampion avait pris feu. Et puis, le quatorze juillet, c'était essentiellement le *défilé*. Mon père avait soin de parfaire mon éducation et de m'inculquer le patriotisme. Il m'emmenait donc à *la revue*, comme on disait en ce temps-là. Et comme il était officier de réserve – et fier de l'être –, il sortait son uniforme de la naphtaline et le revêtait avec un plaisir non dissimulé. Moi, je me laissais conduire et je regardais le spectacle, sur les Champs Élysées, comme si je me trouvais au cinéma pour voir des « Mickey » ou des « Donald-le-Canard ». Il faut bien avouer que cela avait de l'allure. Plus tard, bien plus tard, je me suis trouvé dans l'obligation de *défiler* sous l'uniforme de l'Armée de l'Air, et j'ai trouvé cela beaucoup moins drôle : j'étais très antimilitariste et j'eusse préféré « me défiler », et, à la grande honte de mon père, je suis sorti de l'armée comme simple soldat « de première classe », ce qui n'est pas si mal, après tout pour quelqu'un qui exècre tout ce qui touche à la chose militaire. D'ailleurs, je n'ai jamais été capable de marcher au pas, même pendant ce fameux défilé. Mais, dans mon enfance, sous la houlette de mon père, je ne pouvais qu'apprécier le spectacle.

Mais je me posais quand même des questions. Je ne voyais pas exactement le rapport qui pouvait exister entre cette brillante démonstration militaire,

parfaitement ordonnée et orchestrée et la ruée quelque peu incohérente du brave peuple de Paris à l'assaut de la Bastille, avec pour épilogue la tête du très officiel gouverneur de Launay au bout d'une pique. D'abord, je ne savais pas ce qu'était réellement la Bastille. Mon père était plutôt embarrassé pour me répondre. « C'était une prison où le roi pouvait enfermer tous ceux qu'il avait décidé de mettre à l'ombre, selon son bon plaisir. » Cela me faisait un peu froid dans le dos de penser qu'autrefois, on pouvait être emprisonné ainsi, simplement parce qu'on avait déplu au roi. Et ce roi, ce devait être un odieux tyran, puisqu'il agissait de la sorte. Le peuple avait donc bien eu raison de « prendre » la Bastille et de déclencher ainsi la Révolution.

Le problème n'était pas pour autant résolu dans mon esprit. Bon, le peuple avait « pris » la Bastille et la Révolution lui avait procuré la *liberté, l'égalité et la fraternité*, (j'avais presque appris à lire avec ces mots). Mais ma famille, du moins du côté paternel, était plutôt conservatrice (pour ne pas dire autre chose) et respectueuse de l'ordre établi, qu'il fût politique ou religieux. J'avais donc entendu dire que la Révolution avait été une période douloureuse de l'Histoire de France. Pensez donc : ces massacres, la guillotine et les sans-culottes (terminologie qui me paraissait bizarre), le pillage des églises, les messes clandestines, et le pauvre roi Louis XVI condamné à mort et exécuté sur la place de la Concorde (ex-place Louis XV), quelle horreur ! Alors, là, je n'y comprenais plus rien. Il fallait plaindre un pauvre roi qu'on me présentait quand même comme un odieux tyran. On insistait sur le fait que la Révolution nous avait apporté la liberté et l'on accusait cette même Révolution d'avoir emprisonné et même assassiné des braves gens. Plutôt agacé par mes questions, mon père me répondait : « Tu comprendras quand tu seras grand ». Mais, je suis devenu « grand » et je n'ai toujours rien compris.

C'est dire combien il est difficile d'expliquer à un enfant les méandres et les péripéties de l'Histoire. L'enfance réclame des situations nettes et sans ambiguïté, il y a les bons et les méchants, et elle n'admet pas le principe de relativité. C'est pourquoi la Bastille, pendant les premières années de ma vie, est demeurée une sorte de mystère que j'avais renoncé à tenter de comprendre. Après tout, on m'en disait bien d'autres, ne serait-ce que le bon roi Henri IV qui voulait que chaque Français puisse avoir une poule au pot le dimanche. Or, cet Henri IV, c'était un abominable protestant, donc un suppôt de Satan, si j'en croyais ce qu'on disait chez moi, où le catholicisme romain était fort intransigeant. Il est vrai qu'Henri IV s'était converti. Mais on n'oubliait pas d'ajouter, avec un brin de mépris, la fameuse phrase : « Paris vaut bien une messe ! » C'était comme la République. On était en république, on en acceptait les lois et les règlements. Mais on me citait perfidement la soi-disant réponse à un illustre scientifique guillotiné : « la République n'a pas besoin de savants ! » Assurément, la « Gueuse » n'était pas loin...

Mais en cette période d'entre-deux-guerres sur laquelle rôdait déjà l'ombre inquiétante d'un dictateur d'outre-Rhin, je n'avais aucune conscience de la

véritable signification de la Bastille. Au bas du boulevard Henri-IV, près de la Seine, dans un petit square encombré de verdure, on m'avait montré des pierres rangées régulièrement de façon à figurer un mur. Mon père m'avait dit qu'il s'agissait de vestiges des fortifications de la Bastille qu'on avait transportés là pour les conserver. J'avais alors réussi à comprendre qu'il s'agissait d'une forteresse, d'un château fort, comme il y en avait autrefois, et principalement dans les histoires en bandes dessinées qu'on voulait bien m'acheter le jeudi. Là, cela devenait plus concret. Je pouvais alors imaginer une redoutable construction sur la place de la Bastille, à l'emplacement marqué par la Colonne de Juillet. Hélas, ce n'était même pas vrai. Mon père finit par me dire que la forteresse se trouvait en réalité là où s'élève actuellement un îlot d'immeubles entre la rue Saint-Antoine et le boulevard Henri-IV, sur le côté ouest de la place. Et, pour compléter mon information, il me montra, sur la place elle-même, le tracé des remparts qu'on y a aménagé, et il m'emmena dans la station de métro de la ligne 5, où, sur l'un des quais, on peut voir d'autres vestiges, restés sur place, ceux-là.

Cela me rappelle une anecdote assez amusante. C'était plus tard, en 1955 ou 1956, je crois. J'attendais, sur le terre-plein, un autobus qui tardait à arriver. Voici qu'une voiture s'arrête devant moi, une voiture immatriculée en Italie. Un homme en descend et s'adresse à moi, parlant très bien le français, mais avec un fort accent transalpin. Il me demande où est la Bastille. Je lui montre la colonne et je lui dis que c'est là. « Mais non, me rétorque-t-il, je voudrais voir la forteresse ». Un peu ahuri, je lui réponds qu'elle a été démolie. « Ah ! me dit l'italien l'air sincèrement désolé, pendant la dernière guerre ? » Je certifie que cette anecdote est authentique. S'il est difficile d'expliquer l'Histoire à un enfant, il est tout aussi difficile de démythifier des idées reçues. J'ai eu toutes les peines du monde à faire comprendre à mon interlocuteur que la Bastille avait été détruite pendant la Révolution elle-même, et, pour finir, je l'ai envoyé dans la station de métro. Au moins, il n'est pas venu pour rien et il a pu voir quelques pierres de cette fameuse prison-forteresse qui avait tant exalté son imagination. Mais cela m'a prouvé combien la Bastille reste un symbole ancré dans la mémoire des peuples, et cela au-delà de toute frontière.

Sans aller chercher aussi loin, je dois avouer que la Bastille était au centre même de ma vie quotidienne. Habitant sur la pointe est de l'île Saint-Louis, je me trouvais nécessairement en prise directe avec elle, ne serait-ce que par ce boulevard Henri-IV que j'ai tant de fois arpenté dans les deux sens. Quand j'étais tout enfant et que je n'allais pas encore à l'école (à l'époque, la Maternelle n'était pas encore d'usage courant), ma grand-mère m'emmenait presque tous les jours « faire les commissions », c'est-à-dire acheter quelques provisions pour préparer le repas de midi et celui du soir. C'était le temps où, les appareils frigorifiques étant inconnus à Paris, on devait acheter la nourriture en petite quantité, de peur de voir les provisions se gâter, en dépit des fameux « garde-manger » qui encombraient la plupart des fenêtres des cuisines, côté cour, de tous les immeubles. Et comme tout était plus cher dans l'île Saint-Louis (bien que ce ne fût

point encore l'un des quartiers les plus snobs de Paris), ma grand-mère, qui veillait avec soin sur l'économie du ménage, allait faire son marché *sur le continent*, comme on disait, c'est-à-dire rue Saint-Antoine ou boulevard Richard Lenoir.

Sur le boulevard Richard Lenoir, cette artère qui part de la place de la Bastille, suivant le tracé des anciens fossés, et recouvrant à la fois le canal Saint-Martin et la ligne de métro n° 5, se tenait trois fois par semaine un marché que je trouvais pittoresque par les amoncellements de légumes et de fruits à travers lesquels nous errions. Car ma grand-mère connaissait l'art de « faire son marché ». Pour rien au monde elle n'aurait acheté quoi que ce soit sans faire le tour complet des éventaires, de façon à déterminer le produit le plus avantageux. Moi, pendant ce temps, j'admirais le spectacle, les couleurs, et je humais les odeurs, celle, très délicate et poivrée, des pêches mûres aussi bien que celle, plus rustique, des poireaux, ou celle franchement plus désagréable des fromages en perdition. Et je prenais plaisir à entendre les voix chaudes et vulgaires de certains vendeurs vantant les mérites réels ou supposés de leur marchandise. Couleurs, odeurs, sonorités d'un temps très ancien, avec, par-derrière, le bruissement de la ville, le choc des roues de charrette sur les pavés, les cris aigus des avertisseurs sonores, bien souvent des trompes, et non pas les mécanismes sophistiqués que nous connaissons à présent.

Mais notre lieu de prédilection était la rue Saint-Antoine. Là, c'était le domaine incontesté des marchandes de quatre-saisons, avec leurs petites voitures à deux roues qu'on immobilisait à l'aide d'une béquille, le long du trottoir. L'atmosphère était populaire à souhait, mais dans le sens de sympathique, de « bon enfant ». Je me sentais bien, dans une sorte d'univers chaud et rassurant, au milieu de cette population sans histoire, dans cette foule anonyme à travers laquelle s'égosillaient des voix. Je me souviens d'un aveugle qui tenait une sorte de potence à laquelle étaient accrochés des lacets de toutes les couleurs et de toutes les tailles. Je me souviens de sa voix quotidienne, de sa voix un peu rauque, chargée de tant d'ennui et de lassitude : « Mesdames, voyez mes lacets, mes beaux lacets, solides et bien faits... » Et ces marchands « à la sauvette » qui, dès l'apparition d'un « sergent de ville », s'enfuyaient à toutes jambes dans les rues perpendiculaires ! C'était le Paris d'une époque révolue, et qu'il est difficile de reconstituer autrement que dans un studio de cinéma...

Il y avait aussi le joueur d'orgue de Barbarie. Cliché classique... Il avait un petit singe sur l'épaule, et il tournait inlassablement sa manivelle, répandant dans l'air ambiant ses ritournelles larmoyantes, souvenir de la Belle Époque où les bourgeois versaient des larmes sur la pauvre fille du peuple, orpheline bien sûr, et obligée de se prostituer (Doux Jésus ! quelle horreur !) pour pouvoir « acheter l'entrecôte-ôte » à son petit frère. Au fait, l'entrecôte étant un morceau de choix, je me suis toujours demandé pourquoi cette malheureuse jeune fille ne se contentait pas d'acheter du « bourguignon ». Elle aurait pu ainsi éviter de tomber dans les dernières extrémités. Bref, le joueur d'orgue de Barbarie jouait, et je demandais



toujours à ma grand-mère quelques sous pour les lui donner. Sans doute apaisais-je ainsi ma conscience, sans le savoir. Et non loin de là, il y avait un personnage qui vendait du papier d'Arménie. C'était un demi-clochard, mais lui ne s'enfuyait pas quand les « sergents de ville » faisaient leur apparition. Il faisait toujours brûler un de ses papiers, ce qui répandait une odeur étrange sur toute cette portion de marché. Étrange parfum en vérité que celui du papier d'Arménie, un désinfectant m'avait-on dit, et qui, dans mon esprit, équivalait à l'encens dont j'aspirais l'odeur forte et enivrante quand ma grand-mère m'emmenait à la grand-messe en l'église Saint-Louis-en-l'Île.

Cependant, dans cette fréquentation de la rue Saint-Antoine, j'apprenais à connaître le parfum et la vue des choses. Et parfois même le goût. Car ma grand-mère avait institué un rituel : chaque année, au début du mois de mai, elle m'achetait un petit bouquet de cerises. Je me souviens de cette marchande de quatre-saisons qui vendait une douzaine de cerises en « bouquet », pour une somme vraisemblablement dérisoire. Cela faisait mon bonheur, car avant de manger ces cerises, j'en faisais des boucles d'oreilles. C'étaient les premières cerises. Et aussi les meilleures. Aujourd'hui, alors que les légumes et les fruits de toutes sortes sont présentés en toute saison à l'éventaire des marchands, on ne peut comprendre cette joie qu'on pouvait ressentir à l'apparition de tel ou tel fruit, de tel ou tel légume, à une date qu'on prévoyait d'avance et qui n'était pas forcément respectée. Les aléas de la culture, quoi ! Et puis il y avait le *vœu*, ce vœu qu'on devait faire chaque fois qu'on mangeait quelque chose pour la première fois de l'année. On a un peu oublié cela, depuis que les entrepôts frigorifiques nous livrent n'importe quoi tout au long de l'année, et depuis qu'on importe du Sénégal des haricots verts aussi bien en hiver qu'en automne ou au printemps. Je plains les jeunes générations qui ne connaissent pas la simplicité du plaisir, la joie de dévorer un fruit alors que la saison le permet. Nature, qu'es-tu donc devenue, à travers les turbulences de la société industrielle ?

En tout cas, mes impressions d'enfance sont liées à l'évocation d'une nature que je tentais, par tous les moyens, d'approcher et, en quelque sorte, de respirer. La rue Saint-Antoine, avec ses immeubles pourtant peu élevés mais criblés de lèpres diverses, représentait la ville, avec son pittoresque certes, mais aussi avec la servitude qu'elle imposait, l'étouffement, le resserrement et peut-être l'angoisse d'un monde clos coupé de ses racines originelles. Le déballage des marchandes de quatre-saisons me donnait envie d'écarter les murs qui bordaient la rue et de m'échapper là où vibrait la vraie vie, dans ces jardins où poussaient les salades, les poireaux, les carottes, les cerises, les fraises, les pommes et les poires qui s'épalaient sans pudeur sous mes yeux, mais dans quel état ? Des natures mortes. Et je rêvais.

J'avais cependant des occasions de confronter mes rêves à la réalité. Sans parler des mois d'été passés « à la campagne », comme on disait, où la Bretagne s'ouvrait profondément vers de subtils paysages intérieurs, j'avais la joie de pouvoir m'ébattre librement dans un jardin de banlieue, celui de mes grands-parents

maternels, à Vigneux-sur-Seine. Et là, la Bastille jouait son rôle. Car pour y aller, le dimanche, et même certains jeudis, nous empruntions soit le chemin de fer qui partait de la gare de Lyon, soit un autocar qui avait son garage dans une rue proche de la place de la Bastille.

À l'époque, la gare de Lyon – dont la façade extérieure n'a guère été modifiée – appartenait au réseau du P. L. M. Je me souviens, non sans émotion, de ces départs du matin, lorsqu'après avoir parcouru le boulevard Henri-IV, traversé la place de la Bastille et emprunté la rue de Lyon, nous débouchions sur le parvis surélevé de la gare. Il y avait la cérémonie des billets (on voyageait en *troisième* classe !), la recherche du quai et de la voie sur laquelle attendait un convoi composé de wagons en bois. La locomotive à vapeur haletait. On entendait des cris, des appels, des crissements métalliques. Enfin, c'était le coup de sifflet, les ruades brusques de la vapeur dans les cylindres, et le départ vers un *ailleurs*, en tout cas en dehors de la ville et de ses rues trop étroites, comme des puits sans lumière où pourrissaient lentement les illusions de la vie.

Mais quand on ne prenait pas le train, on s'en allait, longtemps à l'avance pour être sûr d'avoir de la place, dans ce garage situé rue Jules César, de l'autre côté du Canal Saint-Martin. Là, il fallait attendre. Je m'impatiais. Je ne savais pas quoi faire ni que dire. Ma grand-mère m'obligeait d'ailleurs à me taire, me prouvant qu'un garçon bien élevé ne se fait jamais remarquer : il faut être comme tout le monde... Bref, quand l'heure était venue, nous montions dans un abominable autocar qui devait tenir par miracle sur ses roues et qui fonctionnait on ne sait comment. Et cet autocar, au milieu de la poussière et des fumées de carburateur mal réglé, finissait par s'ébranler. Il sortait du garage, prenait la rue de Lyon, traversait la place de la Bastille en contournant la Colonne et se dirigeait vers la Seine par le boulevard Bourdon. Et vive la Liberté...

Assurément, pour moi, ces visites chez mes grands-parents étaient une liberté, même si celle-ci était quelque peu surveillée, quelque peu bordée d'interdits et de clôtures. Mes grands-parents avaient acheté un terrain dans un de ces nouveaux lotissements que l'entre-deux-guerres et l'*ouvriérisme* paternaliste du moment faisaient fleurir dans toutes les banlieues parisiennes. Quand je repense à ce Vigneux d'avant-guerre, je ne peux m'empêcher de le trouver sordide. Et pourtant, de nos jours, les modestes pavillons éparpillés dans les jardins sont écrasés par la laideur de formidables tours de béton où s'entasse une population qui ne sait plus d'où elle vient, ni d'ailleurs pourquoi elle se trouve là. Les tours de Vigneux se sont dressées à l'emplacement de champs qui, à l'époque de mon enfance, étaient encore cultivés par d'authentiques paysans. Je me rappelle très bien ce chemin, un sentier, qui, à partir de la rue de la gare, coupait à travers les champs de blé pour rejoindre le lotissement. J'ai encore dans l'oreille le chant des alouettes et le bruissement des insectes qui, lorsque le soleil brillait, se livraient à un étrange ballet sur les touffes d'herbes et les quelques fleurs sauvages qui s'attardaient par endroits sur les bords du sentier.

Mes grands-parents avaient fait construire un pavillon sur leur terrain, dans ce qu'on appelait joliment la « rue des Violettes ». Il est vrai que ce n'était pas loin de la forêt de Sénart. Et qui n'allait pas cueillir des violettes dans la forêt de Sénart, en ces années 30, lorsque le printemps se jetait sur Paris comme l'archange saint Michel sur le Dragon des profondeurs ? Bref, une fois arrivé chez mes grands-parents, je prenais ma revanche sur la ville. C'était quand même mieux que dans la rue Saint-Antoine. Ici, les légumes surgissaient de la terre, et les fleurs ne risquaient pas de s'étioler sur un quelconque éventaire. Et puis, j'avais *mon* cerisier. Je le couvais du regard, attendant bien sûr le moment propice où je pourrais aller détacher quelques cerises mûres, les premières, pour m'en faire des boucles d'oreilles, avant de les manger et les savourant longuement, en suçant les noyaux. Je ne pensais même plus que, le soir, il faudrait repartir et retrouver, dans la froideur nocturne, la place de la Bastille déserte et désolée comme un monde abandonné aux caprices des vents.

Mon grand-père maternel avait une passion pour le jardinage. Certes, il jouait de la clarinette et composait d'étranges dessins. Il fabriquait même d'énormes coccinelles avec des couvercles de lessiveuse et il les répandait généreusement dans tous les recoins de son jardin. Mais c'était avant tout celui-ci qui occupait tous les soins. Le bonheur pour moi était alors de le suivre, de le regarder bêcher, sarcler, enlever les mauvaises herbes, semer des graines ou cueillir des petits pois, et aussi de l'aider, quand il voulait bien me confier l'un de ses instruments. Bonheur simple, bonheur d'être loin d'une ville que je n'aimais pas, bonheur d'être au milieu des plantes, dans un jardin qui constituait réellement un domaine enchanté et où je pouvais imaginer rencontrer les enchanteurs et les fées de ma lointaine Brocéliande.

Dans ces cas-là, ce qui demeure le plus obstinément et le plus profondément ancré dans la mémoire, ce sont les odeurs. Aussi loin que je puisse remonter dans mes souvenirs, je sens l'âcre odeur de la terre mouillée lorsque mon grand-père, armé d'un grand arrosoir de zinc, déversait l'eau du puits sur ses sillons fraîchement coupés. Et cela se mêlait à l'odeur écoeurante des choux, au parfum plus aigu des touffes de thym, aux relents acides des poireaux. En me déplaçant vers la maison, c'était l'odeur des roses et celle des belles-de-nuit, près du puits, qui, chaque fois que le soleil disparaissait derrière les collines d'Athis-Mons, s'ouvraient à la nuit bondissante et déversaient des flots de senteurs dans la brise déjà plus froide. Tout basculait. C'était l'heure où le jardin changeait de visage. Des vapeurs libérées de quelque caverne, au centre de la terre, montaient vers le ciel et baignaient les tiges et les feuilles qui persistaient à se croire en un paradis de lumière éternelle. Le jardin devenait un champ clos où s'affrontaient des guerriers invisibles, dans une lutte sournoise et silencieuse que venait seulement troubler le tourbillon incessant des chauves-souris. Hélas ! c'était aussi l'heure de repartir.

Je n'ai jamais aimé ces retours sur Paris, le dimanche soir, alors que déjà sur le point de m'endormir, je me voyais obligé de marcher, de refaire en sens inverse le

chemin accompli le matin. Les banquettes en bois du train, le bruit infernal des roues sur les rails, le hululement des locomotives dans la nuit, le tremblement tonitruant que faisait le convoi en passant sur des ponts métalliques, tout cela m'endormait davantage dans une sorte de rêve qui tenait davantage du cauchemar que du songe mélodieux d'un enfant au Verger du Paradis. On me sortait du train dans un état presque parfait d'inconscience. J'avais froid. Je ne tenais pas sur mes jambes. Et de plus, il fallait passer à côté de la locomotive. Les halètements de la vapeur m'effrayaient, et mon père s'amusait pourtant à me conduire le plus près possible de ce monstre d'acier et de feu. Je sais bien qu'il n'y avait rien de méchant de sa part : il voulait seulement m'habituer aux bruits du monde moderne, il voulait vaincre mes terreurs enfantines. Il n'empêche que j'avais peur et que, bien souvent, je hurlais. Et j'en voulais à mon père de se livrer ainsi à des plaisanteries d'un goût douteux.

Une fois sortis de la gare de Lyon, il fallait continuer à marcher. Il n'y avait pas de moyen de transport entre la gare et l'île Saint-Louis. On empruntait la rue de Lyon, ou la rue de Bercy. Par la rue de Bercy, on aboutissait au canal, et il fallait franchir celui-ci sur une passerelle – qui existe toujours – plongée dans une zone d'ombre à peine échancrée par la lumière blanchâtre des becs de gaz. Cela revêtait un aspect plutôt sinistre. C'est pourquoi, lorsqu'il était vraiment tard, mon père préférait que nous passions par la Bastille. C'était plus fréquenté, et aussi beaucoup plus éclairé.

Je ne peux évoquer cette période de ma vie sans m'attarder avec complaisance sur l'étrange et inquiétante poésie des becs de gaz dans les rues de Paris, particulièrement dans le quartier de la Bastille. Ces « becs de gaz », appellation consacrée et devenue folklorique (lors de l'électrification, on ne pourra s'empêcher de parler de « becs de gaz électriques » !), ont été popularisés par de nombreux films de l'entre-deux-guerres, surtout ceux qui se voulaient « populistes » (qu'on pense au fameux *Hôtel du Nord* de Carné et Prévert !) : le « noir et blanc » se prête merveilleusement à cette « célébration » du bec de gaz. Mais, comme je n'allais jamais au cinéma, je n'avais pas l'occasion de me référer au septième art : ce que je ressentais moi-même me suffisait, et je n'avais qu'à plonger tout droit dans le halo de lumière que dispensaient ces becs de gaz, lorsqu'à moitié endormi, je revenais de la gare de Lyon, pour me découvrir brusquement dans un univers irréel peuplé de fantômes prêts à surgir de la moindre bouche d'ombre.

Ils étaient pourtant bien réels, ces becs de gaz qui poussaient sur tous les trottoirs comme des arbres métalliques sur la surface inconnue d'une lointaine planète ignorée. Ils étaient constitués par des piliers creux en fonte, d'une hauteur variable selon les artères qu'ils étaient censés éclairer. Dans les petites rues, ils étaient très courts, minces et discrets, surmontés de lanternes cylindriques à l'intérieur desquelles deux ou trois manchons diffusaient la lumière produite par la combustion du gaz d'éclairage, lequel arrivait là par des canalisations souterraines. Dans les grandes rues, les avenues, les boulevards, et sur les places, ils étaient beaucoup plus longs et beaucoup plus imposants, et aussi très efficaces

par leur intense rayonnement. Pendant le jour, alors que l'arrivée du gaz était coupée, de petites veilleuses brûlaient en permanence, permettant ainsi, à la tombée de la nuit, un allumage rapide et automatique lorsque les vannes étaient rouvertes. Parfois, on voyait un employé municipal à bicyclette, portant une longue perche munie d'une mèche. Il était chargé de faire le tour du quartier et d'allumer les becs de gaz récalcitrants. Ce personnage pittoresque était le dernier survivant de ces brillantes cohortes d'allumeurs de réverbères si célèbres dans toute une littérature « fin de siècle ». Mais on a peu à peu remplacé le gaz par l'électricité, et le charme de cette lumière très blanche qui émanait des becs de gaz s'est estompé dans les brouillards du soir.

Car, quoi qu'il en soit du résultat pratique obtenu, il faut bien dire que la vertu poétique des becs de gaz résidait essentiellement dans le halo lumineux qui créait des zones d'ombres très épaisses et très marquées par rapport aux endroits éclairés. Je crois que je n'ai jamais si bien compris l'opposition fondamentale entre les ténèbres et la lumière que ces soirs où, dans les rues avoisinant la place de la Bastille, je marchais, à demi endormi, dans des paysages aux limites de l'inconscience, en proie à des vertiges que seule la longue fréquentation des sommets peut provoquer dans l'esprit d'un enfant.

À ces moments-là, j'étais loin d'imaginer ces mêmes rues du quartier de la Bastille à l'époque où se dressait encore la redoutable forteresse que le peuple français avait vaillamment abattue pour retrouver une liberté injustement confisquée par les rois. Sans doute avais-je entendu dire que le Paris d'autrefois était un véritable coupe-gorge où voleurs et assassins surgissaient de chaque porche, de chaque impasse, pour la plus grande terreur des honnêtes gens qui avaient le malheur de rentrer trop tard chez eux. D'ailleurs, n'y avait-il pas le « couvre-feu » ? Cette expression bizarre, que je ne comprenais pas très bien, me semblait appartenir à un temps révolu, et je n'imaginais pas alors que j'aurais, quelques années plus tard, pendant l'occupation allemande, à en connaître la réalité quotidienne. J'eus ainsi l'occasion de vérifier la justesse de l'expression. Car non seulement il était interdit de sortir après dix heures du soir – sauf si on était muni d'un *ausweis* – mais il fallait aussi camoufler toutes les sources de lumière. Les rues avaient alors un aspect déconcertant. Elles étaient plongées dans une obscurité presque totale : seuls quelques lampadaires aux verres teintés de bleu répandaient une lueur de repérage aux carrefours, émergeant d'une nuit qu'on sentait épaisse et chargée non de mystères mais de menaces parfaitement réelles. C'était le temps du sommeil que venaient trop souvent interrompre le hululement des sirènes et le sourd vrombissement des oiseaux de mort qui s'élançaient, en vol serré, vers leurs proies, quelque part dans l'est, et parfois même à portée de nos regards.

Mais, dans les années 30, on n'en était pas encore à guetter le bruit des avions dans la nuit. Cette nuit qui nous entourait était calme, et la circulation à peu près nulle. Le soir, jusque vers minuit, il y avait les camions qui venaient des gares et qui se dirigeaient vers les Halles, au centre de Paris. Ils passaient sur les quais, à

intervalles réguliers, toujours cliquetant et parfois ahanant lorsque leur charge était trop lourde. Mais après minuit, la ronde était terminée. Le boulevard Henri-IV était désert, la place de la Bastille devenait une grande plaine vide. C'était de l'autre côté, vers le nord, dans des rues qu'on aurait pu classer comme chaudes, que le bruit persistait, comme dans la rue de Lappe, si célèbre par ses apaches – ou soi-disant tels – qui procuraient des sensations inoubliables aux femmes de la bonne société parisienne qui voulaient s'encanailler, en dansant la java et le « charleston » dans des endroits aussi *sélects* que sordides que le « Balajo » et les établissements analogues. Mais on se gardait bien de m'en parler. Et pour moi, la nuit était toujours silencieuse.

C'est aux alentours de cinq heures du matin que le ballet recommençait. Il y avait d'abord le laitier. À l'époque, la livraison du lait – en gros bidons métalliques – et des fromages frais se faisait en voitures à chevaux. Et non seulement les roues métalliques des voitures provoquaient un bruit infernal sur les pavés de pierre (beaucoup moins sur les pavés de bois, très glissants par temps de pluie), mais le choc des sabots des chevaux se répercutait dans les rues d'incroyable façon. Il est difficile d'oublier ce martèlement sourd dans les rêves du matin, et il est resté pour moi une sorte de refrain obsédant, aussi virulent dans ma mémoire que lorsque je l'entendais réellement. Mais ce n'était pas tout. Il y avait aussi les éboueurs. Eux, ils disposaient de camions-bennes, mais qui occasionnaient un bruit épouvantable. Et comme les poubelles étaient métalliques, on imagine le tapage que les habitants de Paris étaient obligés de subir au petit matin. Il est vrai que c'était l'heure, pour beaucoup de gens, de se lever et de partir pour le travail : alors, autant être réveillé par les bruits de la ville plutôt que par la sonnerie d'un instrument barbare placé au chevet de son lit.

Le laitier et les éboueurs. S'il n'y avait eu que cela ! Ma mémoire est également chargée d'un autre bruit, sans doute plus insolite et en tout cas parfaitement désuet, celui des tramways. Car il y avait encore des tramways à Paris, du moins jusque vers 1935. En bas de notre immeuble, nous avions droit à la ligne 14, qui assurait le service entre le Champ de Mars et la Bastille – et dont le successeur actuel est l'autobus 87. Mais au carrefour du quai Henri-IV, cette ligne rencontrait la ligne 3 qui s'en allait vers Saint-Mandé, et plus loin, recueillait la ligne 4 qui rejoignait Montreuil en remontant vers la Bastille. C'est dire qu'il y avait des aiguillages, et que ceux-ci n'étaient guère silencieux... Les lourds véhicules lancés sur les rails à partir de cinq heures et demie achevaient de convaincre les dormeurs que le moment de se lever était arrivé. Et je dois avouer que lorsqu'on a remplacé les tramways par les autobus, l'univers sonore de Paris s'est trouvé d'un seul coup beaucoup plus paisible et beaucoup plus agréable.

Pourtant les autobus de la T. C. R. P. (« Transports en commun de la région parisienne », cela s'appelait ainsi, avant la fusion avec le métro) n'étaient pas particulièrement équipés pour amortir les bruits. Leurs moteurs gémissaient souvent, surtout au démarrage, et sur ces antiques voitures, changer de vitesse constituait un événement qui ne passait pas inaperçu. Mais l'avantage était qu'à la

place de roues en fer, les autobus avaient des pneus. Pour le pittoresque, on peut regretter les vieux tramways qui s'éparpillaient ainsi dans les rues de Paris, avec leurs longues perches qui persistaient à suivre les fils électriques : c'était une époque, le temps où un conducteur de tramway était pompeusement appelé un *wattman*, terme que je ne comprenais évidemment pas, mais qui est assez étrange. Je dois avouer que j'ai regretté la disparition de ces tas de ferraille bruyants qui ont ponctué de façon saisissante les premières années de ma vie, surtout lorsque ma grand-mère, ou mon père, m'emmenait au bois de Vincennes.

Car, pour un enfant enfermé dans la ville et ne rêvant que campagne, le bois de Vincennes était une sorte de paradis à ma portée. Certes, je n'y allais pas tous les jours, mais je dois reconnaître que ce vaste ensemble forestier, aujourd'hui bien morcelé et trop altéré, a joué un rôle considérable dans mon imaginaire. Les taillis me servaient de retraite. Les lacs étaient des océans tumultueux ; les ruisseaux, des torrents de montagne ; les prairies, de grandes plaines parcourues par des hordes sauvages. Parfois, nous y parvenions à pied, en suivant les quais de la Seine et en remontant le long des fortifications, entre la porte de Bercy et la porte de Charenton. Ou alors, nous prenions le tramway de Saint-Mandé. Mais la plupart du temps, c'était par le métro, à partir de la Bastille, soit jusqu'à la porte Dorée, soit jusqu'au château de Vincennes. Mais le plus exaltant, c'était de prendre le train jusqu'à Nogent-sur-Marne par la vieille ligne dite de Vincennes, et qui appartenait encore aux Chemins de Fer de l'Est.

La gare de ce chemin de fer faisait partie du paysage de la Bastille. Elle était tout en hauteur, au terme d'un viaduc sous lequel on avait bâti des boutiques, des entrepôts et même des logements. Tout y était vieux, crasseux et enfumé. Les locomotives à vapeur avaient des sursauts de monstres antédiluviens et lançaient des flammes comme les dragons des bandes dessinées fantastiques dont je me nourrissais. Elles s'arrêtaient presque par miracle, au plus profond de la gare, et je me souviens qu'une invraisemblable machinerie, fonctionnant également à la vapeur, permettait de faire passer ces monstres d'acier d'une voie sur l'autre, opération qui n'allait pas sans provoquer un bruit épouvantable, on s'en doute, mais qui m'intéressait au plus haut point. Quant aux wagons, ils étaient très particuliers, et je n'en ai jamais vu d'équivalents. Ils étaient en effet assez courts, à deux étages. L'impériale était accessible par un escalier dressé à chaque extrémité du wagon. On s'y faisait enfumer à loisir, et l'on sortait des tunnels avec des escarbilles dans les yeux. L'étage du bas était plus confortable : il comportait une série de compartiments isolés les uns des autres, et l'on peut en avoir une image authentique dans un épisode du célèbre film de Claude Autant-Lara, *le Diable au Corps*, quand Micheline Presle et Gérard Philipe se trouvent affalés sur la banquette et que le contrôleur, sur le marchepied, leur réclame leurs billets. Ce chemin de fer de Vincennes a longtemps fait partie du folklore parisien, avec son viaduc, ses tunnels et même son passage à niveau (près de la porte Montempoivre), sa gare de marchandises de Reuilly et bien entendu son terminus de la Bastille. La ligne a été récupérée en partie par le Réseau Express Régional,

mais la portion *intra muros* n'est plus qu'un souvenir, matérialisé cependant par ce qui reste du viaduc longeant l'avenue Daumesnil. Mais où est donc la gare ? Où est donc la station biscornue du métro dont les ferrailles se tordaient au-dessus du canal ?

La place de la Bastille n'est plus ce qu'elle était dans mon enfance. Ont disparu également certains cafés fort pittoresques, dont le fameux « Au Canon de la Bastille », au coin du boulevard Henri-IV, donc à l'emplacement des murailles de la forteresse, et qui maintenait le souvenir de la Grande Mademoiselle faisant tirer le canon pour venir en aide à son cousin le Grand Condé et à ses troupes de frondeurs. Le dimanche, chaque fois que nous revenions du Bois de Vincennes, mon père m'emmenait « boire quelque chose » dans un des cafés de la place. Lui, il commandait une bière, généralement une brune, et moi, une fois terminée la période de la grenadine, j'avais droit rituellement à un « panaché ». Notre café favori était situé en retrait, déjà dans la rue Saint-Antoine, mais dans le périmètre de la forteresse. Mon père y avait ses habitudes, et moi, je savourais lentement mon « demi », tout heureux de me croire dans un univers d'adultes, regardant les autobus qui s'arrêtaient juste derrière la devanture, ou bien lisant quelque journal pour enfants qui me racontait les prouesses de héros invincibles. Après tout, ne me trouvais-je pas en un lieu imprégné d'héroïsme ?

C'est alors que j'ai commencé à m'éveiller à l'Histoire. Bien sûr, il s'agissait d'approches fort élémentaires, mais qui allaient cependant un peu plus loin que les manuels scolaires que je considérais déjà comme incomplets, sinon débiles à force de simplifications abusives. Mon père m'avait emmené au musée Carnavalet et je m'étais passionné pour les objets et curiosités de l'ancien temps, pour les plans du vieux Paris, imaginant du même coup les équipées de d'Artagnan ou de Lagardère – je ne connaissais pas encore Pardaillan – dans les ruelles obscures où rôdaient coupe-jarrets et redresseurs de torts. Cela me changeait un peu de l'univers du *western*, et pourtant, je me nourrissais d'un roman-feuilleton qui paraissait dans *Le Journal de Mickey* (le vrai, celui d'avant-guerre), dont le héros était un certain Peter Rice, surnommé Pistol Peter, un valeureux sheriff d'Arizona, terreur des *outlaws* et protecteur des gens de bonne volonté. Mais après tout, je pouvais bien faire l'amalgame : les villes frontières d'Arizona, avec leur foule bigarrée de *gringos*, de Mexicains parlant le pur espagnol, d'indiens taciturnes et de métis coupés de leurs racines, valaient bien la Cour des Miracles dont j'avais entendu dire qu'elle se trouvait du côté des Halles, et qui devait être, selon moi, du moins à cette époque, le centre idéal d'un monde qui n'existait plus. C'est donc à partir de là que je pris goût à l'évocation du passé et que l'image de la Bastille, répercutée par différentes estampes, devenait le modèle non seulement de la forteresse de défense, mais de la citadelle des privilèges et de l'ignominie. Les assaillants de cette Bastille étaient assurément les mêmes que ces policiers d'extrême ouest aux prises avec les pires adversaires de la Liberté et de la Conscience. Pour un enfant, il n'y a pas de place pour les compromis, seulement une opposition absolue entre les bons et les méchants.



C'est d'ailleurs pourquoi le malaise me prenait lorsque j'évoquais dans une même lancée la vaillante prise de la Bastille et les massacres révolutionnaires. De quel côté fallait-il pencher ? Le roi Louis XVI ou Robespierre ? Quelque chose cependant me rassurait : tous les deux étaient passés par la guillotine. C'était bien la peine... Vanité des vanités, tout est vanité ! Je crois que c'est à partir de là que j'ai commencé à être sceptique et à prendre quelque distance par rapport aux images d'Épinal que dispensaient abondamment nos livres d'Histoire. Et c'est dans cet état d'esprit que j'ai vécu le 14 juillet 1939, pour le cent cinquantième de la Révolution.

Curieuse commémoration... Cela sentait la guerre autour de nous. On nous parlait de liberté, mais l'Allemagne nazie faisait trembler l'Europe. On nous faisait applaudir la fraternité, mais les derniers sursauts des Républicains espagnols sonnaient le glas des démocraties. Et pour comble, les Français qui avaient coupé le cou de leur roi recevaient en grande pompe le roi d'Angleterre. Évidemment, on nous disait qu'il ne fallait jamais se fier aux Anglais (la perfide Albion !), mais qu'entre deux maux, il était indispensable de choisir le moindre. Ce qui fut fait, heureusement pour l'Europe et pour la liberté tout court. Mais il n'empêche que les festivités de la Bastille, le 14 juillet 1939, avaient un goût étrange, comme un goût de sang dans la bouche et dont on ne peut se débarrasser.

C'est ainsi que nous entrâmes dans la guerre, la « drôle de guerre », pour l'Honneur et la Liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes. L'idéal de la Révolution revivait dans nos cœurs. Ce n'était d'ailleurs pas sans amertume, car nous nous rendions compte qu'il existait, par le vaste monde, de multiples bastilles qu'il fallait abattre les unes après les autres. On connaît les turbulences et les turpitudes de cette période noire. La Colonne de Juillet avait fière allure lorsque les convois allemands passaient sur la place de la Bastille et que des croix gammées battaient au vent sur tous les bâtiments réquisitionnés et transformés en véritables « bastilles » de l'Ordre nouveau.

Il n'était alors plus question de pavoiser lors de la Fête Nationale. Le régime en place à Vichy semblait avoir honte d'une telle commémoration. La Bastille, c'était une place et trois stations de métro, c'est tout. Mais le canal Saint-Martin continuait à couler souterrainement avant de déboucher sur le bassin de l'Arsenal et de se mêler aux eaux sales de la Seine. Et nous avions besoin de nous consoler, car la vie quotidienne, qui continuait malgré tout, n'était pas toujours très joyeuse. Il fallait attendre des heures devant les magasins d'alimentation pour tenter d'obtenir quelques pommes de terre de mauvaise qualité. Il fallait des tickets pour acheter des quantités dérisoires de pain dénommé « caca », tellement il était noir et indigeste. Nous en aurions pourtant voulu davantage. Et les becs de gaz de la place de la Bastille n'éclairaient plus rien que le vide.

La nuit fut longue. L'heure allemande pesait lourdement sur la ville, et plus rien n'était comme avant. Nos classes étaient à peine chauffées pendant l'hiver, et nous tous, nous avions des engelures aux doigts. Certes, on nous distribuait parfois des

vitamines qui avaient un goût fort désagréable, et aussi des biscuits caséinés que je m'empressais de vendre à des camarades plus fortunés afin de m'acheter des livres : c'était bel et bien un choix de ma part. Et, emmitouflés dans nos manteaux, des écharpes râpées autour du cou, nous nous efforcions de travailler aux dernières lueurs du jour, nous abîmant les yeux sans le savoir, en attendant qu'on veuille bien rétablir le courant électrique, au dernier moment, quand on n'y voyait vraiment plus rien. Et, de temps à autre, nous étions obligés de suivre la classe dans une cave, lorsque d'interminables alertes nous chassaient de nos salles vers des souterrains qui sentaient le moisi. Cela ne nous empêchait pas de dissenter sur le *Traité de la Servitude volontaire*, d'Étienne de La Boétie, ni de rêver sur les prouesses des Chevaliers de la Table Ronde en lutte perpétuelle contre les méchants du royaume d'Arthur.

Je crois qu'à aucune autre époque de ma vie je n'ai compris aussi bien ce que pouvait être une « bastille », au sens propre comme au sens figuré. Nous étions dans une prison où nous nous donnions l'illusion de pouvoir encore penser et de pouvoir imaginer ce qui se passait ailleurs dans le monde. C'est probablement ce qu'ont ressenti tous les prisonniers de la Bastille, depuis que cette forteresse, primitivement destinée à protéger les Parisiens des Anglais, est devenue le lieu où, par la volonté du roi de France, on pouvait « mettre à l'écart » les indésirables et les gêneurs. Durant ces années 1940-1944, c'est toute la France, et plus particulièrement Paris, qui était la Bastille. Et malgré tout, nous espérions que le peuple en colère démolirait les murailles qui nous enserraient, nous condamnant à l'inertie et au sommeil lourd des nuits qui n'osent pas dire leur nom. D'étranges voix nous parvenaient de bien loin, à travers les brouillards et les brouillages, des voix amies qui nous disaient l'espoir et qui tentaient de nous montrer comment s'ouvraient les portes de notre prison. Parmi ces voix, il y avait celle de Jean Marin, très timbrée et vibrante, pleine de lumière et de foi. En ces années de ténèbres, je ne savais pas quelle était cette voix. Je ne savais pas que plus tard, cette voix serait celle d'un véritable ami. J'ai dit un jour à Jean Marin tout ce que ma génération devait à sa voix ; je lui ai dit toute la portée de ces messages quotidiens qu'il s'efforçait de lancer à travers la Manche, au hasard des ondes peuplées d'orages magnétiques. Il n'a rien répondu. Il m'a regardé de ses yeux d'aigle, du haut de sa taille impressionnante. Mais je savais qu'il avait envie de pleurer. Oui, en ces années obscures, je ne savais pas quels étaient les visages qui se dressaient dans un petit studio de Londres, alors que nous, décontenancés et privés de notre fil d'Ariane, nous errions sous l'œil ironique du Génie de la Bastille à la recherche de notre propre identité. Merci, Jean Marin...

J'étais trop jeune, en ce temps-là, pour agir dans la réalité des événements. J'eusse eu deux ans de plus, on me retrouvait quelque part dans un maquis, ou dans quelque camp de la mort. Je pense sincèrement que je serais allé jusqu'au bout, je pense, sans aucune arrière-pensée, que si j'avais été adulte, je n'aurais pas accepté de subir sans répliquer l'odieux joug nazi. L'hitlérisme et sa philosophie de pacotille est certainement pour moi la pire des aberrations de l'esprit humain, le

défi le plus absolu lancé contre la condition humaine. Quand je pense que, maintenant, il se trouve des esprits soi-disant intelligents capables de mettre en doute l'existence des fours crématoires, ou bien de les traiter de simple incident de parcours, j'en frémis. Il est bon et juste de pardonner. C'est une lâcheté d'oublier. On devrait projeter dans toutes les écoles ce terrifiant et admirable film d'Alain Resnais, *Nuit et Brouillard*. Et éviter d'y ajouter le moindre commentaire, car les images parlent d'elles-mêmes. Il ne faudrait tout de même pas ignorer que nous sommes, que nous le voulions ou non, les descendants et les héritiers de ceux qui ont pris la Bastille.

Pendant ces années d'exception, alors que j'étais sur les bancs de l'École Massillon, honorable établissement d'enseignement secondaire tenu par les Oratoriens, mes camarades ne pensaient pas tous comme moi, peu s'en faut. Certains s'engagèrent même très loin dans la voie de ce qu'on appelait pudiquement la « collaboration ». Et ils en ont gardé certaines idées que je ne partage guère. Ainsi est la vie. D'ailleurs, un simple détail prouvera la coupure qui s'installait entre nous. Notre classe était en effet partagée entre ceux qui faisaient de l'anglais et ceux qui faisaient de l'allemand. La vérité m'oblige à dire que le phénomène était révélateur, mais j'ajouterai que ceux qui faisaient de l'anglais étaient quand même plus nombreux. Par contre, ceux qui faisaient de l'allemand étaient volontiers virulents. Gamineries ? Sûrement pas. Avant le déclenchement de la drôle de guerre, il était prévu que j'étudierais l'allemand, langue noble par excellence. Mais je me suis retrouvé parmi ceux qui « faisaient » de l'anglais, et avec une grande joie. Après tout, quoi que pût en dire la propagande officielle, l'Angleterre était le pays de la liberté. Et elle l'a prouvé.

Le même clivage s'observait chez nos professeurs. Il y en avait qui se risquaient parfois à ironiser sur les « doryphores » (c'est ainsi qu'on appelait les Allemands, lesquels nous « empruntaient » nos bonnes pommes de terre, nous laissant savourer les délicieux rutabagas à la crème – de la farine et de l'eau – qu'on servait dans les restaurants). Donc, certains d'entre eux manifestaient plus ou moins clairement leur façon de penser, et l'on pouvait en déduire qu'ils écoutaient, le soir, à la veillée, la radio de Londres, du moins quand le brouillage n'était pas trop violent. Par contre, il y en avait d'autres qui nous disaient pis que pendre de ces perfides Anglais qui nous avaient entraînés dans une guerre que nous ne voulions pas et dans une honteuse défaite qui les arrangeait bien. Et de citer le réembarquement de Dunkerque, et la tragédie de Mers el-Kébir. Heureusement, le maréchal Pétain allait tout arranger. Ce discours, que tenaient d'ailleurs beaucoup de Français en 1941 et 1942, n'était rien en comparaison de celui d'un de mes professeurs de lettres, que je préfère ne pas nommer, et qui nous rebattait les oreilles avec son « Reich Grand Allemand » qui me donnait envie de vomir. J'ai eu l'occasion, par la suite, de revoir ce professeur d'ailleurs fort cultivé et consciencieux. Je me suis même persuadé de sa sincérité. Mais devais-je pour autant excuser ce comportement ?

Je crois que j'ai été gaulliste pendant la guerre, en dépit de mon jeune âge. À ce

moment-là, le gaullisme signifiait le refus de toute compromission, le rejet de tout ce qui était *noir*, de tout ce qui était contraire aux droits de l'Homme. C'est dire que je n'ai plus été gaulliste au début de la Cinquième République quand j'ai vu le détournement des idéaux qui avaient fait la force du personnage. Cela ne m'empêche pas de le considérer comme l'un des plus grands de ce siècle. Je conserve de lui une lettre qui n'a rien de politique et qui concerne un problème de culture celtique : son grand-oncle, nommé lui aussi Charles de Gaulle, était en effet un fin lettré qui avait appris le breton et le gallois et qui s'est révélé un grand rénovateur des études celtiques à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Peu importe le contenu de cette lettre. Ce que j'y admire, c'est la signature : C. de Gaulle, et un point profondément marqué. C'est significatif, même si l'on n'est point expert en graphologie. Après tout, ce n'est pas une tare d'être *gaullien*, et ceux qui se prétendent actuellement les héritiers du général feraient bien de l'être davantage avant de parler et d'agir. Passons. Pendant les années d'occupation, de telles subtilités étaient hors de propos. Et plus que jamais, il y avait les bons et les méchants.

Les apparences étaient pourtant trompeuses. Le dimanche, lorsque nous revenions, mon père et moi, du bois de Vincennes, ou d'une promenade sur les « Grands Boulevards », nous allions nous installer à la terrasse d'un café qui donnait en plein sur la place de la Bastille. Nous y buvions de la mauvaise bière, mais tout semblait normal autour de nous, sinon que la circulation automobile était à peu près nulle et qu'on ne voyait aucun autobus en dehors de l'éternel 91 qui assurait et assure toujours la liaison entre la Bastille et la gare Montparnasse. Les Parisiens se promenaient, comme si de rien n'était, et ils s'attardaient volontiers dans les cafés, pour oublier peut-être la dureté des temps et le maigre repas qui les attendait à la maison. Parmi les passants, on remarquait parfois quelques personnages que nous nous serions bien dispensés de voir, habillés en *feldgrau*, ce que nous traduisions par « vert-de-gris », voire quelques officiers rondelets et repus à la casquette impeccable, la main droite toujours très voisine de leur courte épée de parade. Mais ils étaient *corrects*, quoi ! Le vendeur ambulant de journaux continuait à crier *Paris-Soir* comme avant-guerre, même si les dimensions de cette feuille de chou se réduisaient de semaine en semaine. Et *Paris-Soir* vantait les mérites de la « collaboration ». Quoi de plus normal, dans ce Paris où tout paraissait se dérouler *comme avant*. À l'autre bout de la place, le kiosque à journaux continuait d'étaler non seulement *Paris-Soir*, mais aussi des magazines comme *Comœdia*, hebdomadaire des lettres et des arts que je commençais à lire, la revue allemande *Signal*, qui était d'ailleurs remarquablement faite, et aussi *L'Heure bretonne*, le journal des autonomistes bretons qui, eux, avaient exploité jusqu'à la corde la « collaboration » avec l'occupant. Quand le soleil brillait sur la place, on se serait cru dans un monde en paix, bien loin des violences et des agressions qui se tramaient pourtant non loin de nous, dans l'ombre complice des cours et des impasses. Il n'était pas question d'évoquer la Bastille et ce qu'elle représentait, mais ce calme trompeur préparait des révoltes ultérieures. Il n'y avait qu'à regarder le visage des passants pour le

comprendre.

Le maréchal Pétain, « chef de l'État », avait perdu beaucoup de son prestige depuis que, le 8 novembre 1942, l'armée allemande avait – au mépris des conventions d'armistice – envahi la zone dite « libre », soi-disant pour protéger la France contre les impérialistes anglo-américains et leurs complices les judéo-ploutocrates. La Révolution nationale était en marche. Les Juifs, un temps reconnaissables à leur étoile jaune, avaient disparu de la circulation, ce qui n'était pas sans nous faire poser quelques questions. La propagande nous incitait à aller visiter des expositions sur le gigantesque complot « maçonnique » qui avait *failli* nous faire disparaître dans la tourmente (que cela aurait-il été si nous avions réellement disparu !). C'était l'heure des Marcel Déat, Marcel Bucard, Jacques Doriot et Joseph Darnand, ces fanatiques de la reconversion au nazisme. Tous les soirs, le sinistre Jean-Hérolf Paquis, avec sa voix d'histrion survolté, affirmait sans rire que « l'Angleterre, comme Carthage, serait détruite ». Le vieillard enfermé à Vichy, et gardé par Pierre Laval, commençait à faire douter de lui. C'est pourquoi, dans les écoles, on multipliait les conférences à la gloire du vainqueur de Verdun.

Je me souviens d'une de ces conférences. On avait réuni tous les élèves dans la salle de réunion et nous devions subir les envolées lyriques d'un certain M. Paluel-Marmont, par ailleurs auteur de romans d'aventures pour la jeunesse, et que je connaissais déjà en tant que tel. Pauvre homme ! je ne lui en veux pas. Il faut bien gagner sa vie. Mais je n'en avais rien à faire d'entendre le panégyrique de Philippe Pétain par quelqu'un qui n'y croyait même pas et qui faisait semblant de s'intéresser à son sujet. Une autre fois, à l'occasion du voyage à Paris du « maréchal-chef-de-l'État » (à vrai dire le seul qu'il fit pendant les quatre années d'occupation), on nous rassembla sur le boulevard Henri-IV, juste au débouché de la Bastille, pour que nous pussions acclamer notre héros national. Il faisait beau, heureusement, car nous dûmes piétiner je ne sais combien de temps avant d'apercevoir le personnage auréolé de sa gloire et des feuilles de chêne dont était abondamment pourvu son képi. Le spectacle fut inoubliable. Le maréchal était affalé au fond d'une voiture officielle (une Renault d'avant la Régie, s'il vous plaît) et la seule impression que j'en garde, c'est que j'ai aperçu ce jour-là un guignol qu'on promenait triomphalement dans les rues de Paris pour reconforter le moral des bons Français. De plus, lors de la messe hebdomadaire – et obligatoire – on nous invitait à prier pour notre vénérable chef de l'État qui était « notre providence » et notre « seul soutien ».

Tout cela n'était pourtant pas très drôle, même si l'on plaisantait parfois sur le dos des personnages qui occupaient le devant de la scène héroï-comique qui se jouait alors à bureaux fermés. Tout risquait de sauter à la moindre étincelle. Les antagonismes se révélaient, de plus en plus virulents. Les soldats de la Wehrmacht étaient de plus en plus nerveux, et il valait mieux passer sur le trottoir d'en face lorsqu'on en rencontrait, jamais isolés, et toujours sur le qui-vive. Les alertes se succédaient. Le ciel s'obscurcissait de nuées d'avions chargés de bombes. Nos

estomacs se réveillaient la nuit, tourmentés par la faim. C'est ainsi qu'arriva l'été de 1944.

Depuis le débarquement allié sur les plages normandes, les rumeurs les plus folles fusaient de partout, contradictoires, lourdes de massacres et de bombardements, mais en définitive porteuses d'espérances. C'était le contrechamp de l'été 1940, lorsqu'on voyait arriver les Allemands partout, ce qui était d'ailleurs parfaitement exact. Mais cette fois-ci, ce n'était pas avec terreur qu'on voyait les Américains partout, et on les imaginait d'ailleurs dans des endroits où ils n'étaient pas encore. Et dans Paris se créait peu à peu une situation de siège. Cela avait commencé par l'arrêt total de la circulation du métro, des coupures de courant de plus en plus fréquentes et de plus en plus longues, une pression du gaz réduite au minimum. Plus de courrier venu d'ailleurs. Presque plus de pain dans les boulangeries. On puisait dans les ultimes provisions, celles qu'on gardait précieusement pour « en cas de... ». Drôle d'atmosphère ! La radio devenait subitement muette. On imaginait d'ailleurs très mal les propagandistes acharnés de Radio-Paris et de la Radiodiffusion nationale continuer à se livrer à leurs vaticinations sur la victoire allemande alors qu'on savait pertinemment que cette armée perdait pied sur tous les fronts. L'inquiétude résidait sur le sort de Paris : les Allemands allaient-ils quitter la capitale sans résister ou bien faudrait-il que les Alliés les en délogent par la force, c'est-à-dire à coups d'obus et de bombes ?

On sait maintenant que tout s'est joué avec une marge de manœuvre très réduite et très délicate, et que si Paris n'a pas souffert de la Libération, c'est grâce à deux hommes, le consul général de Suède, Nordling, un humaniste et un « neutre », et un général allemand, von Choltitz, qui a fait passer son sens de l'honneur et de la dignité avant l'obéissance aveugle aux ordres d'Hitler, lequel avait ordonné de faire sauter tout ce qu'on pouvait faire sauter de la capitale. Mais cela ne veut pas dire que cette libération de Paris se soit déroulée dans le calme et sans victimes de part et d'autre. Je me souviens d'avoir vu, au cours d'une de ces journées de fièvre, un officier allemand, seul dans une voiture découverte, nu-tête, débraillé, conduisant comme un fou et dévalant le boulevard Henri-IV de la Bastille vers la Seine. Vision étrange... Où allait-il ? Que cherchait-il ? Son attitude était celle du désespoir. Sans doute a-t-il été fauché par une rafale de mitraillette, quelque part sur la rive gauche. Il me semble qu'il n'y avait pas d'autre solution pour cet homme solitaire et aux abois. Voilà bien la tristesse et l'absurdité de la guerre...

De toute façon chaque fois qu'on mettait le nez dehors, on entendait siffler des balles. Il en arrivait de partout. Elles criblaient les murs, éclaboussant du plâtre et de la pierre. On ne savait même plus qui tirait, ni sur qui on tirait : des Allemands retranchés sur les toits ? Des résistants aux fenêtres supérieures ? Des « collabos » acharnés qui n'avaient plus rien à perdre ? Cette plaisanterie quelque peu morbide – et parfois mortelle – a duré un certain nombre de jours, même après la libération officielle de la capitale. Quand la foule s'est précipitée dans les rues pour

accueillir, au milieu de hurlements de joie, les chars de l'armée Leclerc, les tirs ont redoublé. Je me rappelle fort bien certaines scènes de panique : en fait, il n'y avait rien d'autre à faire que de se planquer contre les murs et d'attendre que cela se passe. Et pendant ce temps-là, la radio, une nouvelle radio avec d'autres voix, celle de Jean Guignebert en particulier, et celles de ceux qui avaient préparé cette renaissance en travaillant clandestinement dans le « Studio d'Essai » de Pierre Schaeffer, une nouvelle radio diffusait d'autres refrains. Une page venait d'être tournée. La Bastille venait d'être prise. C'était le 25 août 1944.

Hélas, toute victoire a ses revers. Au moins, en 1789, on avait démoli la Bastille avant de songer à envoyer des charretées de condamnés à la guillotine. En 1944, on avait certes pris la Bastille, au sens figuré, mais on s'était bien gardé de la détruire : au contraire, on se hâtait de la remplir. Qu'on songe au répugnant épicier dont Jean Dutourd a tracé le saisissant portrait dans son roman *Au bon beurre* : « collabo » d'une veulerie remarquable et pétainiste convaincu pendant l'occupation, il se révèle un ardent patriote le jour de la Libération, allant même jusqu'à livrer un pauvre type d'Allemand à la vindicte populaire. Qu'on songe aussi à certaines scènes du film d'Alain Resnais, *Hiroshima, mon amour*, lorsque l'héroïne est tondue pour avoir eu un amant allemand et qu'elle se terre dans une cave pour échapper aux regards... J'ai été témoin de scènes semblables sur la place de la Bastille. J'ai vu des femmes au crâne rasé, barbouillées de croix gammées et traînées comme des bêtes au milieu d'une foule en délire qui ne ménageait pas ses sarcasmes et ses crachats quand ce n'étaient pas des cailloux. C'est ainsi qu'on se venge, c'est plus facile que de rechercher les authentiques responsables. D'ailleurs, parmi les insulteurs et tourmenteurs de ces femmes, combien y en avait-il qui avaient vraiment la conscience tranquille ?

Ce sont certes des détails, et l'on sait maintenant qu'il y a eu pire. Mais de telles scènes laissent un goût d'amertume dans la bouche. On nous avait promis des « lendemains qui chantent ». On nous avait promis la *grande fraternité* universelle. Et cela repartait comme en 89 ! Les jeunes de ma génération ont mis du temps à se faire une raison et beaucoup de mal à retrouver leur équilibre au milieu des turbulences contradictoires qui se sont abattues sur nos têtes à une époque où l'on ne demande qu'à croire en un idéal. Je sais que je suis marqué pour la vie par cette guerre de 39-45, par les terreurs dont elle a été la dispensatrice, par les injustices dont elle a été la mère, par les désespoirs qu'elle a provoqués. Les cicatrices de l'âme sont celles qui ne s'effacent jamais.

Cependant, la vie continue. Mais si tout n'était pas redevenu comme avant, la place de la Bastille avait retrouvé sa puissance d'évocation de la liberté. On y put voir un défilé du 14 Juillet. On recommença à se servir de la place pour les rassemblements populaires, les diverses manifestations (de la Bastille à la Nation, de la Bastille à la République) qui apportent la preuve qu'un pays pratique la démocratie. Qu'on soit d'accord ou non avec ceux qui défilent et qui braillent des slogans souvent ineptes, peu importe, c'est un spectacle réconfortant. Les pays qui ne connaissent pas les manifestations sont des pays tristes où il ne fait pas bon

vivre.

Et puis, sur ce terre-plein de la Bastille, en plein cœur d'un Paris populaire qui débordait de Ménilmontant, de Belleville et de la « Folie-Méricourt », voire d'un Marais déjà guetté par les amateurs d'ancien rénové, on avait plaisir à voir s'installer, en certaines occasions, les baraques et les manèges de la fête foraine. Cela faisait du bruit (mais jusqu'à dix heures du soir), cela causait déjà des perturbations dans la circulation, cela bloquait l'entrée du métro et celle de la gare de Vincennes, mais c'était tout de même la « Fête » avec son lot de vulgarités et d'excès en tous genres. Avec mes camarades, après la classe, je ne manquais jamais d'y aller rôder une heure ou deux, le soir, avant le dîner. C'était l'époque où les restrictions d'électricité étaient encore de règle. Aussi était-il fréquent que tout s'éteignît d'un seul coup et que la nuit enveloppât l'étendue de la fête. L'ombre est souvent complice, et j'avoue que nous en profitions pour serrer les filles d'un peu trop près. Jeux innocents et sans conséquences. Nous en étions quittes pour payer un roudoudou ou un tour de manège à celle qui, la lumière revenue, manifestait un peu trop haut son mécontentement. Dans la journée, le spectacle était différent. Il y avait des balançoires, et, comme par hasard, c'étaient toujours des filles qui les occupaient. À cette époque, les femmes n'osaient point encore porter de pantalon masculin : on imagine facilement le tableau que composaient ces accortes demoiselles, parfaitement conscientes de ce qu'elles faisaient, et sachant fort bien que, sous les balançoires, il y avait toujours un attroupement de vieux messieurs, lesquels, curieusement, gardaient toujours leur main droite dans les poches. Bah ! que celui qui n'a jamais eu de pensées tordues me jette la première pierre !

Nous n'étions point innocents et nous ne prétendions pas l'être. Il fallait bien compléter les solides études classiques que nous suivions avec beaucoup de sérieux. C'est ainsi que nous découvrîmes peu à peu l'univers interlope qui entourait la très honorable place de la Bastille. Nous errions dans la rue de Lappe à la recherche de sensations fortes – que nous ne trouvions d'ailleurs pas – et nous admirions les invraisemblables bistrots qui pullulaient dans la rue de la Roquette. Nous n'osions pas y pénétrer, mais les voir de l'extérieur, avec leur faune avachie devant des verres de gros rouge, constituait une distraction de choix. Évidemment, nous rôdions aussi dans certaines rues mal éclairées, comme la rue Jean-Beausire, pour la satisfaction d'examiner les « demoiselles de petite vertu » qui y avaient établi leur fonds de commerce. Il fallait bien apprendre la vie avec toutes ses zones d'ombre. Et le refrain d'une chanson débile, qui a eu un grand succès autrefois, nous revenait à la mémoire : « À la Bastille, on l'aime bien, Nini Peau-de-Chien ! »

C'était le temps des insouciances. Et pourtant, nous savions qu'à la fin de l'année, nous devions passer notre baccalauréat, tout au moins la première partie de cet examen sans cesse remis en cause, sans cesse réformé et malgré tout, toujours aussi immuable dans sa pérennité. Cela ne m'empêchait pas non plus de me livrer à des activités proprement littéraires. Je me sentais une vocation de



directeur de revue, et j'avais donc entrepris de publier une modeste feuille photocopiée qui avait pour titre *Le J3 littéraire*. Cela mérite explication : le sigle « J3 » désignait une catégorie de cartes d'alimentation pour les jeunes de quatorze à vingt et un ans. Cette feuille fragile comportait peu de textes, mais tout de même des poèmes et des critiques que je voulais acerbes sur les livres du moment, du moins ceux que je pouvais lire. Mais bientôt, cela devint plus sérieux, et, avec certains de mes camarades, nous créâmes une véritable revue, toujours photocopiée, mais de plusieurs pages, avec des textes plus abondants, et qui prit le titre plus classique de *Jeunes Écrits*. J'en étais évidemment le directeur, et mon camarade Jean-Charles Narval assumait les très importantes fonctions de secrétaire général. C'est d'ailleurs chez les parents de Narval, boulevard Beaumarchais, à deux pas de la Bastille, que se réunissait le comité de rédaction. Je me souviens de ces séances mémorables où nous discutons des heures sur les textes que nous avons l'intention de publier, et sur lesquels nous n'étions pas toujours d'accord. Je manifestai un peu trop mes goûts à la fois pour la poésie dite moderne, et pour – c'était déjà un vice – la littérature du Moyen Âge et la tradition celtique. Il y eut bien des empoignades.

C'est à l'occasion d'une de ces discussions que notre association éclata. Mis en minorité, je fis franchement sécession, abandonnant le titre, mais gardant les abonnés, car il y en avait, des amis, des parents, et aussi quelques poètes que j'avais rencontrés dans divers cénacles que je commençais à fréquenter assidûment. Et c'est ainsi que je publiai une « feuille d'art et de poésie » (on ne se refuse rien) sous le titre d'*Escapes*. Je dois dire que je suis assez fier de cette revue, car j'ai réussi le tour de force de la maintenir pendant six années et d'en tirer très exactement cinquante-cinq numéros, tous photocopiés, mais de façon plus luxueuse, les quatre derniers étant imprimés. Ce fut au fond une belle aventure que je ne regrette pas, car elle m'a permis de connaître des hommes et des femmes avec qui j'ai eu des rapports amicaux autant que littéraires, et certains d'entre eux sont devenus de véritables amis, de ceux qu'on compte sur les doigts. Je ne peux pas penser sans nostalgie à des poètes comme Robert Beaussieux, Louis Pernette, Claude Reignoux, Michel Mériel ou encore Amédée Guillemot et Renée Willy. Beaucoup d'entre eux ont, hélas ! disparu de cette terre ou de la république des Lettres. D'autres continuent à gravir les rudes sentiers qui grimpent sur les flancs du Mont Parnasse, harcelés par les orages, du cœur et de l'esprit : Alain Messiaen qui, en plus des poèmes qu'il me donnait, traduisait les poètes de langue espagnole, Jean Vodaine, Jean l'Anselme, Bernard Jourdan, et bien d'autres encore. Et puis il y avait ceux qui, depuis, ont fait carrière : Youri, devenu cinéaste et auteur dramatique, Louis Le Cunff, le journaliste, Bernard Delvaille, devenu éditeur, Vincent Bounoure, l'un des héritiers du Surréalisme, Jean Cathelin, devenu critique d'art, Charles Le Quintrec, mon vieux complice, Robert Sabatier qui, à l'époque, publiait lui-même, de Roanne, une petite revue intitulée *La Casette*, Hervé Bazin, enfin, qui signait curieusement Nic-Hervé Bazin, directeur d'une revue également photocopiée, *La Coquille*, que nous décidâmes un jour de faire fusionner avec *Escapes*. Mais, à l'époque, nous avions tous du génie, et nous

le faisons savoir autour de nous.

Parallèlement à cette activité rédactionnelle, je passais souvent mes soirées dans des cercles littéraires comme il y en avait tant à l'époque, la plupart se tenant dans des cafés où nous buvions un modeste café pendant toute la durée des débats. Ceux-ci étaient parfois houleux, perturbés par des intrus ou systématiquement faussés par des poètes d'un autre clan. Il y avait les « insulaires », tous les vendredis, dans l'île Saint-Louis, où j'avais l'habitude de lire les poèmes de Le Quintrec parce que celui-ci, très timide en ce temps (il a changé depuis !), n'osait pas les dire lui-même. Il y avait le « Radar » où officiait Liliane Gaschet, coupable d'avoir écrit un roman intitulé *L'Angoissé du café de Flore* (c'était la belle époque de l'existentialisme et le début des cheveux longs), assistée de la poétesse Colette Benoit et d'une très belle femme brune qu'on désignait toujours comme « la sœur du ministre » : elle se nommait Madame Mitterrand. Il y avait aussi un cénacle vieillot, le « Monde et la Ville », que dirigeait un étrange personnage, le conférencier Sacha Bernard, spécialiste de Proust, bon connaisseur du quartier du Marais, et dont la grande ambition était d'être anobli : il a été exaucé, puisqu'à la fin de sa vie, par la grâce du descendant des Paléologue, empereurs de Byzance, Sacha Bernard a été nommé « comte de Zara ». Enfin, tous les mois, je tenais moi-même séance en compagnie de poètes comme Maurice Fombeure, Jean Rousselot, Michel Manoll, Michel Ragon, ou d'écrivains comme Henri Perruchot, fondateur, à l'époque, de l'école « épiphaniste ». Cela ne m'empêchait pas de me trouver certains soirs dans le logement d'Hervé Bazin, près de la rue de la Roquette, dans une impasse qui donnait sur la remise de la guillotine. Tout cela faisait, on s'en doute, une vie bien remplie.

Ces années de l'après-guerre ont été capitales pour moi, à tous les points de vue. Elles m'ont permis de me situer. Elles m'ont obligé à quitter ma petite cellule d'enfant unique, toujours bercé par le même refrain, celui qu'on me répétait chaque jour : il ne faut pas se faire remarquer, il faut être comme tout le monde. Et surtout, ce magnifique adage : sois toujours *comme il faut*. Le malheur, c'est que je n'ai jamais su comment on pouvait devenir *comme il faut*. Et quand nous allions, mon père et moi, boire une bière place de la Bastille (il y a des habitudes qui ne se perdent pas facilement !), il prenait grand soin de m'avertir que la littérature, c'était très bien, mais seulement le dimanche, pour se délasser. Il avait peut-être raison, après tout, mais je trouvais sa réflexion aussi peu crédible que le malheureux Génie qui n'arrive pas à décoller du tuyau de poêle que représentait, pour Victor Hugo, la sinistre Colonne de Juillet. De toute façon, je savais très bien que je n'en ferais qu'à ma tête. On allait voir ce qu'on allait voir... C'est incroyable d'être aussi présomptueux quand on a dix-huit ou vingt ans. Mais, d'un autre côté, si un jeune de dix-huit ans n'avait pas en lui cette morgue et cette inconscience, rien ne se ferait, et le monde en serait encore à l'âge des cavernes. Et il faut bien admettre que ce sont toujours les jeunes qui ont raison, même quand ils délirent, même s'il leur arrive de cruellement déchanter quand la vie se charge de

compléter l'éducation théorique des écoles et des universités, voire des bibliothèques où s'entassaient les rêves d'une humanité toujours à la recherche de son identité. Je n'ai pas honte de la prétention de mes vingt ans, car elle m'a permis d'aller peut-être plus loin que je ne pensais. Et je ne saurais jamais trop recommander aux jeunes de cette fin de siècle de prendre leurs rêves pour des réalités. C'est là que réside leur unique et authentique richesse.

Cela dit, c'était le temps de mes errances, de ces longues promenades à travers un Paris que n'encombraient pas encore les flots malodorants des voitures, un Paris que l'on pouvait encore imaginer comme une ville mystérieuse, trouée de ruelles et d'impasses, de caves et de souterrains qui ne menaient nulle part, un Paris où le grand vent du large se perdait en s'engouffrant dans les cours des immeubles. Peu importait qu'il y eût du soleil ou de la pluie. Peu importait la fatigue que je ressentais au cours de ces déambulations qui duraient des heures, de jour comme de nuit. La nuit, j'étais enveloppé de quelque nuage qui me portait sur les ailes du vent. Le jour, j'ouvrais toutes grandes les portes de mon imaginaire. Le « Paris d'autrefois », je le connaissais bien. Je savais que, dans telle ou telle rue, je découvrirais les traces d'un personnage historique, d'un artiste, d'un écrivain, d'un héros de roman. Combien de fois ai-je accompagné François Villon dans sa tournée nocturne des mauvais lieux ? Combien de fois ai-je été Pierre Abélard guettant l'arrivée d'Héloïse ? Combien de fois ai-je vu Gérard de Nerval délirer, et combien de fois, moi-même, ai-je aperçu la silhouette fulgurante d'Aurélia disparaître derrière les murs noirs de la Mélancolie ?

C'était le temps du rêve. La poésie me heurtait à chaque pas que j'esquissais sur les trottoirs. Comme Rimbaud, bien sûr, je faisais des vers sur d'anciennes romances, j'écrivais mes chimères, je dévorais les fantômes qui me bousculaient, le soir, quand l'obscurité s'infiltrait sournoisement entre mes doigts. Ces fantômes, je finissais par m'intégrer à eux. Je devenais une ombre évanescence à la recherche d'Ophélie qui flottait entre deux eaux, quelque part sur la froide Seine, ou peut-être même dans ce canal Saint-Martin dont on pouvait imaginer qu'il rejoignait le fleuve des Enfers. Je murmurais des paroles qui n'étaient pas de moi :

*Et j'ai deux fois vainqueur traversé l'Achéron,*

*Modulant tour à tour sur la lyre d'Orphée*

*Les soupirs de la Sainte et les cris de la Fée...*

Il est bien vrai que je cherchais une Fée qui fût une Sainte, ou une Sainte qui fût une Fée. L'avais-je aperçue au débouché d'une station de métro, ou quelque part, sortant d'un immeuble vétuste, telle une prêtresse venant d'accomplir ses rites mystérieux dans l'ombre des temples en ruine ? L'image avait un nom, mais ce nom changeait souvent : Yseult, bien sûr, Guénièvre, Morgane, Viviane, toutes ces héroïnes des Romans de la Table Ronde qui constituaient depuis toujours ma

nourriture essentielle. Morgane dans les rues de Paris, Viviane cachée derrière la Colonne de Juillet, Yseult attendant Tristan près de l'écluse du canal, Guénièvre cachée au fond d'une salle de café, frémissant chaque fois qu'un homme entre parce qu'elle croit que c'est le beau Lancelot ? Pourquoi pas ? André Breton m'a assuré un jour qu'il trouvait charmantes les demoiselles de petite vertu qui arpentaient certains trottoirs de Paris, parce que cela lui évoquait les fées de Brocéliande. On sait bien que Brocéliande est partout et nulle part et que les êtres mystérieux qui peuplent cette forêt sont doués de pouvoirs magiques : ils apparaissent où ils veulent quand on sait les attirer vers soi, et surtout quand on sait les reconnaître au milieu de la foule anonyme et vibrante qui se déverse au fil des heures et des jours.

C'était le temps du rêve. Je m'identifiais à Nerval : « Je résolu de fixer le rêve et d'en connaître le secret ». C'est probablement de ces moments-là que mon goût prononcé pour des recherches qui ne servent à rien a commencé à prendre vraiment forme. Mais on me disait toujours que je perdais mon temps. Je ne savais pas ce que c'était que de perdre son temps, et je ne le sais toujours pas : le temps s'écoule, mais c'est nous qui le fabriquons, ce temps. Le temps, cette horrible machine à tuer qui martèle de ses poings rageurs le parcours que nous accomplissons sans en connaître le but...

C'est dans cet état de surgissement que je connus Claire. Elle était fragile comme une silhouette qu'on distingue à peine derrière les brumes qui se lèvent au-dessus des marais. Elle paraissait perdue dans cette ville, comme une héroïne à la recherche de son auteur qui l'a oubliée dans un repli de sa mémoire. Claire a réveillé en moi la flamme que je voulais offrir sur les autels de la grande Déesse des Commencements, celle qui n'a jamais cessé de me hanter depuis que je suis enfant et que j'ai toujours tenté de reconnaître parmi les êtres qui m'approchaient de près ou de loin. Ensemble nous avons erré dans les rues et les ruelles, nous confortant l'un et l'autre de l'angoisse qui nous tenaillait quand nous rôdions au-dessus des précipices que la ville creusait sous nos pas. Je savais que plus tard, je l'emmènerais faire la conquête de Brocéliande, de cette forêt perdue dont je me sentais seul capable de retrouver la trace. Mais les chemins qui menaient à Brocéliande passaient par le boulevard Henri-IV, la rue Saint-Antoine, la place des Vosges, la rue de Sévigné, le boulevard Beaumarchais, la station de métro Bastille et la gare du chemin de fer de Vincennes. Claire résidait en effet à Vincennes. La place de la Bastille devenait alors le lieu privilégié de nos rencontres, à mi-chemin entre nous, le lien obligatoire qui ficelait nos destinées. Je ne regrette rien. Seule la nostalgie m'envahit quand, brusquement frappées par le vent du nord, les fenêtres de ma mémoire s'ouvrent sur des paysages qui n'existent plus. On sent toujours un goût d'amertume dans sa bouche quand on mâche trop longtemps les images du passé.

Mais je n'aime pas Paris. Je n'aime pas la place de la Bastille. Je n'aime pas la Colonne de Juillet. Je n'aime ici que les souvenirs que j'y ai laissés, comme des empreintes de doigts quand on a plongé la main dans un pot de confiture sans y

avoir droit et qu'on ne peut plus se débarrasser d'une gelée trop envahissante et trop sucrée. Aujourd'hui donc, la vieille station de métro qui me plaisait tant lorsque j'étais jeune n'existe plus. Certains soirs, la place est envahie par les « motards » qui y tiennent conférence. Les autobus s'y arrêtent frileusement, dans l'espoir fou qu'un jour, ils partiront vers des contrées plus réjouissantes que des avenues sans air, des boulevards dévastés par la circulation, des rues trop étroites et trop sombres. Je me souviens d'un film qui avait pour titre : *Le 84 prend des vacances*. Je ne sais même plus qui étaient les acteurs de ce film, mais je sais qu'il était drôle. Quand donc le « 91 » prendra-t-il des vacances ? Montparnasse-Bastille, Bastille-Montparnasse... Quel ennui ! À Montparnasse, il y a des trains qui s'enfuient vers le large, et bientôt, il y aura même le T.G.V. Allons, un bon mouvement... L'air du large est quand même plus sain que les vapeurs puantes de nos moteurs à explosion.

C'est étrange : la Bastille a été le point central obligatoire de ma vie pendant une très longue période. Je ne peux rejeter son image sans me renier moi-même, sans me couper de tout ce qui a contribué à me faire. La Bastille, ce n'est pas ma mère. Ce n'est pas le nombril du monde. Ce n'est même pas un plexus solaire autour duquel rayonnent les énergies vitales de l'être. Et, de toute façon, on ne peut vivre toute une vie dans la contemplation de son nombril. Alors, pour moi, ce quartier de la Bastille, c'est terminé. Ce n'est plus qu'une vaste salle de musée. Mais quand on visite un musée, il y a des salles où l'on n'a pas envie de pénétrer.

Je mens. C'est un défi que je me lance. Chaque fois que je le peux, j'y vais. Et je cherche à retrouver non seulement les images de mon propre passé, mais celles du Passé qui appartient à tout le monde. J'en ai été très convaincu un soir du mois de mai 1981. Cette foule délirante qui avait déferlé sur cette place et qui débordait dans toutes les rues d'alentour avait quelque chose d'hallucinant. Le bruit était assourdissant, les cris, les rires, les crises de nerfs mêmes, tout cela me plongeait dans un monde que je ne connaissais plus depuis longtemps. En fait, je n'avais rien vu de semblable, depuis les grandes heures de la Libération de Paris, quand la foule, harassée par quatre ans d'occupation étrangère, éclatait littéralement dans un immense hurlement de joie et de délivrance. Ce soir de mai 1981, c'était différent, peut-être, mais c'était néanmoins quelque chose qui parlait au plus profond de moi-même. Je n'ai jamais caché mes opinions. J'ai toujours voté à *gauche*, comme on dit, même si c'était sans illusion. Mais, ce soir-là, j'éprouvais une grande joie. J'aime bien François Mitterrand, je n'ai aucune honte à l'avouer. Il représente pour moi un homme qui a lutté toute sa vie, qui a traversé bien des revers, essuyé bien des défaites, et qui est toujours resté debout, désespérément confiant dans ce qui fait la grandeur de l'Homme : la conscience. Alors, le 10 mai 1981, je suis allé à la Bastille, avec Mon, et nous avons erré dans Paris toute la nuit, au milieu des orages qui se déchaînaient sur la capitale, comme si le ciel était furieux que le peuple pût se réjouir d'avoir élu un homme de conscience. Je me souviens d'avoir rencontré des amis qui, tel Robert Sabatier, avaient sans doute l'impression que la Bastille était définitivement détruite. Mon et moi, nous

glissions dans un flot tumultueux qui nous emportait vers d'autres rives.

Mais je n'oubliais pas que l'ombre des tours de la Bastille vacillait toujours sur les bruyères<sup>[1]</sup>, derrière les grands bûchers que l'Histoire allume parfois sur les marécages où s'enlise la fraternité...

## II

### ENTRE FLEUVE ET MARAIS

Le paysage de la Bastille et de ses alentours est si particulier et si caractéristique d'un certain Paris du XX<sup>e</sup> siècle qu'il est difficile de l'imaginer autrement. Quartier populaire s'il en fut, mais actuellement en pleine mutation sociale et ethnique, il s'agit vraiment de l'un de ces « cœurs » de la capitale – qui en comporte beaucoup d'autres – où vient se purifier le sang de l'Histoire avant d'être irrigué dans une foule de rues et de ruelles qui ont toutes été les témoins d'événements remarquables du passé. S'il est de bon ton, lorsqu'on visite Paris, de ne jamais manquer l'Arc de Triomphe, Notre-Dame, la Tour Eiffel et Montmartre, il est inadmissible de ne pas errer quelques heures à travers un des endroits les plus secrets et les plus discrets, celui qui, prenant la place de la Bastille comme centre, s'étend aux quatre points cardinaux, de la gare de Lyon au Châtelet, et du Père-Lachaise à la Seine. Ces noms chantent presque comme des chansons aux relents populistes, mais ils ponctuent les grandes dates de la lente évolution qui a fait de Lutèce une des mégapoles de l'Europe occidentale.

Il n'y a donc plus aucune trace significative de la Bastille elle-même, en dehors des quelques pierres qui se trouvent sur le quai de la station de métro, sur la ligne 5, et d'autres débris mis en place dans le square Henri Galli, près du pont Sully. Le quartier a été remodelé, transformé au cours des siècles, et d'ailleurs, ce qu'on oublie de dire dans les manuels d'histoire, c'est que la vieille forteresse était, en 1789, depuis longtemps condamnée à la démolition : plusieurs projets conçus sous le règne de Louis XVI visaient à l'aménagement de l'espace ainsi libéré en une vaste place qui aurait porté le nom du roi et qui se serait prolongée par des promenades sur l'emplacement des fossés. À peu de chose près, sur les plans de ces projets d'ancien régime, on retrouve les grandes lignes de la configuration actuelle, le canal Saint-Martin occupant en fait l'emplacement des anciens fossés. Ce sont là les ironies de l'Histoire : sans Révolution, la Bastille eût été néanmoins une grande place dans une ville en pleine modernisation.

Cela dit, il faut faire preuve de beaucoup d'imagination pour *visualiser* la forteresse de la Bastille sur la partie sud-ouest de la place et là où s'élève un îlot d'immeubles entre le boulevard Henri-IV, la rue Saint-Antoine et la rue Jacques Cœur, et pour retrouver les borbiers que constituaient les fossés dans le bassin de l'Arsenal, surtout depuis que celui-ci, de port de déchargement hétéroclite qu'il était, est devenu un garage de bateaux de plaisance et une zone de « loisirs

nautiques ». L'hygiène y a sûrement gagné, mais certainement pas le pittoresque. Il est vrai que la misère et le sordide font parfois les beaux jours de l'esthétique, surtout lorsque s'y mêle une certaine nostalgie du temps jadis.

Évidemment, le monument qui attire le plus l'attention sur cette place de la Bastille est la fameuse colonne qui se dresse au centre. Mais contrairement à ce qu'on pourrait penser, et malgré son appellation de « Colonne de Juillet », elle ne commémore aucunement le 14 juillet 1789, et encore moins la forteresse disparue. C'est le roi Louis-Philippe qui, le 10 décembre 1830, décida par décret « qu'un monument serait élevé sur la place de l'ancienne Bastille en l'honneur des citoyens morts dans les journées des 27, 28 et 29 juillet 1830 », c'est-à-dire les « Trois Glorieuses » de la révolution de 1830 qui amenèrent la chute définitive des Bourbons. L'inauguration eut lieu dix ans plus tard, le 28 juillet 1840, au cours d'une cérémonie grandiose : on déposa dans les caveaux aménagés sous la colonne les restes de cinq cent quatre victimes de l'insurrection de 1830, qui avaient été primitivement destinés au Panthéon, et l'on exécuta pour la circonstance la *Symphonie funèbre et triomphale* qu'Hector Berlioz avait composée spécialement pour ce jour. Certes, la Colonne de Juillet symbolise bel et bien la révolte des Parisiens contre l'absolutisme, mais il n'est pas question ici de la première révolution. Qu'importe, après tout... Quand on chasse l'absolutisme, il fait comme le naturel, il a tendance à revenir au galop, et il faut, à chaque fois, une nouvelle insurrection pour repartir à zéro.

On pourra donc admirer cette colonne, non pas en tant qu'objet d'art, mais en tant que symbole de la révolution permanente si chère aux idéologues de mai 1968. Mais il faut bien avouer que la Colonne de Juillet n'a pas forcément enthousiasmé les foules, surtout à l'époque où elle fut érigée. Il suffit, pour s'en convaincre, de relire ce qu'en dit Victor Hugo dans *Les Misérables* : « L'espèce de poêle gigantesque orné de son tuyau qui a remplacé la sombre forteresse à neuf tours, à peu près comme la bourgeoisie remplace la féodalité. Il est tout simple qu'un poêle soit le symbole d'une époque dont une marmite contient la puissance. » On ne peut guère être plus méprisant, à la fois envers le monument et envers une révolution qui n'a fait que remplacer le pouvoir aristocratique par le pouvoir de « la marmite » où bout la bonne soupe de la bourgeoisie d'affaires. Et que dire du « Génie » de la Liberté ?

Son aspect frêle et sa danse quelque peu ridicule ont provoqué bien des commentaires ironiques : n'a-t-on pas affirmé que ce Génie de la Liberté était bien à l'image de la France où la Liberté était toujours prête à s'envoler ? Après cela, il est à peine utile de préciser que la colonne est l'œuvre de l'architecte Alavoine, que les bas-reliefs de la base sont dus au peintre Grosse, et que le Génie est l'œuvre d'un certain Dumont. Mais il y a des « tuyaux de poêle » qui résistent au temps.

Un autre élément caractéristique de l'actuelle place de la Bastille est plus secret mais néanmoins très présent : c'est le canal Saint-Martin. Vers le sud, il est en pleine lumière, assez large et bordé de rives aujourd'hui aménagées en jardins,



avant de buter sur une écluse qui le fait communiquer avec la Seine, non loin du pont d'Austerlitz, sur le port de La Râpée. Il traverse la place en profondeur, totalement invisible, et se prolonge ainsi sous le boulevard Richard Lenoir avant de surgir de nouveau à l'air libre entre les quais de Valmy et de Jemmapes et de se jeter dans le bassin de la Villette. C'est sous le Consulat que la construction de ce canal fut décidée, par une loi du 29 Floréal an X, c'est-à-dire du 9 mai 1802. Le but était de relier la Seine, avant la traversée de Paris, à l'aval du réseau hydrographique parisien, vers Saint-Denis et Pontoise, évitant ainsi quelque seize kilomètres de parcours urbain. Mais il coule toujours beaucoup d'eau sous les ponts entre le jour où une loi est promulguée et le jour où elle est appliquée. Confiés à la direction de l'ingénieur Devilliers, les travaux du canal Saint-Martin ne commencèrent qu'en 1822 et durèrent quatre ans, coûtant à la ville de Paris la somme exorbitante de quinze millions de francs-or. Le canal ne fut d'ailleurs jamais terminé. On l'inaugura cependant officiellement le 4 novembre 1825, mais, grâce au bassin de la Villette, il était relié au canal de l'Ourcq et au réseau de l'est de la France, ce qui lui assura, pendant très longtemps, une importance économique incontestable. Et, sur un tout autre plan, celui de l'imaginaire, de la poésie – et aussi du cinéma –, on sait que ce canal fait partie intégrante du Paris tel qu'on aime à le découvrir. Le canal Saint-Martin, comme Notre-Dame, le Louvre et la Bastille, c'est Paris, qu'on le veuille ou non.

Au-dessus de la sortie du canal, côté sud de la place, se dresse l'amoncellement de ferraille d'une des plus étranges stations de métro de tout Paris, celle de la ligne 1, qui fut, on s'en doute, la première en date du réseau souterrain imaginé et réalisé sous la direction de Fulgence Bienvenue, un émigré de Bretagne qui trouvait déjà les rues de Paris trop encombrées. Cette station est en fait un pont métallique au-dessus du canal, et elle se trouve entre deux courbes parmi les plus audacieuses de tous les tunnels du métro, l'une provenant de dessous la rue de Lyon, l'autre tournoyant en forme de S pour rejoindre la rue Saint-Antoine. Autrefois, on pénétrait dans la station directement, par le terre-plein de la Bastille, aujourd'hui converti en parking, par un de ces monuments métalliques qui ont fait la gloire du Paris 1900 et de l'architecte Guimard (encore un immigré venant de Bretagne !), en style qu'on qualifie volontiers de « nouille » et qui est remarquablement tarabiscoté, avec des relents orientaux et des émergences de l'époque gothique flamboyante. Cette entrée vraiment « décadente » était l'un des ornements de la place de la Bastille. Depuis sa disparition, il manque quelque chose...

Il en est de même pour cette bizarre construction qui doit être l'Opéra-Bastille. Il semble peu en rapport avec le reste du paysage. Sa fonction n'en est pas moins discutable, car s'il est sain et honorable de prévoir un vaste opéra où toutes les couches de la population pourraient se retrouver pour entendre et admirer les chefs-d'œuvre de l'art lyrique, il est peut-être tout aussi intelligent et souhaitable de se poser la question de savoir s'il existe en France une population mélomane suffisante pour rentabiliser l'entreprise. Mais les choses étant ce qu'elles sont, les

bâtiments de l'Opéra-Bastille se dressent donc à l'emplacement qui était celui de la gare terminus de l'ancienne ligne de chemin de fer dite de Vincennes. Or, cette vieille gare, comme la primitive gare Montparnasse, celle de la place de Rennes, qui n'est plus aujourd'hui qu'un souvenir, faisait partie du folklore parisien, et ce n'est pas sans nostalgie qu'on se met à l'évoquer.

Cette gare de la Bastille répondait à un souci de faire communiquer le centre de Paris directement avec l'extérieur de l'agglomération – souci qui a d'ailleurs conduit, de nos jours, à l'élaboration d'un réseau régional express souterrain en grande partie. C'était l'époque où l'on croyait que le chemin de fer allait bouleverser la vie quotidienne, ce qui était vrai, du moins avant l'expansion de l'automobile. On implantait donc des lignes de chemin de fer partout où on le pouvait, et c'est ainsi que se formèrent plusieurs grandes compagnies privées qui se réservaient l'exploitation d'un parcours ou d'un territoire. Le nord de Paris fut donc réservé par la Compagnie des Chemins de Fer du Nord, et sa grande gare du Nord, qui est toujours debout malgré de multiples transformations et agrandissements. L'est de la capitale eut ses Chemins de Fer de l'Est et sa somptueuse gare de l'Est, telle que nous la connaissons. Mais le sud fut partagé entre la Compagnie du P. L. M. qui reliait, comme son sigle l'indique, Paris à Lyon et à la Méditerranée, dont le monument fut l'actuelle gare de Lyon, et la Compagnie du Chemin de Fer de Paris à Orléans, le « P. O. », laquelle fusionna bientôt avec les Chemins de Fer du Midi pour devenir le « P. O. Midi », gigantesque compagnie qui allait même jusqu'à desservir la Bretagne-sud et qui avait une gare principale, celle d'Austerlitz, et une gare terminus, celle du quai d'Orsay, somptueuse construction devenue le musée d'Orsay. Quant à l'ouest, il fut réparti entre une entreprise nationale, les Chemins de Fer de l'État, avec la gare Saint-Lazare, et la Compagnie des Chemins de Fer de l'Ouest, cette dernière étant bientôt rachetée par l'État et devenant le fameux Ouest-État. Et ne parlons pas du Chemin de Fer de Ceinture qui encerclait Paris de porte en porte.

Or la gare de la Bastille fut construite par les Chemins de Fer de l'Est au moment où l'on éprouvait le besoin de décentraliser les grandes gares. La compagnie de l'État avait ainsi mis en place la gare souterraine de Paris-Invalides pour faciliter les relations avec Versailles (par trains électriques) et même le sud de la Normandie, grâce à la ligne de Granville. De même le P. O. Midi avait-il racheté la vieille ligne de Sceaux, qui allait en fait jusqu'à Limours, et avait prolongé le terminus de la gare de Denfert-Rochereau jusqu'à celle, souterraine, du Luxembourg. Du centre de Paris, on pouvait aller tout droit passer quelques heures dans quelque banlieue paisible. Ce fut le cas pour la fameuse « ligne de Vincennes ». Reliée à l'ensemble du réseau de l'est, elle avait été conçue pour relier la Bastille à Verneuil-l'Étang, en pleine Brie, en passant par le bois de Vincennes et les bords de la Marne, promenade favorite des Parisiens, surtout de ceux qui habitaient les quartiers populeux du Marais ou du faubourg Saint-Antoine. Depuis sa création, la ligne a été limitée à Boissy-Saint-Léger (ce qui est le cas encore actuellement pour la ligne A du R. E. R. qui en a pris le relais), mais

elle a déversé des milliers et des milliers de personnes sur ces bords de la Marne tant célébrés par des chansons, des romans ou des films. Le « petit vin blanc qu'on boit sous la tonnelle, du côté de Nogent », fait partie de l'univers dominical des ouvriers, des artisans et des commerçants du quartier de la « Bastoche » (comme on disait) au même titre que la friture et les bals champêtres, quand les messieurs arboraient fièrement des chapeaux de paille, les dames des échafaudages de plumes, et quand on chantait des romances insipides pour les amoureux qui se lançaient en canot sur la Marne, rivière capricieuse par ses crues d'hiver et sa douceur d'été, tout comme les « midinettes » qui en rêvaient toute la semaine.

Il ne faut certes pas se leurrer : la gare de la Bastille n'a pas été seulement l'embarcadère pour Cythère. Elle servait aussi les jours dits « ouvrables ». Et dans les derniers temps de sa tumultueuse existence (à l'époque héroïque de la traction vapeur !), c'est-à-dire depuis la fin de la première guerre mondiale jusqu'aux années 60, la ligne de Vincennes a transporté beaucoup plus de travailleurs que de vacanciers et de touristes du dimanche. D'ailleurs, tout s'est inversé : primitivement, cette ligne devait « désenclaver » les Parisiens et les faire accéder aux plaisirs champêtres, voire au petit lopin de terre planté d'une cabane, que l'on allait cultiver une fois par semaine. Elle est bien vite devenue une artère déversant chaque matin des cargaisons de banlieusards à moitié endormis vers une activité professionnelle parisienne, et, le soir, les enfournant, fatigués et anéantis, dans ses wagons enfumés pour les rendre à leurs cités-dortoirs. Mais quoi qu'il en soit, cette ligne de Vincennes, avec ses locomotives à bout de souffle et ses wagons à impériale, a fait rêver bien des gens. Puisse l'Opéra-Bastille contribuer à en faire rêver autant...

Derrière le remblai-viaduc qui a supporté la ligne de Vincennes, se trouve un établissement hospitalier célèbre depuis le Moyen Âge, les *Quinze-Vingts*. Ce centre d'ophtalmologie ne se trouvait point là à l'origine : il a été fondé vers 1260 par saint Louis « en mémoire et récordation de trois cents chevaliers qui au temps et au règne de saint Louis, eurent les yeux crevés pour soutenir la foi catholique », sur une pièce de terre portant le nom de Champourri, près de l'actuelle rue Saint-Honoré. Il s'agissait uniquement d'un hospice. Le saint roi l'avait doté d'une rente de trente livres, ce qui était manifestement insuffisant : selon le témoignage du poète Rutebeuf, les pensionnaires, étaient obligés, pour survivre, d'aller mendier dans les rues, se heurtant les uns contre les autres et se blessant parfois sérieusement, parce que personne ne les conduisait. Cependant, la situation dura jusqu'en 1719, date à laquelle l'hospice des Quinze-Vingts fut transféré rue de Charenton, à l'emplacement actuel, c'est-à-dire dans l'hôtel des Mousquetaires noirs.

On sait qu'en 1845, l'hospice logeait trois cents aveugles dits de première classe, qui étaient nourris, chauffés, habillés et qui recevaient trente-trois centimes par jour. En plus, on y trouvait cent-vingt aveugles dits de seconde classe, entretenus mais non payés, ainsi que des provinciaux jugés incurables. Le nom de Quinze-Vingts – qui a d'ailleurs été donné au quartier – est une survivance de la

numération celtique par vingtaines, ce que l'on retrouve dans le nombre quatre-vingts et aussi dans la notation scolaire sur vingt, ainsi que dans le terme anglais *score* (= vingtaine) qui désigne d'abord cette notation avant de prendre le sens de résultat sportif.

Avant le percement des deux grandes artères que sont la rue de Lyon et l'avenue Daumesnil, la rue de Charenton a été la grande voie de communication sur la rive droite de la Seine, en direction du sud-est. Cette rue, actuellement bien discrète dans sa partie la plus proche de la Bastille, desservait de multiples villages, devenus faubourgs, avant de parvenir à Charenton et de franchir la Marne par un pont qui constituait en fait le seul moyen d'accès vers Alfort et Melun (ancienne route nationale 5 reclassée en R. N. 6). Ce fut par cette rue de Charenton que le général Bonaparte fit son entrée triomphale à Paris, après sa deuxième campagne d'Italie. Il est inutile de dire que l'étroitesse de la rue de Charenton et l'intensité du trafic des charrettes rendaient la circulation fort pénible. La rue de Charenton fut donc doublée par la rue de Bercy, qui partait des fossés de l'Arsenal, passait près de la sinistre prison de Mazas (sur la place qui porte actuellement ce nom) et suivait le cours de la Seine, desservant Conflans (le confluent de la Seine et de la Marne) et les bas quartiers de Charenton avant de rejoindre la route de Melun. Et c'est là que, dès le XVII<sup>e</sup> siècle, les vigneron de Bourgogne, par suite d'un privilège de Louis XIV, prirent l'habitude de venir vendre leur vin « sur la grève de Bercy », ce qui deviendra les célèbres entrepôts de Bercy, aujourd'hui fortement écornés par le gigantesque stade que l'on sait.

Si donc la rue de Charenton était le débouché de Paris vers le sud-est, sur la rive droite de la Seine, une autre voie menait franchement vers l'est, c'est-à-dire vers la vallée de la Marne et vers Lagny en passant par Vincennes, voie surveillée par la redoutable forteresse qu'est encore le château de Vincennes. Cette voie, c'est l'actuelle rue du Faubourg Saint-Antoine, sur laquelle se greffent d'ailleurs la rue de Montreuil, puis celle de Bagnolet, vers le nord-est. Là aussi, la circulation était particulièrement importante, d'autant plus que s'étaient créés, dès le XVII<sup>e</sup> siècle, de nombreux ateliers d'ébénisterie sur les terrains avoisinant cette rue, et constituant ce qu'on appelle aujourd'hui le « Faubourg ».

Devenu une véritable ville dans la ville, avec ses cours intérieures, ses impasses, ses ruelles qui sont autant de dédales, ses passages plus ou moins secrets, le Faubourg Saint-Antoine « fait songer à certains quartiers de Lyon où s'éparpillent de multiples « traboules ». Et l'on sait que ce Faubourg a été le point de départ absolu de presque toutes les révolutions, celle de 1789 comme celles de 1830 ou de 1848. Quartier surpeuplé, quartier d'ouvriers autrefois mal payés et vivant dans des conditions précaires, au milieu de la saleté, quartier continuellement menacé d'incendie à cause des matériaux utilisés pour la fabrication des meubles, le Faubourg a été, au sens propre et au sens figuré, un véritable volcan toujours prêt à se réveiller et à vomir ses flammes sur Paris.

Cet ancien nœud de communications que constitue le côté nord-est de la place

de la Bastille peut s'enorgueillir d'une rue qui fut pittoresque et qui le demeure finalement autant par son aspect inchangé que par ce qu'évoque son nom, la rue de la Roquette. Nous sommes là en plein XI<sup>e</sup> arrondissement, l'arrondissement des artisans et des petites entreprises qui ont fait un temps la renommée de Paris. On serait bien en peine actuellement d'en trouver plus qu'un dixième. Paris n'est plus ce qu'il était, ses faubourgs ne sont plus que des zones où les vieux résidents, stoïques dans leur délabrement, finissent de mourir au milieu des chantiers qui brassent le béton comme ailleurs on brasse de l'argent ou des chèques. C'est sur la limite nord du Faubourg, et l'on y sent encore l'odeur des meubles. Mais que l'on se rassure, on ne fabrique plus de tables ni de lits Faubourg Saint-Antoine, on se contente de les exposer, sinon de les vendre. On ne fabrique plus d'objets hétéroclites rue de la Roquette, mais on y devine une vie d'autrefois qui n'a rien à voir avec ce que l'on connaît des nouveaux quartiers périphériques, ceux qui bouleversent non seulement la démographie de Paris, mais encore l'âme d'un peuple. En fait, il n'y a plus de vie de quartier. Il n'y a plus de *convivialité* dans cette capitale qui résultait de la confrontation entre des gens de diverses origines et de multiples activités. Aujourd'hui, tout est bourgeois, même ce qui est de modeste extraction. L'uniformisation joue à plein, et l'on ne peut plus distinguer l'O. S. du P.-D. G., celui-ci venant travailler à son bureau ou à son usine en petite cylindrée, plus économique et plus maniable que la 15 cv fiscaux qu'il se réserve pour ses sorties officielles. Autres temps, autres mœurs... Il ne s'agit pas de regretter une époque, mais de faire le point sur l'évolution d'un paysage urbain qui ne manque tout de même pas de charmes.

Car le Faubourg Saint-Antoine et le quartier de la Roquette sont certainement les endroits de Paris où il fait encore bon rôder pour découvrir les senteurs désuètes de ce qui fut la capitale de la Liberté. Là se trouve le Paris secret que se gardent bien de révéler les guides. C'est à chacun de découvrir son itinéraire, à travers les « traboules » et autres « favelles » qui innervent, quoi qu'on puisse faire, ces îlots que l'on sent « besogneux », et qui portent l'empreinte indélébile d'une vie que personne ne connaîtra plus jamais quand les derniers survivants auront disparu. La création de l'Opéra-Bastille a amené sur place une foule d'antiquaires, ou soi-disant tels, qui, après des échecs successifs au Marché aux Puces et au Marais, espèrent conquérir le chaland par un étalage de bibelots sans valeur autre qu'évocatrice d'un passé récent. La mode « rétro » fait des ravages. Mais, grâce à elle, on peut cependant sauvegarder un peu du vieux Paris, le vrai, celui des faubourgs.

Le territoire compris entre la Bastille, le Faubourg Saint-Antoine, la Roquette et le canal Saint-Martin est assez spécial. Au nord, il est limité par le fameux bassin de la Villette, et au nord-est par les collines de Belleville, de Ménilmontant et du Père-Lachaise, autrement dit Charonne. Autrefois, ces collines étaient des villages juchés sur le sommet, tandis que les pentes étaient couvertes de vignes. À la Villette, les habitants s'étaient regroupés autour d'un pressoir banal, où, chaque année, s'élaborait un petit vin blanc aussi réputé que ceux de Montmartre,

d'Argenteuil ou de Suresnes, et que, de nos jours, on considérerait comme du pur vinaigre. La campagne séparait la Villette de l'enceinte de la ville : là s'étalait le fameux fief de Popincourt dont un quartier actuel porte encore le nom, mais non plus le calme pittoresque. Jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, cette portion de marais, après avoir été un riche terrain de chasse relié aux garennes voisines de Montreuil et de Vincennes, demeura un charmant lieu de plaisance parsemé de belles maisons aux vastes jardins ombragés. Il n'en reste guère que certains noms évocateurs du passé, mais peu compatibles avec l'aspect actuel des choses : la Folie-Regnault, la Folie-Méricourt (les « Folies » étant des pavillons campagnards à l'usage des gentilshommes et des riches bourgeois désireux de « prendre l'air » en bonne compagnie), ou encore la rue du Chemin-Vert. Sait-on, par exemple, que la rue Oberkampf était autrefois la rue de la Haute-Borne, et que c'est dans un cabaret de cette rue, à l'enseigne prédestinée du « Pistolet », que le célèbre bandit Cartouche fut arrêté ?

À l'emplacement du cimetière du Père-Lachaise, il y avait un vaste domaine champêtre qui fut acheté, au XIV<sup>e</sup> siècle, par un riche importateur d'épices du nom de Regnault de Wandonne. Il y fit construire une splendide « folie ». Mais en 1626, les Jésuites de la rue Saint-Antoine, à l'étroit dans leur couvent de Saint-Paul, rachetèrent tout ce domaine pour y établir leur maison de repos et de retraite, lui donnant le nom de Mont-Louis. Pendant le règne de Louis XIV, le père de La Chaise d'Aix, confesseur particulier du roi, y eut sa propre maison. En 1771, l'ancienne Folie-Regnault fut achetée par la famille Baron, laquelle la revendit en 1804 à la ville de Paris : c'est là l'origine du « Cimetière de l'Est », qui prit bientôt le nom de « Cimetière du Père-Lachaise », et qui est incontestablement la nécropole parisienne la plus célèbre, la plus chargée d'histoire et aussi la plus riche en légendes, en superstitions et en *rituels* de toutes sortes, des plus inoffensifs aux plus inavouables. Mais cela n'empêche pas les nombreuses célébrités qui y sont inhumées d'attendre patiemment le jour du Jugement dernier, tandis que les gens du quartier se promènent paisiblement sous les ombrages, à travers les tombes les plus simples ou les monuments les plus alambiqués qui font la réputation de ce cimetière « où il fait bon vivre »...

La rue de la Roquette, qui mène directement de la Bastille au Père-Lachaise, évoque cependant d'autres souvenirs, d'ailleurs tout autant macabres que sinistres. Au lieu dit La Roquette, et qui était, comme son nom l'indique, une butte rocheuse, se trouvait un couvent de Sœurs hospitalières. Or, sous Louis-Philippe, l'État racheta le domaine, et on y construisit une maison d'arrêt destinée aux jeunes délinquants, ce qui lui valut l'appellation de « Prison des Jeunes Détenus », puis de « Petite Roquette ». Mais, en face, on édifia une autre prison réservée aux femmes, dite « la Roquette », et dont les annales pénitentiaires gardent des souvenirs précis et parfois bien cruels : l'univers carcéral des femmes a sa propre mythologie, qui n'est pas forcément la même que celle qui entoure les « centrales » destinées aux hommes. La littérature et le cinéma se sont repus de scènes réelles ou imaginaires se déroulant dans les cellules de cette Roquette, dont

le nom résonne encore dans la mémoire comme une sorte de malédiction, une sorte d'évocation de ces « femmes damnées » qu'a chantées Baudelaire en un langage infiniment plus poétique.

Il y a longtemps que la Petite et la Grande Roquette ont disparu, laissant place à des espaces verts. Mais on ne peut oublier qu'entre les deux prisons, de 1851 à 1899, s'élevait ce qu'on appelait plaisamment l'*Abbaye aux Cinq Pierres*, autrement dit le socle (composé de cinq dalles maçonnées) qui supportait la guillotine impériale, puis républicaine, laquelle fonctionnait en public, par les *petits matins blêmes*, pour respecter la littérature de circonstance. Bien entendu, il y avait une foule très nombreuse pour assister aux exécutions. Le peuple, longtemps privé des spectacles en direct de la place de Grève, affluait sur les lieux, dès le soir, dans des limites sagement réparties par la maréchaussée, afin d'être au premier rang quand le condamné ferait connaissance avec la « Veuve », puisque tel était le surnom ironique donné à l'instrument « humanitaire » inventé, dit-on, par le docteur Guillotin (mais qui, d'après de nombreux documents, n'était qu'une mise au point d'une trouvaille antérieure). C'est ainsi que les braves gens de Paris purent admirer l'adresse du bourreau à raccourcir des condamnés aussi célèbres que le terroriste Orsini (auteur d'un attentat contre Napoléon III), l'intellectuel Henry (qui avait lancé une bombe dans un café parce que personne n'est innocent) et l'anarchiste-chef-de-bande Ravachol, de sinistre mémoire, parmi d'autres bien entendu. Et la passion populaire pour ce genre de spectacle fut telle qu'elle engendra bien des excès. Bien plus tard, à la suite de manifestations peu compatibles avec la dignité humaine (suivies d'une sévère campagne de presse), les exécutions publiques furent supprimées. La République – ou du moins les notables de cette République – avait-elle honte de ce macabre rituel ? On sait qu'il faudra encore beaucoup d'années avant qu'une majorité de députés (aussi bien de droite que de gauche) se décide à abolir cette forme d'assassinat légal.

Toute la plaine située sous les hauteurs de Belleville, Ménilmontant et Charonne, vers le sud-ouest, a eu bien du mal à surgir du marécage qui en constituait le fonds originel. Une fois ce marécage drainé et vaguement asséché, il devint une zone maraîchère (n'oublions pas que le terme maraîcher provient de « marais ») et fut divisé en propriétés assez vastes et en jardins modestes. La construction de la barrière des Fermiers généraux, vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, mais encore sous l'Ancien Régime, eut pour effet de séparer définitivement cette plaine de la campagne avoisinante, là où, quelques années auparavant, Jean-Jacques Rousseau prenait plaisir à herboriser tout en mâchant les mots de ses *Rêveries d'un promeneur solitaire*. C'est depuis ce temps-là que les chemins et sentiers qui serpentaient entre les murs moussus des propriétés se bordèrent de maisons prolétariennes, d'aspect plutôt rébarbatif, et d'ateliers généralement construits avec des moyens et des matériaux de fortune. Pendant longtemps, et jusqu'après la dernière guerre, on pouvait reconnaître les traces de ces anciens chemins dans les ruelles qui unissaient tant bien que mal, par d'incroyables méandres et d'impressionnants culs-de-sac, le boulevard Richard Lenoir et la rue

de la Folie-Méricourt. Il n'en reste plus grand-chose maintenant, et des « résidences » aux multiples étages se dressent à l'emplacement des jardinets que la patience humaine avait gagnés sur les fondrières de l'antique marécage lutécien.

Il ne faudrait pas non plus oublier que l'aménagement de l'actuelle place de la République, joint au percement du boulevard Voltaire, du boulevard des Filles du Calvaire et de l'avenue de la République, fit disparaître la partie orientale de ce fameux « boulevard du Crime », autrement dit la portion du boulevard du Temple qui comportait la plus forte densité de salles de spectacles populaires, dans lesquelles étaient jouées les pantomimes les plus célèbres et les pièces les plus « sanguinaires », de quoi faire pâlir d'envie tous les auteurs de films d'horreur les plus outranciers. Cette disparition d'un des lieux les plus fréquentés du début du XIX<sup>e</sup> siècle a rendu le quartier plus tranquille. Mais le spectacle y a toujours droit de cité, ne serait-ce qu'avec le fameux « Bataclan » et le non moins estimable Cirque d'Hiver, pour ne rien dire du sordide Concert Pacra, près de la Bastille, lequel était, entre les deux guerres, l'Olympia du pauvre.

En ce temps-là, il y avait *la Courtille*. Peu de gens savent aujourd'hui ce que cela pouvait représenter aux yeux des Parisiens de la Restauration, de la monarchie de Juillet et du début du Second Empire. D'abord, *la Courtille*, c'est la rue du Faubourg du Temple, prolongée par la rue de Belleville. Le coteau était couvert de haies, de prairies et de bosquets, endroits propices où chavirait facilement la vertu des filles. Le dimanche, les Parisiens s'y rendaient en famille, du moins tant qu'il faisait jour, pour y manger des groseilles et y cueillir du lilas, ce lilas qui était particulièrement abondant sur une autre colline, de l'autre côté de Belleville, et dont une commune actuelle a gardé le nom, sinon le charme et l'odeur. Une fois mis en appétit et chargé de branches fleuries, quelque peu fatigué par la promenade, on se devait de s'arrêter dans quelque guinguette de bon aloi pour y savourer une gibelotte et boire un vin de pays qu'un certain Ramponneau (dont une rue porte le nom) vendait à bas prix et n'en réussissait pas moins à faire fortune. Quant à ceux qui n'étaient point chargés de famille, ils pouvaient s'attarder à danser jusqu'à essoufflement dans quelque bal du genre de l'*Esprit de Sel*, de la *Puce qui saute* (tout un programme !) ou *Bal du Champ de Navets*. Les moins sérieux allaient plus volontiers à l'*Île d'Amour*, ainsi nommée parce que le centre du jardin était entouré d'un fossé bourbeux : mais cela facilitait les rapprochements hasardeux et les « brèves rencontres ».

Il faut dire que *la Courtille* n'avait pas très bonne réputation auprès des bons bourgeois qui lui préféraient les bals plus « sages » et plus familiaux de la rue de Ménilmontant, où garçons et filles dansaient sous l'œil attendri ou intéressé de leurs parents, qui espéraient ainsi conclure d'avantageux mariages. Ce n'était pas ainsi qu'on procédait à *la Courtille*, surtout après la tombée de la nuit. Les estaminets devenaient alors de véritables coupe-gorge où se rencontraient tous les malfrats du moment, malgré les fréquentes descentes de police, car finalement, le quartier était très surveillé, en particulier les longues sinuosités du chemin de ronde qui courait entre le mur d'enceinte de Paris et le village de Belleville. La rue



de Belleville est devenue bien calme de nos jours, et les mauvais garçons n'y sont plus qu'un mauvais souvenir, du genre de celui qu'ont laissé les « apaches » de la rue de Lappe, plus près de la Bastille, cette rue qui fit les beaux jours – ou plutôt les belles nuits – de toute une génération de bourgeois désireux de s'encanailler à bon compte et surtout sans danger réel. En fait, il ne reste plus rien de visible de cette époque où les villages de Charonne, Ménilmontant et Belleville étaient encore en dehors de Paris, sauf, au flanc du coteau sud, l'église Saint-Germain de Charonne, avec son clocher villageois et son petit cimetière campagnard, où se trouvent encore les concessions des vieilles familles originaires du lieu. C'est si près de la Bastille, et pourtant si loin dans le temps...

Mais tous ces quartiers se trouvaient autrefois *en dehors* de Paris, au-delà des murailles du XVII<sup>e</sup> siècle. Il ne faut pas négliger le fait que la Bastille, dite d'ailleurs *Bastille Saint-Antoine*, n'était que la fortification de la porte Saint-Antoine qui constituait la sortie – et l'entrée – de Paris vers l'est. À l'ouest de cette Bastille, dans le Marais proprement dit, c'était le Paris *intra-muros*, le vieux Paris, non pas le Paris primitif, beaucoup plus développé sur la rive gauche de la Seine, mais le Paris médiéval, celui que Victor Hugo a décrit de façon si passionnée (avec la part d'imaginaire nécessaire) dans *Notre-Dame de Paris*.

Ici, le nom des rues témoigne du passé, même si parfois de nouvelles appellations ou des altérations sont venues apporter quelques brouillards sur la mémoire des événements. Ainsi en est-il de cette mystérieuse rue du Petit-Musc, qui joint la rue Saint-Antoine au quai des Célestins, débouchant d'ailleurs tout droit sur le square Henri Galli où ont été déposés les quelques vestiges d'une tour de la Bastille. Qu'est-ce donc que ce « Petit-Musc » ? Assurément, c'est une altération d'une ancienne appellation. Mais personne n'est d'accord pour en donner la forme originelle, ni même la raison de cette appellation. On peut en effet y voir aussi bien « la pute qui muse », c'est-à-dire « qui s'amuse », que « la pute qui musse », c'est-à-dire « qui se cache ». Dans les deux cas, la référence est nette : il s'agit d'un endroit sinon vraiment mal famé, du moins quelque peu suspect au regard de la morale traditionnelle. Était-ce le nom d'un estaminet renommé pour la « gentillesse » de ses « hôtes » ? Il est sûr, en tout cas, que cette rue ne se trouvait pas dans ce qu'on appelle le « quartier chaud ». Le voisinage du couvent des Célestins et du vaste ensemble de l'hôtel royal de Saint-Paul, puis ensuite celui du couvent des Jésuites et de l'Arsenal de Sully, tout donne à penser que le quartier était *bien fréquenté*. Une légende, qui n'est en fait qu'un ragot, fait intervenir Isabeau de Bavière dans cette appellation. On sait en effet que la reine de France, épouse du malheureux Charles VI, a été maintes fois accusée d'avoir été la maîtresse de son beau-frère Louis d'Orléans. Les preuves historiques de cette liaison n'existent pas<sup>[2]</sup> mais cela n'a pas empêché les contemporains d'imaginer des fables à ce sujet. La rue du Petit-Musc (« la pute qui se cache ») aurait été, selon ces rumeurs, l'endroit où se rencontraient la reine Isabeau, sortant subrepticement de l'hôtel Saint-Paul, et le charmant duc d'Orléans, surgissant lui-même furtivement du couvent des Célestins, par une

porte dérobée, bien entendu. Il y a de quoi écrire un roman à la manière d'Alexandre Dumas. Quoi qu'il en soit, l'actuelle rue du Petit-Musc est bien calme, et, à l'angle du quai des Célestins, se dresse encore la façade orientale d'un très bel édifice du plus pur style classique du XVII<sup>e</sup> siècle, l'hôtel Fieubet, englobé dans ce qui est maintenant l'École Massillon, établissement fondé par les Oratoriens, et de fort bonne renommée, tandis qu'à l'extrémité opposée, à l'angle de la rue Saint-Antoine, sur l'autre rive de la rue, à l'endroit où elle est la plus tortueuse et la plus étroite, on peut voir la partie ancienne d'un autre hôtel de style classique devenu l'École des Francs-Bourgeois, placé sous la houlette des Frères des Écoles chrétiennes. La « pute qui musse », quelle qu'elle soit, veille-t-elle toujours sur la bonne tenue des études de nos modernes potaches ?

La rue Saint-Antoine est l'artère principale de toute cette partie de la capitale. Prolongée hors les murs par la rue du Faubourg Saint-Antoine, elle s'ouvre actuellement sur la rue de Rivoli qui, entièrement rectiligne, fait buter l'itinéraire sur la place de la Concorde. En fait, si l'on regarde bien la configuration du terrain, la rue Saint-Antoine continuait, avant les bouleversements d'Hausmann, par ce qu'on appelle aujourd'hui la rue François-Miron, à partir de l'église Saint-Paul, et aboutissait à la place de Grève, c'est-à-dire à l'Hôtel de Ville. Et là, la percée est-ouest à travers Paris était reprise par la rue Saint-Honoré. Ce Paris d'autrefois, qui ignorait la circulation automobile et l'urbanisme anti-émeute de Napoléon III, a poussé au gré des circonstances et des besoins, sans aucunement recourir à la ligne droite, laquelle n'existe d'ailleurs pas dans la nature mais seulement dans le cerveau enfiévré des ingénieurs. C'est donc sur les deux rives de la rue Saint-Antoine et de la rue François-Miron que se dressent encore les résidences somptueuses qui ont fait la gloire du quartier aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, certaines parfaitement restaurées, entretenues ou rénovées, d'autres provisoirement engourdies dans des carcans de crépi, de fausses façades, de boutiques tapageuses et d'enseignes de plus ou moins bon goût. Il est difficile de passer brusquement d'un état aristocratique à un état commerçant avant de revenir à un état soi-disant aristocratique, mais en réalité artistiquement bourgeois. Il n'empêche qu'il existe un grand nombre de bâtiments de « haute époque », pour reprendre la terminologie des antiquaires de luxe, qui méritent le déplacement, surtout si l'on se donne la peine de les admirer côté cour. C'est le cas pour l'hôtel de Beauvais qui s'élève au 68 de la rue François-Miron.

Au reste, cet immeuble, édifié en 1657 par l'architecte royal Lepautre et en grande partie avec des pierres provenant du vieux Louvre, l'a été sur ordre du roi pour une certaine Catherine Bellier, davantage connue sous le sobriquet de « Cathau la Borgnesse ». Cette honorable personne était l'épouse du conseiller d'État Pierre de Beauvais, et elle avait le titre et les fonctions de première femme de chambre de la reine Anne d'Autriche, et l'Histoire ne s'en souviendrait sûrement pas si elle n'avait eu la chance – ou l'honneur, ou l'habileté – d'avoir « déniaisé » Louis XIV alors âgé de seize ans. Les chroniqueurs du temps racontent que Cathau était fort laide, mais il faut bien admettre qu'elle sut faire

oublier sa laideur par ses dons particuliers pour que le Roi-Soleil lui manifestât ainsi sa reconnaissance. Petite histoire, sans doute, mais que rejoint la grande Histoire, car, un siècle plus tard, l'hôtel de Beauvais étant devenu la propriété du comte d'Eych, en novembre 1763, un petit garçon de sept ans, autrichien de naissance, demeura cinq mois, logé dans une chambre du second étage, sur la rue, avec son père, sa mère et sa sœur. Ce jeune garçon jouait du clavecin. Il s'appelait Wolfgang Amadeus Mozart, et il composa en ce lieu quatre sonates.

Rue Saint-Antoine, au n° 62, c'est l'hôtel de Sully, qui était enfoui, il y a vingt ans, dans un véritable salmigondis de boutiques et d'ateliers, mais qui est, à l'heure actuelle, l'un des plus beaux fleurons du quartier, quitte à faire pâlir d'envie l'hôtel de Mayenne, situé presque en face, et qui fut, on s'en doute, le repaire des Ligueurs à l'époque où le duc de Sully, adepte de la Religion, œuvrait pour Henri de Bourbon, tandis que le moine Jacques Clément préparait son poignard pour viser le dernier des Valois. La rue Saint-Antoine a été témoin de bien des scènes étranges, de complots tramés dans l'ombre, de sordides alliances, parfois contre nature, mais elle était quand même le rendez-vous de la *gentry* de la fin du XVI<sup>e</sup> et du début du XVII<sup>e</sup> siècle. Avait-on alors conscience que cette rue n'était autre que l'antique voie romaine qui reliait le chef-lieu des *Parisii* aux autres cités de la Quatrième Lyonnaise, en particulier celle des *Sénones*, qui ont donné leur nom à Sens, siège de la métropole, sur la route de Lyon, et évidemment de Rome ?

Au nord de la rue Saint-Antoine, c'est donc le Marais qui, il y a encore peu de temps, était le domaine du petit commerce et du modeste artisanat, après avoir connu une époque fastueuse pendant tout l'Ancien Régime. Désormais, depuis le passage des architectes des Monuments historiques et l'implantation des promoteurs immobiliers, le Marais n'est plus un centre d'activités hétéroclites, mais il est en passe de devenir une véritable ville-musée à l'intérieur de Paris, ce qui n'est certes pas pour déplaire aux amateurs d'architecture et aux nostalgiques de l'Histoire.

Il y a d'abord l'ombre du Temple, ombre évocatrice de sombres drames, et qui est incarnée dans la rue du Temple et la rue Vieille-du-Temple. En fait, le Temple n'était pas seulement le monastère-forteresse des Templiers, mais tout un quartier, ce qu'on appelait l'Enclos du Temple, et qui constituait une véritable ville dans la ville. C'est en 1140 que les Templiers s'installèrent au nord de la place de Grève, en dehors des murailles de l'époque, dans un espace occupé par des cultures diverses. Ils exploitèrent le terrain et bâtirent un grand manoir, puis la fameuse tour, en 1212, à l'initiative du trésorier de l'Ordre, frère Hubert. On sait que cette tour servit pendant longtemps, avant la dissolution de l'Ordre, de coffre-fort pour le trésor royal. Après cette dissolution en 1313, ce furent les Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem, à qui étaient dévolus officiellement les biens du Temple, qui s'installèrent dans ce domaine. À l'époque, l'enclos comportait le palais du grand Prieur, des bâtiments conventuels, une église, un cimetière, le donjon, l'arsenal, le bâtiment des archives, un hôpital et, bien entendu, une

prison. Beaucoup plus tard, en 1667, le grand Prieur Jacques de Souvré fit construire de nouveaux hôtels et des maisons qu'il louait à des particuliers, et il fit rebâtir son propre palais par Mansart. On, retrouve de nombreuses traces de ces constructions, notamment dans l'actuelle rue Vieille-du-Temple.

L'enclos du Temple, qui allait du square du Temple à la rue François-Miron, bénéficiait d'un régime particulier et de « franchises » assez extraordinaires. Domaine ecclésiastique, il échappait ainsi au droit commun royal, et le droit d'asile y était respecté dans des conditions qui paraissent aujourd'hui ahurissantes. On n'y admettait plus les criminels ou les repris de justice, mais on y acceptait tous les débiteurs insolvables qui fuyaient la contrainte par corps. Ceux-ci pouvaient rencontrer leurs créanciers à la porte de l'enclos. Cela déclenchait des scènes cocasses où les créanciers cherchaient, par tous les moyens possibles, y compris la ruse, à faire faire à leurs débiteurs quelques pas en avant qui les auraient amenés hors de l'enceinte protégée. Il arrivait même que les créanciers fussent reçus dans les logis de leurs débiteurs : ils discutaient ferme, mais n'avaient évidemment aucune possibilité réelle de les contraindre à les suivre. On peut considérer que quatre mille personnes à peu près vivaient dans l'enclos du Temple, dans des conditions très diverses suivant leur fortune ou leur situation juridique, aussi bien dans des baraques sordides groupées autour de la grande cour ou dans de sombres ruelles que dans des hôtels luxueux dont le loyer, que ne manquait jamais de réclamer le grand Prieur, était exorbitant. Il faut noter aussi qu'il était interdit à quiconque de se promener avec des bâtons ou des épées à l'intérieur de l'enclos : on était prié de laisser ses armes à l'entrée.

À la fin du règne de Louis XIV, alors que la tendance officielle – dont madame de Maintenon était largement responsable – était à la vertu, à l'austérité, pour ne pas dire à la bigoterie, l'enclos du Temple fut, grâce à ses privilèges, le lieu où la bonne société aimait se réunir autant pour discuter de sujets religieux quelque peu audacieux (on y vit de nombreux Jansénistes et des Quiétistes, également très mal en cour) que pour tenir des réunions sinon libertines, du moins très anticonformistes. La célèbre comédienne Adrienne Lecouvreur fit ses débuts dans les soupers fins – et précieux – de l'abbé Chaulieu, où se rencontrait la bonne société parisienne de l'époque.

Ces particularités de l'enclos du Temple perdurèrent jusqu'à la Révolution. Le Temple, comme on le sait, devint une prison à l'usage du roi et des grands de ce monde. En 1792, la plupart des bâtiments de l'enclos furent démolis, et, en 1805, on abattit tous les murs d'enceinte. La grosse tour fut détruite en 1810, et le palais, avec ses dépendances, disparut sous Napoléon III pour faire place au square du Temple et à l'actuelle mairie du III<sup>e</sup> arrondissement. Ainsi avait vécu l'un des plus étranges quartiers de Paris.

Il en reste cependant quelque chose dans le célèbre « Carreau du Temple », situé au nord du square du Temple. À l'origine, il s'agissait de la « Rotonde du Temple » érigée en 1781 sous les auspices du bailli de Crussol. Cette rotonde se

divisait en quatre carrés spécialisés chacun dans des ventes d'articles de pacotille et de vêtements plus ou moins d'occasion. La tradition s'est maintenue de nos jours, et le Carreau du Temple abrite une foule composite de revendeurs « au décrochez-moi ça », de soldeurs professionnels et de fripiers. Paradis du vêtement à bon marché, c'est un des endroits de Paris où les antiques activités du « marchandage » se sont maintenues avec le plus de force et de constance, bien que la concurrence soit féroce avec certains secteurs du Marché aux Puces de la porte de Clignancourt, et surtout avec les boutiques spécialisées dans la « démarque », boutiques qui sont d'ailleurs innombrables dans cet ancien quartier du Temple.

Le Temple évoque pour nous la sombre histoire des Templiers, leur élimination par Philippe le Bel, l'énigme insoluble posée par les moines soldats et leur reniement de la Croix<sup>[3]</sup>, la fameuse mais légendaire malédiction du grand maître Jacques de Molay suivie du tragique destin, non seulement des derniers Capétiens directs, mais des Valois et finalement des Bourbons, l'enfermement de Louis XVI dans le donjon, le sort étrange de celui qu'on persiste à appeler Louis XVII. Mais la rue Vieille-du-Temple, ancienne rue Barbette, située en dehors de l'enclos, évoque une des plus noires périodes de la guerre de Cent Ans, notamment la rivalité entre le duc Louis d'Orléans, frère du roi fou Charles VI de Valois et son cousin, le duc de Bourgogne Jean sans Peur, aboutissant à l'assassinat du premier sur l'ordre du second, et plus tard, à l'assassinat du second par ordre du futur roi Charles VII. Ce n'est pas l'épopée des Atrides, mais presque.

Pendant la folie de Charles VI, son épouse Isabeau de Bavière exerçait une sorte de régence, secondée par Louis d'Orléans, dont elle était complice à propos de bien des affaires qui n'étaient pas toutes d'État. Elle passait pour la maîtresse de son beau-frère et les langues allaient bon train sur ce sujet, bien que les preuves formelles eussent toujours fait défaut. Quoi qu'il en soit, un certain soir de novembre 1407, le 23 très exactement, Louis d'Orléans, frère du roi, se trouvait au chevet de la reine Isabeau qui, le 10 de ce même mois, avait donné le jour à un fils, Philippe, lequel mourut quelques heures plus tard. Louis venait de se réconcilier solennellement avec son cousin de Bourgogne, et ils avaient « pris ensemble les épices et le vin ». Tout à coup, un messenger vint apporter un message à Louis, de la part du roi, qui résidait en l'hôtel Saint-Paul, pour lui demander de venir le retrouver de toute urgence.

Louis quitte immédiatement l'hôtel Barbette, sans attendre son escorte. Accompagné de deux écuyers montés sur un unique cheval, il descend la rue Vieille-du-Temple vers la Seine. La rue est tortueuse, très sombre. Le cheval des écuyers sent une présence dans l'ombre, s'affole et part au galop. Le duc d'Orléans reste seul. Il est immédiatement entouré de gens armés qui crient : « À mort ! » Louis se croit attaqué par des truands. Il se nomme : « Je suis le duc d'Orléans ! » crie-t-il. On lui répond : « Tant mieux, c'est ce que nous demandons ! » Un premier coup de hache lui coupe la main dont il tenait la bride de son cheval. D'autres coups de masse et d'épée le font tomber au bas de son cheval. Là, il reçoit

un coup de massue hérissée de pointes qui lui fracasse le crâne et lui fait jaillir la cervelle. Alors, un homme, « caché sous un chaperon vermeil », une lanterne à la main, sort d'une maison, examine le cadavre, lui assène un dernier coup et s'éloigne en disant : « Éteignez tout, allons-nous-en. Il est mort. » Était-ce Jean sans Peur ? Il est difficile de le savoir, même si nous possédons une relation détaillée des événements.

Le meurtre a eu en effet des témoins. La femme d'un cordonnier, Jacques Griffard, qui guettait à la fenêtre de son logis, situé juste en face de l'endroit du crime, avait tout vu et tout entendu. Elle avait crié : « À l'assassin ! » mais les sbires l'avaient menacée et traitée de « mauvaise femme ». Blanche Labbé, petite-fille du propriétaire de la maison d'où était sorti l'homme au chaperon vermeil, et qui habitait juste en face, apporta un témoignage supplémentaire : elle avait été intriguée par le manège « d'hommes de mauvaise mine » qui avaient pris quartier dans la maison louée par son grand-père à un certain Jean Cordelant, étudiant de son état. Il ne fut pas difficile de remonter la filière : l'étudiant avait été chargé, dès le 24 juin précédent, de rechercher pour le compte du duc de Bourgogne une maison le plus près possible de l'hôtel Barbette, et le contrat s'était conclu le 15 novembre. Il devenait évident que Jean sans Peur avait longuement prémédité le meurtre de son cousin. Il en conviendra d'ailleurs plus tard, en faisant amende honorable. Mais en attendant, le guet-apens tragique de la rue Vieille-du-Temple allait déclencher l'inexpiable guerre entre les Armagnacs (partisans de Charles d'Orléans, fils de la victime) et les Bourguignons, avec les conséquences que l'on sait : alliance des Bourguignons et des Anglais et traité de Troyes qui reconnaissait Henry VI d'Angleterre (d'ailleurs petit-fils de Charles VI) comme héritier du trône de France.

La rue Vieille-du-Temple coupe la rue des Francs-Bourgeois à un carrefour dont l'angle est orné d'une fort belle et ancienne maison à tourelle, de la fin du Moyen Âge. Cette rue des Francs Bourgeois était autrefois la rue des Poulies. Elle reliait – et relie encore – le plateau Beaubourg à la place des Vosges, et elle doit son nom actuel non pas à l'acquisition d'une charte communale par les bourgeois de Paris, mais à un événement assez insolite survenu vers 1415, en pleine apothéose de la lutte entre Armagnacs et Bourguignons. En effet, un nommé Le Mazurier fit alors don au grand Prieur de France d'une vaste maison de vingt-quatre chambres, dans cette rue des Poulies, à charge pour lui d'y loger quarante-huit pauvres. Et, « parce que les misérables qu'on y retirait étaient exempts, ou francs, de payer ni boues (enlèvement des ordures), ni pauvres, ni lanternes (éclairage public), à quoi sont sujets les bourgeois de Paris, on les appela Francs-Bourgeois », non sans ironie d'ailleurs. Et ces Francs-Bourgeois se prirent très au sérieux : le jour, ils insultaient les passants, et la nuit, faisaient un vacarme d'enfer lorsqu'ils ne dévalisaient pas les promeneurs attardés. Leur maison, conçue pour un asile charitable, devint bientôt un tripot et un lupanar de la plus belle espèce, avant d'être évacuée et fermée par ordre des autorités municipales.

Cependant la rue des Francs-Bourgeois a le mérite de comporter quelques-uns

des plus beaux hôtels particuliers de l'ancien Paris, ne seraient-ce que les Archives et le musée Carnavalet. Les Archives, nationales bien entendu, comptent parmi les plus importantes du monde par leur richesse et leur variété. Elles ont trouvé refuge dans l'immense hôtel de Madame de Soubise. Quant au musée Carnavalet, c'est l'hôtel qu'a habité, après bien d'autres d'ailleurs dans le Marais, la chère Madame de Sévigné, grâce à qui nous devons bien souvent de connaître de fort intéressants détails sur les dessous de l'histoire du « Grand Siècle ». Au fond, la marquise – qu'on pourrait bien qualifier irrévérencieusement de « reine des concierges » – serait très flattée de savoir que sa demeure est maintenant le musée consacré à l'histoire de Paris, du Paris gaulois au Paris contemporain. Celui qui n'a pas su rôder à travers Carnavalet ne sait pas ce qu'est Paris : tout s'y trouve rassemblé, sinon en objets authentiques, du moins en reproductions, tableaux, plans et maquettes. Et tout cela est fort élégamment présenté dans une architecture délicate, discrète et sereine qui incite à la méditation et à la réflexion sur la continuité en histoire.

Non loin de ce musée Carnavalet, au n° 5 de la rue Payenne, se trouve un curieux immeuble. Entre les deux fenêtres du premier étage, on peut voir une niche ogivale qui abritait autrefois une peinture sur émail représentant une jeune femme, vêtue d'une robe blanche, ceinte d'une écharpe verte et tenant un enfant dans ses bras. De prime abord, on aurait pu se croire en présence d'une Vierge à l'Enfant dans la plus pure tradition chrétienne. Il n'en est rien. À la base de la niche subsiste le buste en bronze d'un homme d'âge mûr, et, au-dessus, on peut lire une inscription en forme de ruban : « L'Amour pour principe et l'Ordre pour base. Le Progrès pour tous ». Plus haut, sur le sommet de la façade, cette autre inscription : « Religion de l'Humanité ».

L'immeuble est actuellement divisé en appartements, mais, au premier étage, se trouve encore une pièce, interdite au public, et qui est le dernier vestige du « Temple de l'Humanité », tel que l'avait conçu et décrit le philosophe positiviste Auguste Comte. Il faut savoir que cette maison était celle de la fameuse Clotilde de Vaux, inspiratrice et maîtresse d'Auguste Comte, et qu'elle fut rachetée à la famille de Vaux, en 1903, par l'Église positiviste du Brésil, laquelle la fit aménager et orner naïvement, mais pieusement, en souvenir du fondateur de la secte, et aussi de la belle Clotilde de Vaux.

Tout autour, dans les rues qui sentent bon la vieille province, une floraison de vieux hôtels aujourd'hui rénovés témoigne de la richesse architecturale de cette portion du Marais. C'est dans un de ces hôtels que se trouve aménagé le musée Picasso. C'est rue Saint-Gilles, au n° 13, que résidait une certaine Jeanne de Saint-Rémy, descendante d'un bâtard reconnu d'Henri II de Valois. Tour à tour bergère, mendiante, prostituée, recueillie par une bonne famille et protégée par la marquise de Boulainvilliers, elle épousa, en 1780, le sieur de la Motte. C'est elle la fameuse « comtesse » de la Motte, qui fut présentée au cardinal de Rohan, et qui entraîna celui-ci dans l'Affaire du Collier de la Reine, ce qui valut, comme on sait, au cardinal d'être mis à l'ombre à la Bastille pendant un certain temps, d'ailleurs

dans des conditions plus qu'honorables.

Si l'on revient vers l'enclos du Temple, on peut voir, à l'angle de la rue des Archives et de la rue des Haudriettes, une magnifique fontaine. Mais le nom des Haudriettes fait plonger dans une curieuse aventure. En effet, il perpétue le souvenir d'un couvent, fondé contre son gré par un certain Étienne Haudri, valet de chambre de saint Louis. Il était parti en pèlerinage à Saint-Jacques de Compostelle après un séjour en Palestine, sans en avertir son épouse. Celle-ci, le croyant mort, fonda dans sa maison une communauté pour veuves pauvres, accueillant et soignant les pèlerins malades. Mais Haudri revint tout à coup, fort surpris de trouver un couvent à la place de sa maison et une mère supérieure à la place de son épouse. Il obtint du pape de récupérer son épouse, mais à condition de laisser sa maison à la communauté instaurée. C'est ainsi que les religieuses furent les « Haudriettes », et finirent par donner ce nom à la fontaine, érigée en 1765.

Il y a un autre cloître, rue des Archives, et c'est le plus ancien de tout Paris qui soit encore debout, le célèbre cloître des Billettes. Il a été bâti à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, faisant partie intégrante d'un monastère lui-même construit sur l'emplacement d'une chapelle primitive, érigée en souvenir du « Miracle de l'Hostie ». D'après les chroniqueurs, l'événement se serait produit en 1290. Un Juif avait prêté de l'argent (les Juifs étaient seuls autorisés à faire profession d'usurier) à une femme pauvre, à condition qu'elle lui apporterait une hostie qu'elle recevrait en faisant ses Pâques. La femme obéit et apporta donc l'hostie au Juif qui la larda, avec une sorte de rage, de coups de couteau. Or l'hostie se mit à saigner, ce que voyant, le Juif la jeta dans le feu. Elle ne brûla point. Alors « le Juif forcené la prit et la lança dans une chaudière d'eau bouillante, et, soudain, cette eau fut toute changée en couleur de sang, et aussitôt s'éleva l'Hostie et apparut visiblement ce qui était caché sous le pain, à savoir la forme et la figure de N. -S. crucifié ». Le Juif, qui s'appelait Jonathas, fut condamné à être brûlé vif sur la place de Grève, ce qui arrangea les nombreux Chrétiens du quartier qui lui devaient de l'argent. Sa maison fut confisquée par le roi Philippe le Bel, et on construisit sur son emplacement une chapelle expiatoire. La rue des Archives, qui s'appelait alors rue des Jardins, devint « la rue où le corps de Notre-Seigneur fut bouilli », et devant l'affluence des fidèles, on dut agrandir la chapelle et lui adjoindre le cloître que nous pouvons encore admirer dans la cour du 22, rue des Archives.

Il est bien évident que cette histoire est pure intoxication. D'une part, en 1290, il était nécessaire d'affirmer solennellement le dogme de la Présence réelle et de la transsubstantiation, dogme promulgué au début du XIII<sup>e</sup> siècle. D'autre part, nous sommes à la veille du bannissement des Juifs du royaume de France (avec confiscation de leurs biens !) par le roi Philippe le Bel, qui voulait tant restaurer l'état de ses finances, et qui n'hésitera pas ensuite à entreprendre la lutte contre les Templiers. Le « Miracle de l'Hostie » survenait fort à propos dans la propagande insidieuse menée par les agents du roi contre les Juifs, ces



« déicides » rendus responsables de tous les maux, famines et épidémies en particulier.

Il est vrai que le quartier juif n'est pas loin. Le quadrilatère formé par la rue des Francs-Bourgeois, la rue des Tournelles, la rue Saint-Antoine et la rue des Archives, a toujours été – et reste encore – le quartier où se concentrent les Juifs, autrefois en majorité originaires d'Europe centrale, aujourd'hui surtout venus d'Afrique du Nord. La rue des Rosiers constitue la véritable artère centrale de ce qu'on a appelé très improprement le *ghetto*, mais toutes les rues d'alentour portent le même visage : ce ne sont que boutiques vendant des produits spécifiques, des boucheries *casher*, des boulangeries où l'on vend du pain azyne, des pâtisseries où se déploie toute une gamme de gâteaux raffinés, et aussi, pour sacrifier à une certaine mode très parisienne, des restaurants où il est prudent de réserver sa table, sans compter deux synagogues très fréquentées. Et, le samedi, on peut voir errer une population reconnaissable dans les rues, et jusqu'à la rue Saint-Antoine, qu'il ne faut pas dépasser, ce qui témoigne de la pérennité des coutumes inspirées par le Talmud. Avant la Seconde Guerre mondiale, ce quartier était fort pauvre, pour ne pas dire misérable. Il est actuellement fort bien tenu, et fort agréable pour ceux qui veulent bien y flâner. Pensons tout de même que, pendant l'occupation allemande, une bonne partie de la population a été lâchement livrée aux nazis et s'est retrouvée dans les camps de la mort. Le souvenir de l'Holocauste rôde, comme une ombre terrifiante, sur la rue des Rosiers, comme sur la rue des Écouffles, comme sur la rue Mahler ou la rue Elzévir. Les « bastilles » ne sont pas toujours où l'on croit qu'elles se trouvent.

À la limite nord de ce quartier « juif » se dresse une fort belle église catholique, Notre-Dame des Blancs Manteaux. Elle doit son nom au costume du premier ordre religieux qui occupa ce lieu, en 1258, sous la protection de saint Louis. Ces porteurs de manteaux blancs, qui venaient de Marseille, laissèrent la place, quinze ans plus tard, à l'ordre des Guillemites, qui agrandirent la chapelle primitive avant de fusionner avec les Bénédictins de Saint-Maur. C'est dans ce sanctuaire que fut déposée la dépouille mortelle de Louis d'Orléans, après le meurtre de la rue Barbette. Mais l'ancienne église a été reconstruite en 1685, en style classique, et sa façade a reçu, au XIX<sup>e</sup> siècle, le portail de l'église des Barnabites, autrefois dans l'île de la Cité. L'église était flanquée d'un couvent qui possédait une riche bibliothèque de vingt mille volumes, lesquels ont été d'ailleurs transportés à la Bibliothèque Nationale. Le couvent a disparu à la Révolution. À sa place, on a aménagé un square, qui est l'un des rares espaces verts de ce quartier.

À l'est de cette zone marquée par l'ethnie juive, la rue des Tournelles n'est pas moins riche en souvenirs. Dans la cour d'un des immeubles riverains, se trouve l'hôtel particulier – ouvert sur le boulevard Beaumarchais – dans lequel résida l'illustre auteur du *Mariage de Figaro*. Nous sommes là aux limites orientales du Paris archaïque. Et le nom des Tournelles évoque une forteresse importante qui servait parfois de résidence aux rois de France. Lorsque Henri II fut blessé mortellement, dans le tournoi tragique qui l'opposait à Montgomery, quelque part

vers la rue Saint-Antoine, on le transporta dans l'hôtel des Tournelles, et c'est là que mourut le malheureux roi de France, malgré les soins que lui prodigua le célèbre chirurgien Ambroise Paré. L'hôtel des Tournelles paraissant ainsi marqué par le destin, la reine Catherine de Médicis le fit démolir, comme pour effacer toute trace de la tragédie. Sur l'emplacement libéré, se tint alors un grand marché aux chevaux, et c'est Henri IV qui décida d'y faire aménager ce que nous connaissons aujourd'hui, c'est-à-dire la place des Vosges, qui fut, jusqu'en 1800, la place Royale.

C'est certainement la plus belle place du Paris classique, un ensemble unique au monde de trente-huit pavillons bâtis sur arcades, répartis en un carré de cent quarante mètres de côté, pavillons d'un même style, d'une même « trempe », et pourtant tous différents, avec, au centre, un espace vert qui fut un jardin « à la française » avant de devenir un square ombragé entourant la statue équestre de Louis XIII. Entre les deux dernières guerres, ce square était le rendez-vous des mères de famille et de la marmaille bruyante du quartier, tandis que les pavillons servaient de repaires à d'obscurs artisanats. Depuis lors, la place des Vosges est devenue l'endroit le plus cher de Paris, le plus huppé, le plus snob, et elle redevient ce qu'elle était au XVII<sup>e</sup> siècle : le centre du bon goût, le « temple de l'honnête homme ». C'est oublier un peu vite que, du temps de Richelieu, les bretteurs de tout poil s'y donnaient rendez-vous à l'aube, pour ferrailler et s'entre-tuer sous les fenêtres de l'impitoyable cardinal, qui logeait au n° 21. C'est ainsi que le 12 mai 1627, bravant l'édit royal (et cardinalice) réprimant les duels, Richelieu fut réveillé par le tintement des épées que manœuvraient – avec élégance – le comte de Montmorency-Boutteville, le marquis de Beuvron, Bussy d'Amboise et le sieur Buquet. Bussy d'Amboise y perdit la vie. Beuvron et Buquet s'enfuirent en Angleterre, mais le comte de Montmorency fut arrêté, condamné et décapité en place de Grève. Du coup, les duellistes préférèrent en découdre du côté de Saint-Germain-des-Prés, à l'ombre de la Tour de Nesle, dans ce qu'on appelait le Pré-aux-Clercs.

L'Histoire est toujours présente place des Vosges. Au n° 11, entre 1640 et 1648, habita une certaine Marie de Lon, qu'on connaît davantage sous le nom de Marion Delorme. Cette mauvaise langue de Tallemant des Réaux raconte qu'à deux reprises, travestie en cavalier, la célèbre courtisane rendit visite au cardinal de Richelieu – qui n'avait pas fait vœu de chasteté, mais seulement de célibat –, lequel ne l'éconduisit certes pas, mais lui offrit, pour l'agrément de sa visite, un jonc en or d'une valeur de soixante pistoles. Richelieu eût certainement été satisfait du slogan des années 1968 : « Faites l'amour et non pas la guerre ! » Pourtant, on a peine à croire que l'évêque de Luçon ait pu, dans ce cadre charmant et paisible de la place Royale, préparer avec autant d'acharnement la lutte armée qu'il désirait engager contre la Maison d'Autriche, à laquelle appartenait d'ailleurs l'épouse de son propre roi. Ce sont les mystères de la politique.

Celui des pavillons qui passe pour le mieux réussi est le n° 14. Il fut successivement mairie, école et synagogue, mais il est avant tout une maison

d'habitation perdue en plein cœur d'une ville. Madame de Sévigné est née au n° 6. Jean Cocteau a longuement déliré lorsque, dans son film *Orphée*, il joue avec Jean Marais en train de poursuivre l'ombre insaisissable de Maria Casarès, parmi les arcades de la place. Orphée poursuivant sa propre Mort, laquelle lui échappe constamment... Beau sujet que n'eût pas renié Victor Hugo, qui a habité, de 1832 à 1846, au deuxième étage de l'hôtel de Rohan-Guéménée, l'actuel n° 6, construit en 1639, et qui s'y livra, on s'en doute, à l'évocation des esprits par le moyen des tables tournantes et autres méthodes spirites. En 1873, la ville de Paris fit l'acquisition de cet hôtel qu'elle aménagea, en 1902, en musée Victor Hugo : on y voit en particulier la reconstitution de la salle à manger de Juliette Drouet, à Guernesey, où le poète se livrait à tant d'expériences de communication avec l'au-delà. Dire que la place des Vosges doit son nom actuel au département du même nom qui fut le premier, en 1799, à payer ses impôts à l'État jacobin, représenté en l'occurrence par le Consulat ! Est-ce compatible avec la poésie ? Il est vrai que Victor Hugo savait, paraît-il, fort bien gérer ses affaires matérielles.

Aujourd'hui, la place des Vosges est d'un calme désuet que vient à peine troubler le regard de Jean-Édern Hallier, qui a la chance d'y résider. Mais qui se souvient que l'impasse Guéménée, derrière chez lui, et derrière le musée Victor Hugo, a été le lieu héroïque où s'élaborait une certaine presse gauchiste des années 1968 ? « Édern », comme je l'appelle, l'a un peu oublié. Moi, non. Mais on ne vit pas en mâchant perpétuellement le passé. De l'autre côté de la rue Saint-Antoine, la portion de Marais qui confine à la Seine a d'autres raisons d'exister.

Il y a d'abord le souvenir de la place de Grève, nom qui fut, jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, celui de l'actuelle place de l'Hôtel de Ville. Il est possible que le lieu ait été l'un des ports de la Lutèce primitive, l'autre se trouvant sur la rive gauche, du moins si l'on en croit les vestiges archéologiques découverts en 1901, lors de l'aménagement de la place, puis, plus tard, au cours de la construction de la ligne 7 du métro, parallèle à la Seine. Cette place de Grève, ainsi nommée parce que les ouvriers sans travail s'y réunissaient en espérant y trouver un emploi, ne fait pas partie du Paris primitif : l'emplacement relevait d'ailleurs, ainsi que la butte Saint-Gervais, du comté de Meulan, et c'est Philippe Auguste qui l'acheta pour la réunir au domaine de la Couronne. Mais avant de devenir le centre *communal* de Paris, la place de Grève fut surtout un lieu de supplices. Louis XI y fit ériger une potence permanente où étaient pendus les roturiers. Quant aux autres, le supplice variait selon le rang social ou la faute : les gentilshommes étaient décapités à la hache, les hérétiques et les sorciers brûlés, les coupables de lèse-majesté écartelés, les brigands et les assassins roués vifs. Le tout constituait des spectacles de choix pour la bonne société parisienne, laquelle se battait presque pour les « premières loges ». L'une des dernières exécutions fut celle du « régicide » Damiens, qui avait blessé Louis XV d'un coup de canif, et dont le supplice fut atroce, insoutenable d'après les témoignages. Et pourtant, d'après le récit d'Alexandre-André Le Breton, « on a remarqué qu'il y avait beaucoup de femmes et même de distinction ; qu'elles n'ont point quitté les fenêtres et qu'elles ont mieux soutenu

l'horreur de ce supplice que les hommes ». Cela est corroboré et accentué par le duc de Croy, dans ses *Mémoires* : « Quelques dames de la Cour s'étaient faites conduire en place de Grève pour assister à l'exécution de Damiens. Pendant qu'on essayait de rompre le malheureux, elles avaient troussé leurs jupes et... »

Cela en plein siècle dit des « Lumières » ! Cela n'empêche pas les bonnes âmes de s'offusquer de certaines pages de Sade ou de Georges Bataille sur le plaisir et la souffrance.

La place de Grève est chargée de souvenirs malsains. Pourquoi a-t-on choisi cet emplacement pour siège de la municipalité ? C'est en 1357 qu'Étienne Marcel, prévôt des marchands, acheta, pour le compte de la commune, un bâtiment connu sous le nom de « Maison aux Piliers ». Cette première « mairie » devint bientôt trop petite, et François I<sup>er</sup> autorisa la construction d'un nouvel immeuble, lequel fut terminé en 1628 et incendié en 1871, lors des troubles de la Commune. L'actuel Hôtel de Ville n'est qu'une reconstruction transposée de l'ancien monument. Certes, Paris ne s'est pas fait en un jour, et il a fallu beaucoup d'efforts, de souffrances et aussi de sang à toutes les générations qui se sont succédées depuis la lointaine et brumeuse Lutèce jusqu'à cette place froide et impersonnelle qui s'étale aujourd'hui au regard du visiteur.

Derrière l'Hôtel de Ville, la rue Lobau conserve des souvenirs plus rassurants, même si la configuration actuelle du lieu ne se prête guère à l'évocation du passé. C'était en effet là que se dressait le fameux *Pet-au-Diable*, popularisé au XV<sup>e</sup> siècle par les récits qu'on a faits des turbulences des étudiants de Paris, parmi lesquels figurait en bonne place le poète François Villon. On ne sait pas trop ce qu'était cette pierre, car c'en était une, et son nom peut provenir d'une référence à un mégalithe d'origine païenne aussi bien qu'à un certain Pétau, « si méchant qu'on le surnomma *le Diable* », propriétaire d'une maison sise à cet endroit. On sait qu'en 1451, les étudiants de la « bande à Villon » déplacèrent la pierre en question et la transportèrent sur la rive gauche, sur la montagne Sainte-Genève. La pierre fut alors déplacée par les autorités et installée dans l'île de la Cité, mais les étudiants la ramenèrent sur la « montagne » et l'y firent sceller, observant autour d'elle de curieux rites humoristiques qui n'étaient en fait que la transposition irrévérencieuse de certaines cérémonies populaires encore en usage dans les campagnes. Le *Pet-au-Diable* était, selon toute vraisemblance, un menhir qui avait survécu aux diverses ordonnances condamnant le culte des pierres.

Mais le culte des pierres ne va pas sans le culte des arbres. C'est un héritage du plus lointain passé, héritage que le Christianisme, même triomphant, n'a jamais pu abolir complètement et qu'il a dû assumer en « colorant » différemment les usages et les croyances archaïques. Or, près de l'endroit où se dressait le *Pet-au-Diable*, on peut voir, au milieu de la place qui s'étend sous l'église Saint-Gervais, un orme aussi magnifique qu'insolite. Il n'est pas très vieux, puisqu'il a été planté en 1914, mais il ne fait que remplacer un orme beaucoup plus ancien, qui se trouvait à l'entrée de l'enclos du Temple. On ne peut évidemment que songer à

l'orme de Gisors, autour duquel rôdent d'étranges ombres, tant historiques que légendaires ou ésotériques<sup>[4]</sup>. D'ailleurs, la présence de cet orme semble liée à la présence des Templiers, d'autant plus que l'église, dédiée à saint Gervais et à saint Protas, deux saints fort honorés chez les Templiers, ne peut que rappeler l'église Saint-Gervais-Saint-Protas de Gisors. Ce n'est pas pour rien si, tout près de là, rue de l'Hôtel de Ville, au n° 82, dans un vieil immeuble rénové, se trouve, depuis 1946, le siège des *Compagnons du Tour de France*, dont les racines plongent aussi bien dans la tradition technique des métiers que dans les mystérieuses « fraternités » du Moyen Âge, association qui laisse entendre qu'elle est l'héritière des bâtisseurs de cathédrales, des constructeurs du Temple de Salomon et de bien d'autres confréries proches de la Franc-Maçonnerie et des Rose-Croix.

L'église Saint-Gervais-Saint-Protas se dresse à l'emplacement d'un des plus anciens sanctuaires de Paris, puisque la fondation en remonte au VI<sup>e</sup> siècle. Le lieu, d'après l'hagiographie, a été le théâtre de nombreux miracles. L'église actuelle a été construite au XIII<sup>e</sup> siècle, mais profondément remaniée dans le style du XVI<sup>e</sup> siècle. Elle a eu à souffrir de la Première Guerre mondiale, lorsqu'un obus de la « Bertha » explosa sur la nef, pendant l'office des Ténèbres du Vendredi saint, en 1918, faisant une centaine de morts et de nombreux blessés. Actuellement, la paroisse Saint-Gervais est gérée par la Communauté monastique de Jérusalem, et est au centre d'une rénovation spirituelle dans ce quartier peu habité, mais restauré avec un goût très sûr qui n'est pas sans évoquer le charme d'un Paris disparu, qu'on tente de maintenir contre l'évolution du temps. Havre de paix et de silence au cœur de la mégapole, l'antique butte Saint-Gervais est vouée à la méditation. Sans doute serait-il bon de savoir que, non loin de là, très discrètement enfoui dans un dédale de ruelles où les voitures ne sont pas les bienvenues, se trouve le Mémorial du Martyr juif inconnu. Pardonnez, c'est bien, mais cela n'empêche pas de se souvenir, et les pays qui ne se souviennent pas perdent leur âme.

Le long de la Seine, en remontant vers l'Arsenal, on franchit les limites du Paris de Philippe Auguste. De l'autre côté, c'est l'île Saint-Louis, résultat de la réunion de deux anciennes îles, l'île Notre-Dame, à l'ouest, et l'île aux Vaches, à l'est, cette dernière évoquant bien entendu les pâturages dans lesquels, jusqu'à l'époque de Louis XIII, on parquait le bétail. La séparation des deux anciennes îles se situe à l'actuelle rue Poullétier, et cela correspond, sur le « continent », au début de la muraille de Philippe Auguste, la Seine étant en ce temps-là barrée par une grande chaîne qui permettait de contrôler et de régulariser la navigation vers l'amont. Mais avant d'arriver à cette muraille (dont les vestiges subsistent sur la seule rive gauche), on peut apercevoir la silhouette gracieuse et néanmoins mystérieuse d'un palais tel que Victor Hugo en décrit dans *Notre-Dame de Paris*, et qui est un éblouissant exemple de ce que pouvait être l'architecture de la fin du XV<sup>e</sup> siècle, à mi-chemin entre l'austérité des pierres et la folie des tendances flamboyantes. Il s'agit de l'hôtel de Sens.

C'est probablement le monument civil de style « gothique » le mieux conservé de tout Paris, avec la partie médiévale du musée de Cluny. La finesse des tourelles, la hardiesse des fenêtres, le découpé des murs, tout cela fait rêver. Brutalement, en sortant d'une capitale de plus en plus livrée au béton – malgré une protection efficace de la direction des Monuments historiques –, on débouche sur un autre siècle, non seulement à cause des pierres, mais aussi à cause de ce qu'elles évoquent. Car c'est là que résidaient les archevêques de Sens lorsqu'ils venaient à Paris. Cela remet en cause les origines de Paris. Il n'y a pas eu d'archevêque à Paris avant le XVI<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire que Paris n'est pas devenue une *métropole* avant la fin du Moyen Âge. Paris, l'ancienne Lutèce, devenue *civitas Parisiorum*, du nom du peuple gaulois qui y résidait, n'était qu'une petite bourgade insignifiante par rapport à certaines villes comme Rouen, Bourges ou Autun. Or, comme l'Église, à partir du fameux édit de Théodose qui faisait du Christianisme la religion officielle de l'Empire romain, s'est établie sur les structures civiles et militaires de cet empire, les chefs-lieux de *province* (métropoles) correspondaient à la hiérarchie romaine, se subdivisant en de multiples *diocèses* (terme à l'origine purement administratif et laïque), dont Lutèce était un des chefs-lieux. La métropole, c'était Sens, l'ancienne *Agendicum*, devenue *Civitas Senonum*, la « cité des Sénons », capitale de ce qu'on appelait la Quatrième Lyonnaise, une subdivision de la Gaule romaine dont la capitale était elle-même à Lyon. Par conséquent, l'évêque de Paris (le bâtisseur de Notre-Dame de Paris, Maurice de Sully, était seulement évêque) était un prélat, certes, mais suffragant de Sens, donc soumis à l'autorité de l'archevêque métropolitain de cette antique cité aujourd'hui quelque peu déchu. Ce qui vaut à Paris de conserver l'hôtel de Sens.

Les alentours de cet hôtel de Sens ne sont pas moins pittoresques. Il ne reste certes plus grand-chose des taudis qu'on y voyait avant la Seconde Guerre mondiale, sinon les façades des vieux immeubles qui étaient autrefois autant de demeures luxueuses et bourgeoises. On a gardé ces façades, et on a tout reconstruit plus ou moins en parpaings à l'intérieur des cours. Le style classique domine. Le bon ton aussi, qui n'arrive pas à faire oublier que, rue de Fourcy, se tenait, avant la loi dite « Marthe Richard », un établissement que la morale réprouvait mais que tout le monde *tolérait*, et qui passait pour « la plus célèbre boîte d'abattage de tout Paris ». Le sordide y disputait avec l'hypocrisie. Aujourd'hui, juste revanche des choses, l'immeuble est voué à l'hygiène sociale, et les maisons voisines sont patiemment grattées pour en effacer toutes les traces de cette Suburre qu'était devenu le quartier Saint-Paul, pourvoyeur invraisemblable de cafards, de puces, de punaises et de véroles inavouables.

Il y avait pourtant un sanctuaire, l'église Saint-Paul-Saint-Louis, et un honorable établissement d'enseignement, le lycée Charlemagne. L'un et l'autre faisaient d'ailleurs partie du même ensemble architectural hérité du grand siècle mais complètement enfoui sous la crasse et l'odeur nauséabonde des égouts toujours à la limite de la rupture de canalisation. Cette église Saint-Paul-Saint-Louis a été construite au XVII<sup>e</sup> siècle par la Compagnie de Jésus, laquelle s'était

installée, depuis 1580, rue Saint-Antoine, dans une des dépendances de l'ancien hôtel royal de Saint-Paul. C'est dire que cette église demeure l'un des plus beaux exemples de l'art dit « jésuite ». C'est Richelieu lui-même, pénitent des Jésuites, comme chacun sait, qui y célébra la première messe, le 9 mai 1641, en présence de la famille royale. C'est là que le célèbre prédicateur Bourdaloue fit ses débuts en chaire, en 1669. C'est là, dans un cimetière souterrain, que l'on enterrait les pères jésuites. C'est dans l'église elle-même qu'on déposa les cœurs de Louis XIII et de Louis XIV. Église royale s'il en fut, avec le souvenir qui s'attache à l'ancêtre Charles V, véritable créateur de ce quartier alors hors les murs.

Le règne de Charles V est en effet le point de départ de ce quadrilatère situé entre la Bastille, la rue Saint-Antoine, les anciennes murailles, les fossés de l'Arsenal et la Seine. On sait que les premiers rois résidaient dans l'île de la Cité, dans ce qu'il est convenu d'appeler le palais de saint Louis, lequel n'était que la transformation du château royal primitif, lui-même bâti à l'emplacement de la préfecture romaine. Puis les rois s'installèrent sur la rive droite, dans l'espace qui est maintenant le Louvre. Charles V avait donc son palais au Louvre, mais il voulut avoir un séjour de plaisance en dehors de la ville, et ce fut l'ensemble complexe qu'on nomme l'hôtel Saint-Paul (ou Saint-Pol). Il ne s'agissait aucunement d'un palais, mais d'une résidence comportant des maisons et des jardins, avec tous les agréments qu'on savait apporter à ce genre d'établissement à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle. Ainsi, l'hôtel Saint-Paul comportait de véritables maisons de « week-end », des vergers, des roseraies (la rose, importée de Perse, faisait fureur, comme en témoigne le succès du *Roman de la Rose*), des prairies où s'ébattaient des troupeaux (préfiguration du Petit Trianon !), et aussi un véritable parc zoologique où l'on s'efforçait d'acclimater des animaux exotiques. Il n'en subsiste rien dans le Paris actuel, sinon un pan de mur d'une tour encastree dans un immeuble qui fait l'angle de la rue Saint-Paul et de la rue des Jardins-Saint-Paul. Par contre, le nom de certaines rues est significatif. En dehors de la rue Saint-Paul proprement dite, qui perpétue ce souvenir, en dehors de la rue des Jardins-Saint-Paul qui se situe à l'emplacement de la roseraie, on peut citer la rue Beautreillis qui témoigne de la présence d'une vigne, sinon d'un petit vignoble (on faisait du vin partout au Moyen Âge), la rue de la Cerisaie, qui évoque évidemment un verger, et la rue des Lions-Saint-Paul, située à l'emplacement des cages où étaient relégués les animaux venus d'ailleurs, sans compter la rue Charles V, où siège une section de l'Université de Paris, et qui rend justice au fondateur authentique de ce quartier.

Mais la rue Charles V a été le théâtre de bien d'autres événements. C'est là, au n° 12, que vécut, au XVII<sup>e</sup> siècle, une certaine Marie-Madeleine d'Aubray, beaucoup plus connue sous le nom de marquise de Brinvilliers. Son mari l'ayant quelque peu délaissée pour « courir le guilledou » et aussi les tripots où l'on jouait gros jeu, la jeune marquise s'était consolée dans les bras d'un charmant ami de son époux, le capitaine de cavalerie Godin de Sainte-Croix. Cela ne fut pas du goût du père de la marquise. Il fit proprement, grâce à une lettre de cachet facilement obtenue, mettre le galant à la Bastille toute proche. Cela fut encore moins du goût de la

marquise qui, à partir de ce moment, fit tout ce qu'elle put pour faire passer son père de vie à trépas, inaugurant ainsi une série de meurtres parfaitement lucides et non moins intéressés qui la conduisirent, un jour, à avoir la tête tranchée en place de Grève. Mais ce n'était que le début d'une longue et énigmatique affaire touchant la Cour, les grands de ce monde, la favorite du roi, c'est-à-dire Madame de Montespan, et qui est demeurée célèbre sous l'appellation d'Affaire des Poisons, affaire qui, soit dit en passant, et sans jeu de mots, « empoisonna » littéralement Louis XIV, ses ministres, la Cour tout entière et le malheureux intendant de police La Reynie. Mais ceci est une autre histoire. Disons seulement que de nombreux grands bourgeois et nobles de l'époque, qui résidaient encore dans ce quartier alors très huppé, tremblèrent parfois avec raison lorsqu'on soumettait à la question l'empoisonneuse qu'on connaissait sous le nom de La Voisin et son âme damnée, l'abbé Guibourg, spécialiste des messes noires.

Il est curieux de constater que l'hôtel Saint-Paul, construit en un Moyen Âge finissant, n'a pas laissé de traces visibles. Certes, sur son emplacement, la vie agitée de Paris semble s'être interrompue depuis des siècles, mais rien n'y évoque la guerre de Cent Ans, ni le Bal des Ardents qui impressionna tant le malheureux Charles VI. On tenterait en vain d'y retrouver la silhouette de Thomas de Pisan, le célèbre astrologue de Charles V et père de la non moins célèbre Christine de Pisan, qui vécut là, veuve et « seulette », composant d'admirables poèmes et se faisant l'historiographe du bon roi Valois. Tout s'est évanoui dans le rêve de l'époux d'Isabeau de Bavière. Et les vieux hôtels qu'on y voit, au hasard des rues, si admirables soient-ils, surtout maintenant qu'ils sont débarrassés de leurs diverses lèpres, ne font référence qu'à l'âge classique, comme en témoigne cette curieuse église Sainte-Marie, à l'angle de la rue Castex et de la rue Saint-Antoine, et qui est devenue, depuis les années 1920, un temple protestant. Où sont donc les Dames d'antan, celles qui faisaient rêver François Villon, celles qui animaient le bras des « mignons » d'Henri III, beaucoup moins tendres que leur sobriquet ne le laisse penser, et qui étaient tous de terribles massacreurs fort prisés des comtesses et des marquises !

Classique également, ce qui reste de l'Arsenal, édifié par Sully, le grand ministre d'un grand roi, tout près de l'actuelle caserne des Gardes républicains, elle-même sur l'emplacement d'un ancien couvent de Célestins. L'Arsenal a perdu son caractère guerrier, qui n'apparaît plus guère que sur certaines des sculptures qui décorent le haut de ses murs : on y voit des canons agressifs qui ont le mérite d'être en pierre. À l'intérieur, c'est le calme, le recueillement et le silence : voici la bibliothèque de l'Arsenal, dont la grande spécificité, en dehors du théâtre, est le Moyen Âge. Au siècle dernier, un certain Charles Nodier y fut bibliothécaire et il y recevait, le soir, ses amis dans son salon. Ce fut le Cénacle. Et ce fut là que Victor Hugo conçut probablement les grandes lignes de sa *Notre-Dame de Paris*, et que, plus sûrement, il développa, devant un auditoire choisi et raffiné, les idées maîtresses de ce qu'il convient d'appeler le Romantisme. D'ailleurs, le propre du Romantisme a été de « réinventer » le Moyen Âge – comme l'a fait l'architecte



Viollet-le-Duc, avec un génie incroyable qui, s'il ne satisfait guère les puristes et les authentiques archéologues, est néanmoins une magnifique expression de la beauté et de l'onirisme. Alors, si l'on veut retrouver ce qu'était ce quartier Saint-Paul, du temps des Valois, pourquoi ne pas recourir aux fantasmes romantiques d'un Hugo ou d'un Gérard de Nerval ?

Ce serait assurément la seule façon de retrouver la Bastille, qui est, ne l'oublions pas, une forteresse médiévale complémentaire de l'hôtel Saint-Paul, et qui était censée protéger celui-ci contre tout assaillant venu de l'est. Chacun sait que l'ennemi héréditaire vient toujours de l'est, de l'autre côté de la « ligne bleue des Vosges », par la fameuse route des invasions. Mais, en l'occurrence, la Bastille a surtout été bâtie pour se protéger des Anglais qui, en principe, venaient de l'ouest. Il est vrai qu'ils avaient fait alliance avec les Bourguignons. Tout cela est bien fantomatique, pour ne pas dire fantasmatique. Mais il est bon d'imaginer cette redoutable forteresse de la Bastille dominant les toitures d'un quartier tout entier gagné sur le marais et voué au plaisir de vivre. C'est du moins ce qu'était la vision de Charles V. La vision qu'on en a eue après la Révolution en a été très différente. Ah ! si, au moins, on pouvait remonter le temps...

### III

## COMME UNE PORTE DE PRISON

Dans l'imagination populaire, qui, dans ce cas, a tendance à se confondre avec la propagande patriotique héritée de la soi-disant Révolution de 1789, la Bastille est liée intimement aux derniers rois Bourbons, à Louis XIV, Louis XV et au pauvre Louis XVI qui paya de sa vie l'incurie de ses prédécesseurs. Ce n'est pas l'époux timoré de Marie-Antoinette d'Autriche qu'on a conduit à l'échafaud, sur la place qui allait ironiquement devenir « la Concorde », mais réellement le « fils de saint Louis », avec tout ce que cela comportait d'insupportable pour la classe bourgeoise de l'époque, détentrice des moyens de production, des finances et par conséquent du pouvoir de décision. Le « peuple », là-dedans, n'avait rien à voir, même si les discours démagogiques lui donnaient la part belle, et si on l'excitait suffisamment pour qu'il prît les armes et massacra quelques « ci-devant » ou quelques gardes prétoriens figés dans leurs béatitudes. Dans l'imaginaire français, la Bastille n'est pas dissociable de Louis XVI et d'un détestable régime rejeté par la nation, et il faut bien avouer que les manuels d'histoire de la III<sup>e</sup> République (parfaite héritière des Bourbons) ont tout fait et entrepris pour accréditer cette idée, même parmi des écoliers au teint basané qui, visiblement, n'étaient aucunement concernés par cette querelle de famille.

La réalité est ailleurs, comme toujours lorsqu'on simplifie à l'extrême pour mieux manipuler l'opinion. La Bastille, ce n'est sûrement pas Louis XVI. C'est peut-être un peu Louis XIV, mais il ne faudrait même pas exagérer sur ce point. La Bastille, c'est d'abord et avant tout Charles V pendant la moitié du XIV<sup>e</sup> siècle, pendant la première partie de ce que lesdits manuels d'histoire appellent improprement la « guerre de Cent Ans ». Mais le savoir ne résout rien en profondeur, et la Bastille, quelle qu'elle soit, ne peut s'expliquer que si l'on fait référence à des notions plus anciennes qui la justifient et qui l'éclairent sous son véritable jour, autrement dit l'histoire de cette bourgade nommée Lutèce, et qui allait devenir un jour Paris, capitale de la France et l'une des mégapoles de l'Europe.

Il faut donc essayer de remonter dans le temps. La cité qui allait devenir Paris est née grâce à un concours de circonstances qui font intervenir aussi bien des besoins économiques – la vie quotidienne – que des réalités géographiques. Mais ces réalités géographiques n'ont pas toujours été celles que nous connaissons, ou que nous imaginons, aujourd'hui. Comme le fait remarquer Joël Schmidt, le site

de Paris « entre la fin de l'ère secondaire et l'ère tertiaire, a été créé par le travail de la Seine qui s'est divisée en deux bras : l'un qui nous est aujourd'hui familier, l'autre qui a resurgi au moment des inondations catastrophiques de 1910 et qui formait un croissant entre le pont d'Austerlitz et celui de l'Alma en passant au pied de la colline de Montmartre »<sup>[5]</sup>. On notera que cet archaïque bras de la Seine correspond, en partie, aux fossés de l'est, ceux qui longeaient l'Arsenal et la Bastille, et à l'emplacement desquels on a pu creuser le canal Saint-Martin. C'est dire que le territoire compris entre les deux bras était à l'origine un vaste marécage, et il en est resté quelque chose dans l'appellation du Marais. Au reste, ce bassin dit parisien devait être entièrement marécageux au niveau du fleuve, et seules les buttes, comme Saint-Gervais ou Saint-Laurent, et les collines, comme la Montagne Sainte-Geneviève, Montmartre, Chaillot, constituaient un sol ferme, recouvert de forêts.

Un autre élément est à prendre en compte : à force de considérer le site primitif de Paris comme étant l'île de la Cité, on a oublié le rôle joué dans tout établissement humain par le voisinage d'un confluent. Les exemples de Lyon ou de Rennes sont significatifs. Or, ici, le confluent de la Seine et de la Marne, à *Conflans* précisément, et en aval, celui de la Seine avec l'Oise, à *Conflans-Sainte-Honorine*, ont été déterminants dans l'implantation des premières populations. De plus, à force de citer la Marne et l'Oise, on oublie qu'une autre rivière avait son confluent avec la Seine, en plein cœur du site de Paris, une rivière actuellement bien discrète puisque canalisée souterrainement mais qui semble avoir été essentielle dans la primitive économie parisienne, la Bièvre.

Il est à peu près certain que l'établissement primitif des ancêtres des Parisiens a été ce qu'on appelle aujourd'hui le faubourg Saint-Marcel, sur les bords de la Bièvre, sous le versant est de la Montagne Sainte-Geneviève. C'est du moins ce que révèlent les trouvailles archéologiques. Plus tard, d'autres « villages » durent se former plus près de la Seine, toujours au confluent. Mais ces établissements étaient nécessairement précaires du fait de la fragilité du terrain facilement inondable. L'époque néolithique a vu ainsi apparaître quelques agriculteurs qui ont dû tenter de drainer certains terrains, tout en faisant paître leurs troupeaux dans les prairies riveraines. Il existait encore au Moyen Âge quelques vestiges de cette époque, trois mégalithes, dont le fameux *Pet-au-Diable* et deux autres menhirs à Saint-Merri et à la Tour Saint-Jacques, témoignages évidents des cultes religieux qui se pratiquaient sur la rive droite.

On peut supposer que ces établissements se développèrent au cours de l'Âge du Bronze : l'emplacement de la future Lutèce constituait en effet un relais sur la route continentale de l'Étain, qui allait des îles Cassitérides, au large du Cornwall, à la Méditerranée, en passant par les vallées de la Seine, de la Saône et du Rhône. À ce moment, l'économie de la population parisienne semble évoluer vers l'artisanat, et de nombreux ateliers s'installent le long de la Bièvre, où le nouveau métal sert à la fabrication des armes et des ustensiles nécessaires à la vie quotidienne. Les découvertes archéologiques font état d'une certaine richesse,

laquelle ne va certainement pas sans attirer le pillage de la part de populations voisines. Le danger se précisant, les « Parisiens » d'alors ont songé à se défendre et c'est sûrement à partir de cette période qu'ils ont envisagé de s'établir dans la plus grande île de la Seine, afin de mettre à l'abri leurs ateliers et leurs marchandises. Et le fleuve confirme alors son rôle essentiel dans le transport des produits ainsi manufacturés.

Il faut cependant attendre l'Âge du Fer pour que le site prenne toute son importance. C'est l'œuvre des envahisseurs celtes, possesseurs de l'épée en fer, bien supérieure à celle brandie par les autochtones, et qui est toujours en bronze. Parmi les peuples celtes, venus de l'est, se trouvent les Sénon, ceux-là même qui, sous la conduite de Brennos, iront conquérir une partie de l'Italie et prendront Rome en 387 avant notre ère. Avant de s'établir définitivement entre la Seine et l'Yonne, et de donner leur nom à la « métropole » de Sens, les Sénon descendent la vallée de la Seine et laissent des « colonies » entre Melun et Meulan. Ont-ils vaincu les primitifs habitants de Lutèce ? Ont-ils fait alliance avec eux, leur enseignant leurs nouvelles techniques, leur langue et leur religion ? On ne le sait pas. Toujours est-il que la Lutèce gauloise paraît bien être l'œuvre des Sénon et qu'à ce moment-là, le centre vital de l'agglomération devient l'île de la Cité, notamment la partie orientale de l'île, sur l'emplacement de la cathédrale actuelle, avec deux ponts facilement défendables sur les deux bras de la Seine, correspondant au pont au Change, au nord et au Petit-Pont, au sud, la vie économique étant nettement axée sur la rive gauche, au confluent de la Bièvre, sur les pentes de la Montagne Sainte-Geneviève.

C'est à cette date que l'agglomération a pris le nom de Lutèce, ou plutôt de *Lucotocia*, selon le géographe grec Strabon qui est le premier à la signaler en même temps que le nom des *Parisii*. En dépit des efforts parfois ingénieux pour expliquer l'étymologie de Lutèce-Lucotocia (on y a vu le grec *leukos*, « blanc », et le grand dieu pan-celtique Lug), le nom demeure un mystère complet. Quant à celui des *Parisii* (autrefois *Quarisii*, si l'on se réfère à l'évolution phonétique de la langue celtique dite « brittonique »), il a donné lieu à bien des interprétations toutes plus ou moins fantaisistes. Mais au lieu d'y voir le souvenir du héros troyen Pâris, ou la marque de la déesse égyptienne Isis (*Par-Isis*, « près d'Isis », *Bar-Isis*, « la barque d'Isis »), il serait plus sage d'évoquer un vieux mot celtique signifiant simplement « artisans », ce qui correspondrait bien aux caractéristiques de ce petit peuple, séparé des Sénon (dont le nom signifie indubitablement « anciens »), déjà voué depuis des siècles au commerce et au travail artisanal.

Quoi qu'il en soit, Lutèce existe, sur l'île de la Cité et sur les pentes de la Montagne Sainte-Geneviève. La rive droite est encore inhabitée, engluée dans son marais. Les deux ponts sur la Seine font de la Cité un lieu de passage, un lien entre la Gaule celtique, au sud, et la Gaule belge, au nord, un site éminemment stratégique. On s'en aperçoit lors de la guerre des Gaules, en particulier pendant la révolte générale gauloise de 52 av. J.-C.

César, ayant saccagé Genabum (Orléans) et pris Avaricum (Bourges), est parti vers le sud pour assiéger Gergovie, où il se fera d'ailleurs battre par Vercingétorix ; il a donné ordre à son lieutenant Labiénus de remonter la vallée de la Seine et de s'emparer de Lutèce. Le proconsul, conscient de l'intérêt de Lutèce, veut ainsi couper les voies de communication entre la Celtique et la Belgique, cette dernière étant en pleine effervescence et constituant un danger très grave pour les Romains. Labiénus et ses légions remontent donc du sud et arrivent en vue de Lutèce, sur la rive gauche de la Seine. Mais, du côté d'Ivry, le terrain est presque impraticable, car la Bièvre a débordé. Labiénus perd du temps, ce qui permet aux Lutéciens d'organiser leur défense, sous le commandement de Camulogène, lui-même du peuple des Aulerques (de la région d'Évreux), alliés traditionnels des habitants de Lutèce. Camulogène est un vieillard, mais très habile chef militaire, et d'un courage à toute épreuve. Il rassemble le plus d'hommes qu'il peut, tant lutéciens que voisins et alliés, tous unis dans un même désir d'échapper à l'emprise romaine, qu'ils n'ont pas encore vraiment connue puisque Lutèce est restée jusque-là en dehors des batailles qui ont secoué la Gaule depuis 58.

Labiénus comprend qu'il ne passera pas. Il rebrousse chemin vers le sud, jusqu'à Melun. Là, profitant de l'effet de surprise, il s'empare de la ville qu'il livre au pillage de ses soldats. Il décide alors de reprendre son offensive sur Paris, mais en faisant passer ses troupes par la rive droite, tout en les faisant suivre par une importante flotte de bateaux sur le fleuve. Il franchit sans encombre l'Yerre et la Marne et arrive en vue de Lutèce sans rencontrer de résistance. Camulogène, prévenu par les fuyards de Melun de la nouvelle tactique de son adversaire, fait immédiatement incendier les deux ponts sur la Seine et se décide même à sacrifier la bourgade située dans la Cité : tout est la proie des flammes tandis que le vieux chef regroupe son armée sur la rive gauche.

Cependant Labiénus franchit les marécages de la rive droite, aux alentours de l'Arsenal, et établit son camp à l'emplacement du Louvre. Camulogène s'installe fermement en face, dans la plaine de Saint-Germain des Prés. Comme le général romain apprend la défaite de César et l'insurrection générale des Belges, il comprend qu'il ne peut rester là : il lui faut passer la Seine et repartir vers le sud, même sans s'attaquer aux Lutéciens. Mais Camulogène s'efforce de l'empêcher de traverser. Alors Labiénus utilise une ruse. Il fait remonter le fleuve aux barques qu'il avait amenées, ordonnant à ceux qui s'y trouvent de faire grand bruit, de façon à attirer l'attention. Pendant ce temps, avec le gros de ses troupes, il va s'établir au-dessous de la colline de Chaillot. Et profitant de la diversion, il réussit à franchir le fleuve, se heurtant aux troupes dispersées de Camulogène. La bataille, qui se déroule sur l'emplacement du Champ-de-Mars, est violente et se solde par des pertes sérieuses dans les deux camps. Camulogène est tué, et finalement les Romains restent maîtres de la place, les Gaulois s'enfuyant vers les collines avoisinantes. Désormais Lutèce, pour la première fois de son histoire envahie par des troupes étrangères, *et par la route de l'est*, va se retrouver sous le joug romain et sera reconstruite, aussi bien dans la Cité que sur la Montagne

Sainte-Geneviève, à la mode gallo-romaine.

On y construira en effet des Thermes à Cluny, un Forum rue Soufflot, un amphithéâtre (les « Arènes ») rue Monge, un théâtre rue Racine, un vaste cimetière rue Pierre-Nicole, un temple à l'emplacement de Notre-Dame, un palais à celui du Palais de Justice. Mais rien encore sur la rive droite, sinon l'aménagement des anciens chemins gaulois devenus des « voies romaines ». L'une de celles-ci, correspondant à la rue Saint-Martin, constitue le chemin de Senlis et de la Belgique. Elle sera bientôt doublée par une autre voie, correspondant à la rue Saint-Denis, conduisant à Saint-Denis par le col de La Chapelle, et obliquant ensuite vers l'ouest en direction de Rouen : c'est à peu près l'actuelle R.N. 14, parfois encore nommée « Chaussée Brunehaut ». Vers l'est, empruntant très exactement l'itinéraire de la rue François-Miron et de la rue Saint-Antoine, c'est la voie qui mène vers Meaux, vers Melun et vers Lyon. Ces trois voies se réunissent et franchissent la Seine par les deux ponts reconstruits, prolongées sur la rive gauche par le fameux « Chemin de Saint-Jacques », l'actuelle rue Saint-Jacques, en direction d'Orléans et du sud de la Gaule, coupé par deux voies qui vont à l'ouest vers Dreux et l'océan, et à l'est par deux autres voies (rue Monge et rue Lhomond) qui se réunissent au faubourg Saint-Marcel et vont vers Melun par la rive gauche.

L'aménagement de la rive droite se fera longtemps après, au moment de la christianisation, et sera lié à la légende de Saint Denis. Ce personnage mystérieux, dont l'existence fut pourtant bien réelle, a probablement succédé dans la ferveur populaire à une divinité romano-orientale, en l'occurrence Dionysos, le « dieu démembré » et néanmoins toujours vivant. D'après la tradition hagiographique parisienne, c'est en 250 que Denis arrive près de Lutèce. On est alors en pleine persécution de l'empereur Dèce, qui a ordonné par un édit à tous les chrétiens de renier leur foi et de participer à toutes les cérémonies païennes. Il commence par s'installer dans une carrière abandonnée, à l'emplacement de l'ancienne chapelle de Notre-Dame des Champs, au 25 de la rue Henri-Barbusse, c'est-à-dire sur la Montagne Sainte-Geneviève, alors appelée Mont Lucotucos (où l'on retrouve le nom primitif de Lutèce), et y prêche avec ferveur. Décidant de se rapprocher du centre de la ville, il s'installe dans la rue Saint-Jacques, à l'emplacement de la faculté de droit, à l'angle de la rue Cujas, où il fonde l'église Saint-Étienne-des-Grès. Ensuite, il bâtit l'ancienne église Saint-Benoît, à l'angle nord-est de la Sorbonne. Mais ses prédications provoquèrent la colère des non-chrétiens et la répression des autorités. Il fut traduit devant le tribunal du préfet et condamné à mort. Il fut alors emmené, par l'actuelle rue Saint-Denis, jusqu'au « Mont-Martre » (qui est soit le Mont du Martyr, soit le Mont de Mercure). C'est à mi-pente, à l'emplacement de la rue Yvonne-Le-Tac, au n° 9, qu'il fut décapité. Mais il aurait alors ramassé sa tête, continué à gravir la pente, lavé sa tête à l'eau d'une source devenue depuis « Fontaine Saint-Denis », dans l'impasse Girardon, descendu le versant nord, parcouru six kilomètres, toujours en portant sa tête. Arrivé à l'emplacement de l'actuelle basilique de Saint-Denis, il serait alors mort

aux pieds d'une pieuse chrétienne qui l'aurait fait ensevelir.

Quoi qu'il en soit de cette histoire fabuleuse, dans laquelle on peut reconnaître quelques mythes fondamentaux de la tradition pré-chrétienne occidentale, Denis est en quelque sorte le saint fondateur de la ville de Paris. Après l'édit de Théodose, quand le Christianisme devint religion d'État, la mémoire de Denis fut exaltée au plus haut point, et des habitations se dressèrent autour des endroits où il avait été, en particulier sur la rive droite, sur l'emplacement du futur Châtelet et de la future place de Grève. De cette époque date le transfert des activités artisanales et commerciales dans ce secteur alors inoccupé, transfert d'ailleurs facilité par la présence d'un port fluvial de plus en plus fréquenté, sur ce côté de la Seine. De là est partie une urbanisation lente mais certaine vers l'est, englobant la butte Saint-Gervais et se prolongeant vers le Marais proprement dit, le long de la voie romaine.

Sous le Bas-Empire, alors que des désordres politiques se font jour et que les empereurs se succèdent très rapidement, les Barbares – ou dits tels – se lancent à l'assaut de nouveaux territoires. Les Alamans sont les premiers à s'intéresser à Lutèce, ou plutôt à la *Civitas Parisiensis*, comme on commence à l'appeler, en 259 et 260. « Ils suivent la ligne qui va de l'Eifel à la cité des Parisiens, en passant par Reims : voie royale des invasions qui sera empruntée jusqu'à la guerre de 14 comprise. »<sup>[6]</sup> Et les Francs se joignent bientôt aux Alamans, pour ravager Lutèce.

En 275, ce sont les Francs eux-mêmes qui se jettent sur l'Empire, divisés en trois courants impétueux, dont l'un atteint Lutèce. Dans la ville, on essaie de se défendre comme on peut. On démolit les monuments pour utiliser les pierres à la construction d'un rempart. On fortifie le Forum et on incendie bien entendu les ponts sur la Seine. Les Francs n'auront pas raison des Lutéciens retranchés dans le Forum et la Cité sera épargnée. Mais tous les alentours seront systématiquement pillés et ravagés. Désormais, et pendant un certain nombre d'années, la rive gauche, « quartier latin » par excellence, sera abandonnée aux ronces et aux orties. Les habitants se sont repliés sur l'île de la Cité et sur une modeste portion de la rive droite, se croyant à l'abri derrière les murailles qu'ils viennent d'édifier en toute hâte. L'activité économique est à peu près nulle. Les artisans n'ont plus d'atelier. D'ailleurs, en auraient-ils qu'ils ne sauraient quoi faire de leur production, les échanges commerciaux se limitant strictement à la nourriture et aux objets de première nécessité. La Lutèce gallo-romaine, qui avait été, selon tous les témoignages, une riche cité, n'est plus qu'une petite bourgade secouée par la tourmente. Et cela durera longtemps.

Les documents concernant cette époque manquent de précision, et surtout, les récits touchant les événements sont si chargés de légende, de merveilleux et d'incohérence, qu'il est difficile de savoir comment la ville des Parisiens a pu survivre, et surtout ne jamais perdre son identité. C'est alors qu'apparaît la figure plus ou moins légendaire de saint Marcel, aux environs de l'an 400. D'après la Chronique de Fortunat – qui est sujette à caution –, ce bienheureux évêque aurait

délivré Paris d'un monstre, dragon ou « Tarasque », dont la tanière se trouvait, bien entendu, dans la tombe d'une femme de mauvaise vie. Ce monstre non seulement terrorisait les habitants, mais il les dévorait et les entraînait dans son univers souterrain. Il est évident que cette histoire traduit l'état d'angoisse dans lequel se trouvaient les Parisiens d'alors, exposés aux pires vicissitudes de la guerre, mais aussi aux intempéries et aux inondations. Car la légende de saint Marcel ressemble fort à celle de sainte Marthe à Tarascon et en Arles, et l'on a pu déterminer, à propos de cette dernière, que la Tarasque incarnait parfaitement les violentes inondations du Rhône. Et puis il ne faut pas oublier que dans tous les récits de ce genre, le dragon vaincu par un saint protecteur symbolise les puissances maléfiques, diaboliques, par conséquent les anciennes divinités du paganisme. On retrouve là le thème mythologique fondamental de saint Michel luttant contre le Dragon des Profondeurs, ce terrible « combat du Jour et de la Nuit » sans lequel aucune *existence* ne serait possible.

On sait que le faubourg Saint-Marcel est probablement le site préhistorique le plus ancien de Paris. On prétend aussi que la première église Saint-Marcel aurait été la première en date de tout le Bassin parisien. Ce qu'il y a de certain en tout cas, c'est que lors du percement du boulevard Saint-Marcel, en 1846 et 1847, on découvrit à cet emplacement une vaste nécropole gallo-romaine et mérovingienne, caractéristique du style « paléo-chrétien ». Il y avait quatre couches superposées de squelettes, ensevelis suivant les procédés les plus divers, fosse commune en pleine terre, tombes à dallages pierres ou de tuiles, sarcophages rectangulaires, auges mérovingiennes, tombes en plâtre, cercueils en bois, et même tombes mérovingiennes en pierre blanche. L'antiquité du lieu ne fait aucun doute.

Mais ce qui est le plus curieux, c'est qu'on a découvert, dans cette nécropole, un bas-relief (actuellement au musée de Cluny), d'une dimension d'un mètre et servant de couvercle à un sarcophage. Ce bas-relief représente un taureau, frappé à mort et s'écroulant sur le sol, le mufle appuyé sur les pattes antérieures. Est-ce une figuration du taureau sacrifié par le dieu Mithra, et donc un témoignage du culte mithraïque (uni à celui de Cybèle) dans le Paris gallo-romain ? Il ne le semble pas, d'après Paul-Marie Duval qui préfère envisager un sacrifice purement romain : il s'agirait alors d'un fragment d'une œuvre monumentale plus ancienne qui aurait été ainsi réutilisée à l'époque chrétienne.

Cela ne résout rien. Le taureau passe, dans l'imaginaire, pour une sorte de monstre (et c'est d'ailleurs dans l'esprit de la religion mithraïque). Il n'est donc pas exclu que cette image soit liée à ces représentations plus ou moins démoniaques, dont le dragon est le plus connu, contre lesquelles luttèrent les premiers apôtres du Christianisme en Gaule. Mithra affrontant et tuant le taureau, c'est aussi Apollon luttant contre le serpent Python, et l'archange Michel terrassant – en fait, *soumettant au joug* – le grand Dragon si étonnamment présent dans l'Apocalypse de Jean comme dans toutes les traditions mythologiques. C'est pourquoi, d'après Fortunat, saint Marcel put s'avancer hardiment vers le monstre, lui frapper la tête trois fois avec sa crosse pastorale, lui



passer son étole autour du cou (geste de l'exorcisme catholique), et finalement lui dire : « Ou tu t'en vas au désert, ou t'en vas jeter à la mer ! » Il paraît que la « Tarasque » s'en alla au désert. Mais longtemps après, au jour des Rogations, en mémoire de cette héroïque et sainte prouesse, on vit à Paris parmi les personnages de la procession, un dragon d'osier dans lequel les enfants jetaient des pâtisseries destinées aux malades de l'Hôtel-Dieu. Et l'on peut très bien imaginer la scène où saint Marcel *jugule* le monstre dans les « infernaux paluds », ces marécages aux odeurs méphitiques qui se déployaient sans fin à l'emplacement où sera édifiée la future Bastille.

Mais les monstres contre lesquels les Parisiens doivent lutter, avec l'aide réelle ou imaginaire de leurs saints protecteurs, ne sont pas tous mythologiques, peu s'en faut, et ne dorment pas forcément dans l'inconscient collectif de cette peuplade gauloise tant de fois meurtrie et gangrenée par des idéologies contradictoires. Les autres monstres qui apparaissent au cours du V<sup>e</sup> siècle sont bien plus redoutables. « Les habitants de Lutèce n'ont pas vu sans une légitime épouvante, en 449, passer et repasser devant eux, sur les berges, dans les rues, ces êtres de cauchemar, montés sur leurs chevaux tirant leurs chariots, dans lesquels se serre leur famille... Au cours d'incessants va-et-vient, ils abreuvent leurs chevaux sur les rives de la Seine ; poussant des clameurs face aux remparts inexpugnables de l'île de la Cité, vers lesquels ils se contentent de tirer des flèches. » <sup>[7]</sup> Il s'agit des Huns, dont l'officier-historiographe romain Ammien Marcellin nous a laissé un portrait assez saisissant : « On les dirait cloués sur leurs chevaux laidement mais vigoureusement conformés. C'est sur leur dos que les Huns vaquent en Amazone. L'autorité d'un roi leur est inconnue, mais ils suivent le chef qui les mène au combat... » Ce chef, en cette année 449, c'est un certain Attila, le « fléau de Dieu », celui dont on a dit que « partout où il passait, l'herbe ne repoussait pas ». Encore une légende, bien sûr, mais conforme à l'image qu'on se faisait du « dragon ». Il ne faudrait pas oublier qu'Attila a longuement fréquenté la cour de Byzance, et qu'il était aussi raffiné, sinon plus, que les empereurs temporaires mais sanguinaires qui se bousculaient sur le trône maudit de César. Et ce n'est peut-être pas pour rien que le personnage a été intégré dans les vieux récits mythologiques de la Germanie, hérités de la Scandinavie, au point d'en faire le second mari de Kriemhild, l'épouse légitime du héros nordique Siegfried-Sigurd, pourtant mieux assorti avec la Walkyrie Brunhild. N'est-il pas opportun d'affirmer qu'Attila, chef et non pas roi des Huns, a été en quelque sorte la « mauvaise conscience » des citoyens de l'Empire romain en pleine déconfiture ?

En tout cas, on peut être certain que ces « abominables » Huns, apparentés aux Magyars, peuple ouralo-altaïque établi en Hongrie, et sur lesquels il faudra bien un jour écrire une histoire authentique et dénuée de préjugés, s'en sont donnés à cœur joie sur la rive droite de la Seine, non loin de l'emplacement d'où surgira la Bastille. Cavaliers émérites courageux et rapides, ils savaient profiter du pays, aussi bien pour en piller les richesses (c'était la coutume de tous les peuples à

l'époque) que pour s'y réfugier dans les endroits inaccessibles en cas de danger pour eux. Le « Marais » parisien constituait donc un repaire inviolable pour ce qu'on a appelé les « hordes » d'Attila.

En ce temps-là, une jeune fille nommée Geneviève réside chez sa marraine dans l'île de la Cité. Elle est née à Nanterre, vers 422. Son nom, indubitablement d'origine celtique, signifie « fille du ciel »<sup>[8]</sup> et l'on peut dire que ce nom est prédestiné. Une légende prétend qu'elle gardait les brebis sur les pentes du mont Valérien, ce qui est une contrevérité absolue. Mais il est bon que les futures saintes soient issues du bas peuple, on en sait quelque chose depuis Jeanne d'Arc, probablement de sang royal, mais qu'on représente toujours en train de garder ses moutons<sup>[9]</sup>... Bref, cette Geneviève acquiert très vite une réputation de sainteté, et on la présente à saint Marcel, alors que, toujours d'après la légende hagiographique, elle n'a pas plus de neuf ans. Or l'évêque de Paris reçoit ses vœux religieux. Et comme elle est quelque peu visionnaire et « prophétesse » (mot à proscrire du vocabulaire officiel de l'Église), elle annonce – et dénonce – le danger des Huns. Mais, par ses prières, elle obtient de la grâce divine que ces maudits Barbares, tout droit surgis de l'Enfer, s'écartent de la vallée de la Seine, quitte à aller dévaster d'autres villes et d'autres villages habités par des Chrétiens tout aussi pieux que les Lutéciens<sup>[10]</sup>. Moyennant quoi, sainte Geneviève sera déclarée « patronne » de Paris, et aura, au XX<sup>e</sup> siècle, sa statue, due au sculpteur Bartholdi, sur le nouveau pont de la Tournelle qui relie l'île Saint-Louis à la rive gauche. Dans l'Antiquité, les villes étaient fondées et protégées par les dieux du paganisme. Mais dans l'Europe chrétienne du Moyen Âge, les saints ont eu tôt fait de prendre la place des divinités déchues.

On sait la suite : les Huns se feront écraser près de Châlons-sur-Marne, aux célèbres Champs Catalauniques, par les armées alliées du Franc Mérovée, du Goth Théodoric (le Dietrich de la légende de Siegfried) et du général Aetius qui se prend encore pour le représentant d'un fantomatique empereur romain. Mais l'essentiel est accompli : le danger des Huns s'est estompé, et Attila mourra, d'un saignement de nez, dit la légende, d'une conspiration ourdie contre son despotisme, disent les historiens. Cette défaite des Huns, en tout cas, est attribuée à l'intervention de Geneviève. Il n'en faut pas plus pour qu'elle soit déclarée « sainte ». D'ailleurs, les miracles se multiplient sous ses pas – du moins si l'on en croit les hagiographes – et Clovis, exterminateur de tous ses rivaux francs, époux d'une princesse burgonde soi-disant chrétienne, choisira la politique d'aide aux prélats gallo-romains afin de se faire reconnaître officiellement comme roi. Plus tard, le huguenot Henri IV abjurera sa religion parce que « Paris vaut bien une messe ». Le sanguinaire tyran Clovis l'avait déjà précédé dans ce genre de conversion de circonstance. Baptisé à Reims par saint Rémi (c'est du moins ce qu'on raconte sans faire attention au fait que Rémi et Reims sont deux mots qui proviennent de la même racine), il deviendra donc le maître d'une Gaule gauloise romanisée et administrée par les lois franques, avec la bénédiction du clergé qui voit là l'occasion de contrôler les

événements.

Voici donc les Mérovingiens maîtres de la Gaule, ou plutôt des Gaules. Mais ils affirment cependant leur domination sur Paris, ne serait-ce que par leur établissement à Clichy et à Saint-Denis. Désormais, c'est la rive droite de la Seine qui va jouer un rôle prédominant dans l'Histoire de France, alors que, jusqu'à cette date, c'était surtout l'île de la Cité et la rive gauche. Le parcours jusqu'à Saint-Denis se couvre d'habitations de plus en plus nombreuses, et la ville des Parisiens s'étend dans le territoire situé à l'est, dans ce Marais qu'on assèche peu à peu, et qu'on sait important dans la mesure où il s'agit de la « porte de l'est ». Toute l'histoire de la Bastille se justifie à partir de ce moment. Car les Francs savent très bien que le côté vulnérable de Paris se trouve précisément dans ces marais. C'est là que Labiénus a pénétré dans l'agglomération. C'est là que les Huns se sont massés pour tenter de pénétrer dans la Cité. C'est par là que les Francs eux-mêmes sont arrivés. Et comme il y a toujours un envahisseur surgi de l'est, les Francs sont les premiers à vouloir se défendre de ce côté-là. Ils veilleront tout de suite à fortifier cet accès au cœur de la ville des Parisiens et dans la plaine du nord, où se trouvent le sanctuaire de Saint-Denis et la résidence royale de Clichy. Il n'y a pas encore de Bastille, mais il y a déjà des murailles, et une porte que l'on appelle la porte Saint-Antoine.

Geneviève est impliquée dans le règne de Clovis. Celui-ci ne lui refusera rien, conscient de son pouvoir sur les Parisiens, et la reine Clotilde la fera enterrer en 512 aux côtés de son mari dans la basilique des saints Apôtres, au sommet de la colline qui va désormais porter le nom de Montagne Sainte-Genève. Les fondations d'églises se multiplient, non seulement dans la Cité, mais sur le « continent » : le roi Childebart fait édifier la basilique Saint-Vincent, laquelle deviendra Saint-Germain des Prés, et ses successeurs planteront Saint-Merry, Saint-Martin des Champs et Saint-Laurent le long de la voie romaine qui mène vers Senlis, Saint-Médard le long de celle qui va vers Melun par la rive gauche. Mais aucune église n'est encore construite sur la voie qui mène vers l'est, le terrain n'étant pas entièrement drainé à l'époque.

On a fort peu d'informations sur le développement de Paris à l'époque carolingienne. Alors que les Mérovingiens, tout au moins les rois de Neustrie, résidaient volontiers à Paris ou dans un village des environs de Paris, les Carolingiens préféreront Senlis, Laon et Aix-la-Chapelle : d'ailleurs, les rois carolingiens seront beaucoup plus « nomades » que leurs prédécesseurs et n'attacheront qu'une importance toute relative au site parisien. C'est curieusement le danger normand qui va indirectement faire de Paris le centre d'un royaume en formation.

Dès le début du IX<sup>e</sup> siècle, les « Hommes du Nord » font en effet de fréquentes incursions sur les côtes de la Manche et de l'Atlantique, essayant d'y planter des comptoirs (c'était en fait leur but primitif), mais bientôt réduits à piller ce qui avait quelque valeur et à ravager les bourgs où les habitants pouvaient constituer

un danger pour eux. Il ne faut jamais exagérer la « férocité » des Vikings bien que leur réputation ait été plutôt terrifiante. On se souvient que, partout, en Europe occidentale, les clercs récitaient des prières spéciales suppliant Dieu de les protéger de la fureur des Normands. Mais, à l'époque, quels sont les peuples qui ne pillaient pas les villes envahies et qui ne massacraient pas tout sur leur passage ? Il n'en reste pas moins vrai que ces Normands constituaient un grave danger pour les populations de l'empire carolingien et que leurs incursions déstabilisaient grandement le fonctionnement des institutions. Adversaires courageux et redoutables, les Hommes du Nord allaient, par leur présence, contribuer à modifier complètement l'aspect de l'Europe occidentale et imprégner celle-ci de nouvelles données tant juridiques que politiques.

Les raids des Vikings sur le continent se firent surtout dans trois secteurs : en Bretagne (à l'embouchure de la Loire), en Frise (les futurs Pays-Bas) et en Neustrie (Francie occidentale), à l'embouchure de la Seine. C'est là qu'en 820, abordèrent pour la première fois treize navires venus de Scandinavie. Mais ce ne fut qu'une simple reconnaissance. C'est en 841, le 12 mai très exactement, qu'une véritable expédition guerrière conduite par le chef Asgeir fut lancée contre la vallée de la Seine. Asgeir s'empara de Rouen et incendia le monastère primitif de Jumièges, fondation irlandaise. Quatre ans plus tard, en 845, un autre chef normand, Ragnar, arrive avec cent vingt navires et environ six mille hommes. Il remonte la Seine et parvient à Paris le 28 mars, la veille de Pâques. Ils abordent sur la rive gauche et commencent par arracher les lames de cuivre doré qui recouvrent le toit de la basilique Saint-Vincent, c'est-à-dire Saint-Germain des Prés. Puis ils passent sur la rive droite qu'ils commencent à ravager. Les Parisiens se hâtent de mettre leurs richesses à l'abri et préparent leur défense. Les Normands, qui ont peur d'être coupés de leurs bases, se replient vers l'ouest. L'alerte a été chaude. Des tours de bois sont élevées sur la rive droite, au débouché du pont : ce seront les premières constructions du Petit et du Grand Châtelet. Les habitants des alentours viennent alors grossir la population parisienne et s'engagent à participer à la défense de la ville. Les moines des couvents voisins y déposent leurs objets précieux et leurs reliques. Et pendant ce temps, Charles le Chauve négocie le retrait définitif des Vikings : il leur paie même une rançon de sept mille livres pour qu'ils ne reviennent plus.

Mais les Hommes du Nord sont divisés en bandes indépendantes les unes des autres. En 851, le chef Asgeir revient et s'installe à Rouen. De là, il lance des raids sur le Beauvaisis et le Vexin et menace directement Paris. Il va même jusqu'à hiverner dans l'île de Jeufosse, près de Meulan, pour surveiller les Francs qui se préparent à l'attaquer. Mais Charles le Chauve, ne pouvant le déloger, se résout à traiter une nouvelle fois avec les Vikings, leur donnant une importante somme d'argent. Cependant, certains chefs normands qui n'ont pas participé à l'accord se sentent lésés et reprennent la lutte. En 857, Chartres tombe entre leurs mains, et, le 3 avril 858, le jour de Pâques, Paris est investie. La ville n'est sauvée que parce que Charles le Chauve, jouant des rivalités existantes entre les chefs, a payé un

certain Veland pour chasser les autres Vikings. Mais comme le contrat qui le lie au roi franc vient de se terminer, Veland fait demi-tour et, en compagnie de ses anciens adversaires, travaille pour son propre compte. Il ravage la rive droite de la Seine et va passer l'hiver à Melun.

En 885, la situation est encore plus sérieuse : une flotte de sept cents navires remonte la Seine et vient mettre le siège devant Paris. Les Vikings établissent leur camp à l'emplacement de la place Saint-Germain l'Auxerrois et fabriquent des tours roulantes qui leur servent à narguer les défenseurs, retranchés dans la Cité et dans quelques forts, comme les deux Châtelets. Du haut de ces tours, ils envoient des pluies de flèches et de cailloux, et de plus, ils vont et viennent à leur aise sur toute la rive droite. Le siège dure déjà depuis un an quand Charles le Gros paraît avec une puissante armée. Les Parisiens espèrent que le roi va attaquer les Normands, mais Charles préfère traiter avec eux et leur offrir une forte rançon, ce qui n'est pas du goût des Parisiens. Ceux-ci, sous la conduite de leur comte, vont tenir bon et obliger les Normands à traîner leurs navires dans les champs, en dehors de leur portée. Les envahisseurs se décident enfin à repartir, sans avoir pris la ville, mais en laissant d'innombrables dégâts dans toute la région.

L'événement est capital. Car malgré l'accord réalisé quelques années plus tard par le jeune roi Charles III, dit le Simple, avec le chef Hrolfur, qu'on a l'habitude d'appeler Rollon, accord qui fixera les Vikings en Normandie et contribuera à les intégrer dans la société gallo-franque, les rois de la dynastie carolingienne sortent diminués de l'épreuve. Ce sont de grands vassaux qui ont repoussé les Normands. C'est Eudes, fils du comte Robert, qui est le vrai vainqueur du siège de Paris par les Normands. Par ses différents héritages, Eudes, qui avait également reçu le comté de Paris, se présente comme le chef de la principale puissance du moment, celle qu'on connaît seulement encore sous le nom de « Robertiens ». Mais l'un de ses proches descendants sera Hugues Capet.

Le Carolingien Charles le Gros a donc payé les Normands au lieu de les combattre alors qu'il disposait de l'appui de ses grands vassaux. Cela lui coûtera la couronne : il sera déposé en 888 et c'est le comte Eudes qui est élu roi, le tout premier de la nouvelle dynastie capétienne. Cependant, à la mort d'Eudes, la couronne repasse au Carolingien Charles le Simple, neveu de Charles le Gros. Ce chassé-croisé entre les deux familles durera un siècle, jusqu'en 987 : Hugues Capet sera solidement installé sur le trône que, malgré de multiples accusations d'usurpation, ne disputeront jamais plus les descendants des Carolingiens à ses descendants<sup>[11]</sup>. Au fond, le siège de Paris par les Normands a été, non pas l'élément unique, mais la cause immédiate du changement de dynastie.

Ce changement de dynastie va transformer Paris et en faire la capitale du royaume. En effet, les nouveaux rois seront *d'abord comtes de Paris*, et c'est à partir de leurs propres domaines, limités à l'Île-de-France, et à l'Orléanais, qu'ils vont lentement étendre leur pouvoir sur les autres régions. D'où l'importance de Paris dans l'administration du royaume. D'où l'importance du dialecte *francien*

qui deviendra la langue française. D'où le développement économique et culturel de Paris, et l'expansion territoriale de la vieille cité des *Parisii*, à peine encore évadée de son île et de sa Montagne Sainte-Geneviève.

Mais cela ne se réalisera pas du jour au lendemain. Le X<sup>e</sup> siècle est encore une époque de troubles, et les Normands ne seront apaisés que vers 930. Ce qu'on appelle alors la « Francie occidentale » est dans un état lamentable. « Agriculture extensive, voire itinérante, peu nourricière. Propriétaires, grands et petits, peu soucieux de rendements, de productivité, d'améliorations. Prélèvements plus ou moins lourds, mal répartis. Circulation monétaire presque nulle. Hommes en constant déplacement. Ce qu'on appelle ici ou là les forces productives sont à un point bas : ce qu'il faut simplement pour assurer la reproduction de la société. »<sup>[12]</sup> Quant aux villes, qui avaient atteint un haut degré de développement sous l'empire romain, elles sont quasiment en ruine, ou alors réduites à leur plus simple expression, consistant d'abord en forteresses-refuges. Les monastères, qui semblaient détenir une sorte de monopole à la fois culturel et économique, sont plus ou moins abandonnés, les moines ayant souvent pris la fuite devant les envahisseurs. « Dans cette stagnation, voire, en certains lieux, cette récession, les attaques étrangères ont eu leur part... Elles ont accéléré des évolutions en cours, brisant des cadres désuets, déchirant des images et des symboles, mettant au jour une réalité qui tardait à poindre. »<sup>[13]</sup> Et cette réalité n'apparaîtra en pleine lumière que lorsque les rois Capétiens auront assuré une autorité matérielle et non plus seulement morale sur un territoire que l'Église leur a confié, puisque après tout, la seule puissance qui soit incontestable, à cette époque, c'est celle de Dieu, par la voie – et la voix – de ses représentants, les *clercs*.

Mais alors, tout va aller très vite. « Les frères des couvents qui forment une première couronne de satellites autour du noyau urbain défrichent la terre, soignent des clos de vignes et des arpents de céréales. Des bûcherons s'attaquent à la forêt du Rouvre à l'ouest, dont il nous reste le Bois de Boulogne, et à la forêt de Bondy à l'est, dont il nous reste le Bois de Vincennes. Les bateaux accostent en Grève où sera notre place de l'Hôtel de Ville, d'où partiront bientôt des rues spécialisées par métiers. Les boulangers s'installent près des moulins que fait tourner l'eau du fleuve et les bouchers restent le long du courant pour que le premier égout naturel entraîne leurs détritiques. Autour de Notre-Dame primitive, les écoles des chanoines enseignent les sciences ecclésiastiques. Robert le Pieux fait rebâtir le Palais de la Cité... Les écoliers de Notre-Dame habitent la rive gauche, au milieu des ruines romaines... Déjà la physionomie de la capitale présente le caractère qu'elle a gardé jusqu'à nous : le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel dans l'île, le marché et le commerce sur la rive droite, les *clercs* et les étrangers intellectuels sur la rive gauche. »<sup>[14]</sup> Mais tout cela demande à être sérieusement protégé en cas de guerre.

C'est Philippe Auguste qui, aux environs de 1190, décidera l'aménagement d'une ceinture de remparts entourant Paris, ceinture appuyée sur deux points



forts, la Tour du Louvre, sur la rive droite, à l'emplacement du fameux camp des Normands, et aussi de celui de Labiénus, et la Tour de Nesle, sur la rive gauche, à l'emplacement actuel de la bibliothèque Mazarine. On tendait des chaînes entre les deux tours, en travers de la Seine, ce qui permettait, quand on le voulait, d'interrompre, ou tout au moins de gêner, la navigation sur le fleuve. Sur la rive gauche, la muraille partait de la Tour de Nesle, remontait vers la porte Buci (rue de Buci), la porte Saint-Germain (actuel marché Saint-Germain), la porte Saint-Michel (juste au-dessus de Cluny), la porte Saint-Jacques (rue Saint-Jacques), la porte Sainte-Geneviève (rue Lhomond), pour redescendre ensuite, par la porte Bordelle (à Saint-Médard), la porte Saint-Victor (rue du Cardinal-Lemoine), jusqu'à la porte Saint-Bernard flanquée d'une grosse tour, la Tournelle (pont de la Tournelle). Sur la rive droite, en partant de la Tour du Louvre, on remontait vers l'ancienne porte Saint-Honoré (rue du Louvre), ensuite vers l'actuelle église Saint-Eustache, on franchissait les routes de Saint-Denis et de Senlis (anciennes portes Saint-Denis et Saint-Martin, vers la rue Rambuteau), vers la porte Barbette (angle de la rue Vieille-du-Temple et de la rue des Francs-Bourgeois, avant de redescendre, par la porte Saint-Antoine (devant l'actuelle église Saint-Paul), jusqu'à la Seine, à la tour Barbeau. Ainsi entourée de solides remparts, la ville de Paris paraissait inexpugnable, du moins dans l'immédiat.

Le quartier est de la rive droite commença à être sérieusement aménagé. Les nouvelles rues sont automatiquement et obligatoirement pavées. Les anciennes le seront peu à peu, évitant ainsi les borborygmes qui se formaient partout en temps de pluie. L'eau des sources de Belleville et du Pré-Saint-Gervais est captée et dirigée vers le centre, grâce à des rigoles, jusqu'à des fontaines qui permettent aux habitants de s'approvisionner en eau plus potable que celle qu'on puisait dans une Seine déjà passablement polluée. Mais pendant les deux siècles qui suivent, la population parisienne ne va pas cesser de croître. On étouffe dans la ville, et déjà on construit des maisons au-delà des murailles. Et Philippe le Bel n'oublie pas non plus de faire dresser, sur la butte Saint-Laurent, bien en vue de tous les Parisiens, le célèbre et sinistre gibet de Montfaucon. C'est rappeler au peuple que toute vie communautaire a ses règles : les pendus de Montfaucon seront tout aussi bien des malfaiteurs de droit commun que des condamnés politiques ou des traîtres. Mais, au-delà de la porte Saint-Antoine, le chemin mène à un monastère construit en pleins champs, le couvent de Saint-Antoine, filiale de Cîteaux, à l'emplacement de l'actuel hôpital du même nom. Tout autour, ce ne sont que moulins à vent, petits jardins bien irrigués où poussent des légumes de toutes sortes, et sur les pentes de Belleville et de Ménilmontant, bien exposées au soleil, les vignes donnent un raisin un peu aigre, mais dont on tire un vin très apprécié.

Les événements de la guerre de Cent Ans vont tout remettre en cause. Non seulement les troupes anglaises déferlent sur le royaume, menaçant même Paris depuis Poissy, mais la « vengeance divine », comme disent les prêcheurs de l'époque, s'abat sur un peuple qui a oublié ses devoirs religieux. À partir de 1348, en effet, la terrible Peste noire ravage l'Europe occidentale, et Paris paie un lourd

tribut au fléau. Cependant, les circonstances de la guerre font que toute une population de provinciaux chassés par les batailles et par la famine afflue dans la capitale, remplaçant ainsi – et même l’augmentant – la portion d’habitants qui avait disparu. Il est difficile pour des gens du XX<sup>e</sup> siècle qui ont subi des restrictions parfois très pénibles pour cause de guerre et d’occupation étrangère en milieu urbain de comprendre ce phénomène : dans cette période troublée du Moyen Âge, c’est encore dans les villes qu’on se tire le mieux d’affaire. Dans les campagnes, on est à la merci de la moindre bataille, du moindre raid de brigands, c’est la loi de la jungle, et aucune protection n’est efficace. De plus, en cas de disette, comme les échanges entre régions sont à peu près nuls, on peut mourir de faim. En ville, il y a au moins un semblant d’ordre public, une surveillance policière, des maisons de charité pour recueillir les malheureux ou les malades. Et comme les villes contiennent un rassemblement important de consommateurs, elles sont ravitaillées en priorité, car les producteurs de vivres et les marchands sont assurés d’y vendre beaucoup et de s’enrichir rapidement : c’est d’ailleurs l’équivalent de l’actuelle politique de l’hypermarché. Les villes sont donc moins menacées de famine que les campagnes, surtout les villes maritimes et les villes situées sur le cours d’un grand fleuve (c’est le cas de Paris), car les marchandises qui y abordent sont plus nombreuses et peuvent provenir de plus loin. Mais ces denrées, considérées de plus en plus comme précieuses par suite de la demande, deviennent très chères, ce qui provoque souvent des manifestations de mécontentement. Car s’il y a, dans les villes, de grands bourgeois nantis grâce au commerce et à l’artisanat, il existe aussi une importante classe de défavorisés, humbles ouvriers, réfugiés sans travail, qui ont tendance à former une sorte de sous-prolétariat toujours prêt à se révolter.

C’est bien ce qui se passe en 1358. La situation est fort embrouillée. Le roi Jean le Bon, vaincu à Poitiers deux ans auparavant, est prisonnier à Londres. Le régent est le dauphin Charles, duc de Normandie. Mais le trône est toujours plus ou moins réclamé par Charles le Mauvais, comte d’Évreux et roi de Navarre, en sa qualité d’arrière-petit-fils de Philippe le Bel. Et il a fait alliance avec les Anglais. À Paris, les bourgeois se sont donné un chef, en l’occurrence Étienne Marcel, prévôt des marchands, l’un des personnages les plus riches de la capitale, mais qui est très populaire et volontiers démagogue. Au même moment, dans les campagnes qui entourent Paris, la Jacquerie bat son plein : les paysans révoltés pillent les châteaux et brûlent tout ce qu’ils peuvent. Et il faut songer à payer la rançon du roi de France. Les levées d’impôts ne sont jamais populaires. Et chacun essaie de jouer son jeu dans une trouble atmosphère où les reniements, les trahisons et les coups de force sont aussi nombreux que les tractations secrètes entre les différents partis. Le dauphin a ses fidèles à Paris, mais Étienne Marcel détient les clefs du système, disposant de la masse de manœuvre que représentent les compagnons et les boutiquiers parisiens : en fait, il a la haute main sur la défense de Paris et peut livrer la ville à qui il veut. Le dauphin le sait, et c’est pourquoi il a accepté un compromis avec le prévôt des marchands. Mais l’entrée en scène de Charles le Mauvais modifie les données du problème, car le roi de Navarre conclut une sorte



d'alliance objective avec Étienne Marcel. Cela ne résout rien : Étienne Marcel craint le roi de Navarre et le jalouse, les Parisiens l'aiment peu, et le dauphin Charles le hait cordialement. C'est dans cette situation inextricable qu'Étienne Marcel se décide à tenter le tout pour le tout, et qu'il provoque l'émeute du 22 février 1358. « Émeute préparée, émeute sans raison évidente. Étienne Marcel cherchait l'épreuve de force parce qu'il craignait de voir l'incertitude durer jusqu'au retour du roi Jean. Si le Navarrais craignait la paix avec l'Angleterre, le prévôt des marchands craignait la paix tout court : qu'elle se fit avec l'Anglais, avec le Navarrais ou avec les deux, elle ne pouvait se faire que contre les bourgeois. » <sup>[15]</sup>

On connaît la suite. Étienne Marcel pénètre dans le palais de la Cité et fait froidement assassiner deux conseillers du dauphin, les maréchaux de Champagne et de Normandie, sous les yeux de celui-ci. Puis, faisant semblant de protéger le dauphin contre des traîtres, il l'oblige à se coiffer du chaperon bleu et rouge (couleurs de Paris), un peu comme on obligera plus tard Louis XVI à porter le bonnet phrygien. Le prévôt des marchands a réussi à humilier le régent. Charles ne peut rien faire d'autre que d'accepter. Mais il n'oubliera pas. Sorti de Paris, il va tenter d'ameuter ses fidèles et de constituer une armée. Avec ses troupes, il va s'installer à Chelles, espérant bloquer le ravitaillement de Paris et ainsi obliger Étienne Marcel à composer. Celui-ci avait fait nommer Charles le Mauvais « capitaine de la ville » et le roi de Navarre s'efforçait de faire respecter l'ordre public. Mais il n'arrive pas à approvisionner normalement la capitale par suite du blocus opéré par le dauphin. Le 11 juillet, une troupe de Navarrais attaque les hommes du régent à Bercy, à une lieue de la porte Saint-Antoine, mais ils se font lamentablement battre. Charles fait alors passer le gros de ses troupes à Charenton sur un pont de bateaux. Étienne Marcel envoie une troupe pour détruire le pont, mais celle-ci se fait rosser par les gens du dauphin. Le roi de Navarre se décide à un compromis avec le régent et le rencontre à Charenton, le 19 juillet. Le futur Charles V n'en mène pas large. Il pense que la partie est perdue pour lui. Il n'a pas assez de troupes ni de moyens financiers. Il accepte de lever le blocus de Paris, pensant du même coup se retirer dans son domaine du Dauphiné, en terre d'Empire, donc hors du royaume. Mais à l'intérieur de Paris, les habitants commençaient à se lasser de ces jeux politiques trop subtils. On craignait que le prévôt des marchands et le roi de Navarre ne livrassent la ville aux Anglais. Une délégation de Parisiens vient secrètement trouver le dauphin pour lui proposer de le faire entrer discrètement dans la ville afin de tenter un coup de force. Le dauphin répond alors qu'il ne rentrera jamais dans Paris tant que vivront Étienne Marcel et quelques autres.

Le prévôt est averti de l'entrevue et de ce qui s'est dit. Il sait maintenant qu'aucune solution négociée n'est possible. Il lui faut agir et se servir des Anglais. Le 22 juillet, flanqué du roi de Navarre, il harangue la foule, expliquant que si l'on fait appel aux Anglais, c'est pour protéger les habitants eux-mêmes du parti de la défaite, de la spéculation et de la réaction. Mais ces arguments ne satisfont pas les

Parisiens fondamentalement opposés aux Anglais. Pour faire diversion, Charles le Mauvais propose d'aller en compagnie du prévôt mettre fin aux exactions des pillards qui ravagent les alentours. L'expédition tourne mal. Le roi de Navarre s'en va coucher à Saint-Denis, au milieu de ses troupes, tandis qu'une bande de Parisiens se fait bousculer par une cinquantaine d'Anglais au Bois de Boulogne. Les bourgeois commencent à s'interroger sur les avantages qu'il y a à suivre Étienne Marcel, et certains de ses proches s'arrangent pour le trahir. Le prévôt sait qu'il ne peut rien sans le roi de Navarre et décide de tout faire pour ramener celui-ci à Paris. C'est alors que se déroulent des événements dramatiques qui vont en quelques heures retourner la situation.

C'est le 31 juillet. Étienne Marcel a décidé de faire entrer le roi de Navarre la nuit prochaine. Comme il sait que bien des Parisiens ne sont pas d'accord, il a fait marquer d'un signe les maisons de ceux qu'il considère comme les plus dangereux. Mais bien des gens comprennent qu'il va y avoir de sérieux règlements de comptes. Étienne Marcel s'en va inspecter les remparts. À la porte Saint-Denis, il demande aux gardes de la « bastide », ouvrage fortifié en avant de la porte, de lui remettre les clés. Le chef des gardes, un drapier du nom de Maillard, autrefois dévoué au prévôt, aperçoit aux côtés de celui-ci le trésorier du roi de Navarre. Il comprend les intentions d'Étienne Marcel et refuse de lui donner les clés. Le prévôt n'insiste pas et décide d'aller tenter sa chance ailleurs, à la porte Saint-Antoine. Mais Maillard ameute la population, qui comprend de nombreux fidèles du dauphin. Le bruit de la « trahison » du prévôt se répand dans toute la ville. La foule s'excite et des groupes d'hommes armés se précipitent dans la rue Saint-Antoine, bien décidés à éviter que Paris soit livrée aux Anglais par le biais du roi de Navarre. On voit même une bannière fleurdelisée flotter au-dessus de la foule.

Cependant Étienne Marcel est parvenu à la porte Saint-Antoine. Il demande les clefs. Les gardes refusent. La foule des manifestants arrive. Le prévôt est cerné. On le somme de crier : « Montjoie au roi et au duc ! », cri de ralliement des partisans du dauphin. Évidemment, il ne dit rien. Mais devant les menaces de plus en plus précises, il prononce la phrase, puis tout ce qu'on veut lui faire crier. Il est aux abois. L'un de ses compagnons est tué. Bientôt le prévôt des marchands tombe mort, frappé de plusieurs coups de hache. Plus personne, dans Paris, ne se souviendra – ou ne voudra admettre – d'avoir été partisan d'Étienne Marcel. Ainsi passe la gloire du monde. Ainsi est étouffée la première tentative de prise de pouvoir par la bourgeoisie parisienne, et curieusement, l'échec de cette révolution se situe aux environs immédiats de ce qui sera la Bastille. Mais, deux jours plus tard, le 2 août, le dauphin Charles fait, par la porte Saint-Antoine, une entrée triomphale dans sa bonne ville de Paris.

À vrai dire, le roi Charles V, dit « le Sage », n'oubliera jamais les humiliations subies par le jeune dauphin. Il y a eu d'abord une répression assez féroce contre les plus compromis de ses adversaires, et ce n'est que par pure politique, par « sagesse », que Charles n'est pas allé au bout de sa vengeance. Mais il y a eu aussi le profond désir d'éviter que ne se renouvellent d'aussi tragiques événements.

Charles a bien compris que les dangers d'invasion venaient souvent de l'est et que Paris, depuis que les faubourgs se sont étendus, est à la merci de n'importe quel assaillant. Son premier souci est de consolider la défense de la ville. Sans toucher aux remparts de la rive gauche, sinon pour les restaurer et les renforcer, il fait construire une nouvelle ligne de murailles sur la rive droite, englobant tous les faubourgs qui se trouvaient hors des remparts de Philippe Auguste. Ainsi, la nouvelle enceinte partira d'une tour construite à l'ouest du Louvre, remontera vers une nouvelle porte Saint-Honoré, une porte Montmartre (rue Montmartre), les nouvelles portes Saint-Denis et Saint-Martin (aux emplacements actuels), une nouvelle porte du Temple (au sud de la place de la République), et redescendra directement vers la Seine, à la tour de Billy (à la sortie du canal Saint-Martin), en passant par la porte Saint-Antoine (à la Bastille). Ce rempart enferme et protège donc tous les terrains encore libres entre la rue Saint-Antoine, la Seine et les anciens remparts. C'est là que le roi fait construire et aménager l'Hôtel Saint-Paul, vaste ensemble de bâtiments implantés dans un décor champêtre : c'est là que Charles V veut résider, un peu à l'écart, dans un monde clos, mais dans un cadre agréable, tranquille et pratique parce qu'à proximité immédiate de la ville.

Mais il faut protéger cet hôtel Saint-Paul, résidence royale, et aussi cette porte Saint-Antoine que Charles V sait être très vulnérable. C'est dans cet état d'esprit qu'est décidée la construction de deux forteresses colossales, l'une bien au-delà, à Vincennes, pour surveiller les approches de la capitale, l'autre sur la muraille elle-même, pour défendre l'accès immédiat de la porte Saint-Antoine. Ainsi vont naître simultanément le château de Vincennes et la Bastille, deux forteresses qui se rendront célèbres par les prisonniers qu'on y reléguera quelques siècles plus tard.

Pour ce faire, on n'a pas lésiné sur les moyens. Le Trésor royal est largement ouvert pour financer l'opération. La construction est confiée à la surveillance étroite du prévôt de Paris, Hugues Aubriot, homme de confiance de Charles V, et qui paiera plus tard, sous Charles VI, sa fidélité au souverain. Le 23 avril 1370, c'est le prévôt lui-même qui pose la première pierre du nouvel édifice. Les travaux, qui nécessiteront une abondante main-d'œuvre qualifiée<sup>[16]</sup>, durèrent douze ans, et, en 1382, la « Bastide Saint-Antoine », ou « Bastille Saint-Antoine », s'élevait dans le ciel, au-dessus des toits de Paris, narguant la tour du Louvre et celle du Temple par son aspect austère et massif qui, dans l'esprit des bâtisseurs, devait tout autant dissuader d'éventuels assaillants que les contraindre à en tenter le siège. Mais ce n'est pas Charles V qui inaugure la Bastille : le roi était mort en 1380. Du moins la forteresse qu'il avait souhaitée pouvait-elle être d'une utilité certaine pour son fils et héritier Charles VI, lui-même convaincu qu'il fallait défendre cette entrée essentielle de Paris, d'autant plus qu'il affectionnait particulièrement le séjour de l'hôtel Saint-Paul.

On a quelque peine à imaginer de nos jours ce que pouvait être cette redoutable forteresse de la Bastille. Elle comportait huit tours, ou plutôt huit donjons. Deux de ces donjons reliés par un mur se dressaient face à la ville. Deux autres regardaient le faubourg et flanquaient la porte donnant sur les champs, après un

fossé qu'on franchissait sur un pont-levis. Quatre autres énormes tours entouraient, en carré, cette construction essentielle, complétant ainsi un système de défense qui paraissait inexpugnable. Un énorme mur unissait ces huit donjons et formait une forteresse aux dimensions prodigieuses : vingt-quatre mètres de hauteur, trois mètres d'épaisseur à la base, un mètre quatre-vingts au sommet. À l'intérieur de ce quadrilatère, une immense cour. À l'extérieur, de larges fossés remplis d'eau, renforcés de pierre de taille, des ouvertures rares et étroites, un chemin de ronde qui faisait le tour complet du sommet. Les huit donjons, peu espacés et en saillie modérée, permettaient d'éviter tous les points morts. Cet ensemble forme une masse imposante qui garantit la résistance à toute attaque, tant venue de l'extérieur que de la ville. C'est probablement le plus bel exemple d'architecture militaire urbaine au Moyen Âge, et qui, depuis, n'a jamais été imité. Reste à savoir si l'utilité réelle de la Bastille Sainte-Antoine a répondu aux vœux de ses promoteurs. Et la réponse n'est pas évidente.

Ce qui est très remarquable dans le bâtiment primitif de la Bastille, ce sont les mesures de sécurité : car la rue Saint-Antoine débouche directement au milieu de la forteresse. Il faut d'abord franchir une poterne extérieure, puis passer un pont sur le fossé intérieur. On pénètre alors dans la citadelle elle-même par une redoutable porte entre les deux donjons du centre. On traverse la grande cour et l'on sort par une étroite voie entre les deux tours du sud-est, on longe les deux donjons qui font face au faubourg et l'on traverse les fossés de la ville sur un pont-levis. Il est donc impossible de sortir de Paris, ou d'y entrer, en échappant à une quelconque surveillance.

Il faut dire qu'un tel dispositif, s'il était fort pratique en cas de guerre ou d'émeute, et s'il permettait une surveillance policière imparable, était totalement absurde dans la vie quotidienne normale. On imagine les encombrements, les attentes prolongées, les tracasseries qui en résultaient. C'est pourquoi, on abandonna très vite le passage à travers la forteresse pour construire une autre porte, sur le flanc nord de la muraille extérieure, avec une porte encastrée dans l'enceinte, et un pont-levis pour franchir le fossé. On en profite pour murer l'ancienne poterne, du côté de la ville, et on la remplace par une entrée sur le flanc sud, donnant sur une grande cour qui jouxte l'hôtel Saint-Paul, et qui sera prolongée plus tard par l'Arsenal. Mais on se garde bien de supprimer la sortie vers le faubourg.

Cette porte de la forteresse vers le faubourg donna lieu à des discussions entre le roi et la municipalité parisienne. Car légalement, en vertu des franchises et privilèges, c'est la municipalité qui gérât les entrées et les sorties de Paris. Elle gérât donc la nouvelle porte Saint-Antoine, mais celle qui subsistait dans la forteresse, qui dépendait du roi et du roi seul, constituait une atteinte aux prérogatives parisiennes. Le roi ne céda pas, et l'on comprend pourquoi : en cas d'émeute, de révolte ou de troubles divers, le roi pouvait ainsi passer directement de sa résidence de l'hôtel Saint-Paul à l'extérieur de Paris sans que les Parisiens s'en aperçussent. Les rois ont toujours eu la terreur de se faire enfermer dans une

ville par une population devenue incontrôlable ou hostile. Charles V en savait quelque chose. Louis XVI l'apprendra à ses dépens. Louis XIV voudra éviter une telle situation en transportant son palais à Versailles.

Primitivement conçue comme une porte fortifiée, la Bastille devient donc une forteresse surveillant la porte de la ville. Ce n'est pas tout à fait la même chose, et cela explique sans doute comment a évolué au cours des siècles l'utilisation même de ce redoutable bâtiment. Quelque dix ans après sa construction, la Bastille est une forteresse à l'image de tous les châteaux forts qu'on trouve partout en Europe, à cette différence qu'elle s'élève à l'intérieur de l'enceinte d'une ville. Elle est confiée à un « capitaine », lequel commande une dizaine d'hommes en permanence. La position étant imprenable, il n'y a pas besoin d'entretenir une garnison plus importante. Mais la sécurité que représente la Bastille en fait également une réserve militaire, un véritable « arsenal », où l'on entasse de la poudre, des canons, des couleuvrines, des hallebardes et des piques. On y entasse aussi les chaînes dont on se sert pour barrer les rues de Paris en période de troubles. Bref, c'est une importante réserve militaire dont le roi est le seul à pouvoir disposer. C'est un bastion du pouvoir du roi face à une population qui a tendance à se soustraire à l'arbitraire de la monarchie. On comprend pourquoi *tous* les rois de France ont considéré la Bastille (et dans une moindre mesure le château de Vincennes) comme un élément indispensable et essentiel de leur puissance morale et matérielle ; tant par l'intimidation et la répression que par la réalité même de la pierre.

Bien sûr, la Bastille va jouer son rôle pendant le règne troublé de Charles VI. De grands événements se sont déroulés à l'ombre de ses murailles. Le pôle politique de Paris semble s'être déplacé de la Cité et du Louvre vers la porte Saint-Antoine. Cela est dû à la résidence royale de l'hôtel Saint-Paul, à l'ombre de cette Bastille dont le souverain espère une protection efficace. Charles V avait imaginé cette résidence et il en a profité quelques années de sa vie. Charles VI en fera son séjour favori, surtout pendant ses périodes de lucidité. On y a donné de nombreuses fêtes, des bals, des réceptions, surtout au moment où la reine Isabeau de Bavière donnait le ton de l'élégance, du raffinement et de la beauté à la bonne société parisienne. C'est probablement là qu'eut lieu le tristement célèbre Bal des Ardents<sup>[17]</sup> en janvier 1393, bal donné en l'honneur du troisième mariage d'une des suivantes allemandes de la reine. On sait ce qui se passa : le « clou » de la fête était une mascarade d'hommes « sauvages » enchaînés, tous velus, avec des vêtements d'étoffe « attachés à poix résine et engraisés aucunement pour mieux reluire », comme dit le chroniqueur Juvénal des Ursins. De tels déguisements seraient interdits de nos jours, non pour des raisons morales, mais pour éviter tout risque d'incendie. « Ensuite, ils se masquèrent, entrèrent dans la salle sous cet affreux déguisement qui les rendait méconnaissables, et se mirent à courir de tous côtés en faisant des gestes obscènes, en poussant d'horribles cris et en imitant le hurlement des loups. Leurs mouvements ne furent pas moins inconvenants que leurs cris. Ils dansèrent la sarrasine avec une sorte de frénésie vraiment



diabolique. L'ennemi du genre humain leur avait sans doute tendu ce piège pour les perdre... » (*Chronique de Saint-Denis*). Ce qui devait arriver arriva. L'un des assistants (il semble que ce soit le duc Louis d'Orléans lui-même) voulut savoir qui était un personnage déguisé, et il approcha une torche. « Aussitôt les vêtements inflammables des danseurs s'embrasèrent tous en un clin d'œil... La flamme dévorante s'élevait jusqu'au plafond. La poix liquéfiée ruisselait sur leur corps et pénétrait dans leurs chairs. Ils furent pendant près d'une demi-heure en proie à ces souffrances. En essayant d'éteindre le feu, en cherchant à déchirer leurs vêtements, ils se brûlèrent et se calcinèrent les mains. Le feu consuma aussi les parties inférieures de leurs corps, et leurs membres virils qui tombaient par lambeaux inondèrent de sang le plancher de la salle » (*Chronique de Saint-Denis*). Le roi et la reine échappèrent aux flammes, mais le malheureux Charles VI ressentit cruellement le souvenir de cette horrible scène, ce qui n'améliora guère sa santé psychique. Quant à Louis d'Orléans, se sentant responsable involontaire de la tragédie, il fit immédiatement construire à ses frais (en fait, à ceux du contribuable !) l'église des Célestins, juste à côté de l'hôtel Saint-Paul. Et Charles VI retomba bientôt dans une longue période de folie. C'est alors qu'on fit appel à deux sorciers qui prétendaient pouvoir guérir la folie. Comme ils échouèrent, on crut bon de les enfermer, comme imposteurs, dans une des chambres de la Bastille. Ce furent certainement les premiers prisonniers de cet illustre symbole de l'injustice.

Cela n'empêchait pas Isabeau de Bavière d'avoir ses appartements dans l'hôtel Saint-Paul. Vers 1403, la reine vivait un peu en vase clos, soit à l'hôtel Barbette, soit à l'hôtel Saint-Paul, mais dans un luxe qui fait rêver. Il y avait des étuves aux tentures piquées de fleurs, une chambre « aux eaux de rose » où l'on répandait partout des senteurs orientales, des tapisseries, des meubles. Partout, on voyait des cages remplies d'oiseaux de toutes les couleurs, des bassins où évoluaient des marsouins, des cellules où paraient des singes. Et, en face des jardins de l'hôtel Saint-Paul, Isabeau s'était appropriée le « Champ du Plâtre » (vers la rue du Petit-Musc), ancienne propriété du couvent Saint-Éloi. Elle avait fait enclore de murs ce terrain, du côté de la rue, et puis « labourer et cultiver en jardin ». Ensuite, elle avait « fait ouvrir certains huis et entrées, fermant à clefs et à serrures, ou autrement » entre ce jardin et le clos des vignes du couvent des Célestins. Elle avait ordonné également de percer plusieurs autres portes donnant sur le monastère, les jardins et les vignobles des religieux, dans le but (qu'elle avoue dans une lettre écrite de sa main) de pouvoir aller directement, seule, accomplir ses dévotions ou pour « aller s'ébattre » dans les grands jardins du monastère. Mais comme on savait que Louis d'Orléans (d'après une lettre écrite par lui-même) avait lui aussi l'habitude d'aller rôder tout seul dans les mêmes jardins, il n'en fallait pas plus pour accréditer dans l'opinion la réalité des amours coupables de la reine de France et de son beau-frère <sup>[18]</sup>.

Tout cela se passait à l'ombre des huit tours de la Bastille. Et celle-ci n'allait pas tarder à tenir son rôle militaire lorsque reprirent les hostilités avec les Anglais,

quand la France se trouva déchirée entre Armagnacs et Bourguignons. En mai 1413, le prévôt des marchands, qui appartient au parti bourguignon, s'y retranche avec ses fidèles. Les troupes du parti armagnac, particulièrement nombreuses en cette occasion, mettent le siège autour de la forteresse. Le prévôt sait que ses adversaires ne réussiront pas à pénétrer à l'intérieur, mais comme il n'a pas pris la précaution de faire rentrer du ravitaillement, il préfère se rendre – moyennant un dédommagement financier, comme cela se pratiquait. En 1418, la situation est inversée : les Bourguignons sont maîtres de Paris, et le prévôt des marchands, Tanguy du Châtel, du parti armagnac, se réfugie avec le dauphin, le futur Charles VII, dans la Bastille. Et, une nuit, alors que le siège s'organise, le prévôt et le dauphin parviennent à s'enfuir par la porte qui donne sur le faubourg, prouvant par là l'incomparable utilité de celle-ci.

Pendant seize ans, c'est-à-dire durant l'occupation anglo-bourguignonne et la royauté légale mais contestée d'Henry VI Plantagenêt, la Bastille est une forteresse anglaise et commandée par des capitaines anglais. C'est en avril 1436, lors de la reconquête de Paris par Charles VII, que la Bastille, à vrai dire bien délabrée, mais toujours occupée par une garnison anglo-bourguignonne, capitule après un simulacre de siège mené par le connétable Arthur de Richemont. Et l'on décide de réparer et d'aménager la Bastille.

Elle rendra en effet de grands services. Charles VII et ses successeurs, jusqu'à Louis XIII, y déposeront le Trésor royal, ou tout au moins une partie de celui-ci. Et comme, pendant la guerre, elle a servi à mettre en lieu sûr certains prisonniers encombrants, tant anglais que français, il n'y a aucune raison pour que cet usage ne continue pas. Et c'est Louis XI qui a inauguré en fait le système de la prison d'État pour la Bastille, comme d'ailleurs pour le Mont-Saint-Michel.

On sait que Louis XI passe pour avoir, sinon inventé, du moins utilisé le premier les célèbres « fillettes », ces cages de fer dans lesquelles on emprisonnait – très cruellement – certains prisonniers politiques. Le témoignage de Philippe de Commines, conseiller et historiographe du roi, avant de l'avoir été de son rival Charles le Téméraire, est accablant : « Il est vrai qu'il avait fait de rigoureuses prisons, comme cages de fer et autres de bois, couvertes de pattes de fer par le dehors et par le dedans, avec terribles fermetures... Le premier qui les devisa fut l'évêque de Verdun qui, en la première qui fut faite, fut mis incontinent et y a couché quatorze ans. » Comme quoi il ne faut jamais inventer d'instruments répressifs : sous Philippe le Bel, c'est Enguerrand de Marigny qui avait imaginé de dresser le gibet de Montfaucon à la vue de tous les Parisiens. Il y termina lui-même sa vie. Et Louis XVI, qui avait encouragé l'emploi de la guillotine pour les condamnés à mort, en fit lui-même la tragique expérience. Mais revenons à ces cages de fer : « Autrefois, avait fait faire à des Allemands des fers très pesants et terribles pour mettre aux pieds et y était un anneau pour mettre au pied, fort malaisé à ouvrir, comme un carcan, la chaîne grosse et pesante et une grosse boule de fer au bout, beaucoup plus pesant que de raison, et les appelait-on les Fillettes du Roi. » En somme, le terme « fillette » désignait à l'origine les chaînes, et le sens

s'est étendu à l'ensemble de la cage, qui était en quelque sorte une prison supplémentaire dans la prison, empêchant toute possibilité d'évasion et de communication avec l'extérieur. C'était vraiment mettre un prisonnier à l'abri. Est-il utile de préciser que Commynes par suite d'une disgrâce, *en tâta* (c'est sa propre expression) lui-même sous Charles VIII, et qu'il est donc bien renseigné sur ce sujet.

Toujours sous le règne de Louis XI, la Bastille sert de prison à deux comploteurs de haut rang, Louis de Luxembourg, comte de Saint-Pol, connétable de France, et Jacques d'Armagnac, duc de Nemours, comte de la Marche. Le premier a trahi à la fois le roi de France et le duc de Bourgogne : il ne peut trouver aucun pardon et est exécuté place de Grève après un simulacre de procès. Le second, coupable d'une première trahison et qui ensuite avait comploté l'enlèvement du roi et du dauphin, voit son procès instruit dans sa cellule même, avant d'être décapité à la hache. Les animosités de Louis XI sont bien connues, de même que son habileté manœuvrière : malheur à tous ceux qui viennent contrecarrer ses projets. Et c'est vraiment à travers lui que se manifeste clairement ce qu'on appellera la « raison d'État ». Au reste, Louis XI ne lésine pas sur les moyens, et la Bastille est dotée d'une « chambre de la question », c'est-à-dire d'une chambre de torture. Il faut toujours faire parler les coupables avant de les condamner, surtout quand leur culpabilité n'est pas évidente. De plus, avant de conduire le condamné au supplice, on le soumet toujours à ce qu'on appelle la « question ordinaire ». Comme il n'a plus rien à perdre, il peut, pour éviter des souffrances inutiles, dévoiler certaines choses qu'il aurait pu cacher : les informations sont toujours précieuses pour les tenants d'un régime qui repose sur une autorité de droit divin.

Cependant, à cette époque, la Bastille n'est pas seulement une prison occasionnelle ni une forteresse militaire. C'est avant tout un château royal qui, n'étant pas une résidence pour la famille du roi, peut recevoir des hôtes de marque. Ainsi, en 1518, y eut lieu une grande fête en l'honneur de quatre ambassadeurs anglais, le 22 décembre. Pour l'occasion, le sol des corridors et des salles avait été recouvert « de draps de laine à la livrée du roi ». Rien n'avait été négligé : « Et fut ce banquet fait de nuit à torches ardentes... Puis il y eut moresques d'hommes et femmes, habillés tout de drap d'or et d'argent ; en après, y vinrent des masques habillés en hommes et femmes qui dansèrent. » Cette anecdote montre que la Bastille n'a pas toujours été à l'image de ce que l'on croyait à la fin de l'Ancien Régime, à l'image de ce qu'elle est devenue ensuite par le jeu d'un romantisme friand de pittoresque, fut-il sinistre.

Mais on n'oubliait pas que la destination première du bâtiment était de disposer à la sortie est de Paris d'une citadelle de défense. Pendant le règne d'Henri II, alors que l'on se préparait à une guerre contre la Maison d'Autriche, on décide la réfection de l'enceinte qui entoure Paris, surtout celle de la rive droite. Et, bien entendu, on aménage la Bastille. Les travaux durent de 1553 à 1560. On isole le fossé qui entoure la Bastille des fossés des remparts de la ville par un mur



considérable, et surtout, on construit devant la forteresse, du côté du faubourg, une immense redoute en saillant tournée vers l'est, qu'on appellera la Pointe de la Bastille. Quant au terrain qui va de la Bastille à la Seine, le long du rempart et des fossés, il se couvre de bâtiments qui servent de réserves, dans ce qui deviendra l'Arsenal.

C'est dire que la Bastille va jouer son rôle pendant les guerres de Religion. En 1565, le premier prince de Condé, qui est calviniste, réussit à y pénétrer avec quelque trois cents gentilshommes huguenots, ce qui prouve que la forteresse n'était pas si imprenable qu'on le pensait. Mais, comme les Parisiens s'inquiètent de la situation et se préparent à isoler le prince, voire à l'affamer, il préfère déguerpir sans histoire, et il rentre chez lui, dans ses domaines de Picardie. C'est surtout pendant les troubles de la Ligue que la Bastille constituera un enjeu, en vertu de cette ferme croyance : qui tient la Bastille tient Paris. Ainsi, après l'assassinat du duc de Guise, le 23 décembre 1588, au cours de la célèbre journée des Barricades, la population parisienne, décidément ultra-catholique, déclenche une insurrection. Les Ligueurs confient la charge de « capitaine-gouverneur » de la Bastille à Jean Bussy-le-Clerc, l'un des plus exaltés et des plus violents parmi les partisans de la famille de Lorraine. Le 16 janvier 1589, d'après le chroniqueur Pierre de l'Estoile, le capitaine-gouverneur sort de la Bastille en compagnie d'une trentaine de « coquins » recouverts de cuirasses et armés de pistolets. Il se dirige vers le Parlement, entraîne de force le président et une cinquantaine de conseillers, et enferme tout ce monde dans la forteresse, ce qui est assurément un abus de pouvoir.

Mais Bussy-le-Clerc ne fait pas l'unanimité chez les Ligueurs, eux-mêmes déchirés entre factions rivales. Le 18 novembre 1591, assiégé dans la Bastille par les soldats du duc de Mayenne, il se rend sans combat et s'enfuit. Il est remplacé au poste de capitaine-gouverneur par un certain Dubourg, ligueur lui aussi, mais beaucoup plus modéré, qui, trois ans plus tard, déjoue un complot qui visait à faire pénétrer par ruse les troupes espagnoles dans Paris. Et, le 22 mars 1594, lorsque Henri IV, pour qui Paris valait bien une messe, voit les portes de la ville s'ouvrir devant lui et qu'il met le siège devant la Bastille, Dubourg fait semblant de se défendre. Mais la partie est perdue, car Dubourg sait très bien qu'il manque de vivres. Le 26 mars, il capitule et rend la place, refusant même l'argent que le roi veut lui faire remettre, selon l'usage du temps. On sait qu'Henri IV utilisera la forteresse comme coffre-fort. Il y déposera en effet la somme fabuleuse de treize millions de livres qui, dans son esprit, doivent servir à la guerre qu'il veut entreprendre contre l'Espagne.

Henri IV a bien conscience du « symbole » que représente la Bastille. Quand il se trouvait à la cour de Catherine de Médicis, en tant qu'époux de la « reine Margot », il a failli y être enfermé, et il a été témoin de certaines incarcérations voulues par la régente pour mettre à l'abri et au silence certaines personnes plutôt gênantes pour la politique royale. Aussi le bon roi Henri nomme-t-il son fidèle Sully comme gouverneur de la Bastille, en 1602, et il déclare même à cette

occasion dans une lettre audit Sully qu'il a pris cette décision « afin que si j'ai des oiseaux à mettre en cage et tenir sûrement, je m'en repose sur votre prévoyance, diligence et loyauté ». On ne peut être plus clair. Mais il n'abuse pas de sa prison d'État. Le seul prisonnier politique de marque de son règne sera le célèbre Biron, deux fois traître envers son souverain. La première fois, Henri de Bourbon lui a pardonné. La seconde fois, le maréchal conspire avec l'Espagne et refuse d'avouer la chose au roi qui est encore une fois disposé à pardonner. Mais Biron s'entête dans ses dénégations. Le 15 juin 1602, le capitaine des gardes, Jacques de Vitry, conduit Biron à la Bastille où son procès aura lieu secrètement. Il n'en sortira que pour être décapité. Plus heureux que lui, son complice Charles de Valois, comte d'Auvergne, fils naturel de Charles IX, passe seulement quelques mois à la Bastille et en sort libre. Mais, comme il a recommencé à conspirer, il est condamné à mort, gracié par le roi et passe cette fois dix ans à la Bastille.

Après l'assassinat d'Henri IV, la régente Marie de Médicis, à court d'argent, a des visées sur le trésor entassé par son défunt époux. Il ne reste que cinq millions de livres, mais on a juré par édit de ne pas y toucher, sauf en cas de guerre. Or, il s'agit pour la régente de payer d'abondantes pensions aux grands nobles pour qui la fidélité au roi passe par le portemonnaie. Qu'à cela ne tienne. L'ordre du roi (le jeune Louis XIII), dicté par la reine mère, explique la ponction par la nécessité d'opposer « la force aux mouvements qui se préparent dans le royaume et tendent à exciter une guerre civile ». Le Parlement ne tombe pas dans le piège et refuse. La régente recommence à propos du mariage du roi. Cette fois, c'est la Chambre des Comptes qui refuse. Alors Marie de Médicis, accompagnée du jeune roi et de nombreux princes, se rend à la Bastille, arguant du fait que dans cette forteresse royale, le roi est chez lui. « On arrive au pied de la tour du trésor dont la solide porte ne peut être ouverte qu'avec trois clefs différentes. La reine a celle du roi, mais les deux autres sont détenues par le conseiller général des Finances et le trésorier de l'Épargne qui sont présents mais qui refusent de donner leur clef en dehors des formes légales. Pour toute réponse, la reine fait avancer le capitaine des gardes à qui, pour cas de force majeure, les clefs sont enfin remises. Cette fois, la reine fait emporter un million deux cent mille livres tandis que procès-verbal est pris de ce mémorable coup de force. »<sup>[19]</sup> Il s'agit surtout d'une comédie, le conseiller général des Finances et le trésorier de l'Épargne étant parfaitement d'accord, mais ne pouvant obéir qu'en respectant certaines formes. D'ailleurs, l'année suivante, la régente, en usant des mêmes procédés, fera enlever tout ce qui reste du trésor amassé par Henri IV. Le roi n'est-il pas le maître chez lui ? Mazarin s'en souviendra, mais comme lui-même agit toujours *au nom du roi*, même quand il s'agit de sa fortune personnelle, il fera entasser à la Bastille la somme exorbitante de sept millions de livres, laquelle somme sera retrouvée intégralement à la mort du cardinal, et viendra grossir le trésor de Louis XIV.

Les événements de la Fronde vont cependant, pour la dernière fois, redonner à la Bastille un semblant d'utilité militaire. On sait par exemple que Paul de Gondy, cardinal de Retz, avait envisagé d'occuper la Bastille afin de provoquer une

nouvelle journée des Barricades et en faire profiter le parti des princes. En janvier 1649, les Frondeurs font donner mission à un président et à un conseiller du Parlement d'aller se saisir du « château de la Bastille ». On propose quarante mille écus au gouverneur, Charles Le Clerc du Tremblay, pour qu'il abandonne la place. Le gouverneur refuse. On assiège donc la Bastille, on tire quelques coups de canon qui font beaucoup plus de bruit que de mal, et finalement, Charles Le Clerc capitule le 12 janvier.

Mais, le 2 juillet de la même année, la situation se complique. La Fronde des princes bat son plein, et le vainqueur de Rocroi, le Grand Condé, quatrième prince du nom, a pris la tête de la rébellion. Un combat s'engage entre les troupes de Condé et les troupes royales commandées par Turenne, lui-même frondeur repent, dans le faubourg Saint-Antoine. La bataille est confuse. Le gouverneur de Paris et le prévôt des marchands, toujours légalement maîtres des entrées et des sorties de Paris, font fermer la porte Saint-Antoine. Au-delà, le prince de Condé commence à avoir le dessous, et ses troupes reculent devant celles de Turenne. Mais les Frondeurs ont une alliée de poids et d'un caractère extraordinaire, celle que l'Histoire retiendra sous le nom de la « Grande Mademoiselle », et qui n'est autre que mademoiselle de Montpensier, fille de Gaston d'Orléans, frère de Louis XIII, et par conséquent petite-fille d'Henry IV. Cette femme hors du commun, passionnée et active, violemment amoureuse du Grand Condé, se précipite dans la salle où sont réunis les conseillers municipaux de Paris et les harangue, leur démontrant que si Condé disparaît, les troupes de Turenne, c'est-à-dire de Mazarin, vont saccager les rues de Paris. Elle est si habile dans son discours qu'elle obtient les clefs de la porte Saint-Antoine afin que Condé et ses hommes, pressés par Turenne, puissent pénétrer dans Paris et s'échapper ainsi. Mieux encore, elle arrache à son père (« Monsieur, frère du roi ») un ordre écrit demandant au gouverneur de la Bastille de faire tirer sur les troupes des ennemis. Les ennemis, bien entendu, ce sont les soldats de Turenne, donc de Mazarin et du roi. Munie des clefs et de l'ordre écrit, la Grande Mademoiselle se précipite donc à la Bastille. Là, l'imagerie d'Épinal complète largement les relations écrites de l'événement et chacun a dans sa mémoire cette Grande Mademoiselle parcourant la plateforme de la Bastille et faisant pointer sur le faubourg les canons qui étaient jusque-là dirigés sur la ville. Les hommes de Condé sont de plus en plus acculés au fossé et vont se faire massacrer. Alors mademoiselle de Montpensier, princesse du sang, donne l'ordre de tirer. Quelques boulets sont lancés vers le faubourg, plongeant les soldats de Turenne dans le plus grand désarroi. En même temps, on ouvre la porte Saint-Antoine : les troupes de Condé se précipitent dans la ville et s'y répandent, prenant d'ailleurs grand soin de ne pas trop se faire remarquer. La Grande Mademoiselle a réussi son coup : elle a sauvé celui qu'elle aime, non seulement de la mort, mais du déshonneur d'une défaite.

Cet épisode héroï-comique sera le dernier de l'histoire proprement militaire de la Bastille, si l'on excepte celui du 14 juillet 1789. En octobre 1652, le jeune roi Louis XIV reprend possession de Paris. La Bastille est évidemment restée aux

maines des Frondeurs. Son gouverneur est alors La Louvière, fils de Pierre Broussel, qui a pris une part active dans la Fronde parlementaire. Il refuse de rendre la forteresse au roi. Mais on lui fait savoir que la Bastille sera attaquée par tous les canons disponibles et que lui-même sera pendu haut et court à la porte d'entrée s'il ne fait pas immédiatement un geste d'apaisement. Dans ces conditions, à quoi bon persister quand on sait qu'on a perdu d'avance ? La Louvière rend la place. Désormais, la Bastille ne sera plus qu'une prison d'État.

Mais si la forteresse n'a plus de raison d'être militaire, elle n'en est pas moins fort précieuse. Louis XIV se souviendra du « canon de la Bastille ». Il comprendra aussi combien est pratique une citadelle en pleine ville lorsqu'on veut mettre à l'écart certaines personnes encombrantes pour la vie du royaume. Il fait donc procéder à des aménagements. Comme le roi n'a plus besoin de s'enfuir par la fameuse porte donnant sur le faubourg, on se décide à murer définitivement celle-ci et à supprimer le pont-levis. À l'intérieur de la forteresse, on fait construire une chapelle ainsi que plusieurs bâtiments contre le mur ouest, et un corps de garde contre le mur sud. À l'extérieur, on utilise le terrain libre, au sud, contre l'Arsenal, pour bâtir la maison du gouverneur dans une avant-cour qui mène au pont-levis de l'entrée. Car maintenant, on entre dans la Bastille, depuis la ville, par un circuit fort compliqué.

En effet, c'est sur la rive sud de la rue Saint-Antoine qu'on pénètre dans l'enceinte proprement dite. On doit alors contourner la forteresse entre des bâtiments où se trouvent de nombreuses guérites. On débouche ainsi dans la cour du Passage, où sont établis les écuries et divers ateliers. On franchit alors une autre enceinte, très surveillée, pour déboucher dans la cour du Gouverneur. Là, se dresse, vers le sud, l'hôtel du gouverneur, adossé aux murs de l'Arsenal, et bordé, vers l'est, par une terrasse. En revenant vers le nord, il faut ensuite franchir un pont-levis sur les fossés intérieurs et l'on pénètre alors dans la citadelle. Il est donc difficile de passer inaperçu quand on entre, et encore plus difficile d'en sortir.

On construit d'autres bâtiments à but utilitaire, des cuisines dans la première avant-cour, des écuries et des logements dans la seconde. Et surtout, à l'extérieur, et donnant sur la rue Saint-Antoine, des échoppes et des ateliers d'artisans. C'est à croire que la Bastille fait partie maintenant du paysage parisien et qu'à l'ombre redoutable des huit tours, les promeneurs et les flâneurs pourront se donner rendez-vous. Certes, on se doute bien de ce qui peut se passer à l'intérieur, mais la vie continue. Et l'on n'en est pas encore à la dénonciation d'une citadelle de l'absolutisme et de l'arbitraire.

Pourtant, pendant l'Ancien Régime, peu de personnes savaient ce qu'étaient réellement les bâtiments de la Bastille.

Il faudra attendre la journée du 14 juillet 1789 pour que le peuple se rende compte de la réalité, et encore, d'une réalité quelque peu imprégnée des terreurs secrètes que pouvait inspirer un lieu secret, éminemment secret parce que, sans ce secret, il n'eût point répondu à ce qu'on en attendait. Certes, l'imagination

populaire a divagué sur les instruments de torture, sur les sombres cachots où l'on pourrissait lentement, sur les squelettes qu'on y découvrit, y compris celui du Masque de Fer. En vérité, les seuls ossements qu'on put trouver étaient enfouis dans le sous-sol du bastion avancé, là où l'on enterrait ceux qui n'avaient pas droit à la terre chrétienne, en majorité les suicidés, car il y en a eu à la Bastille. Le mystère suscité par cette forteresse royale, le silence dans lequel on avait maintenu ce qui se passait à l'intérieur, la curiosité malsaine du peuple de Paris – le même que celui qui allait assister aux exécutions publiques –, l'ombre redoutable du roi de France, dépositaire d'un pouvoir qui ne pouvait venir que de Dieu, tout cela a fait que la légende de la Bastille s'est grossie au fil du temps, à plus forte raison quand, une fois vidée de ses sept malheureux prisonniers (des fous et des condamnés de droit commun) et soumise au pic des démolisseurs, il fallait en justifier la prise, justifier le massacre du gouverneur de Launay, et par là-même le fonctionnement ultérieur de la guillotine.

La réalité, certains l'ont vue de près, et l'ont dit. Il suffit pour s'en convaincre de lire la description détaillée que donna de la Bastille *le Moniteur universel* du 20 juillet 1789. Les nouvelles étaient toutes fraîches, et de première main : « Le château de la Bastille était composé de huit grosses tours rondes, dont les murs avaient environ six pieds d'épaisseur. Elles étaient jointes par des massifs de maçonnerie épais de neuf pieds. L'entrée se trouvait à l'extrémité de la rue Saint-Antoine. À côté de cette porte était un corps de garde où l'on plaçait chaque nuit deux sentinelles pour répondre et ouvrir aux personnes qui se présentaient. Cette porte conduisait à une première cour dans laquelle étaient les casernes des invalides<sup>[20]</sup>, les écuries et les remises du gouverneur. On pouvait également arriver à cette cour par l'Arsenal<sup>[21]</sup>. Une porte à côté de laquelle était un autre corps de garde, un fossé et un pont-levis qu'on appelait le pont de l'Avancée, la séparait d'une seconde cour dans laquelle s'élevait l'hôtel du gouverneur. En face de cet hôtel était une avenue longue de dix-sept toises, dont le côté droit était bordé par un corps de logis où se trouvaient une cuisine et une salle de bains. Ce bâtiment était construit sur un pont dormant qui traversait le grand fossé et sur lequel s'abaissait un pont-levis. Au-delà était encore un autre corps de garde. C'est par là que l'on arrivait à la grande cour intérieure après avoir franchi une grille de fer qui servait de retranchement à la sentinelle, dont la consigne était de ne pas laisser approcher d'elle les prisonniers à la distance de trois pas. Cette grande cour avait cent deux pieds de long sur soixante-douze de large. Elle était environnée des tours dites de Liberté, Bertaidière, Bazinière, Comté, Trésor et Chapelle, et les massifs qui joignaient ces six tours s'élevaient à la hauteur de soixante-treize pieds six pouces.

« La forteresse était environnée entièrement d'un large fossé toujours à sec, excepté dans les temps pluvieux ou lorsque la rivière était haute. Une forte maçonnerie de trente-six pieds de haut recouvrait sa surface latérale extérieure, à laquelle était scellée une galerie de trois pieds et demi de largeur, qui régnait dans tout le contour de cette espèce de contrescarpe. On y arrivait par des pas-de-souris

ou par des escaliers placés à droite et à gauche du pont. Cette galerie formait ce qu'on appelait le chemin de ronde, parce que des officiers et des sergents y faisaient de fréquentes rondes, surtout la nuit, pour s'assurer de la vigilance des quatre sentinelles qui y étaient placées. »

Nous connaissons également assez bien la disposition intérieure. Ce sont les tours qui constituent l'ossature du système carcéral. Elles sont toutes identiques, avec des murs très larges à la base, et encore épais de un mètre quatre-vingts au sommet. Dans leurs fondations, elles comportent chacune un cachot à peine éclairé d'un soupirail en hauteur donnant au pied des fossés et qui pouvait être envahi par l'eau en cas de période humide prolongée. Au-dessus, étaient superposés une série de niveaux comportant des « chambres », et allant jusqu'à une « calotte », sous le toit, pièce qui était évidemment glaciale en hiver et torride l'été, écrasée par une charpente compliquée qui ne permettait de se tenir debout qu'au centre. Mais il faut bien dire que les cachots et les calottes n'étaient pas régulièrement pourvus de prisonniers, puisqu'ils étaient réservés, pendant un certain laps de temps, à ceux qui avaient mérité – par leur attitude insupportable ou pour tentative d'évasion – une sévère punition. C'est ce qu'on appelle aujourd'hui le « mitard » dans les prisons contemporaines. Il faut signaler que les étages des tours n'avaient pas tous la même hauteur de plafond, ce qui fait qu'il n'y avait pas le même nombre de « cellules » dans chaque tour. Mais ces « cellules » étaient relativement vastes : elles faisaient environ six mètres de diamètre, avec une double porte fermée par plusieurs verrous, une fenêtre grillagée qu'un volet de bois pouvait masquer, une cheminée, dont le conduit était garni de grilles, un sol de briques, et, quelquefois, des lieux d'aisance.

L'accès de chaque tour était défendu par une porte double, chacune avec une serrure différente, et par une grille imposante, elle-même fermée par une énorme serrure. Dans chaque escalier, par endroits, se trouvaient des grilles qui, à tous moments, pouvaient être fermées, interrompant ainsi tout trafic d'un étage à l'autre, ce qui accroissait d'autant l'efficacité du système d'isolement des prisonniers. Il est évident que cette disposition des lieux n'avait rien de réjouissant, mais en aucun cas, d'après les témoignages que nous possédons, nous ne pouvons croire à ces « oubliettes », à ces « pourrissoirs » et à ces « culs-de-basse-fosse » tant exploités par les propagandistes révolutionnaires, repris naïvement par les auteurs romantiques. Certes, la Bastille était une prison, mais elle était à dimension humaine, et l'on sait que certains prisonniers – tout dépendait du rang et de la fortune – y vécurent le mieux possible, compte tenu d'une incontestable privation de liberté.

Toujours est-il qu'en juillet 1789, alors que gronde une fureur populaire justifiée, la Bastille constitue un symbole qui n'a pas besoin d'explication. La forteresse est l'incarnation même du despotisme dénoncé par les Philosophes et vilipendé par les orateurs du moment. Et comme il faut toujours donner de la pâture aux instincts destructeurs d'une population manipulée et enflammée par des discours vengeurs, on lui donne la Bastille. Le 14 juillet au matin, six cents

émeutiers, venus du faubourg Saint-Antoine, parmi lesquels un bon nombre de femmes et d'enfants, franchissent la porte Saint-Antoine, forcent les barrières du château et pénètrent dans la cour avancée. On abat le premier pont-levis et on se précipite dans la cour du gouverneur. Les gardes suisses et les invalides qui constituent la modeste garnison de la Bastille ouvrent le feu sur cette masse humaine. Il y a quelques blessés. Certains refluent vers la première cour. Mais, dans l'après-midi, trois cents gardes françaises et un petit détachement d'artillerie viennent prêter main-forte aux insurgés. Le gouverneur de Launay, un brave homme, semble-t-il, mais indécis et imprévoyant, accepte de se rendre à condition que la garnison ait la vie sauve. On sait ce qu'il en est : le malheureux gouverneur est massacré, du côté de l'Hôtel de Ville, par quelques exaltés, et sa tête est promenée au bout d'une pique. Encore un symbole du despotisme dont la foule avait besoin...

Dès le lendemain, on décida de détruire la Bastille. Et c'est l'entrepreneur Palloy qui se chargea du travail de démolition. Il y avait de belles pierres dans cette forteresse, et elles ne furent pas perdues pour tout le monde. Et ne parlons pas des nombreux « souvenirs », maquettes et autres « reliques » qui furent envoyés dans les lointaines provinces, puis ensuite dans les « départements » afin de perpétuer l'héroïsme des assaillants de la Bastille et aussi pour « y perpétuer l'horreur du despotisme ».

La Bastille n'était donc plus qu'un souvenir glorieux de l'histoire de la Révolution. Sa destruction inaugura une nouvelle ère, une nouvelle mentalité. On se disait : « Plus jamais ça ! » Malheureusement, il faut bien avouer que si la Bastille n'avait pas été démolie, elle aurait beaucoup servi au moment de la Terreur, et on y aurait entassé de nombreux prisonniers, au lieu de les répartir à Mazas, à la Conciergerie ou à Saint-Lazare. Nul doute que les purs et les durs de la Révolution auraient compris la nécessité d'entretenir dans la ville de Paris une forteresse capable d'engloutir les opposants au régime, quel que soit d'ailleurs celui-ci, puisque la Roue de Fortune tourne sans cesse et se montre particulièrement capricieuse, voire cynique.

Rassurons-nous. Il y a toujours eu des prisons à Paris, et il y en aura encore longtemps. On dira qu'il en faut et qu'il est nécessaire d'*écarter* les individus qui menacent la bonne marche de la société. Tout dépend de ce qu'on entend par « bonne marche » de la société. Les interprétations peuvent être multiples et souvent teintées de bien des ambiguïtés. Des prisonniers politiques ? Cela n'existe pas que dans l'Ancien Régime, ni dans les cauchemars des bons démocrates des États occidentaux. Et plus que jamais, dans des temps où tout le monde parle des « Droits de l'Homme » sans jamais rien faire pour qu'ils soient réellement respectés, la Bastille demeure un symbole inoubliable de l'arbitraire.

## **DEUXIÈME PARTIE**

### **Les Prisonniers du Silence**



# I

## DIEU EST MON DROIT

Le philosophe grec Héraclite disait, avec un sens profond de la réalité concrète du monde, que les chemins qui montent sont également ceux qui descendent. De la même façon, on peut affirmer avec quelque raison que les portes d'entrée peuvent éventuellement servir de portes de sortie. Or la Bastille, dans le projet de ses constructeurs, devait être une forteresse dans laquelle on ne puisse pas entrer, et si l'on applique le raisonnement dialectique précédent, on est amené à dire que la Bastille est une forteresse de laquelle on peut, le cas échéant, ne pas pouvoir sortir. C'est bien pour cela que depuis l'époque de Louis XI, on a pensé y enfermer des gens qu'on n'avait pas intérêt à voir se promener en liberté dans les rues de Paris ou ailleurs. Donc, presque par nature, une forteresse est *également* une prison. Cela vaut pour le château de Vincennes et pour bien d'autres citadelles du genre, à commencer par l'abbaye fortifiée du Mont-Saint-Michel et par le château frontalier de Pignerol, dont le destin semble curieusement lié à celui de la Bastille Saint-Antoine.

Mais l'utilisation de la Bastille comme prison n'apparaît pas tout de suite dans l'Histoire, sauf pour certains cas individuels où il est clair que l'enfermement de certaines personnes en cette forteresse est dû aux circonstances et non pas à l'application d'une sorte de règle de gouvernement. Mais un siècle plus tard, sous Louis XI, on assiste à une tentative qui, pour être timide, n'en est pas moins révélatrice d'une volonté royale spécifique. Et cette tentative sera beaucoup plus systématiquement poursuivie sous les règnes des fils de Catherine de Médicis. C'est volontairement que François II (en réalité, la régente Catherine) envoie à la Bastille le vidame de Chartres, François de Vendôme, coupable d'avoir intrigué et d'avoir participé aux complots de son cousin – protestant – le prince de Condé. Il ne sera pas le seul à être mis ainsi à l'ombre par ordre spécial de la reine mère. Mais ce qui est intéressant, c'est d'étudier *ce qu'attendait Catherine de cet embastillement*. Or, nous pouvons le savoir grâce à sa correspondance. Le 8 novembre 1564, elle écrit au gouverneur de la Bastille pour lui annoncer l'arrivée d'un prisonnier de Rouen, « qui est le directeur de tous les faux-monnayeurs du pays », et lui préciser que, pour ce motif (d'ailleurs parfaitement légitime), il faut « l'envoyer *secrètement* à Paris pour être serré dedans la Bastille et en un lieu où il ne puisse être nouvelles de lui ». Elle insiste d'ailleurs, en ajoutant que cet individu doit être « mis et tenu si secrètement qu'aucun ne le puisse découvrir ».

Et l'année suivante, à propos d'un financier embastillé par suite de malversations, la reine demande qu'on « ne lui permette d'écrire ni parler à personne ni de faire autre acte qui donne connaissance qu'il soit là-dedans ». Il faut aussi examiner la formule employée dans les lettres envoyées au gouverneur de la Bastille pour incarcérer – ou libérer – un quelconque personnage : « Monsieur, je vous ferai ce mot de lettre pour vous dire que le Roi, monsieur mon fils, trouve bon de... » Les formules sont bien claires : elles concernent d'une part le *secret* dans lequel doit se trouver le détenu, d'autre part la *décision royale*, seule cause de l'incarcération.

Il est donc évident que, même sous les derniers Valois, on peut emprisonner quiconque par simple raison d'État, et mettre réellement à l'écart, dans le silence et l'oubli, ceux dont on veut se débarrasser autrement que par les moyens utilisés sous les Mérovingiens, c'est-à-dire le meurtre ou les accidents. Ces deux caractéristiques, secret et décision royale, sont les marques d'un régime autoritaire, pour ne pas dire du despotisme.

Et il est clair que les détracteurs de la Bastille, pendant la monarchie comme après le 14 juillet, ont parlé de *symbole du despotisme* chaque fois qu'ils ont eu quelque chose à dire sur cette forteresse royale. Or, c'est précisément à partir de Louis XI que la monarchie du type de la « royauté sacrée », déjà quelque peu malmenée par Philippe le Bel et ses complices, les célèbres *légestes*, devient réellement autoritaire – mais non pas tyrannique, et non pas *absolue*. Qui ne plaisait pas à Louis XI était écarté, voire emprisonné, parfois décapité sans remords excessifs de la part de ce roi superstitieux qui avait le génie de l'intrigue et « une certaine idée de la France ». Les successeurs de Louis XI n'ont fait que lentement perfectionner le système, passant insensiblement de la royauté sacrée traditionnelle où le monarque *est également prêtre*, à une monarchie en quelque sorte laïque, mais alliée étroitement à l'Église quand elle ne domine pas franchement celle-ci, ce qui arrivera du temps du gallicanisme. Mais en abandonnant peu à peu les fonctions sacerdotales *même symboliques* qu'il revêtait autrefois, le monarque devient un *roi juriste*, doté de pouvoirs temporels beaucoup plus étendus et disposant en dernier ressort de la vie et de la mort de ses sujets. Et pourtant, là encore, chez ce monarque absolu, il reste quelque chose de l'ancien état, comme le fait remarquer Montesquieu dans une de ses *Lettres persanes* : « Ce roi est un grand magicien ; il exerce son empire sur l'esprit même de ses sujets... Il va même jusqu'à leur faire croire qu'il les guérit de toutes sortes de maux en les touchant, tant est grande la force et la puissance qu'il a sur les esprits. » C'est évidemment une allusion au « toucher des écrouelles » que pratiquaient les rois de France. Mais ce n'est pas contradictoire avec ce qu'affirme le philosophe anglais Hobbes, théoricien de la monarchie absolue : « Bien que les rois n'assument pas la prêtrise en tant que ministère, néanmoins ils ne sont pas à ce point de purs laïques qu'ils ne possèdent la juridiction sacerdotale. »

Le problème n'est pas nouveau, et il se cristallise nettement dans le mythe indien fondamental représenté par le couple divin Mithra-Varuna. Le premier représente la royauté *juridique*, en quelque sorte *contractuelle*, puisque Mithra est

le dieu des traités et des contrats. Le second est la royauté spirituelle, Varuna étant le dieu de l'orage, du ciel et donc de l'invisible, également maître de la magie. Car nous retrouvons là le terme employé – de façon ironique – par Montesquieu dans les *Lettres persanes* : effectivement, le roi a gardé quelque chose de son état antérieur où il était également magicien, et c'est encore vrai même au XVII<sup>e</sup> siècle, même au XVIII<sup>e</sup> siècle, siècle des Lumières, comme chacun sait.

Qu'est-ce que cela veut dire ? Tout simplement que la royauté est, en utilisant un terme latin mythologique, *bifrons*, c'est-à-dire « à deux visages ». La société indo-européenne primitive, que le mythe indien résume parfaitement, repose non pas sur l'alliance, mais sur la synthèse de deux forces fondamentales, l'une législative, l'autre intemporelle, spirituelle, émanant de la divinité omnisciente et omnipotente. On en retrouve l'image dans la société celtique qui ne peut fonctionner sans le Druide *et* le Roi, l'un n'allant pas sans l'autre et même l'un n'existant pas sans l'autre. On peut également faire une incursion chez les Sémites – encore que ce terme ne désigne pas grand-chose dans la préhistoire biblique – et parler de ce mystérieux Melkisedek, ce roi-prêtre probablement légendaire, mais qui recouvre une réalité socioculturelle, et qui est l'incarnation de la royauté sacrée dans toute sa fonction essentielle : faire en sorte que la vie terrestre soit à l'image du plan divin. Et l'on retrouvera la fameuse *Table d'Émeraude* : « Ce qui est en bas est comme ce qui est en haut. » Et le Moyen Âge a été imprégné de cette idée, comme en témoigne le mythe hérité des Celtes du roi Arthur et de l'enchanteur Merlin. Le couple druide-roi, c'est-à-dire Mithra-Varuna, se reconnaît parfaitement à travers le couple Arthur-Merlin. Les gens de l'époque ne s'y sont pas trompés. Et pourtant, ils avaient autour d'eux tellement d'exemples de tentatives de reconstitution de ce couple divin, tentatives toutes vouées à l'échec.

La grande idée de Charlemagne était de reconstituer l'Empire. Mais le problème qui se posait à Charlemagne, comme il s'était posé d'ailleurs aux Mérovingiens, était de concilier les antiques traditions – païennes – du roi divin et les interdictions chrétiennes concernant l'idolâtrie, celle-ci commençant dès qu'on doute d'un Dieu unique et qu'on considère un personnage humain comme revêtu d'attributs divins. Et c'est un problème extrêmement important. En effet, dit Marc Bloch, dans son ouvrage désormais classique sur *les Rois thaumaturges*, « une révolution religieuse porta un coup redoutable à l'antique conception de la royauté sacrée, telle qu'on l'avait vue fleurir chez les Germains<sup>[22]</sup> ; l'avènement du christianisme la priva de son appui naturel : le paganisme national. Les rois subsistèrent à titre de chefs d'État ; un moment même, après les invasions, leur pouvoir politique fut plus fort que jamais ; mais ils cessèrent, au moins officiellement, de passer pour des personnages divins »<sup>[23]</sup>. Charlemagne reconstitua donc l'Empire en le *partageant* avec le Pape, et surtout en recevant de celui-ci sa couronne impériale. Ainsi était maintenu l'équilibre, pour ne pas dire la synthèse, entre spirituel et temporel, entre sacré et profane.

Mais tout cela était artificiel dans la mesure où chacune des forces en présence guettait la moindre occasion d'affirmer sa suprématie vis-à-vis de l'autre. On sait ce qu'il en advint, la querelle des Investitures et surtout la querelle du Sacerdoce et de l'Empire. Et, à partir du couronnement d'Hugues Capet, choisi par l'Église, notamment par le moine Gerbert, futur pape Sylvestre II, la royauté française affirma solennellement son caractère spirituel, celui-ci étant d'ailleurs fortement marqué par l'onction avec l'huile sainte de Reims. Il ressort de toutes les cérémonies du couronnement que le roi de France n'était pas seulement l'élu de son peuple (les acclamations) mais *l'oint* de Dieu. Ainsi allait se manifester pendant des siècles le fameux principe qu'exprimera plus tard Thomas d'Aquin, « tout pouvoir vient *a Deo per populum* », c'est-à-dire « de Dieu (en passant) à travers le peuple ». La France devenait donc, selon la formule consacrée, la « fille aînée de l'Église ». Oui, mais elle n'était que *fille*, donc dépendait, sinon d'un père, du moins d'une mère, « notre Sainte Mère l'Église ». Et celle-ci constituait elle-même une puissance temporelle certainement *au-dessus*, mais néanmoins *rivale*.

Le premier cas de révolte vraiment ouverte, et véritablement idéologique est celui de l'empereur Frédéric Barberousse. Il avait fait élire un anti-pape à son service contre le pape légitime Alexandre III. « Il fit soutenir par des évêques et des théologiens à sa dévotion... qu'il tenait son pouvoir directement de Dieu et n'avait, par conséquent, absolument pas d'ordre à recevoir de l'autorité ecclésiastique ; une prétention, que d'autres princes, de plus en plus nombreux au fur et à mesure que le temps avançait, exprimèrent de plus en plus fort. »<sup>[24]</sup> C'est le début d'une longue évolution qui aboutira à la naissance des sociétés dites « laïques » et qui sont le propre de notre temps.

En France, c'est Philippe le Bel qui donna le véritable coup d'envoi à la conquête d'un pouvoir monarchique absolu parce que libéré des contraintes ecclésiastiques. S'appuyant sur ces fameux légistes, tout imbus de droit romain, il fit proclamer que « la direction de la temporalité du royaume appartient au seul roi et à personne d'autre ; et celui-ci n'a et ne reconnaît aucun supérieur et n'a pas l'intention de se soumettre et de s'astreindre à quiconque pour tout ce qui concerne le temporel de ce royaume ». C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'affaire de Boniface VIII et le procès des Templiers<sup>[25]</sup>. Et la brèche était ouverte dans la vieille notion de royauté sacrée – qui était encore celle de saint Louis – en direction d'une monarchie absolue, *laïque* parce que séparée de l'autorité ecclésiale, mais néanmoins religieuse parce que de droit divin.

Les successeurs de Philippe IV le Bel ont profité de la leçon, et ils ont de plus en plus pris appui sur des légistes et sur des théologiens gagnés à ces conceptions, le tout reposant sur une interprétation – volontairement ? – erronée de la célèbre parole évangélique (Jean, XVIII, 37) prêtée au Christ : « Mon royaume n'est pas de ce monde. » La version française est totalement ambiguë. Si l'on se réfère au texte grec – qui est le plus ancien –, le sens réel est le suivant : « Ma royauté (= mon pouvoir royal) *n'est pas surgie de ce monde* », ce qui suppose qu'elle provient

d'En Haut<sup>[26]</sup>. Mais cela ne veut aucunement dire que la royauté de Jésus ne puisse pas s'exercer sur le monde terrestre. D'ailleurs, ce n'est peut-être pas par hasard que Jésus a été condamné par Pilate en tant que « roi des Juifs », comme le dit l'inscription INRI placée sur la Croix, compte tenu du contexte de dérision qui imprègne, selon les Évangiles, les événements en question. Or l'interprétation erronée de la parole christique permettait bien entendu aux partisans d'une royauté *laïque* de se débarrasser à bon compte de l'encombrant couple Mithra-Varuna : chaque chose à sa place et les vaches seront bien gardées.

Du XIV<sup>e</sup> au XVII<sup>e</sup> siècle, l'évolution s'est accélérée. Ainsi est apparue la « raison d'État » pendant le règne de Louis XI. Puisque le roi n'est pas lié à l'autorité de l'Église et qu'il a lui-même des rapports privilégiés et directs avec Dieu, il peut, de son propre chef, décider ce qui lui paraît bon, puisqu'il est inspiré par Dieu et que Dieu ne peut se tromper. Redoutable dialectique que ne fera que reprendre et officialiser le cardinal de Richelieu, un ecclésiastique vraiment peu soucieux des antiques prérogatives de l'Église, et qui a ouvert la voie définitive qui allait conduire à ce qu'on appelle la monarchie absolue de Louis XIV. Et il est remarquable que tout cela se soit passé avec non seulement la complicité, mais avec la participation active du haut clergé. Il est vrai que, dans le cadre français, totalement imprégné de *gallicanisme*, depuis le Concordat de Bologne, signé en 1516 par François 1<sup>er</sup> et le pape Léon X, les évêques et les abbés sont nommés par le roi et reçoivent l'investiture spirituelle du pape. Comme l'a écrit le pape Jules II au roi Henri II : « Vous êtes plus que le pape en votre royaume. »

Dans ces conditions, comment s'étonner de la « Déclaration de 1682 » des évêques français qui justifie et officialise la monarchie absolue de droit divin ? Cette déclaration vaut son pesant d'or : « Dieu a donné au bienheureux Pierre, à ses successeurs, les vicaires du Christ, et à l'Église elle-même, autorité sur les choses spirituelles et concernant le salut éternel, et non sur ce qui est de l'ordre civil et temporel, suivant ces paroles du Seigneur : *Mon royaume n'est pas de ce monde*, et ces autres : *Rendez donc à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu*<sup>[27]</sup>. Cet enseignement de l'apôtre : que toute âme soit soumise aux autorités supérieures, car l'autorité ne peut venir que de Dieu ; celles qui existent ont été établies par Dieu. De la sorte, celui qui résiste à une autorité résiste à une disposition divine, doit être entendu ainsi : Les rois et les princes ne sont point placés sous l'autorité de la puissance ecclésiastique par la disposition de Dieu pour les choses du gouvernement temporel ; ils ne peuvent être déposés directement ou indirectement<sup>[28]</sup> en vertu du pouvoir des clefs dont jouit l'Église<sup>[29]</sup> ; leurs sujets ne peuvent pas être déliés de l'obéissance qu'ils leur doivent, du serment de fidélité qu'ils leur ont prêté. » Ces paroles sont en tout cas la justification pleine et entière du *despotisme*.

Mais ce *despotisme* mérite explication. Le terme provient d'un mot grec qui signifie « maître des esclaves ». Il représente la *maîtrise* d'un individu sur les autres, et par glissement de sens, il est devenu synonyme d'abus de pouvoir. Cela a

été souvent le cas. Mais que dire de l'expression « despote éclairé » qui sera souvent employée au XVII<sup>e</sup> siècle et qui sera, au fond, la principale (mais à peine avouée) maxime politique d'un Voltaire ? En fait, dans notre esprit, ce terme de *despotisme* a tendance à se superposer à la formule de « monarchie absolue ». Or, « *absolutus*, venant du verbe *absolvere* (déliver), les Français du XVII<sup>e</sup> siècle <sup>[30]</sup> savent aussi que *monarchia absoluta* signifie *monarchie sans liens*, et non pas sans limites ». <sup>[31]</sup> Car, dans l'esprit des souverains comme des législateurs et des théologiens, le roi n'est jamais le propriétaire de son royaume : il n'en est que le *recteur* avant d'en être l'usufruitier, et cela non en tant qu'individu (un homme comme tous les autres), mais en tant que *personne* à qui est échue la fonction royale. Ce sont peut-être des subtilités de langage, mais il faut reconnaître, comme le dit François Bluche, qu'au XVII<sup>e</sup> siècle, « la monarchie est plus absolue que le monarque ». <sup>[32]</sup>

Tout baigne pourtant dans l'ambiguïté la plus totale au moment où s'affirme cette monarchie absolue. On dit que les rois de France « ne tiennent leur puissance que de Dieu et de leur épée », allusion assez nette au fait que les Mérovingiens, auxquels ne se font pas faute de se rattacher les Capétiens-Bourbons, ont conquis la Gaule par les armes avant de faire légaliser leur coup de force par l'Église, détentrice du seul pouvoir qui demeurerait valide sur le territoire de l'ancien Empire romain. Même au XVII<sup>e</sup> siècle, on n'oubliait pas les vieilles légendes concernant les ancêtres de Clovis, surtout celles qui concernaient un « monstre marin », ce qui avait l'avantage de faire de la race mérovingienne une lignée divine et qui renforçait l'idée que toute dynastie entretenait des rapports privilégiés avec la Divinité, quelle que fût celle-ci. L'habileté des mythographes, qui rejoignait celle des théologiens, consistait à découvrir de subtiles harmonies entre ces légendes païennes – et on insistait sur le caractère « légendaire », ainsi que sur leur « paganisme » – et les Saintes Écritures du Christianisme. On prenait appui sur saint Paul, authentique initiateur du Christianisme : « Il n'y a point d'autorité qui ne vienne de Dieu » (*Romains*, XIII, 1). Cela permettait de multiples modulations : « Tout bon chrétien se doit soumettre à l'autorité de l'Église et tout bon sujet à l'autorité royale » (Furetière). Par conséquent, tout crime de lèse-majesté est également un sacrilège. « Les rois sont les ministres de Dieu sur la terre » (Furetière), et bien entendu, en vertu de cette vérité, qui n'est en fait qu'un postulat indémontrable mais si bien ancré dans les consciences qu'il s'agit d'une vérité dogmatique, « les ordres du roi sont des oracles » (Furetière). On en arrive directement à Bossuet, le plus ardent, mais aussi le plus précis de tous les hommes d'Église à tenter de définir et d'imposer la théorie de la monarchie absolue.

Si l'on analyse la pensée de l'Aigle de Meaux, comme on l'appelait, on aboutit à des propositions de ce genre : le prince ne doit rendre compte à personne de ce qu'il ordonne ; quand le prince a jugé, il ne peut y avoir d'autre jugement valable ; Dieu établit les rois comme des ministres, et il règne par eux sur les peuples. Et cela débouche sur cette affirmation sans réserve : la personne des rois est sacrée.



Ce qui n'empêchait pas le même Bossuet de fustiger publiquement la conduite *individuelle* de Louis XIV, bien souvent (pour ne pas dire toujours) coupable d'adultère, et parfois privé du sacrement de pénitence, et donc de communion, par la volonté de ses divers confesseurs. Ne confondons pas l'individu Louis de Bourbon avec la personne qu'est Louis, quatorzième du nom, roi de France par la grâce de Dieu. Mais il n'empêche que Bossuet s'est fait le champion d'une royauté absolue et *laïque*, dans la mesure où celle-ci échappait à toute emprise de l'autorité de l'Église. C'est un peu paradoxal chez un homme d'église, par ailleurs évêque de Meaux. Avec le recul du temps, on peut percevoir tout ce qu'il y a de sophistication dans la pensée de Bossuet, tout ce qu'elle offre de tortueux et de superfétatoire. Il n'en reste pas moins que cette pensée, longuement exprimée dans ses sermons à l'éloquence redoutable et efficace, est une réalité, et que cette réalité a pesé lourd sur l'évolution du système monarchique. Comme le dit François Bluche, « il n'a pas voulu, bien entendu, diviniser le Roi, mais il a presque divinisé la royauté »<sup>[33]</sup>. Et c'est là que la Bastille acquiert toute sa valeur de symbole.

Car c'est en vertu de cet absolutisme que le roi, en tant que dépositaire de la mission royale, peut, en s'élevant au-dessus des lois du royaume, lesquelles sont pourtant contraignantes et limitent son pouvoir réel, être habilité à prendre des décisions en apparence contraires aux coutumes. En quelque sorte, le roi est en droit de *court-circuiter* tout mécanisme politique, judiciaire et même religieux existant en son royaume. L'image stéréotypée de saint Louis rendant la justice sous le chêne de Vincennes est assez éloquente par elle-même, et le fameux « droit de grâce » dont disposent encore de nos jours tous les chefs d'État indique assez clairement l'idée qu'on se fait de celui qui occupe le sommet de la hiérarchie sociale, réellement ou symboliquement. En un mot, le roi est le seul qui puisse rendre la justice, même si, pour des raisons évidentes, il est obligé de déléguer ses pouvoirs à des émissaires ou à des juges. De toute façon, il est celui qui pourra toujours juger en dernier ressort. Cette notion découle directement de la théorie du droit divin : le roi n'est responsable de ses actes que devant Dieu, mais non devant les hommes (fussent-ils eux-mêmes des représentants de Dieu comme les clercs) ; il n'a pas à justifier ses décisions ; il est directement inspiré par Dieu. Cela évite toute discussion. Et ce qu'on oublie trop souvent, c'est que si le roi (ou le chef d'État) détient le droit de grâce, c'est qu'il détient le *droit de justice* tout court, et qu'il peut donc, dans ces conditions, aggraver la peine au lieu de la diminuer. *Cela a été le cas pour Louis XIV qui a condamné Fouquet à la détention perpétuelle alors que le tribunal n'avait voté que le bannissement.*

Pourtant, un roi comme Louis XIV a fort bonne conscience en ce domaine, et il est impossible de douter de sa sincérité. Ce droit de justice, il ne se l'est pas arrogé de sa propre autorité. Il découle de sa fonction, il fait partie de ses attributions, et il n'y a en principe rien d'aberrant ni de tortueux dans la pratique de ce droit, pour peu qu'on veuille bien se référer à l'esprit qui y préside, quitte à pousser des hurlements au nom des droits de l'Homme et de la responsabilité individuelle. On

ne doit jamais oublier la coutume des *placets*, c'est-à-dire des « réclamations » ou « suppliques » que tout sujet pouvait soit donner en mains propres, soit faire parvenir, au souverain. Il n'est pas d'exemple que le roi n'ait pas examiné, ou fait examiner le bien-fondé du contenu d'un « placet ». Louis XIV écrit lui-même dans ses *Mémoires* : « Je donnai à tous mes sujets, sans distinction, la liberté de s'adresser à moi, à toute heure, de vive voix et par placets, manière dont j'avais moi-même accoutumé de rendre la justice à ceux qui me la demandaient immédiatement. » On pourrait alors se souvenir du cinquième acte du *Tartuffe* de Molière. Il s'agit réellement de la stricte application de ce droit de justice qui n'appartient qu'au roi. Les faits sont nets : Tartuffe, avec une habileté hypocrite mais géniale, s'est arrangé pour faire signer à Orgon une donation en bonne et due forme, et s'est fait confier en plus un document compromettant qui fait d'Orgon un criminel d'État. Légalement, Orgon et sa famille n'ont plus qu'à vider les lieux au profit de Tartuffe, et Orgon lui-même doit être conduit en prison (pourquoi pas à la Bastille ?). Le piège tendu par Tartuffe a fonctionné admirablement, en dépit des oppositions à l'intérieur de la famille, à cause de l'aveuglement et de la bêtise d'Orgon, mais le résultat est là : la situation est désespérée. Seulement voilà : comme le dit l'exempt requis par Tartuffe pour exécuter la mission de police, « nous vivons sous un roi qui... ». Suit un éloge quelque peu courtisan de Louis XIV, mais qui a le mérite de définir très exactement le rôle du roi. Celui-ci, au courant de la personnalité de Tartuffe (par des rapports de police dont il se faisait très souvent entretenir !), se trouve devant une situation de droit (contrat valable et crime d'État) qui ne correspond pas avec son sens de la justice. Il n'hésite donc pas : il casse le contrat et pardonne la sédition antérieure d'Orgon. Le roi en a le droit, *parce que le droit, c'est lui*, et qu'en dernière analyse, il peut affirmer : *Dieu est mon droit*.

C'est dans ce contexte qu'il convient d'examiner la trop célèbre « Lettre de Cachet » qui passe pour avoir conduit à la Bastille (et dans d'autres lieux encore moins réjouissants) quantité de victimes réelles ou supposées du despotisme, tout au moins de l'arbitraire. Arbitraire, certainement. Le terme provient d'un mot latin qui signifie « juger » (voir le « Libre Arbitre »), « avoir une opinion ». Il est opportun de rappeler la formule employée dans les « lettres de cachet », qui est toujours du genre : « le roi trouve bon que... », « mon intention est que vous receviez en mon château de la Bastille... ». Il est également bon de savoir que certaines de ces lettres de cachet sont envoyées directement à ceux qu'on veut emprisonner, lorsqu'il s'agit bien sûr de personnages considérables. La formule est alors la suivante : « Monsieur (ou “mon cousin”), mon désir est que vous vous rendiez en mon château de la Bastille... » Et la lettre commence toujours par « de par le roi », sans indiquer aucunement les raisons qui déterminent le roi à vouloir cette incarcération.

« Après avoir été manuscrites, les lettres de cachet deviennent si nombreuses dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle qu'elles sont imprimées et qu'il n'y a plus qu'à les remplir et à les signer, sinon de la main du roi, du moins de son



nom. » <sup>[34]</sup> C'est que la lettre de cachet est devenue un véritable moyen de gouverner. Le roi, détenteur de la souveraineté et du droit de justice, soustrait ainsi un personnage (homme politique, traître, faussaire, criminel, fou dangereux, dévoyé, voleur, hérétique ou supposé tel, écrivain séditieux, libraire, journaliste, etc.) à la justice ordinaire pour y substituer sa propre justice. Parfois le prisonnier ne reste que quelques jours à la Bastille : il s'agit d'un simple avertissement de la part du roi, une simple semonce. Parfois, il s'agit d'une détention préventive avant un procès, et ici, le roi semble n'agir que pour accélérer une procédure qui risquerait d'être plus longue si l'on s'en tenait aux formes habituelles, en particulier pour les gens d'Église qui sont toujours théoriquement passibles des tribunaux ecclésiastiques. Parfois, il s'agit d'un geste politique pour éloigner provisoirement quelqu'un que le roi juge encombrant, lequel sera d'ailleurs traité avec tous les égards dus à son rang. Et dans certains cas, il s'agit d'affaires qu'il est impossible d'ébruiter sans risquer le scandale. C'est dans cette catégorie que l'on doit ranger le célèbre « Masque de Fer ». Et cela explique pourquoi, notamment à la Bastille, on prend beaucoup de soin à isoler les prisonniers et à éviter qu'ils ne puissent communiquer non seulement avec les gens de l'extérieur, mais encore avec les autres prisonniers.

Il est évident que les très nombreuses lettres de cachet, ainsi appelées parce qu'elles étaient ornées du sceau royal, n'ont pas conduit ceux qu'elles visaient seulement à la Bastille. Elles fournissaient également les autres prisons d'État, le château de Vincennes en particulier. La Bastille n'aurait certes pas suffi à loger tout le monde. De plus, la Bastille semble avoir été réservée aux affaires les plus dignes de l'attention du roi. On sait que certaines lettres de cachet ont été signées par des ministres, au nom du roi, et que celui-ci n'était pas toujours au courant de l'arrestation, celle-ci pouvant être décidée par le ministre ou le lieutenant de police pour des raisons impératives d'ordre public, et ratifiée par la suite par le roi. Mais en ce qui concerne la Bastille, il semble que chaque fois qu'il y a eu incarcération, et donc lettre de cachet, ce le fut par la volonté expresse du roi, celui-ci prenant sa décision personnellement et en toute connaissance de cause, cette cause n'étant évidemment pas dévoilée. C'est dire que ceux qui ont eu le malheur de séjourner à la Bastille étaient soit des personnages de haut rang social, soit des individus mêlés de près ou de loin à une affaire sérieuse, sinon une affaire d'État.

C'est bien *d'arbitraire* qu'il s'agit. Mais au sens étymologique d'arbitraire. Dans la logique du système de la monarchie absolue, la pratique de la lettre de cachet et de l'embaстиllement est une pratique *légitime* bien qu'elle soit *illégal*e vis-à-vis des lois et des coutumes du royaume. Cela, il faut bien le répéter, car on a tendance, depuis la Révolution et le Romantisme, à trop noircir le tableau et à trop considérer les « embastillés » comme de pauvres innocents victimes de la tyrannie royale. Le fait qu'à la prise de la Bastille, on ne trouva dans la forteresse que sept prisonniers, dont quatre malfaiteurs qui furent incarcérés dans une autre prison (les autres étant un vague comploteur, un comte incestueux et un fou), ne plaide

pas en faveur du « monument d'iniquité ». Il est vrai que le système, sous le règne de Louis XVI, était en train de périr, et qu'on avait la ferme intention de supprimer cette encombrante forteresse. D'ailleurs, il ne s'agit pas d'excuser cet arbitraire royal que représente la Bastille, mais de le comprendre. Et pour le comprendre, il est nécessaire de le replacer dans le contexte de l'époque et surtout dans la conception politique qui dominait, c'est-à-dire cette monarchie absolue de droit divin.

La lettre de cachet et la Bastille ont donc constitué la charpente d'un système répressif à l'usage exclusif du roi. Comme le dit Saint-Simon (qui, rappelons-le, n'aime pas du tout le « Roi-Soleil »), « avant Louis XIV, les lettres de cachet étaient peu connues. Elles furent commodes aux ministres et aux directeurs de conscience ; ce fut à la fin une inondation ». Or il faut bien endiguer une inondation et la réguler, et c'est pourquoi le système engendra une administration spécifique, avec ses différents rouages, mais dont le sommet se trouvait toujours, et par nature, à l'étage du roi, seul maître du jeu.

Depuis sa création, la Bastille dépendait directement du roi. On s'en aperçoit encore au XVI<sup>e</sup> siècle, puisque Catherine de Médicis y a la haute main. Henri IV, en la confiant à la garde de Sully, témoigne de l'intérêt qu'il lui porte. Mais, sous Louis XIII, il semble que ce soit Richelieu lui-même qui ait « géré » la forteresse devenue prison d'État. Par contre, Mazarin, qui tout en étant partisan d'une monarchie absolue n'était ni un violent, ni un homme de répression (pourtant, que de calomnies a-t-on répandues sur ce génie politique capable d'enrichir l'État en s'enrichissant lui-même sans vergogne !), paraît s'être désintéressé de la prison royale pour ne considérer que le coffre-fort qu'elle constituait. C'est vraiment Louis XIV, à partir de son règne personnel, qui a compris le rôle essentiel qu'elle devait jouer dans sa politique. Mais il fallait que cette « institution » fût gérée, et de façon efficace. S'il s'était agi d'incarcérations occasionnelles, le roi y aurait suffi. Mais dès que cela devenait un « système », il était impossible qu'il pût seul en assumer le fonctionnement. C'est pourquoi, même si, sur le terrain, la Bastille demeurait sous la responsabilité du gouverneur, résidant sur place et veillant à la sécurité (dans tous les sens du terme) de l'intérieur, la « gestion » en fut très vite confiée au secrétaire d'État à la Guerre Le Tellier, le père, avant d'échoir au fils, c'est-à-dire à Louvois. Mais les Le Tellier avaient d'autres préoccupations, d'autant plus que le roi avait décidé de purger Paris de ce qui l'encombrait en fait de malfrats de toute espèce, de prostituées de bas étage et de mendiants professionnels qui faisaient de certains quartiers de véritables « Cours des Miracles ». C'est ainsi qu'en mars 1667, fut créée la charge de « lieutenant général de police de Paris » (titre n'apparaissant qu'en 1674) qui fut confiée à Gabriel Nicolas de La Reynie, maître des requêtes, fonctionnaire intègre et vigilant, d'une intelligence sûre et d'une grande habileté manœuvrière. Il restera trente ans à ce poste de confiance.

La Reynie aura des pouvoirs considérables, sous la responsabilité de Louvois, mais en fait dépendant directement du roi. Ce sera en fait une sorte de préfet de

police, non seulement chargé de l'ordre public, mais également de la lutte contre les incendies et les inondations, de l'assistance publique, de la surveillance des métiers, de la censure sur la presse et la librairie. La fonction créant l'organe, le lieutenant général de police aura à sa disposition non seulement des secrétaires pour centraliser les informations, non seulement des « policiers en tenue », comme on dirait maintenant, mais une nuée d'inspecteurs en civil quadrillant la ville, intervenant quand besoin se fait sentir et recueillant le plus de renseignements possible sur ce qui se passe et ce qui se dit. Il n'y a pas loin entre cette police en civil et une « police secrète ». Et les rapports aboutissent tous chez le roi, lequel tient à être informé de tous les détails, même les plus croustillants. Il est prouvé que Louis XIV se faisait tenir au courant des liaisons plus ou moins secrètes de ses fonctionnaires, des notables et des grands de ce monde. Ainsi avait-il barre sur certains et pouvait-il le cas échéant, comme cela se passe parfois dans nos régimes démocratiques, grâce à ce qu'on nomme pudiquement les « Renseignements généraux », écarter de la vie publique ou de certains postes des personnages qui avaient quelque chose à se reprocher – ou du moins à qui le roi reprochait quelque chose.

Louis XIV n'a pas oublié les attentats de Jacques Clément et de Ravailiac qui ont coûté la vie à Henri III, puis à Henri IV. Il n'a pas oublié la Fronde, les menaces dont sa jeunesse a été la victime, l'hostilité des parlementaires, les complots des Grands. Persuadé de son bon droit, convaincu que « Dieu est son droit », il ne peut rien laisser au hasard : il doit savoir tout ce qui se trame, car ce n'est pas seulement lui, en tant qu'être humain, qui est en jeu, mais la royauté elle-même qu'il a, à juste titre d'ailleurs, le sentiment d'incarner. Donc les comploteurs, de quelque bord qu'ils proviennent, seront envoyés à la Bastille, « de par le roi », y compris les fous et les illuminés qui sont, en ce temps comme en d'autres, fort nombreux. C'est le cas d'une certaine demoiselle d'Anglebermes, fille d'un apothicaire d'Orléans. En 1671, elle eut la curieuse idée – probablement pour se faire valoir – de confier à l'archevêque de Paris qu'elle préparait un attentat contre le roi. On l'envoie à la Bastille, où elle s'agite beaucoup, comme une demi-folle qu'elle est. On l'envoie dans un couvent. Elle y fait scandale. On la remet à la Bastille. Puis on l'envoie au château d'Angoulême où elle reste trente-cinq ans. C'est beaucoup pour une lubie. Mais ce n'est point trop pour que la sécurité du roi soit garantie. Et figurent de multiples exemples de cette sorte dans les archives de la Bastille.

La Reynie envoie également beaucoup d'espions, ou supposés tels, à la Bastille. C'est une façon commode de les mettre en sûreté, de façon à pouvoir les échanger, le cas échéant, contre des espions français. C'est la règle du jeu. Mais on y enferme également tout étranger aux allures suspectes, dont l'attitude ne justifie pas un procès : le temps de l'internement permet de vérifier avec exactitude quelle est la véritable identité d'un individu, et de s'assurer qu'il n'envisage pas de noirs desseins. C'est peut-être tout à fait contraire aux « Droits de l'Homme », mais c'est assurément efficace.

Bien entendu, la Bastille sert de lieu de détention provisoire à tous ceux qui ont offensé le roi ou les membres de la famille royale, soit par leur attitude, soit par suite d'un duel interdit, soit par la publication d'un libelle injurieux, soit par suite d'une provocation ou d'un mouvement d'humeur. Ces gens-là, plus nombreux qu'on le pense – mais qui ne restent pas longtemps à l'ombre – sont rejoints par les auteurs d'ouvrages licencieux et leurs libraires et imprimeurs. On ne badine pas avec la morale. C'est dans cet état d'esprit que le roi, sur demande des familles, envoie à la Bastille des maris scandaleux, des femmes dissolues et des fils dévoyés. Cela arrive même au duc de Richelieu, petit-neveu du cardinal, grand personnage s'il en fut, et néanmoins inénarrable coureur de jupons. Et l'on ne manque pas d'y emprisonner également des « sodomites », généralement des ecclésiastiques, et des lesbiennes, surtout quand celles-ci sont un peu trop voyantes et causent du scandale. C'est dire qu'on trouve de tout à la Bastille, un monde hétéroclite de « coupables » de délits les plus divers, sans parler des authentiques protagonistes de l'Affaire des Poisons, dont s'occupa tout particulièrement et dans le plus grand secret La Reynie, et des relégués pour motif religieux, Protestants, Jansénistes, Quiétistes et hérétiques de toutes catégories.

La Reynie a mis au point un réseau extraordinaire de policiers et d'informateurs. Il participe également, en compagnie de Louvois, aux travaux de ce qu'on appelle le « Cabinet noir ». Là encore, les Droits de l'Homme sont plutôt bafoués, car il s'agit tout simplement de prendre connaissance du contenu des lettres reçues par certains personnages dont on se méfie. On ouvre discrètement les missives, surtout celles qui proviennent de l'étranger, et, selon ce qu'on y apprend, on agit en conséquence, laissant la plupart du temps se faire les choses de façon à prendre au piège ceux qui ont trop confiance dans le secret de la correspondance privée. Il est vrai que, dans ce domaine également, les modernes démocraties qui pratiquent les « écoutes téléphoniques » n'ont pas de leçon à donner aux manipulateurs du Cabinet noir, sous un roi qui n'a jamais caché que son devoir était de surveiller jusqu'à la conscience de ses sujets.

L'action de La Reynie a été terriblement efficace sur le plan de l'assainissement de Paris. S'il a contribué à « peupler » la Bastille, il a vidé certains lieux de la capitale de la faune indésirable qui l'encombraient, car « l'immense cité traînait depuis la Fronde une insécurité et une saleté indignes de sa réputation. L'hôpital général n'avait pas absorbé en un jour tous les vagabonds et les mendiants. Des quartiers entiers restaient sans protection efficace... L'administration de Paris était un monstre à plusieurs têtes. Le prévôt des marchands (prédécesseur du maire d'aujourd'hui) régnait sur les berges et les quais de la Seine, les ports, remparts et boulevards. Le reste de la police était partagé entre le Parlement et le Châtelet »<sup>[35]</sup>. La Reynie s'était certes heurté aux prérogatives du lieutenant civil, mais il avait réussi à s'imposer comme le véritable chef de la sécurité parisienne. Il augmenta la capacité d'accueil des asiles pour mendiants et estropiés divers ; il exila de nombreux suspects, fit démolir des îlots insalubres, et, ce qui était important, garnir de nombreuses rues de lanternes afin de supprimer les

occasions d'agressions. Et il rendait compte directement au roi de son action, n'hésitant pas, lorsqu'il le jugeait utile, à réclamer du souverain une de ces fameuses lettres de cachet contre un importun. La Reynie, aux dires de Saint-Simon, était « une espèce de ministre secret et confident, une sorte d'inquisiteur ». Et Saint-Simon ajoute : « Il peut servir et nuire infiniment aux gens les plus considérables et en mille manières. » On le vit bien au moment de l'Affaire des Poisons, dans laquelle, à force de remuer la boue, on découvrait de plus en plus de personnages haut placés.

Son successeur, en 1697, fut Marc René de Voyer de Paulmy, marquis d'Argenson, le père du futur ministre de Louis XV. Si l'on examine les faits, c'est d'Argenson qui fut incontestablement le plus grand pourvoyeur de la Bastille. Il va, pendant vingt ans, poursuivre l'œuvre de La Reynie en assainissant Paris et en luttant contre toutes les formes de subversions, notamment dans le domaine des mœurs. Il ne faut pas oublier que la fin du règne de Louis XIV se caractérise par une profonde réaction puritaine, du moins en apparence, due, semble-t-il, à l'influence de la prude madame de Maintenon sur le roi. Mais le rôle de d'Argenson va encore plus loin, car c'est lui qui officialise définitivement, par un usage de plus en plus fréquent des lettres de cachet, la pratique de la justice du roi, celle-ci échappant complètement aux contrôles et aux garanties de la justice coutumière.

Ce n'est d'ailleurs pas une fantaisie de sa part. D'Argenson est un pragmatique qui prend conscience de l'énorme difficulté à concilier le droit coutumier et la volonté royale d'un pouvoir absolu sur les comportements des sujets. Dans une lettre écrite par lui en 1701, il se plaint de l'incapacité de la justice : « La justice ordinaire autorise souvent les plus grands crimes par une jurisprudence relâchée. » La solution lui apparaît alors clairement, c'est le recours direct au roi : « C'est ce qui m'oblige dans ces occasions de recourir à l'autorité immédiate du roi qui, seule, fait trembler nos scélérats et sur qui les détours ingénieux ni le savoir-faire de la chicane ne peuvent rien. » Il semble qu'il ait quelques scrupules à agir de la sorte : il avoue y être contraint et forcé. D'ailleurs, dans une autre lettre, il fait un aveu d'importance : « Je ne puis donc que recourir à l'autorité du roi, *la ressource ordinaire de ma faiblesse*. » La monarchie absolue de droit divin a donc des avantages, même si cela froisse une certaine idée de ce que sont les droits et les privilèges, tout au moins les garanties auxquelles peut prétendre tout individu dans une société qui se prétend chrétienne. Mais là encore, et plus que jamais, « Dieu est mon droit ».

Saint-Simon a laissé un portrait assez saisissant du lieutenant général de police d'Argenson. Il le décrit comme « un homme d'infiniment d'esprit et d'un esprit souple... Il faisait depuis longtemps la police et avec elle l'inquisition, d'une manière transcendante... Avec une figure effrayante, qui retraçait celle des trois juges des enfers, il s'égayait de tout avec une supériorité d'esprit et avait mis un tel ordre dans cette innombrable multitude de Paris qu'il n'y avait nul habitant dont jour par jour il ne sût la conduite et les habitudes, avec un discernement exquis

pour appesantir ou alléger sa main à chaque affaire ». C'est un fait établi que les régimes autoritaires sont obligés de s'appuyer sur une police efficace, non seulement celle qu'on aperçoit au coin des rues, mais celle qui travaille dans l'ombre. Et d'Argenson développa particulièrement les « mouches », ces indicateurs et provocateurs qu'on infiltrait un peu partout afin d'avoir des renseignements précis. Bref, grâce à d'Argenson, le roi savait tout ce qui se passait, et pouvait ainsi agir en conséquence.

Les successeurs furent loin d'être à la hauteur de La Reynie et de d'Argenson. Mais la machine existait, et elle fonctionnait à la perfection. Si les petits délits remplissaient les prisons ordinaires, les grandes affaires, ou celles qui touchaient le souverain, fournissaient les prisons d'État, avec toujours autant de lettres de cachet, la Bastille n'étant que la plus discrète et finalement la plus « mondaine » de ces prisons. Mais il faut attendre la nomination de Berryer, en 1747, au poste de lieutenant général, pour que la fonction retrouve l'éclat qu'elle avait sous Louis XIV. Et c'est surtout le personnage de Sartine, nommé en 1759, qui illustre le mieux cette institution redoutable.

Sartine est un homme de bonne apparence, aimable, raffiné, mais d'un cynisme hors de toute mesure. Ce cynisme fondamental lui vient probablement d'une authentique connaissance de la psychologie humaine. En réalité, ce sceptique au service d'une monarchie qui n'a plus d'absolue que le titre, sait fort bien qu'on prolongera le régime grâce à des méthodes particulières. L'intimidation sera une de ses armes favorites. Mais pour intimider, il faut avoir les moyens, les arguments. D'où le développement prodigieux de ce qu'on appelle les « services secrets », la multiplication des réseaux d'indicateurs, l'utilisation systématique de la provocation qui permet de prendre les suspects au piège, et surtout le contrôle de l'édition et de la vente des livres.

Car, en ce milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'édition est en plein essor. Et l'on ne publie pas seulement des ouvrages conformes à la politique du souverain. C'est le temps des Philosophes. Le scepticisme et l'incrédulité se développent. Les mœurs se dégradent, particulièrement dans la classe aristocratique où l'on aime savourer des romans licencieux pour ne pas dire pornographiques. On ne se gêne pas pour traîner dans la boue les maîtresses du roi, en particulier la Pompadour, pourtant fort bien disposée à la tolérance et à la liberté des mœurs et de l'esprit : n'est-elle pas l'inspiratrice des orgies du Parc-au-Cerfs, pour conserver son ascendant sur un Louis XV qui s'ennuie perpétuellement ? La publication de *l'Encyclopédie*, les traités des Philosophes qui battent en brèche l'absolutisme, les pamphlets où se manifeste un athéisme virulent, les ouvrages pornographiques, tout cela met en danger le système. Sartine le sait. Et comme il est un des profiteurs du système, il fait tout pour le conserver. Sartine fera ainsi de la police parisienne la meilleure du monde, ce qui veut bien dire ce que cela signifie. Et il ne se privera pas de faire occuper les chambres de la Bastille. Pour les affaires de « librairie », il n'hésitera même pas à faire appel à Diderot, l'athée, pour lui demander un mémoire sur le problème de l'édition, de la censure et de la soi-disant liberté de l'écrivain. Ce sera

la *Lettre historique et politique adressée à un magistrat sur le commerce de la librairie*.

On y trouve des choses curieuses. Mais il ne faut s'étonner de rien à propos de l'athée Diderot, emprisonné à Vincennes pour athéisme, et qui vécut néanmoins quelques années de sa vie grâce aux pieux sermons qu'il rédigeait pour d'honorables ecclésiastiques en mal d'inspiration. Diderot, collaborateur du plus redoutable « flic » du XVIII<sup>e</sup> siècle ? On n'y penserait pas. Et pourtant, il s'agit d'un fait historique. Et, dans ce texte, à vrai dire peu glorieux, il se montre parfaitement d'accord avec un pouvoir qu'il prétend non seulement exécrer mais nier (qu'on pense au fameux article de l'*Encyclopédie* sur l'*Autorité* !). Il affirme en effet qu'il y a des « mauvais livres », des ouvrages « infâmes ». Il est vrai que les littérateurs sont toujours prêts à censurer les livres de leurs chers confrères. Cependant, pour tenter de remédier à cet état de choses, Diderot préconise un certain laxisme, et il fait justement remarquer que la prohibition d'un ouvrage ne l'empêche jamais de circuler et aboutit à lui faire de la publicité : « Combien la condamnation n'en a-t-elle pas fait connaître que leur médiocrité condamnait à l'oubli ? »

En vérité, qui se souviendrait de l'abbé Morellet, modeste collaborateur de l'*Encyclopédie*, que le baron de Frénilly décrit ainsi : « Bénéficiaire, prêtre sans croire en Dieu, et pensionné par l'Église pour la détruire, garçon philosophe quand Voltaire l'appelait l'abbé Mords-les... tenant réputation dans le monde et siégeant à l'Académie sur le crédit d'ouvrages qu'il avait commencés et qu'il ne finit jamais », si ce personnage n'avait pas été embastillé par ordre de Sartine ? Convaincu d'être l'auteur d'un texte injurieux, à propos d'une querelle oiseuse entre Philosophes, l'abbé Morellet est arrêté, sur ordre de Sartine, le 11 juin 1760, et conduit à la Bastille. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il s'y trouve le mieux du monde. Il réclame des livres, de l'encre et du papier. On les lui envoie. Trouvant là un temps libre que son existence plutôt mouvementée ne lui laissait pas, il se lance dans diverses études, traduit du latin et rédige quelques essais philosophiques. Il compte rester à la Bastille pendant six mois et se promet d'en profiter largement. Hélas ! il est libéré au bout de deux mois après avoir signé une promesse « de ne jamais écrire sur aucune matière qui puisse déplaire au gouvernement ». Une fois sorti de prison, sa réputation ne fait que s'accroître et embellir, de quoi donner raison à ce que disait Diderot. C'est d'ailleurs l'abbé Morellet lui-même qui l'avoue : « Je voyais quelque gloire littéraire éclairer les murs de ma prison : persécuté, j'allais être plus connu. Les gens de lettres que j'avais vengés, et la philosophie dont j'étais le martyr, commenceraient ma réputation. Les gens du monde qui aiment la satire allaient m'accueillir mieux que jamais. La carrière s'ouvrait devant moi. » En somme, l'abbé Morellet affichait autant de cynisme que le lieutenant général Sartine. Et cela prouve que la Bastille, contrairement à la légende, n'était pas toujours un endroit sinistre ni une citadelle de l'obscurantisme.

Quoi qu'il en soit, Sartine est de la même trempe que La Reynie et d'Argenson.



Sébastien Mercier, dans ses *Tableaux de Paris*, le décrit comme « un lieutenant de police devenu un ministre important, quoiqu'il n'en porte pas le nom. Il a une influence secrète et prodigieuse ; il fait tant de choses qu'il peut faire beaucoup de mal ou beaucoup de bien, parce qu'il a en main une multitude de fils qu'il peut embrouiller ou débrouiller à son gré. Il frappe ou il sauve ; il répand les ténèbres ou la lumière ; son autorité est aussi délicate qu'étendue. »

Il est évident que Sartine a contribué, à son corps défendant, à accréditer la réputation de la Bastille en tant que forteresse du despotisme. À une époque où ce despotisme commençait à être sérieusement et ouvertement mis en cause par les esprits éclairés, aussi bien les aristocrates que les grands bourgeois cultivés, au moment où le roi, dans l'opinion courante, n'était plus qu'un monarque vieillissant, affublé de maîtresses trop voyantes et trop gourmandes, affligé de vices inavouables qui alimentaient les conversations, l'action de Sartine était jugée comme « diabolique » et la Bastille devenait fatalement un « enfer ». Tant que la grandeur de Louis XIV éclipsait ses faiblesses, parce qu'il bénéficiait encore de l'*aura* du monarque de droit divin, personne ne trouvait à redire aux décisions arbitraires qui étaient prises au « Conseil d'En Haut », ni même aux indiscretions commises dans le « Cabinet noir ». Mais la vie de Louis XV n'était guère édifiante, et surtout, elle ne se rachetait pas par des actions d'éclat, ni par une certaine idée de la grandeur de la France. Les « Philosophes » enfin avaient fait leur œuvre, et la société, gangrenée depuis bien longtemps, n'hésitait plus à montrer au grand jour les lèpres qu'elle cachait soigneusement jusqu'alors.

Car cette société – la « bonne » société, bien entendu – était pourrie à un point jamais atteint. Le combat de Sartine, quelles qu'en soient les motivations, était nécessairement un combat d'arrière-garde, et perdu d'avance. Car la « Morale », qui, en principe, est la « science des mœurs », a beaucoup évolué depuis le puritanisme de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. « La Morale est la science des rapports qui subsistent entre les hommes et les devoirs qui découlent de ces rapports. Ou, si l'on veut, la Morale est la connaissance de ce que doivent nécessairement faire ou éviter des êtres intelligents et raisonnables qui veulent se conserver et vivre heureux en société. » Ces paroles sont du baron d'Holbach, l'un des Encyclopédistes, matérialiste athée, mais néanmoins maître à penser de ce siècle des Lumières. Il y a loin de cette *sagesse humaniste* aux Commandements de Dieu et aux Commandements de l'Église, sur lesquels était fondée la monarchie absolue de droit divin de Louis XIV, et que prétendait continuer à incarner Louis XV, si tant est qu'il eût la moindre velléité de penser à quelque chose d'autre qu'à la bagatelle.

Ne soyons pas naïfs. « Les “petits théâtres” de Paris font recette avec des spectacles “légers” dont certains atteignent même une franche pornographie : c'est, par exemple, l'*Art de foutre ou Paris foutant*, ballet en un acte et en vers de Baculard (*sic*) d'Arnauld, sur la musique de l'*Europe galante*. C'est l'*Annette et Lubin*, de Marmontel<sup>[36]</sup>, une pièce où l'on montre deux enfants qui en font un



troisième sans savoir ce qu'ils font. Ce sont les "œuvres" de Charles Collé, dont les titres sont pour le moins assez éloquents : *l'Eunuque ou la fidèle Infidélité*, *les Deux Biscuits*, *la Médecine de Cythère*, *Sirop au cul ou l'heureuse délivrance*, *Léandre étalon*, *la Vérité dans le Vin*, etc. On donne aussi un *Dialogue érotique* en seize couplets sur l'air de Myrza, avec une pantomime voluptueuse... Il y a aussi *la Foutromanie*, poème lubrique... »<sup>[37]</sup> L'audace de ces spectacles, qui n'ont cependant rien de vulgaire, n'est plus à démontrer. Le lieutenant général Sartine a fort à faire s'il veut tout censurer et tout réglementer.

Il ne faut pas oublier que nous sommes à l'époque des « Fêtes galantes », et que Fragonard et Watteau ne font que transposer dans l'élégance, la bienséance et le « bon goût » les pires fantasmes d'une société qu'on peut qualifier de décadente mais qui a au moins le mérite de lever le masque de l'hypocrisie. Que dire alors de la littérature, tout au moins de celle qui ose dire son nom ? Voici Diderot qui écrit *les Bijoux indiscrets*, véritable éloge de l'infibulation, Mirabeau, menacé plusieurs fois de la Bastille, auteur de cet étonnant panégyrique du faux inceste dans *le Rideau levé*, Restif de la Bretonne, érotomane invétéré et atteint de logorrhée permanente, avec son *Paysan pervers*, Choderlos de Laclos avec *les Liaisons dangereuses*, l'ex-bénédictin et néanmoins abbé Prévost, avec son *Manon Lescaut* qui fait tant pleurer les bonnes âmes, par opéra interposé, mais qui n'en est pas moins un redoutable pamphlet contre la dégradation du sens de l'amour. Pour ne citer que les classiques, ceux dont on parle, très brièvement, dans les manuels de littérature à usage scolaire. Mais les autres ! Le XVIII<sup>e</sup> siècle a été particulièrement riche en œuvres romanesques qui pourraient être facilement classées X, avec taxes à l'appui. On peut en citer quelques-unes : *Vénus dans le cloître ou la Religieuse sans chemise*, de Jean Barrin, suivie de *les Délices du cloître ou la Nonne éclairée*, *Félicia ou mes fredaines* et *Monrose ou le libertin par fatalité* d'André Robert Andréa de Nerciat<sup>[38]</sup>.

Cela nous amène aux deux best-sellers du siècle, *l'Histoire de Dom B..., portier des Chartreux*, et le non moins célèbre *Thérèse philosophe*. La police mit beaucoup de temps à découvrir l'auteur présumé du premier de ces romans, un certain Billard. Mais il ne reste qu'un mois à la Bastille, et on doit le libérer parce qu'on n'a pas réussi à trouver de preuves définitives contre lui. D'ailleurs, *le Portier* aura une suite non moins appréciée de la bonne société, *Mémoires de Suzon, sœur de Dom B..., portier des Chartreux*, puis un plagiat assez habile, *Dom B... aux États généraux*. Le thème fait fureur, et les auteurs sont insaisissables, même si les imprimeurs et les libraires finissent tôt ou tard par faire un séjour, en général assez court, à la Bastille. L'essentiel, pour les services de Sartine, c'est de saisir les stocks de livres licencieux. Ils y parviennent parfois, mais cela donne de curieux résultats. Ainsi, en 1770, le produit de la saisie des livres incriminés est si volumineux qu'il faut faire d'importants travaux dans le local de la Bastille où ils sont entreposés. Car, autrefois, on brûlait les livres séditieux sur un bûcher. Maintenant, on les enferme à la Bastille. Signe des temps ! On met précieusement de côté des exemplaires de ces publications – qui enrichiront ensuite les « enfers »

de certaines bibliothèques, en particulier celui de la Bibliothèque Nationale de Paris – et on détruit systématiquement le reste, soit en utilisant le pilon, soit en les faisant brûler, mais de façon moins spectaculaire qu’au temps des autodafés. Mais c’est là où la machine fonctionne mal. « Périodiquement, une dizaine de sous-officiers s’emploie dans l’enceinte même de la Bastille à lacérer en présence d’un inspecteur des centaines de livres vendus ensuite à des cartonniers. Bien entendu, et à commencer par les inspecteurs mal payés, la tentation est grande de garder quelque chose par-devers soi, ne serait-ce qu’en détachant les estampes des ouvrages pornographiques. Et comment résister quand il s’agit de déchirer des tirages entiers d’estampes ? » <sup>[39]</sup> Le fait est que le marché clandestin se trouve inondé d’ouvrages échappés à la destruction et d’estampes fort suggestives et néanmoins d’une grande qualité esthétique.

Car il y a beaucoup d’amateurs pour ce genre de choses, et ils sont prêts à payer parfois des sommes importantes pour enrichir leurs collections privées, celles qu’on ne montre qu’aux amis intimes, ou encore aux femmes du monde qu’on invite à admirer des œuvres d’art rarissimes. De toute façon, on sait que les ministres de Louis XV sont de fervents amateurs de « curiosités » et que madame de Pompadour, qui tient à être au courant des modes qui font fureur, se fait fournir au moins un exemplaire des publications dites obscènes. C’est dire que l’exemple vient d’en haut. Et comme il est de bon ton de se conformer à ce que pensent et font les grands de ce monde...

On n’en finirait pas de citer les témoignages concernant les dépravations de la bonne société que Sartine avait pour mission de protéger, notamment par des récits dus à des inspecteurs de police eux-mêmes, les premiers à pouvoir évidemment parler de ces choses, en particulier les *Mémoires* de Louis Marais. Par celui-ci, on apprend que le roi Louis XV se faisait minutieusement tenir au courant de toutes les aventures galantes et scandaleuses (le mot est trop faible) qui survenaient dans la bonne société et que cela alimentait d’ailleurs sa vigueur quelque peu défaillante. En voici un exemple : « Il aimait à savoir que l’évêque de Rennes avait eu toutes sortes de bénéfices par le canal de Madame de Marsan ; que M. de Bernage, prévôt des marchands, s’épuisait avec la baronne Blanche qui avait elle-même épuisé tout le corps diplomatique ; que l’abbé de Saint-Germain, grand mangeur de moutarde (*sic*), vivait avec la sœur du doyen du Grand Conseil ; que la duchesse de La Vallière et la duchesse de Luxembourg ne se quittaient jamais ; que la princesse d’Enrichemont menaçait ses femmes de chambre de les faire foutre par ses laquais... » Il se faisait expliquer les « spécialités » de certaines « maisons », et en profitait d’ailleurs pour taxer ces établissements selon la qualité de leurs « prestations » et l’indice de fréquentation qu’on y constatait. Et ces rapports, c’était Sartine qui les faisait, ce Sartine qui « ne voulait tout voir que parce qu’il voulait savoir, et ne défendait tout que pour pouvoir tout permettre ». Avec l’aval du roi, d’ailleurs. Car la police entretenait, on s’en doute, dans ces lieux de débauches, des informatrices qui avaient tout intérêt à raconter qui elles avaient vu et ce qui s’était réellement passé. Ces renseignements pouvaient

toujours servir.

Grâce à ces différents rapports de police, à ces *Mémoires* de policiers en retraite, on apprend certains faits qui donnent le ton de ce qu'était la société aristocratique et bourgeoise à la veille de la prise de la Bastille par une populace qui n'y comprenait évidemment rien. On sait tout sur les orgies auxquelles participent, faubourg Saint-Antoine, le duc d'Orléans, futur Philippe-Égalité, et le comte d'Artois, futur Charles X. On apprend qu'une certaine madame Pramenoux, épouse d'un riche manufacturier, pour se venger d'avoir été cocufiée, s'était mise toute nue dans l'atelier d'une des manufactures de son mari, et qu'elle avait invité les ouvriers à « passer sur elle » les uns après les autres, sur un établi. Il paraît que les ouvriers ne rechignèrent pas au travail, car madame Pramenoux était fort belle et appétissante, et sa position sociale ajoutait beaucoup de piment à l'affaire. On apprend encore l'existence de « repas adamiques », c'est-à-dire de banquets réservés aux messieurs, et qui sont présidés par le maréchal-duc de Richelieu, un rescapé de la Bastille, ainsi que de « bordels de nègres » à l'usage des femmes du monde (toujours cette réputation des noirs !), de cercles privés où l'on reçoit des Incubes et des Succubes de toutes confessions religieuses, de cénacles pratiquant la flagellation et même les « saignées sexuelles », ce qui ne manque pas d'être inquiétant, et qui préfigure étrangement le divin marquis de Sade. On prétend même, mais cela n'a jamais été vérifié sérieusement, que, dans certains de ces cercles secrets, on peut commettre un meurtre soi-disant rituel moyennant le versement d'une somme minimale de cent écus.

Il y a des anecdotes plus réjouissantes. C'est d'abord « la bizarre fantaisie du célèbre et puissant financier Peixotte, qui se fait mettre des plumes de paon dans l'anus, et tourne tout nu, à quatre pattes et en gloussant, autour de la “créole” Dervieux, ancienne vedette de l'Opéra devenue aphone et recyclée comme hétéraire à “spécialités”, rue Chantereine, par les bons offices de son “protecteur”, le préfet de police.. ». Ou encore, « l'incroyable aventure de *Mame* de Saint-Sulpice, qui en dit long sur la qualité des “jeux de prince”... Invitée à souper chez *Mame* de Prie avec le comte de Charolais (frère du roi) et Monsieur le duc, on l'enivre, puis on la déshabille. Le comte lui introduit un pétard dans le vagin en disant : “Il faut que le petit bichon mange aussi.” Il met le feu, le pétard explose, elle est horriblement brûlée. On l'enveloppe dans un drap, et on la renvoie chez elle dans un fiacre »<sup>[40]</sup>. C'est assez ahurissant. Mais tout n'est quand même pas d'une tonalité aussi phallocratique : les femmes ont leur part dans ce genre de divertissement, et qui ne tourne pas toujours à leur désavantage. Ainsi en est-il d'une certaine Sapho, au surnom évidemment bien choisi, qui était pensionnaire du plus célèbre bordel de Paris, tenu par madame Gourdan (et où officia la future madame du Barry). On l'exposa dans une maison de Villiers-le-Bel, en prétendant qu'elle possédait « le plus beau clitoris de France ». Ainsi fut-elle attribuée aux enchères, pour cent louis d'or, à madame Furiel, une des plus célèbres tribades de l'époque. S'il avait fallu mettre tout ce monde-là à la Bastille...

Pendant ce temps, à Versailles, dans une grande propriété située dans l'actuelle

rue de Satory, avaient eu lieu les fameuses séances du Parc-aux-Cerfs, que nous connaissons par les mêmes *Mémoires* de l'inspecteur Louis Marais. La « maison » était dirigée par une surintendante, appelée « Madame », comme dans toutes les traditions bordelières, et qui régnait sur des « sous-madames » et une troupe de demoiselles, généralement fort jeunes, et en dessous de l'âge légal pour ce genre d'activité. Le tout était supervisé par Lebel, le fidèle valet de chambre et pourvoyeur de Louis XV. Et le fonctionnement de cette « maison » un peu spéciale, et uniquement réservée au souverain, coûta, dans l'espace de seize ans, et selon les estimations, à peu près un milliard de livres, évidemment « empruntées » au Trésor public. L'exemple venait bel et bien d'en haut.

Et Sartine qui continuait imperturbablement à mettre des gens à l'ombre de la Bastille ! Cela n'empêche aucunement le roi de faire tirer le canon de la Bastille pour célébrer des événements remarquables. Ainsi, en 1756, quand Louis XV vient tenir son « lit de justice » à Paris, il pénètre dans la capitale par la porte Saint-Antoine, avec un immense cortège et au milieu d'un grand brouhaha populaire savamment endigué par la maréchaussée, tandis que tonne ce fameux canon de la forteresse. L'inconvénient, quand on fait ainsi tirer le canon, c'est qu'il ébranle la vieille bâtisse et casse les carreaux. Mais que ne ferait-on pas pour affirmer bien haut la gloire du roi ?

Le successeur de Sartine, en 1774, sera Le Noir, ancien intendant de la généralité de Limoges, et, en dépit d'une courte disgrâce, il restera en poste jusqu'en 1785. Le Noir est tout le contraire de Sartine. C'est, en effet, un tendre, un « humaniste » qui voudrait être aimé de ses administrés, et qui avoue même, dans un mémoire de 1787 : « Ma magistrature m'a coûté des veilles, des soins et des sacrifices ; mais j'ai pu compter au nombre de mes jours heureux ceux où j'ai consolé des infortunés, arrêté les désordres, réconcilié deux ennemis, rapproché deux époux et prévenu la ruine ou le déshonneur d'une famille. » Cela ne l'a pas empêché de demander et d'obtenir des lettres de cachet. Mais il faut bien reconnaître que, pendant ses années de gestion, la Bastille a surtout connu quelques criminels embarrassants, quelques fous incurables et quelques « correctionnaires de famille », comme on disait, c'est-à-dire des personnages dont la famille, surtout pour des raisons de mœurs, voulait se séparer, tout en payant pour eux une pension parfois assez considérable. Le marquis de Sade sera de ceux-là. L'époque n'est plus où la Bastille était réellement une forteresse du despotisme. Et, par ironie du sort, c'est précisément à ce moment-là qu'elle a été ressentie comme le symbole le plus odieux de cet Ancien Régime tyrannique sur lequel pleuvaient les malédictions du peuple.

À vrai dire, ce régime était totalement vidé de son âme. Il n'en restait plus que les structures, et celles-ci fonctionnaient encore, mais à vide. Qu'y avait-il de commun entre la monarchie timorée de Louis XVI, soumis aux influences de conseillers qui, sauf Necker, ne voyaient que leur intérêt immédiat et le prolongement d'un état de fait qui sauvegardait certains de leurs privilèges, et cette monarchie absolue qu'avait mise en place Louis XIV, avec tout son lot

d'exigences, de contraintes, et aussi *de foi* ? Il ne faut pas sous-estimer cette *foi*, car elle est la condition essentielle de la monarchie de droit divin : c'est autant une foi en la « personne » royale qu'en Dieu lui-même, sous la figure du Christ. Et cette foi suppose des devoirs, des obligations que chacun accepte parce *que c'est comme cela*. Nous comprenons difficilement cet état d'esprit. Nous pouvons le rejeter pour notre propre compte, mais nous n'avons pas le droit d'en nier l'efficacité redoutable. Certes, le règne de Louis XIV n'a pas été le paradis sur terre, contrairement à ce que voudraient nous faire croire certains historiens contemporains<sup>[41]</sup>. Le règne du « Roi-Soleil » a mené la France à la ruine, malgré les Colbert, malgré les Turenne, malgré les Vauban, malgré les incontestables qualités et la puissance de travail de Louis XIV lui-même. Il est bon de rappeler ce que disait Saint-Simon, malgré ses outrances et sa mauvaise foi fréquente, dans son jugement global : « un long règne de vile bourgeoisie ». En grand seigneur qu'il était, Saint-Simon apercevait bien la contradiction inhérente au système : une monarchie absolue de droit divin gérée par une classe de marchands qui contribuait à *laïciser* un État qui, par nature, devait maintenir une harmonie constante entre le temporel et le spirituel<sup>[42]</sup>.

C'est pourtant Louis XIV qui a voulu cette intrusion de la classe bourgeoise dans l'appareil d'État, et cela, semble-t-il, par suite d'un mauvais calcul, à partir du moment où, au début de son règne personnel, il décide de se passer de premier ministre. « J'étais résolu, dit-il dans ses *Mémoires*, à ne point prendre de premier ministre, et à ne pas laisser faire par un autre la fonction de roi pendant que je n'en aurais que le titre. Mais, au contraire, je voulus partager l'exécution de mes ordres entre plusieurs personnes afin d'en réunir toute l'autorité en la mienne seule. » Mais c'est un jeu dangereux qui nous ramène inévitablement à des considérations sur les structures socio-mythologiques de la tradition indienne (et donc indo-européenne).

On sait en effet que dans certains textes anciens de l'Inde, sous le couvert d'une épopée mythologique, se résume l'histoire cyclique de la société humaine, du moins dans le cadre de l'hindouisme, appuyé sur le système des castes, celle des Brahmanes occupant le sommet de la hiérarchie. Or, la caste des Brahmanes représente absolument la royauté sacrée (mythe Mithra-Varuna) dans sa réalisation concrète. L'équilibre de la société est parfait. Mais il y a eu, dans le temps, vers le VI<sup>e</sup> siècle avant J.-C., en Inde, une révolte de la classe des *Kshatriyas*, des « Chevaliers », des « Guerriers », des « Nobles ». « C'est-à-dire que les détenteurs du pouvoir temporel se révoltent contre l'autorité spirituelle des Brahmanes, à laquelle ils doivent être soumis, se déclarent indépendants, c'est-à-dire, en fin de compte, indépendants de la Loi divine, ou même cherchent à s'asservir le sacerdoce. »<sup>[43]</sup> C'est bien ce qui s'est passé en France sous Philippe le Bel. C'est encore, dans une certaine mesure, la motivation profonde et inconsciente de la Fronde, puisqu'il s'agissait de *bafouer* le caractère sacré du roi et de lui imposer une sorte de compromis. C'est donc pour éviter une nouvelle



révolte des Chevaliers que Louis XIV (suivant en cela l'exemple de tous les Capétiens) cherche à affaiblir la noblesse en s'appuyant sur la bourgeoisie. Il le dit lui-même, encore une fois, dans ses *Mémoires*, à propos de ses ministres : « Je crus qu'il n'était pas de mon intérêt de choisir des hommes d'une qualité plus éminente, parce qu'ayant besoin sur toute chose d'établir ma propre réputation, il était important que le public connût, par le rang de ceux dont je me servais, que je n'étais pas en dessein de partager avec eux mon autorité, et qu'eux-mêmes, sachant ce qu'ils étaient, ne connussent pas de plus hautes espérances que celles que je leur voudrais donner. »

Mais ce mécanisme ne peut fonctionner que si chacun reste à la place qui lui est assignée. À partir du moment où les « associés au pouvoir » deviennent trop gourmands, gouverner n'est plus possible. Et comme il n'y a plus de Chevaliers, c'est-à-dire de « pouvoir intermédiaire », selon l'expression de Montesquieu qui définit ainsi l'authentique aristocratie, les bourgeois, qui correspondent en Occident aux *Vaishyas* de la tradition indienne, vont à leur tour vouloir s'emparer de l'autorité. « Au stade suivant de l'évolution cyclique, les “kshatriyas” sont dépossédés par les “vaishyas”, les marchands, au sens le plus large... Et il est remarquable de noter qu'en se révoltant, les “kshatriyas” ont été amenés à se mettre au niveau des “vaishyas”, et à les placer de plus en plus aux postes importants. » <sup>[44]</sup> Qu'était donc Colbert, au départ, sinon le fils d'un drapier ? Il constitue le type même du *vaishya* occidental. Et même si le roi se sert de lui, c'est quand même lui qui tient les rouages compliqués du gouvernement. Car un homme, quelque puissant et actif qu'il soit, comme l'était Louis XIV, ne suffit pas à tout. Et ce qui pouvait en apparence subsister d'autorité monarchique absolue avec Louis XIV, à cause du caractère personnel du roi, ne fut plus qu'une caricature sous Louis XV et sous Louis XVI. La Révolution bourgeoise de 1789 était déjà conçue, et elle n'avait plus qu'à naître.

Il ne s'agit pas de faire le procès de Louis XIV. Il s'agit seulement de montrer la faiblesse qui se masquait sous les ors de Versailles. Nul mieux que le monarchiste intransigeant qu'était Chateaubriand n'a ressenti cette contradiction interne. Dans son *Analyse raisonnée de l'Histoire de France*, Chateaubriand écrit en effet que « Louis XIV révéla à la France le secret de sa force ». Mais il ajoute impitoyablement : « À ce beau côté de Louis XIV il y a un vilain revers. Ce prince qui fit notre patrie pour l'administration, la force extérieure, les lettres et les arts, à peu près ce qu'elle est demeurée, écrasa le reste des libertés publiques, viola les privilèges des provinces et des cités, posa sa volonté pour règle, enrichit ses courtisans de confiscations odieuses. Il ne lui vint même pas en pensée que la liberté, la propriété, la vie d'un de ses sujets, ne fussent pas à lui. » Triomphe de l'arbitraire donc, mais ne faut-il pas admettre que c'était dans l'ordre des choses ?

Le lieutenant de police d'Argenson, grand commis de l'État, avouait que les lettres de cachet étaient la ressource ordinaire de sa faiblesse. Allons plus loin dans le paradoxe : la Bastille ne serait-elle pas la ressource ordinaire de la faiblesse d'un roi qui, persuadé que « Dieu est son droit », n'a plus les moyens de

mettre en œuvre le grand dessein de Dieu dont il se prétend l'unique dépositaire ?

## II

### UNE PRISON QUI COÛTE CHER

En 1847, un an avant que n'éclate la Révolution qui allait provoquer la Seconde République, le démocrate Louis Blanc, nourri des écrivains romantiques, écrit dans son *Histoire de la Révolution française* quelques belles pages sur la forteresse royale de la Bastille Saint-Antoine. Il dit notamment : « On se sentait mourir à la Bastille. Un soupirail pratiqué dans des murs de dix à douze pieds d'épaisseur, et fermé par trois grilles à barreaux croisés, ne transmettait à la plupart des chambres que ce qu'il faut de lumière pour qu'on en regrette l'absence. Il y avait des réduits à cage de fer. Mais rien de comparable aux cachots du bas, affreux repaires de crapauds, de lézards (sic), de rats monstrueux, d'araignées. De ces cachots, dont l'ameublement consistait en une énorme pierre recouverte d'un peu de paille et qui étaient enfoncés de dix-neuf pieds au-dessous du niveau de la cour, plusieurs n'avaient d'autre ouverture qu'une barbacane donnant sur le fossé où se dégorgeait le grand égout de la rue Saint-Antoine. De sorte qu'on y respirait un air empesté, en compagnie d'animaux hideux, au sein des ténèbres. »

Il y a de quoi faire des cauchemars. Mais cela n'est rien. Continuons. Quelques années avant Louis Blanc, deux « historiens » peu connus, d'Arnould et Alboize du Pujol, avaient publié une monumentale *Histoire de la Bastille*<sup>[45]</sup> abondamment illustrée. On y trouve des révélations épouvantables, en particulier à propos de la « Chambre du Dernier Mot », que n'eût certainement pas reniée le marquis de Sade, et qui est l'illustration parfaite de la « torture par l'espérance », méthode qui, on le sait, a été largement pratiquée dans les cachots de l'Inquisition, surtout en Espagne<sup>[46]</sup> ... Mais voici ce qu'en disent nos auteurs : « Cette chambre n'offrait rien de sinistre, rien d'effrayant ; elle était splendidement éclairée ; des fleurs y répandaient un parfum délicieux. À peine le prisonnier et son conducteur étaient-ils arrivés dans ce nouvel appartement, qu'ils s'asseyaient l'un et l'autre. Le gouverneur lui laissait entrevoir qu'il jouirait bientôt de sa liberté. Cet espoir imprévu ranimait son courage ; il croyait encore exister avec des hommes, et saisissait avec avidité l'illusion d'un bonheur inespéré. Mais dès l'instant où son bourreau s'apercevait qu'il reprenait un peu de calme, il donnait l'affreux signal. Une bascule, pratiquée dans le parquet, s'ouvrait et faisait disparaître l'infortuné, qui tombait sur une roue garnie de rasoirs, que des agents secrets faisaient mouvoir, et qui déchirait ses membres par lambeaux. » On croirait lire un passage du romancier Marcel Allain dans un de ses nombreux récits sur le sinistre génie



du crime, *Fantomas*.

Et puisqu'on en est sur ce mode, on peut dire qu'après ces élucubrations *d'historiens*, bien édulcorée paraît l'imagination pourtant débridée d'un autre écrivain populaire, libertaire, puis socialiste, auteur du célèbre *Pont des Soupîrs* et de la fameuse série des *Pardaillan*. C'est dans le premier volume de cette série, publié en 1907, qu'il conduit son héros à la Bastille. Cela se passe sous Catherine de Médicis. « Lorsque la voiture, ayant franchi des ponts-levis et des portes, s'arrêta enfin, lorsque Pardaillan fut descendu, il regarda autour de lui et se vit dans une cour sombre, entouré de soldats. Il fut saisi par deux ou trois geôliers herculéens qui le portèrent plutôt qu'ils ne le firent marcher. Il franchit une porte de fer, pénétra dans un long couloir humide dont les murs rongés de salpêtre laissaient suinter de mortelles émanations ; puis on monta un escalier de pierre en pas de vis, puis on franchit deux grilles de fer, puis on longea un corridor et, enfin, Pardaillan fut poussé dans une pièce assez vaste située au troisième étage de la tour ouest. Il entendit la porte se refermer à grand bruit. Alors, comme on lui avait tranché ses liens, il jeta une longue clameur de désespoir et se rua sur la porte qu'il secoua frénétiquement... Bientôt, il comprit que ses efforts étaient vains.

« Alors, il examina la chambre où il était enfermé. C'était une pièce assez vaste dont le plancher était composé de larges dalles. Seulement, dans tout un angle, les dalles s'étant brisées, on les avait remplacées par des carreaux. Les murs et la voûte surbaissée étaient en pierres de taille noircies par le temps ; mais elles n'étaient point trop humides, le cachot étant situé assez haut dans la tour. Une lucarne étroite, placée assez haut, laissait entrer un peu – très peu – de lumière et d'air. Mais en montant sur un escabeau de bois, siège unique de cette prison, il était facile d'atteindre à cette fenêtre. Une botte de paille, une cruche pleine d'eau sur laquelle était déposé un pain, achevaient l'ameublement de la chambre.

« Dans le corridor, on entendait le pas lent et sonore d'une sentinelle. Pardaillan se jeta sur la paille assez propre qui devait lui servir de lit. Une couverture trouée, élimée, traînait sur cette paille. À l'actif de notre héros, disons qu'à ce moment d'angoisse terrible pour un homme qui savait parfaitement qu'on ne sort de la Bastille que “les pieds devant”, à ce moment, toute sa pensée se reporta sur Loïse... »

Il va sans dire que ces descriptions, même celle de Michel Zévaco qui est sinon la plus vraisemblable, du moins la moins fausse, sont le pur produit d'une imagination excitée autant par les pulsions morbides de l'être que par le désir sincère de dénoncer la tyrannie. La réalité est tout autre, et une fois qu'on est parvenu à faire taire la passion, toujours génératrice de fantasmes, il est possible de la reconnaître à travers les nombreux documents manuscrits et imprimés qui existent sur la question, notamment les Archives de la Bastille, qui, dispersées après le 14 juillet 1789, ont été, pour la plus grande part, sauvegardées et protégées<sup>[47]</sup>. S'il y a des mystères à la Bastille, ces mystères sont déjà contenus dans les documents eux-mêmes, et il est stupide d'en créer de nouveaux en

prétextant l'insuffisance ou la perte des Archives. La Bastille était une chose trop sérieuse et trop importante aux yeux de Louis XIV et de ses successeurs pour qu'on ne prît pas grand soin – même en altérant certains noms, certains faits, et en utilisant une correspondance codée – de consigner tout ce qui avait trait au fonctionnement de cette prison-forteresse, tout ce qui avait trait aux « pensionnaires » involontaires de cette prison d'État.

Cela dit, s'inscrire en faux contre toutes les descriptions « romanesques » ou « romantiques » faites de la Bastille ne signifie en rien que cette forteresse a été une prison « trois étoiles », comme on dirait aujourd'hui, bien qu'elle l'ait été parfois pour certains personnages. En fait, tout se passait à *la tête du client*, et l'on peut observer, à la lecture des divers documents, une incroyable inégalité dans le traitement infligé aux hôtes de la Bastille. Si le cardinal de Rohan pouvait se faire envoyer des huîtres et régaler ses invités dans sa cellule, d'autres personnages, des obscurs et des sans-grade, ont dû bien souvent se contenter de l'ordinaire et vivre dans des conditions bien précaires, sans parler de ceux qui se trouvaient momentanément punis de cachot, ou encore de ceux, plus rares, qui étaient astreints à un régime de complet isolement, ce qui a été le cas de Fouquet et du mystérieux « Masque de Fer ».

Ce n'est pas que *l'ordinaire* soit « infect », comme se plaisent à répéter certains prisonniers visiblement de mauvaise foi et qui confondent la Bastille et d'autres prisons comme Vincennes, où le « service » était négligé. La Bastille est quand même un endroit privilégié où ceux qui y sont envoyés sont en quelque sorte les prisonniers personnels (pour ne pas dire les hôtes) du roi. Qu'on en juge : au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'ordinaire *prévu dans le règlement* est composé, au dîner (équivalent de notre déjeuner), d'une soupe, d'une entrée et d'une viande (mouton ou veau, petit salé ou saucisses). Le soir, il y a deux plats, dont un de viande (langue de bœuf, foie de veau, rôti ou poulet). Pour la journée entière on distribue une livre de pain. Pour un repas, une bouteille de vin. Et les repas, qui sont élaborés dans les cuisines du rez-de-chaussée, sont servis par les porte-clefs dans les cellules, « le plus chaudement qu'il se pourra », précise le règlement. Certes, il y a toujours un écart entre la théorie et la pratique quotidienne, mais tout de même, on croit rêver, d'autant plus que, selon leur fortune personnelle, ou selon la pension qu'ils recevaient de leur famille (ou du roi lui-même) pour leur hébergement, certains prisonniers avaient droit à tous les suppléments qu'ils voulaient, à condition de les payer. Et il en était de même pour l'ameublement : les cellules pouvaient être aussi bien vides, avec un mobilier rudimentaire, que munies de tentures et garnies de bancs, d'armoires, de chaises ou de fauteuils. Tout dépendait de ce qu'on était en mesure de payer, ou de faire payer par sa famille, et aussi du rang qu'on occupait dans la hiérarchie sociale, un duc comme Richelieu et un prince de l'Église comme le cardinal de Rohan ne pouvant être traités de la même manière qu'un simple valet, comme le mystérieux Dauger, dont on a dit quelquefois qu'il était le « Masque de Fer ».

Prison « trois étoiles » et même plus ? Oui, pour certains. Mais prison quand

même, avec tout son lot de contraintes et de privation de liberté. Quelques prisonniers sont autorisés à sortir dans la cour intérieure pour prendre l'air. Mais cette cour ressemble au fond d'un puits : elle est sinistre. D'autres peuvent même aller sur le chemin de ronde, ou sur le bastion avancé, et quelques privilégiés dans le jardin du gouverneur. Mais d'autres sont tenus au secret le plus absolu et ne sortent jamais, sauf peut-être masqués, de façon à ce que personne ne puisse les reconnaître. Certes, on peut recevoir des soins médicaux, on peut se confesser et aller parfois à la messe, célébrée dans la petite chapelle. Certes, on peut parfois recevoir des visites, mais elles sont contrôlées, surveillées. La Bastille est une prison où l'on est isolé du reste du monde. On peut se faire apporter des livres, du papier, de l'encre, mais on n'y admet point les gazettes qui rendent compte de l'actualité immédiate. On empêche même les prisonniers de communiquer entre eux. Ils le font, bien entendu, par tous les moyens possibles, y compris les conduits de cheminée ou les trous dans une cloison. Ils arrivent même à faire passer des messages à l'extérieur, soit par l'intermédiaire d'un gardien soudoyé – ce qui est moins rare qu'on ne pense –, soit en jetant un papier par-dessus les remparts en se fiant à quelque charitable vagabond qui, moyennant une petite récompense reçue à l'arrivée, portera la lettre à son destinataire. Les moyens n'ont guère changé depuis lors dans l'univers carcéral.

En tout cas, cette inégalité de traitement envers les prisonniers montre bien que la Bastille n'est pas une prison ordinaire et qu'elle est l'instrument répressif à usage unique du roi pour l'exécution de sa justice personnelle et évidemment arbitraire. À la Bastille, il ne peut y avoir de contrôle autre que celui du roi, soit directement, soit par l'intermédiaire de ses ministres ou du lieutenant de police. Dans nos sociétés où le judiciaire et le policier sont nettement séparés (et où, théoriquement, le pouvoir judiciaire n'appartient ni à l'exécutif, ni au législatif), il est difficile de comprendre ce « domaine réservé » pas plus que le régime carcéral interne qui est, comme on dirait, « à la carte ». Ceux qui ont pris la Bastille en 1789, ou plutôt ceux qui se sont arrangés pour la faire prendre, ne l'avaient pas plus compris, ou alors, ils avaient jugé qu'une telle institution avait atteint la limite d'âge et qu'elle ne correspondait plus à la réalité politique et sociale du moment, ni surtout à l'évolution des mentalités.

Il y a eu à peu près 6 000 personnes enfermées à la Bastille, depuis sa création jusqu'en 1789, dont 2 320 (2 016 hommes et 304 femmes) sous le règne de Louis XIV, 1 459 (1 233 hommes et 226 femmes) sous la Régence et le ministère Fleury, 1 194 (1 019 hommes et 175 femmes) sous le règne de Louis XV, et enfin seulement 306 (274 hommes et 32 femmes) sous Louis XVI. Certaines de ces personnes sont demeurées à la Bastille seulement quelques jours, la plupart quelques mois, d'autres des années, allant même jusqu'à plus de trente ans. L'inégalité se trouve également là, car il ne faut pas oublier que les embastillés n'ont pas été condamnés par un jugement. Généralement, quand ils ont un procès et qu'ils sont jugés légalement, c'est pour être exécutés. On a accusé la Bastille d'être synonyme de « condamnation à la mort lente ». Ce n'est pas tout à fait

exact. Son rôle est celui d'un lieu de détention provisoire. Mais, comme chacun sait, il y a du provisoire qui dure longtemps. De toute façon, chaque hôte de la Bastille constitue un cas individuel, et c'est seulement en examinant certains de ces cas qu'on peut se faire une opinion sur le sens réel de l'institution.

Un cas exemplaire est peut-être celui de François de Bassompierre, maréchal de France, qui fut lui-même un temps gouverneur de la Bastille. C'était un ami d'Henri IV. Il fut aussi celui de Louis XIII. Il avait ceci de commun avec le premier qu'il était un abominable coureur de jupons. Mais il faut dire que les dames qui succombaient à son charme ne se faisaient pas trop prier, car c'était un excellent soldat doué d'un esprit très fin et d'une grande aisance de parole. Pendant la minorité de Louis XIII, il se rapproche de la reine mère, Marie de Médicis, et contribue à faire entrer Richelieu au Conseil. Mais il se brouille peu à peu avec le cardinal et participe aux intrigues compliquées de la reine. Il est évident qu'après la fameuse « Journée des Dupes », où Richelieu, après avoir été en très mauvaise posture, fut confirmé avec éclat dans ses fonctions de premier ministre, Bassompierre ne pouvait être considéré que comme un dangereux conspirateur. Le 23 février 1631, la reine mère est arrêtée et éloignée. Le lendemain, c'est du moins ce qu'il raconte dans ses *Mémoires*, Bassompierre brûle plus de six mille lettres d'amour par délicatesse, parce qu'il ne veut pas compromettre certaines dames s'il est arrêté. Le 25 février, à cinq heures du matin, un lieutenant des gardes du corps entre dans la chambre du maréchal, bien embarrassé, en lui disant : « Monsieur, c'est avec la larme à l'œil et le cœur qui me saigne, que moi, qui depuis vingt ans suis votre soldat et ai toujours été sous vous, suis obligé de vous dire que le roi m'a commandé de vous arrêter ».

La situation est en effet cocasse, et l'entrée à la Bastille, qu'il connaît fort bien, et pour cause, encore davantage. Certains de ses geôliers ont été ses subordonnés autrefois. Le nouveau gouverneur nommé par Richelieu, Charles Le Clerc du Tremblay, accueille le maréchal de Bassompierre avec tous les honneurs dus à son rang. Il lui offre à dîner chez lui, puis il le conduit lui-même à la meilleure chambre de la forteresse, d'ailleurs précédemment occupée par le prince de Condé. On est entre gens de bonne compagnie. Bassompierre raconte que le mercredi suivant, le gouverneur, lequel était d'ailleurs le frère du père Joseph, confesseur, confident et inspirateur du cardinal (son « éminence grise », dira-t-on), vint le trouver dans sa chambre et lui affirma que le roi ne l'avait fait arrêter pour aucune faute. Cela est significatif : le cas de Bassompierre, comme celui de beaucoup d'autres prisonniers de la Bastille, ne pouvait relever d'aucun tribunal, puisqu'il n'y avait au fond aucun motif d'accusation. En fait, la suite du récit de Bassompierre montre qu'il s'agit d'une incarcération préventive : « De peur que l'on me portât à mal faire, et que je n'y demeurerais pas longtemps ; dont j'eus beaucoup de consolation. » Bassompierre est bien ironique : en fait, il ne sera libéré de la Bastille qu'au bout de treize ans, à la mort de Richelieu, qui ne pardonnait jamais à ceux qui avaient eu l'intention de lui barrer le chemin. Mais en attendant, on n'oublie pas la dignité du personnage qui est ainsi mis sous les

verrous : « Il me dit, de plus, que le roi lui avait commandé de me laisser toute liberté, hormis celle de sortir ; que je pouvais prendre avec moi tels de mes gens que je voudrais et me promener à travers toute la Bastille. Il ajouta encore à mon logement une autre chambre auprès de la mienne pour mes gens. Je ne pris que deux valets et un cuisinier. » En voilà un qui n'avait guère confiance dans l'ordinaire...

Néanmoins il est difficile de considérer le maréchal de Bassompierre comme un de ces malheureux qu'on a tant vus, dans le cours de l'histoire, à toutes les époques et sous tous les climats, pourrir lentement dans une geôle sordide. Bassompierre eût certes préféré être libre, et il a dû être incontestablement malheureux de son sort. Mais que dire des domestiques qui accompagnaient ainsi leur maître dans leur prison, fût-elle dorée ? Il était bien spécifié à chaque domestique, s'il acceptait d'entrer et de poursuivre son service auprès de son maître, qu'il ne pouvait sortir qu'avec celui-ci, quel que soit le temps de son incarcération. Il fallait donc une bonne dose de dévouement de la part d'un serviteur pour partager ainsi un sort qu'il n'avait point mérité. Mais, parfois, le dévouement est aveugle, et c'est même sa principale qualité.

Un autre cas ne manque pas d'être intéressant, car il s'agit précisément d'un domestique, mais d'un haut rang, et qui se fait embastiller non pour son maître, mais pour lui-même. Il s'agit d'un certain Jean Héraud, plus connu sous le nom de Gourville, en 1643 valet de chambre de l'abbé de La Rochefoucauld, puis de son frère, François, le futur auteur des *Maximes*. On sait d'ailleurs que François de La Rochefoucauld, qui avait lui aussi conspiré contre Richelieu, avait été enfermé un certain temps à la Bastille. Mais Gourville, de rang de valet, devint bientôt secrétaire du duc, grâce à son intelligence, mais aussi à son grand talent pour les intrigues. À ce titre, ce fut l'un des négociateurs de la paix de Bordeaux, qui termina la Fronde, ce qui montre à quel point Gourville avait réussi à gagner sinon des lettres de noblesse, du moins d'importants galons. Et il continua d'assurer ses services auprès du prince de Conti, époux d'une nièce de Mazarin et frère du grand Condé. Le milieu dans lequel il se trouvait n'était guère propice à la tranquillité, et Gourville eut tôt l'occasion d'exercer ses talents dans diverses intrigues, ce qui lui valut d'être conduit à la Bastille en novembre 1656, par la volonté de Mazarin. Mais il a beau être roturier, c'est quand même un personnage considérable, et dont on se méfie quelque peu, car il se pourrait qu'il connût quelque secret de famille qu'il n'eût peut-être pas été opportun de divulguer.

Le récit que nous a laissé Gourville ne manque pas de piquant. Il se prend vraiment pour une « personne de qualité », selon la formule employée par M. Jourdain. « Monsieur le Cardinal donna l'ordre à M. de la Bachelerie, gouverneur de la Bastille, de m'y mener. Il vint pour cela le lendemain à mon appartement, accompagné de quelques gens, et ayant trouvé mon laquais à la porte de ma chambre, il lui demanda si j'étais là et ce que je faisais. Ce laquais lui répondit que j'étais avec mon maître à danser. M'ayant trouvé que je répétais une courante, il me dit en riant qu'il fallait remettre la danse à un autre jour, qu'il avait

ordre de Monsieur le Cardinal de me mener à la Bastille. Il m'y conduisit dans son carrosse, et, comme il n'y avait alors aucune personne de considération, il me mit dans une chambre au premier qui était la plus commode de toutes. Je fus renfermé avec mon valet pendant huit jours sans voir personne que celui qui m'apportait à manger mais Monsieur le gouverneur, m'étant venu voir, me dit que Monsieur le surintendant (il s'agit de Nicolas Foucquet) l'avait prié de me faire les petits plaisirs qui pourraient dépendre de lui et que je pourrais communiquer avec les autres prisonniers, mais qu'il ne fallait pas qu'aucun de mes amis demandât à me voir. Cela me fit un grand plaisir, m'étant déjà ennuyé au-delà de ce que l'on peut imaginer. » Il ne fait aucun doute que ce Gourville fût intelligent. Son humour légèrement cynique le prouve. Il joue au « bourgeois gentilhomme » (et même au « valet gentilhomme », comme le Mascarille des *Précieuses ridicules*). Et le plus fort, c'est que tout le monde semble jouer le jeu. Cela ne manque pas de faire poser certaines questions sur la personnalité réelle de Gourville, et sur les confidences dont il aurait pu être le dépositaire. Il vaut mieux composer avec des gens dont on n'est pas très sûr.

C'est pourquoi, à l'intérieur de la forteresse, Gourville se comporte comme un grand seigneur. Un jour maigre, il s'est fait livrer un superbe brochet. Mais il ne le mange pas seul : il invite le gouverneur à le savourer en sa compagnie, et, après le repas, il joue au trictrac avec lui. Cela ne l'empêche pas de se plaindre : il s'ennuie, surtout à partir de neuf heures du soir, quand on ferme la porte de sa chambre. Ayant d'abord l'intention de s'évader, il préfère user de ses talents de diplomate et d'intrigant. Il s'arrange pour faire venir à la Bastille un personnage aussi étrange que lui et qui porte un nom célèbre, l'abbé Basile Foucquet, le frère de l'autre, comme on dit.

Cet abbé Foucquet est à lui seul une énigme, car c'est le moins connu, le plus obscur de cette illustre famille, ce qui ne veut pas dire que son rôle n'ait point été important. « L'homme est tout en contrastes. Prototype de l'abbé de cour, aimant la galanterie – il ne sera jamais prêtre – c'est un fin lettré, et pourtant l'action le passionne. Intelligent, hardi, voire téméraire, il a le génie des combinaisons tortueuses et un goût prononcé pour les combats de l'ombre. »<sup>[48]</sup> Son rôle est donc parfaitement *occulte*. On sait que, bien en cour auprès de Mazarin, il servit activement et secrètement les intérêts du cardinal qui fit de lui une sorte de chef de ses services secrets. C'est lui qui a soudoyé les émeutiers parisiens après les combats du faubourg Saint-Antoine. C'est lui qui a éventé et démantelé le complot de madame de Châtillon contre Mazarin. C'est lui qui surveille et fait surveiller le cardinal de Retz. Il profitera de sa position pour acquérir une immense fortune, car à cette époque *l'affairisme* fait partie intégrante de la politique : Mazarin donne l'exemple.

Basile Foucquet vient donc voir Gourville à la Bastille. On ne sait rien de leurs entretiens, Gourville étant fort discret à ce sujet, mais on peut imaginer quelque tractation plus ou moins louche : tel renseignement contre ma libération... Effectivement, quelque temps après, Gourville est élargi, et il n'a rien de plus

pressé que d'aller voir Mazarin. Voici ce qu'il en dit lui-même : « M'y étant rendu et présenté le soir à lui, comme il sortait de chez le roi, je lui fis une révérence, en lui disant que j'avais bien des remerciements à faire à Son Éminence de m'avoir fait mettre à la Bastille et de m'avoir donné lieu de bien repasser sur ma conduite, que j'avais reconnue n'être pas trop bonne. Il se mit à rire et me dit de le venir trouver le lendemain à sept heures du matin. » Et le cardinal répond positivement à cette offre de services que vient de lui faire Gourville. Ainsi « retourné », l'ancien valet, en *magouillant* tant qu'il peut dans l'ombre de Son Éminence, va gravir d'autres échelons. Quelque peu inquiet au moment de la disgrâce de Fouquet, il se tire d'affaire en s'enfuyant. Il est condamné à mort par contumace, mais en multipliant les missions secrètes, il se fait « blanchir ». Devenu prodigieusement riche, il mourra paisiblement en 1703, à l'âge de soixante-dix-sept ans. En voilà un à qui le séjour à la Bastille aura bien profité !

On ne peut pas en dire autant du chevalier Louis de Rohan, ancien grand veneur de France, inspirateur d'une confuse conspiration qui, partant d'une agitation en Normandie et d'un conflit ouvert avec le roi, aurait permis aux Hollandais et aux Espagnols de débarquer à l'embouchure de la Seine. C'était purement et simplement de la trahison. Louis de Rohan est conduit à la Bastille en septembre 1674, et son affaire est confiée aux soins du lieutenant général La Reynie, lequel crée une commission spéciale qu'on appellera la Chambre de l'Arsenal. Le 26 novembre, ce tribunal d'exception condamne à mort le chevalier et ses trois principaux complices, dont une femme, la Dame de Vilars. La sentence est exécutée le lendemain même, au pied de la Bastille, sur la petite place que forme la rue Saint-Antoine devant les murailles de la forteresse.

Plus pittoresque est le cas de Roger de Rabutin, comte de Bussy, plus connu sous le nom de Bussy-Rabutin, cousin de madame de Sévigné, grand homme de guerre et féroce écrivain. Il a fait une carrière militaire remarquable à tous points de vue, aussi bien par son courage que par son indiscipline. En fait, le personnage est un « libertin » au sens politique du terme : il ne croit en rien et ne respecte rien. Quant à ce qu'on appelle le « libertinage », il en connaît assurément beaucoup, et il multiplie les aventures galantes, certaines tournant fort mal. Ainsi, en 1640, il abandonne son régiment pour se rendre chez une nouvelle maîtresse, et pendant ce temps-là, à son grand étonnement d'ailleurs, ses soldats commettent de nombreuses exactions chez l'habitant. Cet incident lui vaut d'être envoyé à la Bastille par une lettre de cachet qui lui est adressée personnellement. Mais il n'y demeure que cinq mois et reprend ses fonctions en même temps que ses aventures galantes. Il en arrive même à enlever *par erreur* une riche et jolie veuve de dix-neuf ans parce qu'il avait cru qu'elle était consentante. Cela fait scandale. Pendant la Fronde, il est du côté de Condé, mais comme celui-ci se méfie du personnage et veut lui retirer son commandement, Bussy-Rabutin tourne casaque et rallie la cause du roi et de Mazarin. Le voici nommé maréchal de camp en 1651 et lieutenant général en 1654. Il participe à toutes les campagnes, et très brillamment, mais il ne s'entend guère avec Turenne, lequel dit de lui dans un

rapport : « le meilleur officier de mon armée... pour les chansons ».

C'est que Bussy-Rabutin est un redoutable faiseur d'épigrammes, un féroce portraitiste, en même temps qu'un duelliste impénitent. Car il connaît l'art de se faire des ennemis. Un incident, en 1678, illustre parfaitement le personnage. L'un des favoris du roi, à ce moment, était un certain comte de Tallart, fils de madame de La Baume, maîtresse en titre de Louvois. Tallart, ayant été provoqué en duel, n'avait pas jugé utile de donner suite. Aussitôt Bussy-Rabutin, qui n'aurait jamais manqué une telle occasion de se battre, prend sa plume et la trempe dans l'encre la plus fielleuse qui soit. Il écrit cette épigramme :

*Le jeune comte de Tallart,  
Pour ne rien donner au hasard,  
Manque au rendez-vous qu'on lui donne ;  
Cette prudence me surprend,  
Car jamais sa maman mignonne  
Ne s'avisa d'en faire autant.*

C'était simple, mais quelque peu diffamatoire. Il faut dire que Bussy-Rabutin soupçonnait madame de La Baume d'avoir été pour quelque chose dans son second embastillement, mais ce n'était qu'un prêté pour un rendu, car il avait déjà égratigné une première fois la maîtresse du ministre de la Guerre. Au sommet de sa notoriété, en 1665, il avait été élu à l'Académie Française. Las ! paraît alors son *Histoire amoureuse des Gaules*, imitée du *Satiricon* de Pétrone, mais dont les personnages sont les habitués de la Cour. Et comme s'il ne suffisait pas que tout le monde reconnût tout le monde, même sous des noms inventés, le livre comportait un supplément avec une liste de clefs. L'ouvrage connaît trois éditions en un an : chacun s'arrache ce chef-d'œuvre de médisance, quitte ensuite à s'offusquer lorsqu'on se reconnaît dans telle ou telle description. Louis XIV ne peut laisser ainsi passer cette atteinte à la dignité de ses courtisans. Il s'est reconnu lui-même, et avec lui certaines de ses jeunes maîtresses passagères. Bussy-Rabutin a beau prétendre que l'imprimeur a interpolé des passages qui ne sont pas de lui, il a beau présenter au roi son manuscrit original (il est vraisemblable qu'il avait pris ses précautions !), le roi est inflexible. Il adresse une lettre de cachet au gouverneur de la Bastille : « Envoyant en mon château de la Bastille M. de Bussy-Rabutin, maître de camp général de la cavalerie pour y être détenu prisonnier ; je vous fais cette lettre pour vous dire que vous ayez à l'y recevoir et à l'y loger, et à l'y tenir sous bonne et sûre garde jusqu'à nouvel ordre de moi, sans permettre qu'il ait aucune communication avec qui que ce soit, de vive voix ni par écrit, apportant pour cela toutes les précautions que vous verrez nécessaires. » C'est ainsi que Bussy-Rabutin, le 16 avril 1665, se retrouve une nouvelle fois dans la forteresse royale.



Il y restera un peu plus d'un an. À son arrivée, il proteste vigoureusement contre l'injustice dont il est l'objet, et le gouverneur l'écoute avec beaucoup de déférence et de calme avant de le loger dans une chambre dont il fait doubler la garde. On ne sait jamais, avec ce diable d'homme ! Quelques jours plus tard, le lieutenant criminel (équivalent d'un juge d'instruction) vient l'interroger de la part du roi. Voici ce que Bussy-Rabutin raconte à ce sujet : « Quoique ce fût là à un homme innocent (c'est-à-dire lui-même) le chemin de sortir bientôt d'affaire, il me parut de l'aigreur dans ce procédé. Le lieutenant criminel commença par me dire qu'il était bien fâché de me voir là, mais qu'il fallait que je prisse cette touche comme venant de la main de Dieu (toujours cette référence au droit divin !) et que tout le monde disait que ma manière de vie l'avait bien mérité. Je trouvais ce discours impertinent en tout temps et particulièrement alors. » Visiblement, le comte de Bussy est ulcéré qu'on puisse le traiter comme un vulgaire criminel. Il n'a rien fait. Il n'est pas coupable. Et quand, huit jours plus tard, le malheureux lieutenant criminel est assassiné dans sa propre maison, l'oraison funèbre qu'il lui brosse férocement est simple : si le lieutenant criminel est mort ainsi, c'est par effet du jugement de Dieu.

Il ne faut pas oublier que Bussy-Rabutin est un « libertin » à tous les sens du terme, et que Louis XIV commence sa croisade contre les libertins. Bussy-Rabutin peut devenir un exemple qui fera réfléchir les autres. Quelque temps après, il reçoit la visite de Louvois en personne, et celui-ci vient lui demander poliment, mais fermement, de se défaire de sa charge de maître de camp général de la cavalerie. Il se voit contraint à obéir, mais il en tire un bénéfice de quatre-vingt-quatre mille écus, somme considérable, puisque de telles charges sont vénales et cessibles. Puis Bussy-Rabutin tombe malade, et le roi lui dépêche son premier médecin, puis son premier chirurgien, avant de le faire transporter chez ce dernier afin d'y être soigné plus commodément. Louis XIV ne voulait pas la mort du pécheur, assurément : il avait besoin d'intimider, mais nullement l'intention de fabriquer une victime dont les autres libertins eussent exploité le sort.

Une fois libéré, Bussy-Rabutin est obligé de se retirer sur ses terres. Il passera son temps à chasser et à écrire ses *Mémoires*, caustiques à souhait, comme on peut le penser. Il aura des démêlés avec sa famille, l'une de ses filles en particulier, la marquise de Coligny, dont il s'oppose au remariage. Il sera admis deux fois à la Cour, et recevra une pension annuelle de quatre mille livres du roi. Il mourra à soixante-quinze ans, après avoir passé les dernières années de sa vie à lire les saintes Écritures et à rédiger d'édifiants *Discours à ses enfants*. Curieux destin digne d'un roman de cape et d'épée...

Cependant, le 19 mars 1663, un certain Godin, dit Sainte-Croix, de son état capitaine de cavalerie, fait son entrée à la Bastille, sous le coup d'une lettre de cachet. Le personnage n'est qu'un aventurier de bas étage, et l'événement pourrait être passé sous silence s'il n'était pas à l'origine de deux affaires parmi les plus extraordinaires du règne de Louis XIV. La lettre de cachet a été demandée au roi par Antoine Dreux d'Aubray, sire d'Offémont et de Villiers, conseiller d'État,

maître des requêtes, lieutenant civil de la ville, prévôté et vicomté de Paris, lieutenant général des mines et minières de France. Le motif invoqué par le sire d'Offémont pour obtenir cette décision royale est le suivant : faire cesser la liaison publique et scandaleuse de sa fille, la marquise de Brinvilliers, avec le capitaine de cavalerie Sainte-Croix. Louis XIV, qui est respectueux des traditions morales inhérentes à la famille chrétienne (il ne se regardait jamais en face, semble-t-il), n'a pas pu refuser cette lettre de cachet. L'Histoire nous apprend qu'il eût dû s'en dispenser.

Quelle est donc cette Marie-Madeleine d'Aubray, marquise de Brinvilliers ? Elle est née le 22 juillet 1630 et a été élevée un peu au hasard, sans que son père prît soin de son éducation. Pourtant, elle semble avoir été très intelligente et très vive. Mais on se pose toujours la question de savoir « comment l'esprit vient aux filles ». Marie-Madeleine (nom prédestiné !) a été déflorée à sept ans, de son propre aveu, et elle a entretenu des rapports incestueux avec ses frères. Lorsqu'elle a vingt et un ans, on lui fait épouser le marquis Antoine Gobelin de Brinvilliers, maître de camp du régiment de Normandie, personnage séduisant mais totalement perverti par le jeu et les femmes. Une fois marié, il ne fera rien pour freiner les instincts de sa tendre et jeune épouse, préférant courir les tripots et autres mauvais lieux que la morale réprouve. Celle-ci est en droit de se consoler, et elle le fait abondamment, avant de tomber éperdument amoureuse de ce Sainte-Croix. D'où l'indignation – quelque peu tardive – du père de la marquise et rembastillement de Sainte-Croix.

Le nœud de l'affaire se trouve là. D'abord, Marie-Madeleine se sent saisie d'une haine farouche contre son père, qui, après l'avoir laissée libre de faire tout ce qu'elle voulait, la prive injustement de son amant bien-aimé, alors que son propre mari ne trouve décidément aucun inconvénient à cette liaison pourtant scandaleusement affichée. Ensuite, à la Bastille, Sainte-Croix fait connaissance d'un autre détenu, un Italien du nom d'Exili, enfermé sous la suspicion d'alchimie et d'espionnage, lequel lui parle de certaines recettes et lui donne une introduction pour un chimiste suisse, Christophe Glaser, qui poursuit à Paris des études apparemment fort honorables. Dès qu'il est sorti de la Bastille, Sainte-Croix se hâte de renouer avec la marquise de Brinvilliers, mais il n'oublie pas d'aller rendre visite à Christophe Glaser. Il est probable que celui-ci lui révéla certains procédés de fabrication de ce qu'on appelait pudiquement des « poudres de succession ». Les deux amants décident alors de faire disparaître le père de la marquise dans les meilleures conditions possibles. Il faut prendre des précautions et expérimenter les recettes. Qu'à cela ne tienne : la jeune marquise visite charitablement les hôpitaux, apportant des confitures, des biscuits et du vin à des malades réputés incurables. Ceux-ci ne tardent pas à être soulagés des misères de leur état. L'expérience est concluante, mais il est possible que la marquise en ait pratiqué d'autres sur des domestiques. Mais là, on manque de preuves, et d'ailleurs, on ne prête qu'aux riches.

C'est alors que l'action s'exerce sur le sire d'Offémont. Huit mois durant, Marie-

Madeleine lui sert, ou lui fait servir, des cuisines pimentées d'étranges épices, comme vitriol dilué, venin de crapaud et arsenic raréfié. Comme le dit madame de Sévigné, les plus grands crimes sont « une bagatelle en comparaison d'être huit mois à tuer son père et à recevoir toutes ses caresses et toutes ses douceurs, où elle ne répondait qu'en doublant toujours la dose. Médée n'en a pas fait tant ». Cette constance finit par porter ses fruits. Voilà le père défunt. Le malheur, c'est que ce sont les frères de la marquise qui héritent. Et la marquise voudrait bien recueillir quelques brins des biens paternels qui, joints à sa liberté d'aimer Sainte-Croix au vu et au su de tout le monde, lui rendraient la vie plus douce. Qu'à cela ne tienne. Les procédés, si efficaces sur le père, peuvent l'être sur les fils. Les deux meurent donc en 1670, à deux mois d'intervalle. Les conditions de ces deux morts sont tellement suspectes que le médecin conclut à l'empoisonnement. Mais qui irait donc soupçonner la marquise de Brinvilliers ? Et, tant qu'à faire, puisque cela marche, pourquoi ne pas continuer ? Marie-Madeleine s'attaque à sa sœur, qui est carmélite, ainsi qu'à son époux qui, pourtant, n'est guère gênant. Mais cela ne réussit pas sur la religieuse. Quant au marquis de Brinvilliers, il échappe à la mort parce que Sainte-Croix, peu soucieux de devenir l'époux d'une femme aussi dangereuse et préférant la situation d'amant, s'arrange pour lui faire absorber des contrepoisons qui se révèlent d'ailleurs tout aussi efficaces.

Tout serait donc pour le mieux dans le meilleur des mondes. Mais Sainte-Croix a la mauvaise idée de mourir subitement, le 31 juillet 1672, de mort absolument naturelle. En perquisitionnant chez lui, on découvre une cassette, qu'il avait en dépôt, et qui contient une série de lettres compromettantes de la marquise, un livre de recettes de poisons et vingt-sept fioles contenant des substances suspectes. On expérimente les substances sur les animaux : l'expérience se révèle positive. On interroge le valet de chambre de Sainte-Croix, un certain La Chaussée. Il résiste à la torture, mais après cette séance, alors qu'on le met à reposer sur un matelas, il se met à parler et dévoile les manigances de la marquise et de Sainte-Croix. La marquise, prévenue à temps, s'enfuit en Angleterre, puis en Belgique. Elle est condamnée à mort par contumace.

En 1676, la Brinvilliers est arrêtée à Liège par des envoyés de la police française. Elle essaie plusieurs fois de se suicider avant son procès, qui a lieu du 29 avril au 16 juillet suivant. Pourtant, elle nie tout en bloc, et les magistrats font traîner l'affaire en longueur, répugnant à livrer au public des détails plutôt sordides concernant les crimes reprochés à la marquise. Mais elle est finalement condamnée à mort. Et, curieusement, pendant les dernières vingt-quatre heures de sa vie, sous l'influence de l'abbé Pirot, son confesseur pour l'occasion, elle change totalement d'attitude. Elle avoue tout, se convertit solennellement, et meurt avec résignation et dignité sur l'échafaud. Madame de Sévigné, qui assistait au supplice, en compagnie du plus grand monde de l'époque, conclut son récit sur l'événement d'une façon bizarre : « C'en est fait, la Brinvilliers est en l'air, son pauvre petit corps a été jeté, après l'exécution, dans un fort grand feu, et ses cendres au vent ; de sorte que nous la respirons et, par la communication des

petits esprits, il nous prendra quelque humeur empoisonneuse dont nous serons tout étonnés ».

Que savait donc madame de Sévigné, dont l'oreille exercée traînait toujours partout où il y avait quelques paroles à récolter ? Car l'exécution de la Brinvilliers est la conclusion d'un cas individuel, c'est tout. Au cours du procès qu'on lui a intenté, on a essayé de trouver des témoins, voire des complices, il y a eu des dénonciations, et la police, quoiqu'elle s'en défende, prend toujours ces dénonciations comme des hypothèses de travail. Le lieutenant de police, c'est La Reynie, et l'on sait qu'il n'abandonne jamais une proie.

Pendant le procès, et alors qu'on cherchait désespérément des preuves irréfutables, l'une de ces dénonciations conduisit à arrêter un personnage important, Reich de Pennautier, receveur général du clergé, collaborateur et ami de Colbert. Il semble que cette arrestation ait été encouragée et « couverte » par Louvois qui, ce n'est un secret pour personne, haïssait Colbert en qui, après l'élimination de Fouquet, il voyait son rival le plus dangereux. D'ailleurs, Saint-Simon ne dira-t-il pas plus tard qu'au moment de sa mort, Louvois était en pleine disgrâce, menacé d'une lettre de cachet qui l'aurait envoyé à son tour à la Bastille ?

Quels étaient les rapports possibles entre ce collaborateur de Colbert et la marquise de Brinvilliers ? Nul ne le saura jamais. De toute façon, la marquise de Brinvilliers n'a jamais dénoncé personne, sinon Sainte-Croix qui était déjà mort, et elle s'acharna à innocenter Reich de Pennautier. Et, faute de preuves, il fallut bien le relâcher. « Pourtant, quelques soupçons, ragots et accusations de gens sans aveu, avaient été à deux doigts de faire condamner un grand financier que protégeaient le cardinal de Bonze, l'archevêque Harlay de Champvallon, le duc de Verneuil et Colbert en personne. Derrière l'affaire Brinvilliers et la réalité de ses crimes, se jouait en filigrane une des scènes de l'interminable querelle Louvois-Colbert. »<sup>[49]</sup> Et l'on ne doit jamais oublier que l'arrestation de la Brinvilliers, effectuée en dehors du territoire français et donc parfaitement illégale, n'avait pu se faire sans la caution et l'ordre de Louvois. Pourquoi celui-ci tenait-il tellement à poursuivre l'empoisonneuse ?

L'explication la plus plausible se réfère encore une fois à la rivalité des deux plus puissants ministres, Louvois et Colbert, et la suite de l'histoire montre le fils Le Tellier dans un curieux rôle d'accusateur public, acharné à perdre tous ceux qui, de près ou de loin, protègent Colbert, ou qui font partie de sa coterie. Et à la tête de cette coterie, figure madame de Montespan, maîtresse du roi et mère des enfants que Louis XIV a certainement le plus aimés. Louvois et Colbert s'étaient ligüés contre Fouquet et avaient eu raison du surintendant. Mais les vainqueurs, c'est bien connu, se déchirent toujours lorsqu'il s'agit de se partager la proie. Et tout cela se déroule, qu'on le veuille ou non, dans le sillage de la marquise de Brinvilliers, et à l'ombre des redoutables tours de la Bastille. Au moment de mourir, la Brinvilliers n'a-t-elle pas murmuré cette mystérieuse phrase : « La moitié des gens de condition en sont aussi, et je les perdrais si je voulais parler » ?

Autrement dit, une bonne partie de la classe dirigeante utilise les poisons. Mais la Brinvilliers n'a jamais cité aucun nom.

La Reynie et Louvois le savent. De plus, grâce aux indiscretions du Cabinet noir, ils ont eu vent de certains ragots invérifiables concernant des proches de Louis XIV. Ils guettent tous deux le moment où ils pourront trouver ce qu'ils cherchent, des empoisonneurs. Car ils savent qu'il y en a. C'est ainsi qu'au mois de décembre 1678, un avocat du nom de Perrin vient raconter un inquiétant propos au capitaine-exempt Desgrez, celui-là même qui avait arrêté la Brinvilliers à Liège. L'avocat lui révèle qu'étant présent chez une dame Vigouroux, épouse d'un tailleur, au moment où elle parlait avec une certaine Marie Bosse, veuve d'un marchand de chevaux, toutes deux ferventes de spiritisme et se disant devineresses, il a entendu la Bosse dire : « Quel beau métier ! quelle belle clientèle ! ce ne sont que duchesses, marquises, princes et seigneurs. Encore trois empoisonnements, et je me retirerai, fortune faite ! »

Le capitaine Desgrez prend les propos très au sérieux. Il se décide à agir et envoie chez la veuve Bosse une femme (on dirait aujourd'hui une auxiliaire de police) qui prétend vouloir se débarrasser d'un mari encombrant. La Bosse lui remet, moyennant rétribution, une fiole que la femme rapporte à Desgrez. Il s'avère que cette fiole contient du poison. Aussitôt Desgrez fait son rapport à La Reynie. Celui-ci vient justement de faire arrêter une bande de malfaiteurs, hommes et femmes, soupçonnés d'avoir empoisonné le prince Charles-Emmanuel de Savoie. Au cours des interrogatoires, le nom de madame de Montespan a été prononcé, mais n'a pas été consigné par écrit. Le lieutenant de police sent qu'il y a là les prémices d'une importante affaire. Au début de janvier 1679, il fait arrêter la Bosse, la Vigouroux et tous leurs familiers. On perquisitionne à leurs domiciles et l'on découvre un invraisemblable attirail de poudre de cantharide, d'arsenic, d'eau-forte (acide nitrique), des rognures d'ongles, des mèches de cheveux, du sang menstruel desséché, bref toute la panoplie du parfait envoûteur-empoisonneur. Et surtout, la veuve Bosse avoue s'être livrée à la magie sur les conseils d'une devineresse, Catherine Deshayes, dite la Voisin. La Vigouroux, la Bosse et la fille de celle-ci sont envoyées à la Bastille, en attendant mieux.

Le mieux, c'est de s'emparer de la Voisin. Elle est arrêtée le 12 mars alors qu'elle sortait de la messe, à Notre-Dame de Bonne-Nouvelle. Quelques jours plus tard, c'est au tour de l'amant de la Voisin d'être arrêté : il s'agit d'un certain Dubuisson, dit le Cœuret, dit Lesage, un vieil habitué de la Bastille puisqu'il y a fait un court séjour, interrompu soit par une évasion, soit grâce aux relations de sa maîtresse. Cette fois, tout ce beau monde est mis sous bonne garde. Lesage parle beaucoup et compromet beaucoup de monde, les abbés Davot, Mariette et Guibourg, qui célébraient des messes noires, et bien d'autres complices dans leurs activités criminelles mais lucratives. Et, bien entendu, il cite des noms de clients, et non des moindres. L'affaire prend une tournure que La Reynie n'avait pas prévue, mais qu'avait certainement souhaitée Louvois, à tel point qu'on crée une commission spéciale, qui siège à l'Arsenal, et qui prend le nom de Chambre ardente, pour juger

de cette affaire, en dehors de toute publicité tapageuse.

Sans relâche, La Reynie interroge les prisonniers de la Bastille. Ce qu'il apprend chaque jour le fait frémir d'horreur. Empoisonnements, envoûtements, messes noires avec sacrifices de nouveau-nés, sacrilèges, exécutions, diableries diverses, tout y est. Et le nombre de personnages compromis dépasse toute mesure. Le 24 janvier 1680, le duc de Luxembourg, maréchal et pair de France, dénoncé par Lesage pour avoir souhaité l'empoisonnement de son épouse et pour avoir voulu envoûter certaines personnes, est autorisé à venir librement à la Bastille, en raison de son haut rang. Il proteste de son innocence, mais il est bientôt confondu. La Chambre ardente va cependant l'acquitter, mais Louis XIV et Louvois le maintiendront encore quelque temps à la Bastille avant de le libérer, sous condition qu'il s'exile sur ses terres. Le maréchal de Luxembourg était bel et bien partie prenante dans l'affaire. Pourquoi cette indulgence ? Il est probable qu'on l'a élargi en échange de son silence.

On sait la suite. À partir du moment où le nom de madame de Montespan revient trop souvent dans les dépositions, le roi fait en sorte que ce nom ne puisse apparaître dans aucun procès-verbal. Mieux encore, on n'instruit plus le dossier d'un personnage compromis si cela touche de trop près la favorite. Inutile de dire que certains accusés vont largement en profiter, et de ce fait, certains sauveront leur peau : c'est le cas de l'abbé Guibourg, de la fille Voisin et de Lesage, lequel pourtant est au cœur de cette affaire : ils seront seulement condamnés à la prison perpétuelle parce qu'ils semblent en complicité directe avec madame de Montespan. Certains historiens actuels en profitent pour « blanchir » madame de Montespan grâce à cet argument que les accusés avaient compris qu'ils pourraient échapper à l'échafaud rien qu'en prononçant le nom de la favorite et qu'ils ont sali celle-ci à loisir et sans aucune raison. C'est vite dit. Étant donné que les quelques documents où apparaissait le nom de madame de Montespan *ont tous été remis à Louis XIV qui les a détruits*, il n'est pas plus aberrant de croire à la culpabilité de la favorite qu'à son innocence. Il n'y a jamais de fumée sans feu, et la mère des enfants préférés de Louis XIV paraît bien compromise dans cette sordide affaire qui a éclaboussé toute la haute société et contribué à perdre dans l'opinion une partie de la classe dirigeante. La liste est longue : la duchesse de Bouillon, acquittée elle aussi pour acheter son silence, madame de Gramont, madame du Roure, la duchesse d'Angoulême, la duchesse de Vitry, la princesse de Tringry, la maréchale de La Ferté, le marquis de Feuquières, la comtesse d'Argenton, sans compter la duchesse d'Orléans, ou encore la comtesse de Soissons qui préfère s'enfuir aux Pays-Bas. Et que dire de Jean Racine, nommément accusé d'avoir fait empoisonner sa maîtresse, mademoiselle Du Parc ? C'est à partir de cette date que ce génial dramaturge va « se convertir » et mener une vie familiale irréprochable. Sentiment de culpabilité, ou réflexion intérieure profonde après l'échec retentissant de *Phèdre* ? Il faudrait peut-être aussi expliquer les causes réelles de l'échec de ce chef-d'œuvre, de toute façon victime d'une cabale.

Cependant, avec un zèle qui confine à l'entêtement, La Reynie poursuit ses

interrogatoires à la Bastille. Les prisonniers sont de plus en plus nombreux, de petites gens bien entendu, et les documents s'accumulent. Cela dure jusqu'au mois de juillet 1682, date à laquelle, par une lettre de cachet, Louis XIV met fin aux séances de la Chambre ardente. L'affaire des poisons est terminée, du moins officiellement. Il aura fallu trois ans et huit cents séances pour entendre plus de quatre cents personnes, en faire exécuter trente-six et en enfermer deux cent dix-huit, dont quelques-unes à la Bastille. Ce même mois est promulgué un édit royal bannissant du royaume sorciers et devineresses et réglementant strictement la fabrication et la vente des produits toxiques, le fameux Tableau B encore en usage dans la pharmacie contemporaine. Et, désormais, jamais Louis XIV n'aura le même regard vers la belle Athénaïs de Montespan.

L'Affaire des Poisons a laissé un fort mauvais goût dans l'Histoire du règne du Roi-Soleil dont elle a failli, si elle n'avait pas été étouffée, réellement ternir l'image. On ne doit jamais soupçonner la femme de César... Comme le dit à peu près Racine, dans *Phèdre* justement, il vaut mieux que cette horrible chose demeure à jamais dans l'ombre. Mais Hippolyte, qui fait cette réflexion après l'aveu de Phèdre, sera la première victime de son silence. Il ne suffit pas de mettre les gens à la Bastille pour en supprimer le souvenir.

Il y a heureusement d'autres cas moins nauséabonds. Ainsi, le 22 avril 1693, une lettre de cachet fait enfermer à la Bastille Gatien de Courtilz de Sandras. Il est accusé d'avoir composé, depuis la Hollande, des livres injurieux pour le roi et pour la France. Il n'est pas le seul à procéder ainsi à cette époque, et la Hollande est le rendez-vous de tous ceux qui subissent ou qui sont sur le point de subir les inconvénients de la censure française. Les Pays-Bas sont une terre d'accueil pour ceux qui se veulent libres (à condition qu'ils ne soient pas eux-mêmes hollandais !) parce que la politique des Pays-Bas consiste précisément à causer le plus de tort possible au royaume de France. Mais Courtilz de Sandras a eu la malchance de tomber entre les mains des sbires du lieutenant de police. Il doit payer son audace. Il restera donc six ans à la Bastille, soigneusement gardé, comme en témoigne ce billet du nouveau ministre Pontchartrain au gouverneur : « La femme de Courtilz ayant permission de le voir, il faut que vous lui en donniez la liberté pour une fois seulement, et en présence d'un officier, et au surplus que vous empêchiez que cet homme n'écrive et ne reçoive aucune lettre ni mémoire, étant d'un esprit dangereux. »

Mais quel était donc ce personnage qui représentait un si grand danger pour le roi ? Un pamphlétaire, bien sûr, quelquefois mordant et parfaitement renseigné sur ce qui se passait à la Cour, d'où la hargne de Louis XIV et de Pontchartrain à son encontre. Mais c'était aussi un de ces écrivains prolixes que les manuels de littérature oublient volontiers, ce qui ne veut pas dire qu'ils n'eussent point contribué à faire quelque œuvre qui laissât un souvenir profond dans les esprits. Courtilz de Sandras a écrit un grand nombre de romans verbeux et sans grand intérêt qui ne méritent certainement pas d'être reconnus par la postérité, mais l'un de ceux-ci requiert néanmoins notre attention : il s'agit des *Mémoires de*

*M. d'Artagnan*, « mémoires » évidemment apocryphes et complètement inventés, mais que découvrira un jour Alexandre Dumas, et qu'il recopiera presque entièrement pour en faire *les Trois Mousquetaires*. Voilà de quoi figurer dans toute histoire de la littérature française. Et quand on sait que, d'une part, Courtilz de Sandras a commencé à écrire ces *Mémoires* du temps qu'il se trouvait à la Bastille, d'autre part, étant resté six ans dans la forteresse, il s'y trouvait lors de l'arrivée du « Masque de fer » officiel en 1697, sous la surveillance de M. de Saint-Mars, on peut se poser certaines questions. D'autant plus que l'authentique d'Artagnan, sous-lieutenant de mousquetaires, est celui qui a été chargé, *par le roi lui-même, en personne*, d'arrêter le surintendant Foucquet, et que d'Artagnan, dans les délires de Dumas qui s'ajoutent à ceux de Courtilz de Sandras, est lié d'une façon ou d'une autre à ce mystérieux prisonnier dont on voulait à tout prix cacher le visage. Mais cela fait partie de ces énigmes de la Bastille qu'on ne peut jamais résoudre parce que l'Histoire, telle qu'elle est racontée, non seulement aux enfants, mais aussi aux adultes – qui ne sont guère que de grands enfants – a toujours été manipulée et trafiquée pour les besoins de la cause. Et qui trouve la cause comprend le reste.

Gatien de Courtilz de Sandras, qui mérite ainsi les honneurs de la postérité, du moins par héros interposé, n'est au fond qu'une victime de l'orgueil royal. Il n'a rien à se reprocher dans sa vie personnelle, ni dans ses mœurs. Il en va tout autrement d'un autre prisonnier de la Bastille qui y fait son entrée en 1700, le jeune duc Louis-Armand d'Estrées, qui appartient à une famille très respectable parce que son aïeule Gabrielle a eu la faiblesse d'être la maîtresse officielle d'Henri IV. (La morale se porte toujours bien, surtout chez les grandes familles de la noblesse française !) Mais Louis-Armand dépasse nettement la mesure : tant que les débauches demeurent cachées, on ne trouve rien à y redire, et quand elles se pratiquent entre gens du meilleur monde, c'est un honneur. La tragédie commence quand il y a mélange de classes, autrement dit mésalliance. On avait vu le cas pour la marquise de Brinvilliers, coupable d'aimer un petit aventurier. Maintenant voici le cas du duc d'Estrées qui fait scandale au bordel, qui court les rues toutes les nuits en compagnie de jeunes gens aussi débauchés que lui, qui se bat contre toutes sortes de truands. Cela ne peut plus durer, et il faut infliger une leçon de savoir-vivre au jeune homme. Avec toutes les précautions d'usage (c'est à un parent, le duc de Béthune, que Pontchartrain adresse la lettre de cachet), on conduit donc Louis-Armand à la Bastille, où il reste six mois.

Il n'en sort pas corrigé pour autant, car il recommence aussitôt ses frasques. Il affiche une liaison tumultueuse avec « une créature qui lui a fait quitter les armes », fille d'un avocat de Toulouse, qui, paraît-il, aux dires de d'Argenson, « approche des quarante ans », ce qui veut dire qu'il ne faut pas trop s'inquiéter. Le rapport de d'Argenson vaut la peine d'être lu : « Je pense que la famille de M. le duc d'Estrées ne doit prendre aucune alarme par rapport à cette personne, qui ne passe pas pour intéressée, et quoi qu'on ne puisse pas la mettre au rang de ces femmes régulières qui n'inspirent à ceux qui les voient que des sentiments de



politesse et de vertu, on ne saurait aussi sans injustice la regarder comme une de ces créatures désordonnées qui se prostituent sans ménagements ou ne peuvent vivre sans quelque amant déclaré. » Voilà qui en dit long sur l'influence que pouvait avoir la prude et froide madame de Maintenon, par roi interposé, sur la mentalité officielle de l'époque, même sur celle d'un authentique sceptique comme l'était d'Argenson. Mais quoi qu'il en soit, le ministre Pontchartrain, ayant bien chapitré la dame « sur ses quarante ans », celle-ci promet de se retirer en province. L'honneur de la famille est sauf. Mais cela n'empêchera pas le duc d'Estrées de revenir à la Bastille en 1713, après une altercation et une querelle avec le comte d'Harcourt qui, selon cette mauvaise langue de Saint-Simon, ne valait pas mieux que l'autre. D'ailleurs, d'Harcourt sera mis lui aussi en détention. Mais ces deux personnages manifestent tant de morgue et font tant agir leurs proches, qu'ils sont libérés au bout de treize jours, à condition de se réconcilier solennellement. Cette séance de réconciliation, au cours de laquelle les deux adversaires observent un silence glacial et méprisant, a permis à Saint-Simon de se surpasser dans l'art de décrire le cynisme de l'aristocratie à la fin du règne de Louis XIV.

Mais les ecclésiastiques sont également admis à la Bastille, et pas seulement pour leurs opinions religieuses. On pourrait parler de l'abbé Roux, vicaire de l'évêque de Beauvais, enfermé pour avoir tenté de « racketter » les bouchers de la ville. L'enquête révéla qu'il avait agi pour le compte de son évêque, François Honoré de Beauvillier, grand prêcheur et pourfendeur de jansénistes, qui avait eu le malheur (ou le bonheur, c'est selon) de tomber amoureux d'une de ses pénitentes, mademoiselle Lacroix, et qui l'avait installée au palais épiscopal. Cela faisait rire tout le monde, et l'on disait que l'évêque était un saint qui passait ses journées – et ses nuits – « au pied de la Croix ». Bref, il avait besoin d'argent pour entretenir la donzelle. Il n'évita la Bastille que par considération pour sa famille, ce qui ne l'empêcha pas par la suite de faire de nouveau scandale en se consolant avec une jeune prostituée de seize ans, avant de finir pieusement ses jours à rédiger une nouvelle traduction de la Bible.

Encore plus pittoresque est l'abbé du Bucquoy, qui échoua à la Bastille le 11 mai 1706, personnage folklorique s'il en fut, ancien prieur de Nogent-sur-Seine, convaincu d'espionnage, d'impiété et de sortilèges. D'abord prisonnier à Fort-l'Évêque, il s'en était évadé, car c'était un spécialiste de la transformation à vue. Il avait en effet une perruque réversible, blonde d'un côté et noire de l'autre, une veste pouvant se retourner et une culotte aux poches si profondes qu'il pouvait y dissimuler une quantité invraisemblable d'objets utiles pour desceller un mur ou ouvrir une porte. Avec cela, une habileté prodigieuse des mains qui lui permettait de dissimuler tout ce qu'il voulait lors d'une fouille.

Le voici donc à la Bastille. Au bout de trois ans, en 1709, donc, le 5 mai, comme il s'ennuyait probablement dans sa prison, il réussit à scier les barreaux de sa fenêtre et, en compagnie de ses deux compagnons de cellule, il utilise des draps de lits noués pour s'évader. Les deux compagnons sont repris, mais l'abbé disparaît

dans la nuit. Cela ne fait guère la joie du gouverneur, M. de Bernaville, qui est obligé de plaider coupable auprès de Pontchartrain, à cause de sa négligence. On lui répond de redoubler ses soins « pour une garde plus exacte ». Bien entendu, les sbires du lieutenant de police recherchent le fugitif. On le voit partout, même en Hollande. Mais il se fait reprendre bêtement à La Fère, et doit réintégrer la Bastille pour ne plus en sortir. Manifestement, ce personnage n'avait pas sa raison. Ce n'est certes pas une victime, mais un de ces demi-fous qui pullulent et qui ne sont guère dangereux. Mais le pouvoir ne peut pas se permettre de les laisser rôder dans le royaume...

Il y a bien entendu des femmes à la Bastille, de toutes conditions, et pour les motifs les plus divers, mis à part la prostitution qui est le lot de la Salpêtrière, ou d'un quelconque couvent. Le 31 décembre 1707, une mademoiselle Vallière, fille de gargotier et danseuse à l'Opéra, est enfermée par la vertu d'une lettre de cachet. Qu'a donc commis cette pauvre fille ? Elle est tout simplement la maîtresse plus ou moins officielle du prince de Léon, fils du duc de Rohan, lequel prince la fait même voyager dans son carrosse en allant présider les États de Bretagne. Quelle horreur ! Si, au moins, le prince se montrait plus discret ! C'est que mademoiselle Vallière, qu'on appelle plus volontiers « Florence », est bien connue dans le milieu aristocratique en dépit de sa naissance on ne peut plus modeste. Tout le monde admire sa beauté et son charme, sinon sa vertu qui est plutôt mince. Et pour comble, elle a été la maîtresse royalement entretenue de Philippe d'Orléans, le futur Régent, qui faisait protéger ses ébats par les policiers de d'Argenson. C'est dire que Florence a bien le droit de se retrouver à la Bastille, puisqu'il faut l'éloigner à tout prix du prince de Léon.

Malheureusement, Florence est enceinte. Il faut donc la ménager. C'est pourquoi elle bénéficie d'un traitement de faveur, et, comme ce n'est pas le roi qui a été à l'initiative de la lettre de cachet, mais le duc de Rohan, c'est lui qui, malgré son avarice légendaire, paie la pension – une forte somme – pour celle qu'il a fait enfermer. Au bout de six mois, on la fait sortir pour accoucher, et on lui propose d'aller dans quelque couvent « chercher une oisiveté tranquille et régulière, plus de repos qu'elle n'en a trouvé jusqu'à présent », comme le dit d'Argenson sans rire. Quant à l'inconsolable prince de Léon, qui a manifesté tant de colère à l'annonce de l'embaстиllement de sa bien-aimée, il vient d'enlever une demoiselle de Roquelaure du couvent de Montmartre et il l'a épousée secrètement. La Bastille serait-elle donc le tombeau des amours mortes ?

Les affaires de cœur sont parfois bien étranges, surtout lorsque la « raison de famille » y fait intervenir la « raison d'État ». C'est le cas pour Louis François Armand de Vignerot du Plessis, duc de Fronsac, qui, à la mort de son père, deviendra duc de Richelieu. C'est le petit-neveu du cardinal, et sa famille est l'une des plus considérées dans la bonne société d'alors. On l'a marié à quinze ans avec la fille du marquis de Noailles, plus âgée que lui, et qui visiblement ne l'inspire guère, puisqu'il préfère courir la prétentaine. Il n'a d'ailleurs pas de mal à cela, ayant une grande aisance, un esprit des plus mordants, une intelligence très fine :

il est la coqueluche de toute la Cour. On se l'arrache, les hommes parce que c'est un bon compagnon avec lequel on ne s'ennuie jamais, les femmes parce qu'il est un peu le *sex-symbol* de son temps. En plus, c'est un terrible joueur qui sait perdre gros avec beaucoup d'élégance. Bref, il multiplie les aventures galantes et affiche une passion très marquée pour sa marraine, la belle duchesse de Bourgogne, l'épouse du petit-fils du roi. Il n'a donc guère le temps de s'occuper de sa femme.

Tout cela n'est pas du goût du vieux duc de Richelieu. Il ne s'agit pas tellement de l'honneur de la famille, puisque Fronsac ne se commet pas avec des gourgandines, mais c'est encore plus grave : la continuité de la famille est en jeu, et le père exige que son fils lui fasse promptement un petit-fils – légitime, bien entendu. Fronsac n'en a aucune envie. On prétend que son épouse n'était guère attirante, ce qui est possible, après tout.

Mais les choses étant ce qu'elles sont, Richelieu père se décide à employer les grands moyens. Il obtient du roi, le 20 mai 1711, une lettre de cachet contre son fils pour l'envoyer à la Bastille. Là, son épouse lui rendra régulièrement visite, et il ne sortira de la forteresse que lorsque la jeune femme sera enceinte.

La situation est pour le moins cocasse, d'autant plus que l'on profite du calme dans lequel se trouve Fronsac pour parfaire son éducation qui, jusque-là, avait été quelque peu négligée. On lui envoie d'érudits ecclésiastiques qui font tout ce qu'ils peuvent pour meubler les loisirs d'un prisonnier. Il reçoit aussi les grands personnages de la Cour, en particulier le prince de Conti, lequel s'ennuie terriblement en son absence. La « cellule » de Richelieu fils (munie de tout le confort, on s'en doute) devient le lieu de rendez-vous de tous les beaux esprits de Versailles et de Paris. Cette brillante activité cesse tout à coup lorsqu'on apprend que le prisonnier vient d'attraper la petite vérole, c'est-à-dire la variole. On n'avait jamais vu cela à la Bastille, et l'on craint que les autres détenus attrapent la terrible maladie. Il n'en est rien, heureusement, et Fronsac, de constitution très robuste et très saine, se rétablit lentement mais sûrement. Et, tant qu'à faire, il profite de cette maladie pour jouer les bons apôtres, manifestant une grande piété, réclamant la confession et même l'extrême-onction. On n'a jamais vu correctionnaire de famille plus édifiant et plus soumis, apparemment décidé à ne plus jamais mécontenter son père. Sa convalescence se passe dans les meilleures conditions. Tous les jours, on lui sert « des bouillons et plusieurs potages avec deux ailes d'un gros poulet et le corps ; il s'est promené hier pour la première fois dans le jardin (le jardin qu'on a aménagé sur le bastion) ». Avec Richelieu, la Bastille est réellement une prison à plusieurs étoiles.

Malheureusement, la grossesse tant attendue ne s'annonce toujours pas. Il faudra même que l'épouse délaissée – qui d'ailleurs mourra « bréhaigne », c'est-à-dire sans enfants – intervienne en faveur de son mari pour qu'on le libère. Richelieu père comprend qu'il ne peut rien faire de plus. Il obtient donc une nouvelle lettre de cachet autorisant Fronsac à sortir.

Devenu duc de Richelieu à la mort de son père, en 1715, Fronsac mène une

existence fort agitée. Il devient aide de camp du maréchal de Villars, puis compagnon de débauche du Régent, l'un des habitués des « petits soupers » que Philippe d'Orléans, ce grand sceptique raffiné, aimait organiser. Mais le 5 mars 1716, voici de nouveau Richelieu à la Bastille, par ordre du Régent, parce qu'il s'est battu en duel contre M. de Matignon. Il y reste six mois, ce qui constitue d'ailleurs pour lui le temps d'une convalescence, car il a été sérieusement blessé au cours de ce duel. Mais il retournera à la Bastille une troisième fois, en 1719. La raison officielle est qu'il est soupçonné de complicité dans la fameuse conspiration de Cellamare, mais on peut en douter : il est fort possible qu'il ait eu des rapports un peu poussés avec la duchesse de Berry, c'est-à-dire la fille aînée du Régent. Or, on a une quasi-certitude quant aux amours incestueuses de Philippe d'Orléans avec sa fille préférée. Le Régent, infidèle par nature, aurait-il été jaloux du fringant duc de Richelieu ? Quoi qu'il en soit, Richelieu reste encore six mois à la Bastille, entretenu selon son rang aux frais de l'État.

Il ne sera jamais plus incarcéré dans la forteresse de la rue Saint-Antoine, mais il y reviendra quand même – en visiteur – au terme de sa brillante et tumultueuse existence. Le 25 août 1786, le vieux maréchal de Richelieu se présente à la Bastille et demande à accomplir une sorte de pèlerinage. On ne peut le lui refuser. Il grimpe sur les tours et se promène sur le chemin de ronde. Il a quatre-vingt neuf ans. Il contemple Paris. Il ne sait pas que trois ans plus tard, il n'y aura déjà plus de Bastille. Mais, en attendant, il se souvient de sa jeunesse...

Le maréchal-duc de Richelieu est un de ces personnages remarquables de l'Histoire, tant par sa dimension humaine et sa valeur personnelle que par son rang social qui l'exposait à être sur le devant de la scène. Mais il y en a d'autres qui, bien que de basse extraction et d'esprit médiocre, peuvent occuper la même place, surtout si la légende enjolive la réalité, parfois même lorsque l'intéressé participe à l'élaboration de sa propre légende. C'est le cas de l'un des plus célèbres prisonniers de la Bastille, le garçon chirurgien Jean-Henri Latude, exemple parfait de l'escroc sans génie qui se hausse, par la force des poignets (on ne peut pas mieux dire, au vu de ses évasions !), au rang des héros, en l'occurrence des héros de la liberté.

En 1749, Latude est à bout de ressources. Comme c'est un escroc à la petite semaine, il imagine un stratagème qui va lui rapporter quelque argent. Il fait envoyer par la poste un colis destiné à madame de Pompadour, l'intrigante maîtresse de Louis XV. Le colis ne contient rien que du vent. Aussitôt le paquet posté, Latude se précipite à Versailles et demande à être reçu par les responsables de la sécurité. Il raconte alors une histoire ahurissante : il a surpris, aux Tuileries, une conversation entre deux individus vêtus de noir (comme tous les conspirateurs !) qui se félicitaient d'avoir envoyé une « machine infernale » dans un paquet, par la poste, à madame de Pompadour, afin de tuer celle-ci. En débitant ces sornettes, Latude espère pouvoir toucher une jolie récompense.

Effectivement, les services de police prennent très au sérieux ce témoignage. On

avertit le roi et la favorite. On guette l'arrivée du colis. On le fait ouvrir avec précaution et on s'aperçoit qu'il n'est en rien dangereux. Mais Louis XV et madame de Pompadour sont à peine rassurés : cela cache quelque chose, et ce faux colis piégé peut être un avertissement, un prélude à une action plus conséquente. Le lieutenant de police, qui est Berryer, se charge de l'affaire. Il fait rechercher les deux hommes en noir, et procède à des investigations sur le colis. Il est ainsi amené à comparer l'écriture qui se trouve sur l'enveloppe du paquet et l'écriture de l'unique témoin, c'est-à-dire Latude. C'est la même. On mesure ainsi la naïveté, voire l'imbécillité, du personnage qui n'a même pas pensé à déguiser son écriture ou à faire écrire l'adresse par quelqu'un d'autre. Et, par lettre de cachet, le 1<sup>er</sup> mai 1749, voici Latude à la Bastille. Il restera prisonnier trente-cinq ans, tant à la Bastille qu'à Vincennes, Charenton ou Bicêtre. C'est très cher pour une minable petite escroquerie.

Mais Latude est tombé dans son propre piège. Le lieutenant de police est persuadé que Latude n'est qu'un comparse, qu'il y a un véritable complot, et même que parmi les comploteurs, figure le ministre Maurepas qui est, ce n'est un mystère pour personne, un violent adversaire de la marquise de Pompadour. C'est pourquoi Berryer, dès le lendemain de l'arrestation de Latude, se rend à la Bastille lui-même pour procéder à un interrogatoire serré du prisonnier.

Berryer s'adresse à Latude dans le ton de la plus parfaite courtoisie, comme s'il s'agissait d'un grand de ce monde. Il se déclare très chagriné de ce qui se passe, arguant du fait que ce n'est pas lui, mais un pouvoir supérieur, qui a décidé de l'emprisonnement. Mais il ajoute que tout cela n'est pas bien grave, et que Latude peut très vite sortir de là en prouvant son innocence ou en dénonçant ses complices. Les méthodes de la police n'ont guère changé, qui font alterner l'espoir d'un élargissement rapide à la menace la plus directe. Seulement Latude ne comprend pas les subtilités du lieutenant de police.

S'il avait avoué la vérité, il est probable que l'autre aurait bien ri et que le garçon chirurgien serait resté à la Bastille pour la forme quelques semaines avant d'être définitivement mis hors de cause. Latude croit se rendre important en mentant et en inventant des histoires à dormir debout. Il a tort, car Berryer est bien décidé à tirer parti de toute information, fût-elle extravagante : il voudrait bien avoir la peau de Maurepas. Et cela, Latude l'ignore. L'imbécile continue à broder, puis, quand il s'aperçoit que cela ne marche plus, il s'enferme dans un mutisme total. C'est encore une erreur psychologique de taille : Berryer va le laisser moisir en prison.

Mais Latude ne sera jamais considéré comme ce qu'il est en réalité. C'est un *prisonnier intéressant* et qui sera traité en conséquence. Il ne tarde pas d'ailleurs à le comprendre et il en abuse tant qu'il peut, réclamant sans cesse à propos de la nourriture, sur les vêtements, sur le linge, les soins de santé et ses besoins constants d'encre et de papier. Et s'il n'obtient pas assez vite ce qu'il demande, il se fâche, déclarant que si le roi ne peut pas payer, il n'y a qu'à s'adresser à

madame de Pompadour. C'est assez maladroît comme système, mais Latude a compris que s'il était un « prisonnier intéressant », on devait le traiter comme tel et donner satisfaction à ses caprices.

Cela n'empêche pas le personnage de s'ennuyer ferme à la Bastille. Il a quand même l'impression qu'on ne le relâchera pas de sitôt et décide de prendre les devants. Il s'est déjà évadé de Vincennes, où il avait été transféré en 1750, par un exploit accompli en plein jour. Seulement, la Bastille n'est pas Vincennes. Il lui faudra beaucoup de patience pour élaborer son plan d'évasion et le mettre à exécution en compagnie de son compagnon de cellule, Allègre. Pendant des semaines, les deux prisonniers arrivent à confectionner une échelle de corde de cent cinquante et un échelons<sup>[50]</sup> à l'aide de fragments de linge, et ils réussissent même à scier les barreaux de la grille qui obstrue le conduit de cheminée. Et c'est pendant la nuit du 25 au 26 février 1756 que Latude et Allègre décident de « jouer la belle ».

La nuit est froide et pluvieuse. Mais la visibilité est très réduite, ce qui constitue un avantage. Latude et Allègre cassent les barreaux de la cheminée, grimpent dans le conduit, aboutissent sur le toit et se lancent dans le vide grâce à leur échelle de corde. Mais il y a un solide mur pour séparer l'immense fossé de la Bastille de celui de la porte Saint-Antoine par lequel ils ont résolu de s'enfuir. On ne peut plus reculer. Il faut creuser un trou dans le mur de séparation, et cela sans bruit, à mains nues, sans se faire surprendre par les rondes des gardes. Ils y parviennent cependant aux premières lueurs de l'aube et, non sans avoir failli se noyer dans le fossé, alors rempli à ras bord, ils s'évanouissent dans la ville encore mal réveillée.

On imagine la consternation à la Bastille, quand les gardes s'aperçoivent de la fuite des prisonniers. Les porte-clefs et les gardes de service sont mis au cachot, et le lieutenant de police, mis au courant de « cette horrible évasion dont le détail sera long et paraîtra aigre », laisse éclater sa fureur. Il fera tout pour faire reprendre les fugitifs et lancera sur leurs traces l'exempt nommé Saint-Marc, qui avait, sept ans plus tôt, démasqué Latude comme le responsable du colis piégé. Ce fin limier, quelque peu « barbouze », les suit en Belgique, où il met la main sur Allègre. Puis, usant d'on ne sait quels stratagèmes – et surtout d'on ne sait quelles louches tractations avec la police des Pays-Bas – il finit par arrêter Latude en Hollande. Le petit escroc réintègre immédiatement sa cellule de la Bastille. Mais, cette fois, on le surveille de près, et on répond très peu à ses demandes de linge et de vêtements, comme en témoigne cette note du major de la Bastille ; « Attention, c'est un monsieur qui coupe une semaine un peu de linge sur la longueur, et une autre semaine un peu sur la largeur. Et puis il fait de même avec les draps, et à la fin de l'année, il a assez de fil pour tresser une corde et s'évader. »

De plus, pour le punir de son évasion, il va avoir droit au cachot, et y restera trois ans – c'est du moins ce qu'il raconte dans ses *Mémoires*, mais cela paraît exagéré. Il a les fers aux pieds, et même si on finit par lui donner l'ordinaire des repas, sa situation n'est guère enviable. Il n'en continue pas moins à écrire des

lettres à tout le monde, et, pour se distraire, il apprivoise les rats et les araignées. De toute façon, quand on le sort de son cachot, le médecin qui l'examine le juge en très mauvais état de santé.

Il s'en remettra néanmoins fort bien, car il est d'une forte constitution. Vingt-six ans après la lettre de cachet, on s'aperçoit que l'on a affaire non pas à un dangereux comploteur, mais à un demi-fou. On le transfère à Charenton, puis à Bicêtre, et finalement, on le libère en 1784, donc après trente-cinq ans de captivité. Il est « fêté par le "Tout-Paris" comme une espèce de Robinson Crusoé des prisons royales. Partout on l'invite pour l'entendre raconter ses souvenirs et notamment ce qui se passe dans cette Bastille mystérieuse et de plus en plus détestée de cette fin de siècle si sensible aux approches du Romantisme. Mais entre gasconner dans un salon au milieu des dames tandis qu'on sert le chocolat, et publier des *Mémoires*, il y a plus d'une nuance. Lorsque le lieutenant de police Le Noir lui a signifié sa libération, il l'a prévenu que le moindre récit le ramènerait aussitôt en prison<sup>[51]</sup>. Pendant cinq ans, Latude se le tiendra pour dit, mais après le 14 juillet 1789, il ne va évidemment plus se tenir, d'autant qu'ayant considérablement accru sa légende en plastronnant dans les salons à la mode, il a fait de lui cette victime de l'absolutisme royal qu'on attendait. Il faut dire qu'en dehors du marquis de Sade, déjà fort discuté, et de lui-même, il n'y avait pas grand monde à lui disputer la place.

C'est ainsi qu'il va écrire, ou plutôt dicter à un avocat plumitif nommé Thiéry, ses fameux *Mémoires* dans lesquels il en rajoute tant qu'il peut pour se faire valoir d'un public avide de sensations et prêt à souscrire à la moindre de ses plaintes déchirantes. Le personnage est demeuré ce qu'il était, un sot. Il s'est obstiné, pendant les dernières années de l'Ancien Régime, lorsqu'il est allé s'établir provisoirement en Angleterre, à attaquer en demande de dommages et intérêts Sartine, Berryer, Le Noir et les héritiers de madame de Pompadour (qu'il a toujours rendue responsable de son emprisonnement). Il fait de même pendant la Révolution et s'adresse directement à l'Assemblée Constituante, en se proclamant une « victime d'État ». La Constituante l'envoie « au diable ». Par contre, l'Assemblée Législative lui accordera une pension, en compensation de tout ce qu'il a enduré. Mais, pendant la Terreur, il ne désarmera pas et fera décréter par voie de justice que les héritiers de la Pompadour lui doivent des indemnités considérables. Le jugement du tribunal du VI<sup>e</sup> arrondissement, auquel il s'est adressé, ne manque pas de piquant : « Il lui suffisait (à la Pompadour) de demander la liberté de ce malheureux à son amant qui, tel irrité contre Latude à cause de ses évasions de la Bastille et de Vincennes qu'on puisse le supposer, était trop faible pour résister aux désirs, bien moins encore aux caresses, de cette sirène. » Pauvre Latude, il a attendu toute sa vie que l'on veuille bien admettre qu'il était une victime, une victime d'un abominable arbitraire, alors que, par sa bêtise et sa vanité, il n'avait fait que s'enfermer dans le piège qu'il avait dressé pour les autres... Reconnaissons au moins que, dans tout cela, il a gagné une notoriété incontestable.

On serait tenté de faire de Latude une « victime pour rire » de la Bastille. Mais, malheureusement, il y a eu des victimes bien réelles, dont le destin nous apparaît tragique, comme celui de Lally-Tollendal. Ce sera d'ailleurs la dernière grande victime politique de la Bastille, et il demeure un cas exemplaire non seulement par rapport à l'arbitraire, mais aussi par rapport à l'idée qu'on s'est toujours faite des guerriers vaincus : s'ils ont été vaincus, c'est que ce sont des traîtres, car inconsciemment, le Jugement de Dieu est présent dans l'imaginaire des peuples et de leurs gouvernants. On peut penser au maréchal Bazaine, mais également à tous les condamnés du procès de Nuremberg. On ne refait point l'Histoire, mais on peut se poser la question de savoir qui eût été jugé et condamné par un Tribunal agissant au nom de l'Humanité si Hitler et sa clique avaient été les grands vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale.

Thomas-Arthur, comte de Lally-Tollendal, noble d'origine irlandaise, s'est distingué pendant les guerres de succession de Pologne et de succession d'Autriche. Devenu général, il a été envoyé aux Indes, à la tête du corps expéditionnaire français. Mais, en 1758, il ne peut s'emparer de Madras, soigneusement tenue par les troupes anglaises, et en 1761, à bout de moyens, il finit par capituler dans Pondichéry, ce qui consomme la perte définitive des Indes par la France, à l'exception des cinq fameuses villes qui ont bercé la mémoire des écoliers de la III<sup>e</sup> République. On sait maintenant que la résistance de Lally-Tollendal et de ses soldats a été au-delà de l'héroïsme, mais à l'époque, et dans le contexte politique et diplomatique où la France n'avait pas le beau rôle, il fallait un bouc émissaire. Ce fut le commandant du corps expéditionnaire. Lally-Tollendal fut donc accusé de haute trahison et de concussion, et conduit à la Bastille le 1<sup>er</sup> novembre 1762, par décision royale, donc par lettre de cachet.

Bien entendu, le comte de Lally-Tollendal est resté un *homme important*, et il est traité en grand seigneur. Sartine s'adresse ainsi au gouverneur : « Lorsque j'ai vu dimanche, Monsieur, à la Bastille, M. de Lally, il m'a parlé de l'incommodité de sa chambre où il ne respire qu'une très mauvaise odeur quand il règne certains vents et il m'en a écrit encore hier. Ne pourriez-vous pas, Monsieur, lui donner présentement, s'il est possible, un autre logement où il n'aurait pas ce désagrément qui influe sur sa santé quand même il serait question de faire un changement avec tel prisonnier qui ne serait pas de l'état de M. le comte de Lally. » Mais en attendant, son procès s'instruit lentement et il finit par être condamné à mort le 6 mai 1766, pour être décapité le 8 mai en place de Grève. On peut être considéré comme traître, on n'en est pas moins grand seigneur, et il faut que tout, même le pire, se passe dans le respect des conventions mondaines.

La Bastille aura connu bien d'autres « traîtres » ou supposés tels. Mais parmi ceux-ci, Dumouriez occupe une place de choix. Sous le règne de Louis XV, alors que le duc d'Aiguillon, incapable notoire qui s'est fâcheusement distingué en Bretagne, remplace Choiseul – probablement le moins médiocre des ministres de Louis XV –, aux Affaires étrangères, le colonel Charles François du Périer, dit Dumouriez, brillant officier, part en mission secrète en Allemagne pour le compte



du ministre de la Guerre, sans que le ministre des Affaires étrangères le sache. C'est le début d'une série de quiproquos. D'Aiguillon fait surveiller Dumouriez qui, de toute façon, joue un jeu plutôt personnel à travers ces querelles de préséance entre ministres. Et, finalement, il le fait arrêter par une lettre de cachet qu'il signe seul, mais que le roi ne renie pas, laissant ainsi aller, contre son gré, Dumouriez à la Bastille. Le futur vainqueur de Valmy et de Jemmapes passe six mois dans la forteresse avant d'être transféré au château de Caen, en attendant que l'affaire se dissolve dans le néant de la procédure. Traître, Dumouriez ? On sait toute l'ambiguïté du personnage et les polémiques qu'ont suscitées ses « victoires » à la tête des armées révolutionnaires. On sait qu'il est ensuite passé carrément « de l'autre côté ». Il est difficile de cerner la véritable personnalité de cet homme remarquable à bien des points de vue et qui connaissait tous les rouages de la diplomatie plutôt que les tactiques militaires conventionnelles, avec en plus un sens aigu des « affaires ». Mais, au moins, il aura contribué à démythifier quelque peu aussi bien la Bastille que la répression révolutionnaire. Il écrit en effet, à propos de son incarcération à la Bastille, que, de son temps, les prisonniers « n'étaient jamais plus de dix-neuf, et pendant plusieurs jours, ils n'ont été que sept. Ainsi cette terrible Bastille, au moins à cette époque, n'engloutissait pas autant de malheureux qu'on le croyait. Depuis que les jacobins s'en mêlent, malgré les exécutions continuelles, les cachots de Paris contiennent toujours entre trois, quatre et cinq mille infortunés dont la vie ne tient qu'à un fil ».

À l'analyse, effectivement, la Bastille ne paraît pas avoir été le sinistre « mouroir » dont on a abondamment tracé les contours après coup. Certes, des prisonniers sont morts dans la forteresse de la porte Saint-Antoine. Mais il y en a eu d'autres qui y ont mené une vie sinon joyeuse, du moins confortable, et pour peu de temps, tel le maréchal-duc de Richelieu, ou encore Voltaire. Ou encore le pitoyable cardinal de Rohan.

Il s'agit de l'Affaire du Collier de la Reine, simple fait divers à l'intérieur d'une cour royale en pleine dissolution, mais qui a eu un tel retentissement qu'il a contribué – par un détail de plus ! – à jeter le discrédit sur la monarchie absolue de droit divin. Le point de départ de l'affaire se situe en 1770, à Strasbourg, où la jeune dauphine Marie Antoinette, tout juste mariée au futur Louis XVI, est accueillie par l'évêque coadjuteur, le prince Louis de Rohan, qu'un chroniqueur contemporain, le baron de Frénilly, décrit comme « bel homme de tournure, fort grand seigneur de manières, très aimable de ton et d'esprit... Il croyait à tout et en tout, hors peut-être en Dieu ; superstitieux, crédule, illuminé, visionnaire, lui, sa réputation et sa fortune étaient devenus le jouet et l'apanage de tous les charlatans ». Et Dieu sait qu'il y en avait à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle ! Bref, Louis de Rohan est tombé éperdument amoureux de Marie-Antoinette, laquelle, à la suite de diverses circonstances, à Vienne, n'a jamais pardonné au prince et son incapacité politique et ses réceptions fastueuses pour ne pas dire outrecuidantes.

En septembre 1781, Louis de Rohan, devenu cardinal et grand aumônier de France, rencontre le célèbre Cagliostro, mage et personnage mystérieux, dont il ne

peut plus se passer. Il fait aussi connaissance de la soi-disant comtesse de La Motte, une aventurière de haut vol, laquelle lui promet de servir d'intermédiaire entre lui et la maintenant reine Marie-Antoinette. On connaît la suite : c'est à une véritable mystification que se livre M<sup>me</sup> de La Motte en faisant croire au cardinal que la reine lui a écrit, en lui faisant rencontrer, dans les bosquets de Versailles, l'idole de ses rêves – qui n'est en réalité qu'une petite baronne fort jolie, mais que la pénombre métamorphose en reine – et surtout en faisant acheter au naïf cardinal un splendide et coûteux collier que, soi-disant, la reine ne peut pas acheter elle-même. Bien sûr, le collier est acheté par le cardinal. Mais il ne parvient jamais à la reine. Il est mis en pièces et vendu par fragments, de telle sorte que M. et M<sup>me</sup> de La Motte finissent par intriguer le lieutenant de police du fait de leur brusque train de vie excessif.

Des enquêtes discrètes sont en cours. Quant au joaillier, qui n'a pas été entièrement payé, il s'adresse à Versailles. La reine comprend qu'on s'est servi de son nom et elle entre dans une colère épouvantable, sommant le pauvre Louis XVI d'établir la vérité et de faire justice. Tout cela aboutit au scandale du 15 août 1785, dans la chapelle de Versailles. Le cardinal prince Louis de Rohan, en grand habit épiscopal, avec ses insignes de grand aumônier de France, est sur le point de célébrer l'office de l'Assomption. Alors, le baron de Breteuil s'écrie à l'adresse du capitaine des gardes du corps : « Arrêtez Monsieur le Cardinal ! »

Cela jette un certain froid dans l'assistance qui, d'ailleurs, était parfaitement au courant de l'affaire par diverses indiscretions. Mais le roi avait osé s'attaquer à l'un des membres d'une des plus vieilles familles de France et de Bretagne. Le 16 août, le gouverneur de la Bastille vient en personne chercher le cardinal pour le conduire dans sa forteresse. Et dans les jours qui suivent, une vingtaine de personnes viennent remplir les cellules vides de la Bastille, dont la comtesse de La Motte, Cagliostro et sa jeune et belle épouse. Encore une fois, que de beau monde réuni derrière les murailles de cette sombre citadelle de l'obscurantisme monarchique !

Mais il ne faut pas croire que ce beau monde est traité avec égalité. Comme on l'a dit, la Bastille reflète les inégalités inhérentes à l'Ancien Régime. On ne peut pas traiter M. le Cardinal-prince de Rohan (doublement prince par sa naissance et par sa fonction cardinalice) comme tout le monde. Comme l'écrit avec humour Claude Quétel, « chacun rivalise, le gouverneur en tête, pour épargner à M. le Cardinal les petites humiliations de l'entrée à la Bastille. On l'installe avec trois de ses domestiques dans la meilleure chambre... Les prisonniers de la Bastille bénéficient d'une allocation douze fois supérieure à celle des autres prisonniers du royaume. Eh bien, le cardinal de Rohan, lui, va disposer de cent cinquante fois plus, avec une allocation journalière de 120 livres. À sa table, servie princièrement et pour laquelle on livre force bourriches d'huîtres et bouteilles de champagne, il offrira parfois des dîners de vingt couverts où seront conviés parents et amis. Les visites qu'on lui rend sont si nombreuses que le pont-levis de la Bastille est abaissé toute la journée, ce qu'on ne se souvenait pas d'avoir jamais vu. De la Bastille,

Rohan tient donc salon et continue de veiller aux affaires de son riche diocèse ainsi qu'à son hôtel de Strasbourg. Quand il se promène sur les tours, c'est-à-dire quand il veut, les badauds s'attourent au point qu'on doit prier respectueusement M. le Cardinal de renoncer à cette promenade qu'il affectionne pourtant après dîner. Peut-être que M. le Cardinal acceptera d'aller se récréer dans le jardin du gouverneur. Mais que M. le Cardinal fasse bien attention aux légumes de M. le Gouverneur » <sup>[52]</sup>.

Mais ce que n'entend peut-être pas M. le Cardinal, ce sont les chansons que les badauds fredonnent au bord des fossés de la Bastille. Il y est question de lui et de son soi-disant rendez-vous avec la reine dans le « Bosquet de Vénus » à Versailles, où le rôle de Marie-Antoinette était tenu par la petite baronne d'Oliva, complice plus ou moins consciente de madame de La Motte. Voici en effet ce qu'on chante :

*Oliva dit qu'il est dindon,  
Lamotte dit qu'il est fripon,  
Lui-même dit qu'il est bête.  
Alléluia !*

*Le Saint-Père l'avait rougi,  
Le Roi, la Reine Vont noirci,  
Le Parlement le blanchira.  
Alléluia !*

Car Louis XVI, sans doute harcelé par la reine, au lieu d'utiliser encore une fois l'une de ces fameuses lettres de cachet, a décidé de faire comparaître le cardinal de Rohan devant le Parlement. Comme le dit le baron de Frénilly dans ses *Mémoires*, « au lieu de mettre les coquines aux Repenties (prison pour femmes) et d'exiler le cardinal dans la moindre de ses abbayes, l'imprudent et borné Louis XVI, bon philosophe de roi, ami de la justice, ennemi des lettres de cachet, envoya Louis de Rohan à la Bastille et l'affaire au Parlement de Paris. C'était jeter une mèche enflammée sur un baril de poudre, et le baril éclata avec un fracas épouvantable ». Effectivement, pendant l'audience qui devait être déterminante, toute la famille des Rohan, toutes branches confondues, était là, en vêtements de deuil. Le cardinal-prince se signala par sa morgue. Madame de La Motte, la véritable responsable et animatrice de l'affaire, fut condamnée à la prison perpétuelle. La petite baronne d'Oliva, Cagliostro et son épouse furent exilés du royaume. Et le cardinal Louis de Rohan fut acquitté par 26 voix contre 22. Comme l'avait prévu le petit peuple dans ses chansons, le cardinal avait été rougi par le pape, noirci par le

roi et blanchi par le Parlement.

Tout cela serait parfaitement grotesque si l'on ne considérait que le cas du cardinal Louis de Rohan, image parfaite du crétin de bonne famille. Mais la monarchie absolue de droit divin n'était plus qu'une caricature, un simple hochet qu'on pouvait manipuler comme on voulait et ridiculiser par les moyens les plus simples et les plus bêtes. Il ne faut certainement pas verser des larmes sur le sort de Louis de Rohan. Peut-être n'a-t-il jamais compris vraiment ce qui lui était arrivé. Mais Cagliostro ? Qui est ce personnage au visage toujours caché dans la pénombre de l'Histoire ? S'il peut y avoir un mystère dans cette affaire, c'est bien de lui qu'il s'agit. Cagliostro à la Bastille ? Il n'y est pas resté longtemps, il n'y a pas été trop malheureux. Mais il a marqué de son empreinte énigmatique un lieu qui a peut-être connu d'autres mystères beaucoup plus redoutables que ceux dont on étale complaisamment les ombres à contre-jour.

### III

## L'ESPRIT À L'OMBRE

Le roi de France est maître chez lui, sinon il ne serait pas roi. C'est une vérité de La Palice, mais elle est lourde de conséquences. Et l'ambiguïté du mot français *maître* ajoute encore au pouvoir dont est revêtu, par la grâce de Dieu, le souverain. En effet, le mot *maître* provient du latin *magister*, désignant le « professeur », plus exactement le « docteur », celui « qui en sait plus » que les autres. À son pouvoir de *dominus* c'est-à-dire de « possesseur de la maison », le maître ajoute le « savoir » du *magister*. Donc le roi est détenteur à la fois du pouvoir et du savoir, ce qui fait de lui le possesseur et le guide des esprits comme des corps. Et comme on lui reconnaît des rapports privilégiés avec Dieu, son « savoir » est aussi absolu que son « pouvoir ». Quand le roi affirme que la seule vraie religion est le catholicisme romain (quelque peu marqué, il est vrai, par le gallicanisme, mais enfin...) il faut le croire, puisqu'il détient la vérité à lui révélée par Dieu lui-même. Et cela ne souffre aucune discussion. Telle a été la dialectique des théoriciens de la monarchie absolue de droit divin sous Louis XIV, et l'on en est arrivé à ce raisonnement implacable : un seul Dieu en une seule royauté, une seule religion en un seul royaume. Cela justifiait automatiquement toute répression contre ceux qui prétendaient le contraire.

La Bastille a été un instrument de répression et de « correction » pour les affaires temporelles, affaires d'État comme affaires familiales, affaires de droit commun ou affaires de mœurs. Il était normal qu'elle fût également un instrument indispensable de répression et de correction pour les affaires de religion. C'était dans la logique du système. Le mot de « Tolérance » devient alors parfaitement inutile : *tolérer* une autre religion (c'est-à-dire une autre façon de penser) est nécessairement un *péché*, un « péché » que Henri IV avait commis avec son fameux Édit de Nantes et que, fort heureusement, Louis XIV a effacé par son non moins célèbre Édit de Fontainebleau, dit « Révocation ». Car un roi très chrétien (c'est-à-dire catholique) doit sauver les âmes de tous ceux qui se sont laissés gangrener par les erreurs des fausses doctrines. Alors, tous les moyens sont bons pour, d'une part éloigner et neutraliser la corruption de l'esprit, d'autre part convertir ceux qui sont corrompus. Là encore, la logique du système est implacable.

C'était la logique des temps de l'Inquisition, et l'on ne peut comprendre celle-ci que si l'on y fait référence. Mais, en France, à partir du XVI<sup>e</sup> siècle, l'Inquisition ne

joue plus aucun rôle. En fait, on n'en a plus besoin puisque le roi, confisquant les pouvoirs ecclésiastiques à son profit, est lui-même le Grand Inquisiteur en même temps que le Bras Séculier, comme on disait. L'Église médiévale avait au moins la pudeur de ne pas condamner : elle se contentait de mettre en évidence la faute et remettait le coupable au pouvoir temporel. Suave hypocrisie, dira-t-on. Ce n'est pas si sûr. Là encore, on se trouve en présence d'une logique qui peut échapper complètement aux esprits du XX<sup>e</sup> siècle, mais qui avait une justification et une portée réelles en ces époques. Il est difficile de juger équitablement de ce que nous considérons – sans doute à juste titre – comme un crime impardonnable contre les Droits de l'Homme, sans replacer les faits et les motivations dans leur contexte originel.

Cela dit, la Bastille, avant Louis XIV, avait déjà servi de moyen de répression contre l'esprit. L'exemple le plus célèbre est celui de Bernard Palissy. Ce génial inventeur et artiste, que l'on connaît surtout parce qu'il n'hésita pas à brûler ses meubles et son plancher pour mener à bien son expérience sur la porcelaine, était un Protestant convaincu qui ne manquait jamais une occasion de le faire savoir. La reine mère Catherine de Médicis, qui aimait les artistes et les inventeurs, même les plus « farfelus » et qui, au point de vue religieux, était parfaitement indifférente, voire agnostique, s'était efforcée de protéger Bernard Palissy (et bien d'autres calvinistes d'ailleurs). Mais à sa mort, en pleins troubles de la Ligue, Palissy fut sommé de se convertir à la vraie Foi. Bien entendu, il refusa, et, de ce fait, il fut jeté à la Bastille. Il n'eut de cesse d'affirmer sa propre foi et de refuser l'abjuration qu'on lui tendait, avec promesse de libération immédiate. Il mourut à la Bastille, en 1590, à l'âge de quatre-vingts ans.

Mais c'est à partir de 1679 que la Bastille va devenir un lieu de détention pour ceux de la R. P. R. (Religion prétendue réformée) qui refusent de revenir dans le sein de l'Église romaine apostolique, donc bien avant la révocation de l'Édit de Nantes, en 1685. Cette date de 1679 marque en effet le début du règne « puritain » de Louis XIV, fort marqué par Madame de Maintenon, laquelle était, ironie du destin, la petite-fille de ce calviniste acharné et intransigeant qu'était le poète-guerrier Agrippa d'Aubigné. Le parti dévot est au pouvoir. Il sera d'ailleurs bientôt débarrassé de Colbert, qui, selon Madame de Maintenon justement, ne pensait qu'à « ses finances, et presque jamais à la religion ». C'est le clan Le Tellier, avec Louvois, qui détient les rênes du gouvernement, et qui verra tout l'intérêt qu'il y a à se faire bien voir de la future épouse morganatique du roi et de son parti. Alors, on peut crier : sus aux Protestants !

Il faut reconnaître également que les Protestants font scandale aux yeux des Catholiques, notamment par leur mépris affiché de l'Eucharistie et leur refus de confession à l'heure de la mort. L'opinion catholique, majoritaire en France, ne l'oublions pas, va donc soutenir, sinon provoquer, la réaction contre la R. P. R. Et cela en toute bonne foi, puisqu'il s'agit de sauver des âmes de la perdition. Dans ces conditions, il n'y a aucune raison de s'offusquer de l'envoi massif à la Bastille, à partir de 1685, d'une importante quantité de Calvinistes, à peu près trois cents

qui refusent obstinément d'abjurer. Pourtant, on s'efforce de les amener à se convertir, et on ne lésine pas sur les moyens d'intimidation comme sur les prédications enflammées. C'est en 1686 que le ministre de la Maison du Roi (en l'occurrence Louvois) écrit au gouverneur de la Bastille ce conseil qui est un ordre : « Vous ne sauriez rien faire de plus agréable à Sa Majesté que d'obliger les gens de la R. P. R. qui sont à la Bastille de se convertir. »

Ainsi, un jésuite de quelque renom et d'un talent certain, le père Bordes, se trouve délégué pour porter la bonne parole aux prisonniers de la forteresse et leur permettre de gagner leur paradis. Et Louis XIV suit de très près cette entreprise de récupération. En 1691, le ministre, qui est maintenant Pontchartrain, écrit au gouverneur : « Je vous envoie la liste de quelques gentilshommes de Poitou, prisonniers à la Bastille, que le Roi pourrait faire mettre en liberté s'il était assuré de leur bonne disposition sur le fait de la Religion ; et Sa Majesté m'a ordonné de vous écrire de les voir souvent pour savoir dans quels sentiments ils sont, et de vous appliquer à les bien instruire et de me faire savoir les progrès que vous ferez auprès d'un chacun. »

Les résultats de cette « mission » ne sont guère à la hauteur des efforts consentis. Beaucoup de Protestants mourront à la Bastille, « sans demander la confession ». Et quant à ceux qui se laissèrent toucher par la grâce (laquelle ?), ils sont fort suspects. En 1697, d'Argenson, qui poursuit auprès des Protestants la même politique que son prédécesseur La Reynie, écrit à propos d'un nouveau converti : « Il paraît dans des dispositions très louables sur le fait de la religion, attentif à tous ses devoirs ; aussi l'on peut seulement douter du sentiment intérieur que la crainte des lois ni l'autorité des hommes ne peuvent changer. » Cette remarque un peu amère est dans le même ton que celle de M. de Junca, lieutenant du roi à la Bastille, à propos d'un certain M. de Boisrogue, « lequel, ayant été instruit par le père Bordes, doit incessamment changer de religion, suivant qu'il a promis, ce qu'il ne fera pas ». Dans ces conditions, comment s'étonner de tant de « ré-embastillements » d'hérétiques convertis, et aussi de tant d'arrestations de membres de la famille d'un calviniste soi-disant repent ? La pratique de l'intimidation a toujours été complémentaire de celle de la répression.

Mais l'Esprit ne souffle pas seulement sur les Protestants, même si ceux-ci sont obligés, après la Révocation, de le chercher dans les grands vents des Cévennes, dans le « Désert », où il est encore possible de prêcher à l'abri des jésuites et des dragons du roi. On a envoyé à la Bastille une cohorte de prophètes et d'illuminés de toute espèce, ayant seulement en commun la détention spécifique de la Vérité une et indivisible. Parmi ceux-ci, il faut peut-être distinguer un certain Simon Morin, comptable d'un commis de l'Extraordinaire des Guerres. Visiblement, il se prend pour un nouveau Messie. Il prêche une curieuse doctrine selon laquelle non seulement le péché ne fait pas perdre la grâce, mais contribue à abattre l'orgueil humain. Donc le péché est une bonne chose dont il faut user avec modération, mais sans craindre le châtement. Par ailleurs, déjà œcuméniste sans le savoir, Simon Morin souhaite la constitution d'une Église universelle regroupant toutes

les sectes et toutes les religions dans un syncrétisme qui paraît d'ailleurs pour le moins surprenant. Il a même publié un livre dédié au roi et intitulé en toute simplicité *Pensées de Morin*, et certains de ses disciples le prennent réellement pour le Messie redescendu sur terre. Mis en prison un certain temps, puis relâché, sans doute parce qu'il est considéré comme fou, il est de nouveau inquiété après avoir été dénoncé par le poète Jean Desmarets de Saint-Sorlin, un ancien ami avec qui il s'est brouillé, et, par lettre de cachet, il est enfermé à la Bastille le 3 mars 1662, en même temps que sa femme, son fils et trois de ses disciples. Il sera condamné un an plus tard, et brûlé vif en place de Grève. On a dit que Morin avait été une des dernières victimes de l'Inquisition, mais il semble qu'il ait été exécuté plutôt comme sorcier que comme hérétique. Pourtant, l'acte d'accusation ne fait aucunement mention de sorcellerie : on lui reproche seulement d'avoir été en relation avec deux « sorcières », l'une qui avouait être mariée au diable, l'autre qui prétendait – chose étrange pour une sorcière – que l'esprit de Jésus-Christ était en Simon Morin. Tout cela demeure bien mystérieux mais n'empêche pas que, selon le lieutenant criminel de l'époque, qui écrit au chancelier Séguier, « la doctrine de Morin est très pernicieuse ». Pour qui ? Là est tout le problème. Et ce ne sont pas les archives qui nous donnent une réponse.

Il y a d'ailleurs des affaires de religion beaucoup plus graves, en particulier celles qui concernent les Jansénistes. On sait que la doctrine de Jansénius, évêque d'Ypres, fondée sur une relecture de saint Augustin – doctrine que les jésuites considéraient comme du « calvinisme rebouilli », – avait gagné, par la profondeur des problèmes considérés, une grande partie des intellectuels du XVII<sup>e</sup> siècle (Racine, Pascal, Boileau et La Bruyère en sont nourris), ainsi que les grands bourgeois cultivés et des aristocrates particulièrement pieux. On sait que cette doctrine avait été condamnée par Rome, non pas en tant qu'hérésie, mais en tant que déviation de la pensée officielle. On sait que Pascal, dans ses *Provinciales*, avait vigoureusement défendu les thèses jansénistes contre le « laxisme » des *molinistes*, c'est-à-dire des jésuites spécialistes des cas de conscience. On sait que le même Pascal avait fini ses jours à Port-Royal des Champs, véritable citadelle du Jansénisme. Mais les idées jansénistes, non seulement ne plaisaient guère au clergé officiel, mais encore battaient en brèche – par l'introduction de l'idée de la relativité – le système monarchique de droit divin. Il fallait donc réagir avec vigueur contre une « subversion ». En 1657, tous les membres du clergé de France durent signer le fameux « Formulaire », qui consistait en une condamnation explicite du Jansénisme comme conduisant à la négation de la hiérarchie ecclésiastique. Mais de nombreux prêtres refusèrent de signer ce « Formulaire », et d'autres ne le firent qu'avec force « restrictions mentales »<sup>[53]</sup>. Il était donc normal que le roi fit usage de son autorité contre de tels perturbateurs de l'ordre.

Le plus célèbre prisonnier janséniste fut certainement M. de Sacy, directeur de conscience des religieuses de Port-Royal, qui fut enfermé à la Bastille en 1666, en compagnie de son secrétaire, Fontaine. Ils y passèrent trente mois, au cours desquels Fontaine trouva moyen de composer *l'Histoire du vieux et du nouveau*



*Testament, représenté avec des figures et des explications tirées des Saints Pères*, qu'on attribue à tort à M. de Sacy, ouvrage qui a connu de nombreuses impressions, et qu'on s'étonne d'avoir pu être écrit, en toute liberté, alors que son auteur était en prison pour délit d'opinion.

Mais, c'est à partir de 1709 que la répression contre les Jansénistes va s'exercer avec le plus de virulence. 1709, c'est la destruction systématique de Port-Royal et la dispersion des religieuses du monastère, selon les ordres de Louis XIV et la volonté occulte de Madame de Maintenon. On compte deux cent quarante-deux lettres de cachet distribuées pour la seule Bastille pour cause de Jansénisme entre 1709 et 1741. Et la bulle *Unigenitus*, condamnation définitive du Jansénisme par le pape, qui date de 1713, ne risque pas d'atténuer cette nouvelle forme de « chasse aux sorcières ». Cependant, à la mort du cardinal Fleury, la répression se fait de moins en moins sentir. Ce n'est pas que les idées jansénistes aient disparu, loin de là, mais le pouvoir commence à comprendre que plus on envoie ces « hérétiques enragés » à la Bastille, plus ils en tirent gloire, plus ils font des adeptes et plus on les considère comme des martyrs de la Foi.

Cependant, la fin du XVII<sup>e</sup> siècle a vu le développement d'idées religieuses assez étranges et peu conformes au modèle imposé par Rome et par Versailles. C'est ainsi que, s'opposant au rigorisme du Calvinisme (il y a un nombre limité d'élus, même parmi les justes), à l'austérité du Jansénisme (Dieu peut refuser sa grâce, condition essentielle du salut, même à des justes), et prolongeant l'optimisme du Molinisme (une intention bonne rectifie une action mauvaise), lui-même exagération de l'ancien Pélagianisme (libre arbitre absolu : l'homme peut se sauver ou se perdre selon sa propre volonté), apparaît une nouvelle doctrine que l'on appelle le Quiétisme, et qui est, d'après son étymologie (*quies* « repos »), une vision « tranquillisante » de la destinée humaine. L'origine du Quiétisme se trouve dans les grands mystiques qui, tels Sainte Thérèse d'Avila et même Saint François d'Assise, insistaient sur la force de l'amour dans la relation qui doit être établie entre la créature et le Créateur. Les extases mystiques de certaines saintes, qui sont bien connues par les textes qu'elles ont écrits ou dictés, relèvent même parfois de la pure sensualité, celle-ci constituant la base de la transcendance vers l'idéal divin. Or, dans le dernier quart du siècle, le théologien espagnol Molinos (qu'il ne faut pas confondre avec le jésuite Molina, initiateur, au XVI<sup>e</sup> siècle de la casuistique jésuite, le (*Molinisme*)), se met à répandre l'idée que l'âme, éperdue d'amour et imprégnée ainsi de Dieu, se trouve dans un tel état de grâce qu'enfreindre les commandements de Dieu n'est plus un péché. Dans ces conditions, l'amour (de Dieu, évidemment) justifie toute action humaine, même mauvaise. Le tout est de parvenir à cet état d'amour qui est état de grâce pur.

On voit que la proposition est séduisante. Il n'est plus nécessaire de se mortifier, de se contraindre, puisque, ayant atteint un tel état de non-retour, le péché n'effleure même pas la créature : dans ces conditions, à quoi bon se repentir de péchés inexistants, à quoi bon contrôler ses pulsions puisqu'elles sont déjà pardonnées d'avance ? Mais le système est dangereux : il conduit non pas au

laxisme que dénonçaient les Jansénistes à propos des jésuites, mais tout simplement à l'amoralité la plus complète. En 1687, le pape Innocent XI condamne cette doctrine et envoie Molinos passer le reste de ses jours dans un couvent bien gardé.

Mais Molinos avait trouvé des oreilles complaisamment ouvertes à ses idées, notamment en France, où certains ecclésiastiques – d'ailleurs parfaitement honnêtes et sincères – se mirent à les répandre ouvertement. Ainsi en était-il du père Lacombe qui, en 1680, à Montargis, prononça un sermon enthousiaste sur le sujet. Or, l'une des fidèles qui assistaient à cette prédication était une certaine madame Guyon, née Marie-Jeanne Bouvier de La Motte, femme très cultivée, très intelligente, très versée en matière de religion, très riche et très belle, ce qui ne gâtait rien. Madame Guyon est enflammée par les thèses du père Lacombe. Elle dira plus tard dans ses Mémoires : « Ce fut un coup de flèche, je me sentis une plaie d'amour délicieuse. » Il n'en faut pas plus pour qu'elle quitte sa famille et son domaine pour accompagner le père Lacombe dans son apostolat. Tous deux vont porter la bonne parole en Savoie, où il leur arrive de nombreuses aventures ; puis ils décident de s'attaquer à Paris, en 1686. Mais cet étrange couple fait quelque peu scandale. En 1687, l'archevêque de Paris les fait arrêter. Le père Lacombe est mis trois mois à la Bastille avant d'être envoyé en exil forcé à l'île d'Oléron. Quant à madame Guyon, on lui fait signer une rétractation et on l'invite à regagner sa province.

Ce n'est pas terminé pour autant. Car Madame Guyon se sent la vocation d'une prophétesse des temps nouveaux où l'amour dominera le monde. À quarante ans, elle est encore très belle et son charme ajoute à son intelligence et à ses dons de persuasion. Elle demeure d'abord chez l'une de ses filles, madame de Vaux, épouse du fils de Nicolas Foucquet, et de là, elle rayonne un peu partout, répandant, avec beaucoup de prudence, les idées quiétistes qu'elle n'a jamais abandonnées. C'est chez la duchesse de Charost qu'elle fait la connaissance de grands personnages du royaume, et particulièrement de Fénelon, déjà célèbre par son préceptorat auprès du duc de Bourgogne, et archevêque de Cambrai. Fénelon est entièrement conquis par le Quiétisme. Et de plus, l'archevêque oriente madame Guyon vers la Maison de Saint-Cyr, ce pensionnat de luxe pour jeunes filles de bonne famille fondé par madame de Maintenon. Madame Guyon peut ainsi répandre en toute sécurité sa « bonne parole » chez les élèves de la redoutable égérie de Louis XIV. Cela peut paraître stupéfiant, mais c'est ainsi : bientôt, la bigote madame de Maintenon (qui était pourtant d'une grande étroitesse d'esprit) est entièrement circonvenue par le charme et la fougue mystique de madame Guyon...

C'est alors qu'entre en scène l'évêque diocésain de Saint-Cyr, qui est également le confesseur de madame de Maintenon. Il frémit d'horreur à la pensée que le roi pourrait être bientôt gagné lui aussi par le Quiétisme. Il faut réagir. Il menace de ne pas donner l'absolution à la veuve Scarron (qui n'a peut-être pas encore épousé le roi), et celle-ci fait marche arrière. Madame Guyon est arrêtée et enfermée à

Vincennes en 1695. Mais Bossuet, qui prend fait et cause contre le Quiétisme, et qui attaque vigoureusement Fénelon dans son ouvrage *Relation sur le Quiétisme*, engage le dialogue avec madame Guyon et lui fait signer une nouvelle rétractation. Qu'à cela ne tienne ! Madame Guyon continue de plus belle à répandre la doctrine, ce qui provoque encore une fois son arrestation. Elle est alors enfermée à la Bastille en 1698.

L'affaire s'essouffle. Bossuet n'hésite pas à mettre entre les mains de Fénelon une lettre du père Lacombe dans laquelle il avouait avoir couché « quinze nuits au moins » avec madame Guyon. Il paraît que Fénelon en fut profondément choqué. Pourtant, dans l'optique du Quiétisme, une telle bagatelle n'avait strictement aucune importance, puisque tous deux étaient en état de grâce. Néanmoins, Fénelon sera exilé dans son archidiocèse et le père Lacombe finira ses jours à Charenton, à demi fou, confit dans sa dévotion envers madame Guyon mais maudissant tous les saints du Paradis, et affirmant sérieusement que tous les prêtres étaient des femmes. En voilà un que le Quiétisme n'avait pas complètement tranquilisé ! Quant à madame Guyon, elle sortit de la Bastille en 1703, avec l'obligation de s'exiler chez son fils, à Blois. Mais cette femme obstinée continuera cependant à réunir autour d'elle un petit cénacle de fidèles où, curieusement, vont se côtoyer Catholiques et Protestants, encore de l'œcuménisme avant la lettre. Car le Quiétisme n'était pas tout à fait moribond, et il y a de fortes chances pour qu'il perdure encore de nos jours.

Au reste, la Bastille a connu certains prêtres plutôt spéciaux. L'un des plus pittoresques est certainement l'abbé Vaillant, prêtre du diocèse de Troyes. En fait, c'était un Janséniste qui, à force de méditer sur le destin que Dieu a forgé pour chaque être humain, se prenait pour le prophète Élie, revenu sur terre « pour convertir les Juifs au Jansénisme ». Il eut des adeptes, mais qui ne réussirent guère à opérer ces conversions. Par contre, le « prophète Élie » et six de ses disciples se retrouvèrent à la Bastille en 1734. Il faut dire que l'abbé Vaillant connaissait fort bien les lieux pour y avoir été déjà enfermé, pour Jansénisme, de 1728 à 1731. Mais cette fois, il y reste jusqu'en 1756, date à laquelle le lieutenant de police Berryer intercède pour lui auprès du ministre. Rappelant que le prisonnier se trouve là depuis vingt-deux ans, il souhaite « qu'on pourrait par humanité lui accorder l'adoucissement qu'il demande ». Mais ce n'est guère un adoucissement, car le « prophète Élie » est transféré dans une autre prison, à Vincennes, où il meurt en 1761. Fin quelque peu tragique pour celui qui s'est cru la réincarnation d'un des plus grands personnages de l'Ancien Testament.

Il faut dire que l'affaire de l'abbé Vaillant est mêlée intimement à celle des « Convulsionnaires », laquelle a défrayé la chronique, non seulement religieuse mais mondaine et proprement scandaleuse du Paris du milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle. Et ce qui est pour le moins surprenant, c'est que cette affaire prend sa source et sa justification directement dans le phénomène janséniste, lequel pourtant se distingue par sa rigueur et son intégrité morale.

Les Jansénistes avaient tous une vénération profonde pour les reliques. En se popularisant, cette vénération allait aboutir à une véritable attitude fétichiste teintée, on s'en doute, de résurgences pulsionnelles plutôt ambiguës. Le culte des reliques, on le sait, est à l'origine de la plupart des grands sanctuaires chrétiens, et comporte également la vénération du tombeau d'un saint ou d'un personnage présumé tel, ce qui explique d'ailleurs l'importance des pèlerinages au Moyen Âge, dans toute l'Europe. C'est dans ce contexte qu'il faut examiner le cas du diacre Pâris.

François de Pâris, fils d'un conseiller au Parlement, était un diacre de la paroisse de Saint-Médard à Paris. Il mena une existence obscure, animée d'une foi vibrante et dans une pauvreté exemplaire, se livrant à des mortifications qui parurent impressionnantes à ceux qui l'approchaient. Et il mourut, en fait d'épuisement, à l'âge de trente-six ans, en 1727, faisant l'admiration du petit peuple qui voyait en lui l'incarnation de l'esprit évangélique. Le diacre Pâris fut inhumé dans le petit cimetière de Saint-Médard.

Jusque-là, il n'y a rien d'extraordinaire. Mais sa tombe devient un lieu de pèlerinage, et ce qui devait arriver arrive : le bruit court que des miracles s'y accomplissent, que des aveugles ont recouvré la vue, que des paralytiques se sont mis à marcher, tout l'attirail habituel de ce genre de choses. Une foule considérable de fidèles converge de partout. Et non seulement on prie sur la tombe de Pâris, mais on y appelle l'Esprit, on se prosterne, on crie, on se roule par terre. Il est évident que l'ardeur sincère de quelques-uns se transforme bientôt, en vertu de la contagion, en phénomène d'hystérie collective : voici les fameuses « convulsions » qui vont, pendant plusieurs années, secouer l'opinion. On n'est plus au siècle précédent où, l'affaire des possédées de Loudun le prouve, on aurait immédiatement attribué ces convulsions à des puissances diaboliques. Mais on ne croit plus au diable en ce Siècle des Lumières, même au sein de l'Église, et il y a beau temps que les procès de sorcellerie ont cessé. Alors, ces comportements ne peuvent venir que des forces divines. Et chacun veut se faire « posséder » par ces forces bienfaisantes et parvenir ainsi à la guérison ou même à la sainteté. Ce genre de phénomène est bien connu et se retrouve aussi bien dans les « orgies » de l'Antiquité grecque et dans les fameuses Bacchanales que dans les cérémonies du Vaudou : la transe est toujours en contact avec l'invisible, et, en tout cas, elle est spectaculaire.

Au cimetière Saint-Médard, les manifestations s'organisent. On en arrive à une spécialisation des talents, surtout parmi les femmes, dont certaines deviennent de véritables vedettes : il y a ainsi les « aboyeuses », les « sauteuses », les « miauleuses » et les « contorsionnistes ». Certaines femmes se roulent par terre, se dénudent la poitrine et relèvent leurs jupes, saisies par l'Esprit, se mettent à hurler et à prononcer des paroles incohérentes. Au plus fort de leurs « convulsions », elles implorent ce qu'on appelle des « consolations » ou des « grands secours ». Alors de jeunes hommes, présents en permanence et eux aussi spécialisés, frappent les femmes avec de lourds pilons de fer, ou les plaquent au

sol en appuyant des pelles sur leur poitrine, montant même sur les pelles pour peser de tout leur poids sur les corps. Les convulsionnaires ne se plaignent jamais, bien au contraire : elles réclament davantage, guidant parfois de la main l'instrument de leur supplice. Spectacle hallucinant, on s'en doute, et qui relève de l'hystérie la plus caractéristique. Mais, comme l'écrit un auteur, partisan des convulsionnaires, « il ne s'agit pas d'un plaisir corporel, mais de la joie céleste que ressentent les martyrs ». En réalité, les rapports de police sont précis là-dessus, les « grands secours » sont toujours administrés par les mêmes officiants, et une analyse très poussée de ces scènes révèle qu'il y a « un truc ». Tout cela est du spectacle, mais un spectacle malsain où se déchaîne un sadomasochisme virulent.

D'ailleurs, le succès considérable obtenu par ces « convulsions » le prouve. On ne voit pas que des fidèles dans le cimetière Saint-Médard. On y observe un grand nombre de personnes, généralement de la « bonne société », qui se comportent en « voyeurs ». Le spectacle de ces femmes jeunes et généralement très belles, à demi dénudées et se livrant ainsi sans complexe à la libido des assistants, est assurément à ranger dans la catégorie de l'érotisme, pour ne pas dire de la pornographie, le tout sous le couvert d'un rituel religieux. Ce n'est pas nouveau. De plus, les rapports de police signalent que les partisans des convulsionnaires pratiquent volontiers ce qu'on appelle le « mariage spirituel », c'est-à-dire, tout crûment, la sexualité collective. Il n'est pas rare qu'une « vedette » convulsionnaire passe la nuit avec quelques-unes de ses compagnes, dans une même chambre, en compagnie d'hommes déguisés. Et ces messieurs appartiennent tous à des familles honorablement connues. Bref, si l'on en croit les nombreux rapports établis par la police, le cimetière Saint-Médard est devenu le lieu de débauche à la mode.

C'est pourquoi, le 27 janvier 1732, le cimetière Saint-Médard est fermé par ordonnance royale. Un impressionnant cordon de gardes armés entoure l'enclos. On prétend qu'un matin, on trouva à la porte du cimetière un placard sur lequel était écrit ce distique :

*De par le roi, défense à Dieu*

*De faire miracle en ce lieu.*

Mais le problème n'est pas résolu pour autant. Privés de Saint-Médard, et oubliant quelque peu le tombeau du diacre Pâris, qui pourtant était la justification de leurs cérémonies, les convulsionnaires ont tôt fait de se réunir dans d'autres cimetières, notamment dans celui de Saint-Lambert, près des ruines de Port-Royal des Champs. Là, seule la « bonne société » est présente. Et l'on se réunit aussi dans des maisons particulières. Voici ce que relate un exempt du lieutenant de police, dans son rapport, à propos d'une de ces maisons qu'il était chargé de surveiller : « J'ai examiné les faits qui y étaient contenus, suivant votre ordre,

l'espace d'un mois. J'ai vu effectivement qu'il y avait des assemblées très nombreuses, trois ou quatre fois la semaine, composées de prêtres, de femmes toutes bien mises, même des dames à carrosse, qui faisaient attendre leur carrosse plus loin ; il y avait un chirurgien qui y assistait, leur tâtait le poulx (aux femmes convulsionnaires) et faisait des raisonnements à sa fantaisie sur leurs convulsions, leur faisant entendre que la guérison s'approchait. » Et ce n'est pas le seul témoignage.

C'est ainsi que le roi promulgua une ordonnance, le 17 février 1733, contre les « prétendus convulsionnaires : « Sa Majesté étant informée que depuis l'ordonnance qu'elle a rendue le 27 janvier 1732, pour faire fermer le petit cimetière de Saint-Médard, plusieurs personnes par un dérèglement d'imagination, ou par esprit d'imposture, se prétendent attaquées de convulsions, et qu'elles se donnent même en spectacle dans des maisons particulières pour abuser de la crédulité du peuple et faire naître un fanatisme déjà trop semblable, par de chimériques prophéties, à celui qu'on a vu dans d'autres temps... » On remarquera le ton de cette ordonnance, et le rejet – qui constitue un aveu – de certaines manifestations fanatiques du siècle précédent. Le roi marque en tout cas son indignation contre « les auteurs d'un pareil scandale ». Cette fois la répression est en marche. Les prisons royales sont ouvertes aux convulsionnaires. Pour sa part, la Bastille va recevoir cent soixante-douze prisonniers convaincus d'avoir participé à ces cérémonies d'un genre spécial, ou d'en être les partisans, voire les propagandistes.

Ainsi en est-il d'un conseiller au Parlement de Paris, Carré de Montgeron, auteur d'un livre illustré de planches très suggestives, intitulé *la Vérité des miracles opérés par l'intercession de M. de Pâris et autres appelants*. Ce livre, publié en 1737, eut un succès foudroyant, et un jour, le lieutenant de police, qui était Hérault, en fit saisir jusqu'à vingt mille exemplaires d'un coup. De plus, Carré de Montgeron a l'audace de se présenter au souper du roi et de remettre à celui-ci un exemplaire de l'ouvrage. Il n'en faut pas plus pour envoyer le conseiller au Parlement, lui qui est pourtant protégé par l'immunité parlementaire, dans une des cellules de la Bastille. Et ses livres sont brûlés solennellement dans les fossés de la forteresse. Évidemment, le Parlement se fâche parce que l'un de ses membres a été emprisonné « illégalement », et l'on se hâte de transférer Carré de Montgeron en dehors du ressort du Parlement de Paris, dans la citadelle de Valence, où il restera jusqu'à sa mort en 1754. Mais les femmes convulsionnaires arrivent peu à peu à la Bastille. On s'aperçoit que certaines d'entre elles sont purement et simplement des épileptiques ou des malades nerveuses. On les relâche. Mais d'autres, convaincues d'escroquerie, y demeurent parfois plus d'un an. D'autres, qui ont été libérées, recommencent leurs convulsions. On les emprisonne à nouveau. Finalement, la mode convulsionnaire passa et la fièvre qu'avait suscitée cette épidémie plutôt comique que tragique retomba d'elle-même. Depuis lors, le pauvre diacre Pâris, qui n'avait certainement pas prévu cette douteuse gloire posthume, a été bien oublié.

Cette affaire des Convulsionnaires, qui a jeté quelque discrédit sur le Jansénisme (qui n'y était quand même pour rien, en vérité), appelle cependant quelques remarques. Nous sommes en plein cœur du XVIII<sup>e</sup> siècle, sous le règne de Louis XV, monarque de droit divin, mais on ne brûle plus les sorciers ou soi-disant tels, et l'on commence à distinguer les maladies nerveuses des crises de possession diabolique. C'est une évolution considérable et rapide de la mentalité collective aussi bien que du comportement gouvernemental. Enfin, il faut se rendre compte que la répression contre les Convulsionnaires n'est pas une répression des idées et des croyances : c'est un coup d'arrêt à des manifestations qui troublent l'ordre public. La nuance est de taille. Désormais, la Bastille n'enfermera plus jamais de martyrs accusés d'un délit d'opinion. Au milieu de tant de légendes absurdes concernant cette forteresse devenue symbole d'iniquité et de tyrannie, il fallait bien le rappeler.

## IV

### VOLTAIRE, OU LA PROVOCATION

Il ne peut y avoir d'histoire de la Bastille sans référence à Voltaire. Ce personnage étrange et complexe, qui se révèle souvent parfaitement odieux, et qui a pourtant contribué plus que tout autre à l'évolution des esprits en faveur de la tolérance et de la liberté, a laissé son empreinte sur les murs intérieurs de la Bastille, et il est bon d'examiner les causes et les circonstances qui ont provoqué sa présence dans la forteresse de la rue Saint-Antoine.

On sait que François-Marie Arouet, puisque tel est son nom réel, né à Paris en 1694, a fait d'excellentes études chez les Jésuites du collège Louis-le-Grand, où il est d'ailleurs considéré comme un esprit dangereux. Persuadé lui-même de sa supériorité intellectuelle, il devient un « mondain » raffiné et sceptique, ne cachant guère son côté « libertin » à tous les sens du terme. Et il ne se contente pas d'affaires littéraires, il s'occupe d'affaires tout court, profitant d'une petite fortune personnelle pour investir dans des entreprises fructueuses. C'est ainsi que, lui qui versera plus tard des larmes de crocodile sur la lamentable condition des esclaves (dans *Candide* notamment), il prend des actions auprès d'un des nombreux « négriers » de Nantes, lesquels gagnent des sommes considérables en achetant pour rien du « bois d'ébène » en Afrique et en le revendant (du moins ce qu'il en reste après la traversée) très cher aux très chrétiens Espagnols d'Amérique. Ce n'est pas la moindre des contradictions de Voltaire. En attendant, il s'infiltre dans les milieux qui entourent le Régent Philippe d'Orléans et utilise au mieux ses relations pour gérer et augmenter sa fortune, notamment grâce à ce qu'on appellerait aujourd'hui des « délits d'initiés ».

Mais il écrit, et toujours avec beaucoup d'esprit et non moins d'irrévérence. En 1716, première alerte : une pièce de vers intitulée *le Bourbier* attaque un peu trop visiblement la Cour. Par suite de l'intervention du fils d'Argenson (fils du lieutenant de police et futur ministre) qui a été son condisciple à Louis-le-Grand, il n'y a pas de lettre de cachet, mais il est astreint à résidence auprès de son père, ancien notaire au Châtelet, receveur des épices à la Chambre des Comptes, qui a pris sa retraite à Tulle. Mais il revient bientôt à Paris.

C'est alors que l'incorrigible personnage, qui se souvient d'avoir fait de très bonnes humanités, fait circuler une pièce de vers en latin intitulée *Puero Regnante* (Sous le règne d'un enfant), dans laquelle sont évoquées les relations



incestueuses du Régent avec sa fille aînée, la duchesse de Berry. Après tout, cette histoire était un secret de Polichinelle, et, comme le poème était en latin, le mal n'était pas bien grand. Mais la police soupçonnait M. Arouet d'être l'auteur d'une autre pièce de vers sur le même sujet, écrite en français, celle-là, et qui faisait les délices du Tout-Paris :

*Enfin, votre esprit est guéri*

*Des craintes du vulgaire ;*

*Belle duchesse de Berry,*

*Achevez le mystère.*

*Un nouveau Lot vous sert d'époux,*

*Mère des Moabites :*

*Puisse bientôt naître de vous,*

*Un peuple d'Ammonites !*

*Ce n'est point le fils, c'est le père ;*

*C'est la fille et non point la mère ;*

*À cela près, tout va des mieux ;*

*Ils ont déjà fait Étéocle ;*

*S'il vient à perdre les deux yeux,*

*C'est le vrai sujet de Sophocle.*

Il faut avouer que si ce n'est pas de Voltaire, cela y ressemble bien. Mais l'auteur de *Zadig* refusera toujours la paternité de ce poème, pourtant fort bien tourné et qui combine harmonieusement les références à la tragédie grecque avec les citations bibliques. Quoi qu'il soit, Philippe d'Orléans ne peut que réagir, et, le jour de la Pentecôte 1717, une lettre de cachet envoie Voltaire à la Bastille. Il faut voir la désinvolture avec laquelle M. Arouet fait face à la situation. Voici ce que l'exempt chargé de le conduire en prison écrit à d'Argenson : « Il a beaucoup goguenardé, en disant qu'il ne croyait pas que l'on dût travailler les jours de fête, et qu'il était ravi d'être à la Bastille, pourvu qu'on lui permît de continuer à prendre son lait, et que, si dans huit jours, l'on voulait l'en faire sortir, il supplierait que l'on l'y laissât encore quinze jours, afin de le prendre sans ménagements et qu'il connaissait fort bien cette maison, qu'il avait eu l'honneur d'y aller plusieurs fois rendre ses devoirs à M. le duc de Richelieu. » Pourtant, c'est onze mois pleins qu'il reste à la Bastille.

Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il n'y est pas trop malheureux. Il se livre à une lecture approfondie d'Homère – dans une traduction latine –, commence son poème sur la Ligue, termine la tragédie *Œdipe*, précisément sur le thème de l'inceste, et qui va bientôt le rendre célèbre, et écrit un poème sur son arrestation et son emprisonnement. On peut discuter de la « poésie » de ce texte, qui est dans le ton classique en usage à l'époque, hérité de *l'Art poétique* de Boileau, et peu propice aux épanchements lyriques. À notre point de vue, ce serait plutôt de l'*anti-poésie*. Mais c'est la mode de l'époque, et en plus, c'est plein d'un humour espiègle et corrosif :

*Or, ce fut par un matin, sans faute,  
En beau printemps, un jour de Pentecôte,  
Qu'un bruit étrange en sursaut m'éveilla.  
Un mien valet qui du soir était ivre :  
« Maître, dit-il, le Saint-Esprit est là ;  
C'est lui, sans doute, et j'ai lu dans mon livre  
Qu'avec vacarme il entre chez les gens. »*

On remarquera au passage la désinvolture « libertine » de M. Arouet qui, manifestement, ne respecte rien du sacré. La Pentecôte, où l'Esprit saint se manifeste sur les Apôtres, réduite au heurt d'une porte par un exempt du lieutenant de police, il fallait le faire. Et c'est fait, par l'intermédiaire d'un valet ivre, ce qui en dit long sur les certitudes de l'auteur des *Lettres philosophiques* sur l'Être suprême en lequel il prétend croire, une fois débarrassé de tous les attributs que l'imagination humaine lui a fournis. Et l'on ne se fera pas faute d'admirer également combien M. Arouet se montre digne de l'enseignement qu'il a reçu des bons Pères jésuites. Cela n'est rien, cependant, au regard de ce qui suit :

*Et moi de dire entre mes dents :  
Gentil puîné de l'Essence suprême,  
Beau Paraclet, soyez le bienvenu ;  
N'êtes-vous pas celui qui fait qu'on aime ?*

C'est à se demander si les censeurs de l'époque avaient réfléchi quelques instants sur la portée de cette interrogation : tout y passe, le dogme officiel, le Quiétisme et la véracité des textes sacrés. Mais le versificateur (Voltaire est-il autre chose qu'un habile faiseur de vers ?) se laisse prendre au jeu et va jusqu'au

bout de son agnosticisme :

*En achevant ce discours ingénu,  
Je vois paraître au bout de ma ruelle  
Non un pigeon, non une colombelle,  
De l'Esprit saint oiseau tendre et fidèle,  
Mais vingt corbeaux de rapine affamés,  
Monstres crochus que l'enfer a formés.*

En somme, si l'on attend que le Ciel se manifeste, on est plutôt naïf. Il est des surprises désagréables, et le destin de l'Homme n'est peut-être pas ce que l'on croit. On se doute que ce redoutable humour pouvait faire des ravages auprès d'une élite intellectuelle déjà ébranlée dans la foi aveugle qu'on lui avait inculquée dans les sermons lénifiants et les ouvrages d'édification. M. Arouet utilise ici toutes les ressources de la dialectique antireligieuse en prenant ses sources dans la plus pure philosophie grecque. L'anticléricalisme n'est pas loin, qui se mêle harmonieusement à un anticonformisme avoué :

*L'un près de moi s'approche en sycophante :  
Un maintien doux, une démarche lente,  
Un ton cafard, un compliment flatteur,  
Cachent le fiel qui lui ronge le cœur.  
« Mon fils, dit-il, la cour sait vos mérites ;  
On prise fort les bons mots que vous dites,  
Vos petits vers et vos galants écrits ;  
Et comme ici tout travail a son prix,  
Le Roi, mon fils, plein de reconnaissance,  
Veut de vos soins vous donner récompense,  
Et vous accorde, en dépit des rivaux,  
Un logement dans un de ses châteaux.  
Les gens de bien qui sont à votre porte  
Avec respect vous serviront d'escorte ;  
Et moi, mon fils, je viens, de par le Roi,*

*Pour m'acquitter de mon petit emploi. »*

On croirait lire une des scènes du *Tartuffe* de Molière. Pour ce qui est de la casuistique jésuite, M. Arouet ne craint personne. Certes, dans ce récit en vers, le héros ne se laisse pas faire si facilement que son valet. Il tente d'argumenter. Mais que peut-on opposer à la volonté royale ?

*... Fallut partir. Je fus bientôt conduit  
En coche clos vers le royal réduit  
Que près Saint-Paul ont vu bâtir nos pères  
Par Charles cinq. Ô gens de bien, mes frères,  
Que Dieu vous gard' d'un pareil logement !*

Jusque-là, l'anecdote reste dans le domaine du plaisant. Se faire conduire en un château royal, un jour de Pentecôte, n'est après tout qu'une marque d'estime de la part du roi envers un croquant. N'importe qui en serait flatté. Et précisément M. Arouet, avec son ironie coutumière, fait semblant de se montrer flatté de tant de sollicitude. Le procédé est habile qui veut toujours dissimuler la vérité sous les apparences de la contrevérité :

*J'arrive enfin dans mon appartement.  
Certain croquant, avec douce manière,  
Du nouveau gîte exaltait les beautés,  
Perfections, aises, commodités.  
« Jamais Phœbus, dit-il, dans sa carrière,  
De ses rayons n'y porta la lumière :  
Voyez ces murs de dix pieds d'épaisseur,  
Vous y serez avec plus de fraîcheur. »  
Puis, me faisant admirer la clôture,  
Triple la porte et triple la serrure,  
Grilles, verrous, barreaux de tout côté,  
« C'est, dit-il, pour votre sûreté ».  
Midi sonnant, un chaudreau (bouillon chaud) l'on m'apporte ; La chère n'est  
ni délicate ni forte :*

*De ce beau mets je n'étais point tenté ;  
Mais on me dit : « C'est pour votre santé ;  
Mangez en paix, ici rien ne vous presse. »*

Pauvre M. Arouet ! le voici dans un lieu très frais et à l'abri de tout danger. Reconnaissons qu'il n'y a quand même pas perdu son temps, même si onze mois à l'ombre des redoutables tours de la Bastille ne sont pas onze jours à Cythère, parmi les nymphes et les bergères, en écoutant les beaux discours des philosophes et les douces chansons des bergères de comédie :

*Me voici donc en ce lieu de détresse,  
Embastillé, logé fort à l'étroit,  
Ne dormant point, buvant chaud, mangeant froid,  
Trahi de tous, même de ma maîtresse.*

Il s'en consolera très vite, du fait de la notoriété qu'il va acquérir au cours de cet *embastillement*. D'abord, c'est lui qui, le premier, a employé le verbe *embastiller*. Et c'est en sortant de là qu'il prendra définitivement le nom de Voltaire, sous lequel la postérité le connaîtra. Il a d'ailleurs bien profité de son séjour aux frais du Régent pour s'informer de tout ce qui se passe et de tout ce qui s'est passé, avant lui, à la Bastille. Et c'est lui qui, le premier dans ce qu'on appelle aujourd'hui les « médias », fait mention d'un mystérieux prisonnier au « Masque de Fer ». Finalement, il est libéré le 14 avril 1718, et exilé à Châtenay, près de Sceaux, où son père possède une maison. Il ne sait évidemment pas que, près de la maison paternelle, dans la Vallée aux Loups, se trouve une maison qu'habitera, quelque quatre-vingt années plus tard, un certain François-René de Chateaubriand, son pire ennemi posthume. Dans cette ignorance, et tout heureux de se retrouver à l'air libre, il écrit au Régent ces quelques lignes : « Monseigneur, je remercie Votre Altesse Royale de vouloir bien continuer à se charger de ma nourriture, mais je la prie de ne plus se charger de mon logement. » Voltaire se souvenait certainement de la boutade de saint Augustin (pourquoi les saints manqueraient-ils d'humour ?), quelque peu amer, et s'écriant : « Seigneur, délivrez-moi de mes amis ! mes ennemis, je m'en charge. »

Bien sûr, comme la Cour apprécie la compagnie de Voltaire, on le laisse revenir à Paris au bout de quelques mois. Et il reprend de plus belle ses activités d'écrivain et de mondain, bénéficiant d'une véritable *aura* légendaire, mais agaçant de ce fait une certaine catégorie d'aristocrates décavés qui prétendaient détenir le monopole de l'intelligence. En 1726, Voltaire se trouve dans la loge de mademoiselle Lecouvreur, à l'Opéra, cette « diva » qui défraie la chronique. Mais il n'y est

évidemment pas seul. Il y a là le chevalier de Rohan, encore un membre de cette illustre famille, lequel prise fort la comédienne-courtisane. Une querelle éclate entre les deux hommes : le chevalier de Rohan lève sa canne sur Voltaire qui met la main à son épée. Comme si un roturier de l'espèce de Voltaire avait le droit de porter une épée comme tout bon aristocrate qui se respecte ! La Lecouvreur a la bonne idée de s'interposer pour éviter un scandale, mais celui-ci n'est que différé. Le chevalier de Rohan est un teigneux de la pire espèce, et il a déjà été enfermé à la Bastille (pour un jour, il est vrai, mais avec son valet pour lui vider son pot de chambre) après avoir manqué de respect à la princesse de Conti qu'il avait traitée publiquement de ce qu'elle était, à savoir une putain. Mais, en ce cas présent, le chevalier de Rohan prend la figure d'un champion de cette noblesse de cour très ulcérée par les grands airs que se donne le roturier Voltaire. Il est question de duel. Mais un noble se salirait les mains en croisant le fer avec un bourgeois. Quelques jours plus tard, Rohan fait bastonner Voltaire par ses gens, en plein jour, alors que lui-même, caché dans l'encoignure d'une porte, assiste à l'opération.

Voltaire n'est pas du genre à accepter cette humiliation. Il raconte partout qu'il va se venger, et réunit chez lui des traîne-rapières de la plus mauvaise réputation. On sait qu'il peut aller très loin. Aussi la famille de Rohan – dont les membres sont toujours prêts à s'entre-déchirer quand il s'agit de bénéfices, mais qui font toujours front contre l'adversité – s'inquiète et sollicite du roi une lettre de cachet contre Voltaire, coupable d'affront envers une des plus grandes lignées du royaume. Il faut dire que la police, qui s'intéresse toujours étroitement à Voltaire, craint que celui-ci ne se livre « à quelque coup d'étourdi ». La lettre de cachet est aussitôt accordée, et Voltaire se retrouve de nouveau à la Bastille le 17 avril 1726. Le lieutenant de police, qui est Hérault, écrit à ce sujet : « Le sieur de Voltaire a été trouvé muni de pistolets de poche, et la famille, sur l'avis qu'elle a eu, a applaudi unanimement à la sagesse d'un ordre qui épargne à ce jeune homme la façon de quelque nouvelle sottise, et aux honnêtes gens dont cette famille est composée, le chagrin d'en partager la confusion. » Que cela est donc bien dit ! Mais le lieutenant de police envoie également ce conseil au gouverneur de la Bastille : « Le sieur de Voltaire est d'un génie à avoir besoin de ménagements. »

Cette fois, Voltaire ne restera que douze jours dans la forteresse. On le fait manger à la table du gouverneur et on le laisse recevoir ses amis. Il s'agit avant tout de lui éviter d'accomplir une basse vengeance et de rassurer la famille de Rohan, par ailleurs aussi insupportable que Voltaire, aux yeux du gouvernement. Mais on prie « le sieur de Voltaire », en le libérant, de demeurer à cinquante lieues de Paris. L'éloignement évite toujours de fâcheuses rencontres.

On ne peut pas dire que Voltaire ait été incommodé par ce second séjour dans la forteresse royale. Sans doute cela explique-t-il son attitude parfaitement ambiguë à propos des lettres de cachet qu'il dénonce par-devant et qu'il réclame, par-derrière, contre ceux qu'il n'aime pas. Une anecdote est très révélatrice du caractère complexe et *faux* du personnage, pourtant mis sur le pinacle par des générations de bourgeois anticléricaux qui ne se rendent même pas compte qu'il

est le représentant le plus fielleux et le plus hypocrite d'un Ancien Régime en voie de disparition. N'a-t-il pas fait tout ce qu'il fallait, en matière de flagornerie, pour devenir le philosophe-conseil d'un des plus redoutables autocrates du XVIII<sup>e</sup> siècle, Frédéric II de Prusse ? Et s'il ne l'est pas devenu, ce n'est pas de sa faute, assurément.

Après son retour d'Angleterre, en 1729, Voltaire s'est installé à Paris, rue de Vaugirard, non loin de la porte Saint-Michel, dans une maison sous-louée à une dame Travers. Or, on possède de lui, écrite et signée de sa propre main, datée du 16 août 1730, une demande en bonne et due forme de lettre de cachet contre sa logeuse : « À Monsieur Hérault, conseiller d'État, lieutenant général de police... La nommée Travers, déjà mise une fois à l'Hôpital, continue à donner un scandale public, poussé aux derniers excès, s'enivrant tous les jours, battant ses voisines, jurant le nom de Dieu (*sic*) qu'elle mêle aux paroles les plus infâmes, se découvrant toute nue et montrant ce que la pudeur ne permet pas de nommer, menaçant de mettre le feu aux maisons voisines, et tenant tout le quartier dans une alarme perpétuelle. Les dits habitants espèrent de votre justice que vous daignerez mettre ordre à ce scandale. » Le lieutenant de police fait faire une enquête et apprend qu'effectivement, la femme Travers a quelques « travers », mais qu'elle a été elle-même molestée par les domestiques de Voltaire et qu'elle a été menacée d'un pistolet par Voltaire lui-même. Dans ces conditions, la lettre de cachet tarde à être signée.

Mais Voltaire s'obstine et s'acharne contre la logeuse. Il inonde le lieutenant de police de missives courroucées présentant la femme Travers comme un objet permanent de scandale, « blasphémant le saint nom de Dieu », ce qui est évidemment un comble pour l'agnostique Voltaire, et « en outre faisant même des figures capables de pervertir la jeunesse et de causer des divisions dans les ménages ». Finalement, une lettre de cachet envoie la femme Travers à la Salpêtrière. Mais une contre-offensive des sœurs de la logeuse la fait libérer au bout d'un mois. Et c'est au tour de Voltaire de déguerpir de la rue de Vaugirard. Cette histoire en dit long sur la mentalité du futur auteur du *Traité sur la Tolérance*. Il est vrai qu'il a toujours prétendu, lui l'incroyant qui se fait passer pour déiste, que la religion était une bonne chose parce que cela obligeait les gens à se tenir tranquilles, autrement dit que la religion était une forme évoluée de la police.

Au reste, il est au mieux avec les hauts gradés de cette police et ne répugne pas à s'assurer les services d'indicateurs dûment rétribués et par le lieutenant général, et par lui-même. C'est le cas du chevalier de Mouhy, né en 1701, auteur de nombreux ouvrages verbeux, dont un roman licencieux à clefs, en huit volumes, *les Mille et Une Faveurs*, qui lui vaudra un séjour à la Bastille, à partir du 28 avril 1741. Ce chevalier de Mouhy est certainement l'un des plus douteux auxiliaires de la police en cette moitié du siècle, spécialisé, comme il l'avoue lui-même dans *ses Mémoires*, dans la délation de bas étage, et qui se faisait fort d'écouter aux portes et de regarder par les trous de serrure. Cela n'empêche

nullement Voltaire de l'employer comme homme à tout faire. Mouhy, officiellement « correspondant littéraire », sera en réalité son principal agent de renseignements, son prête-nom dans des affaires délicates, son représentant lorsqu'il ne daigne pas se déranger lui-même. Évidemment, Mouhy se fait payer son « travail », et relativement cher. Voltaire l'avoue : « Ce Mouhy est insatiable, mais il m'est utile. »

Pourtant Mouhy, qui mange à tous les râteliers, le trahit copieusement. Lorsque Voltaire se trouve chez Madame du Châtelet, en Lorraine, Mouhy le renseigne sur ce qui se passe à la Cour de France, mais en même temps, il renseigne le lieutenant de police sur les activités de l'écrivain et sur son comportement journalier : « Voltaire est d'une humeur épouvantable, traite avec la dernière dureté la marquise et la fait pleurer toute la journée. » On se doute que la police était ravie d'apprendre toutes ces bonnes nouvelles. Mais à force de jouer le double jeu (quand ce n'est pas un triple jeu, l'argent n'ayant pas d'odeur), le chevalier de Mouhy, indicateur de police professionnel, se fait emmener à la Bastille le 15 février 1745. Il y reste un mois avant d'être exilé à Rouen, part pour La Haye et revient en France où il reprend avec succès ses fonctions de mouchard. Et ce n'est pas le seul personnage de cette trempe qu'employait le digne « sieur de Voltaire », incontestablement champion de l'honnêteté intellectuelle et morale.

À la décharge de Voltaire, si l'on peut dire, il faut signaler qu'une lettre de cachet est lancée contre lui, en 1734, à cause de ses *Lettres philosophiques*, publiées en Hollande, et qui sont un vigoureux pamphlet contre les institutions françaises, celles-ci étant proprement déconsidérées en face des institutions anglaises (monarchie absolue contre monarchie constitutionnelle). Mais Voltaire, qui bénéficie de nombreuses complicités, y compris dans la police, a le temps de s'échapper. C'est là qu'il se réfugie chez madame du Châtelet, à Cirey, en Lorraine. Mais l'événement a des conséquences, non pas pour lui, mais pour son imprimeur. Celui-ci, un certain Jorre, est destitué de sa maîtrise et enfermé à la Bastille. On le relâchera d'ailleurs très rapidement, mais le malheureux sera définitivement ruiné. Et c'est le moment que choisira Voltaire, bien à l'abri en Lorraine, pour intenter un procès contre Jorre, lequel a fait paraître un mémoire pour se disculper. Voltaire accuse carrément Jorre d'avoir imprimé les *Lettres philosophiques* sans sa permission. Jorre réplique que c'est Voltaire qui l'a dénoncé à la police, ce qui n'est pas impossible, car l'auteur de *Zadig* ne craint pas d'écrire des lettres de délation contre ceux qui ne lui plaisent pas. Les archives sont remplies de documents authentiques de ce genre, écrits et signés par celui qui deviendra le « Patriarche de Ferney », lieu d'ailleurs propice à son caractère fuyant, puisqu'une moitié de la propriété se trouvait en France, l'autre moitié en Suisse, ce qui lui permettait de passer d'un État à l'autre au gré des circonstances. De toute façon, l'opinion publique, à l'époque, jugea très sévèrement l'attitude de l'écrivain et prit fait et cause pour l'imprimeur, visiblement victime de l'ingratitude et de la manie chicanière qui caractérise Voltaire.

Le premier embastillement de Voltaire avait été causé par la diffamation et



l'atteinte à la vie privée. Le second était dû à une stupide querelle entre deux mondains. La troisième lettre de cachet lancée contre lui concernait la publication d'un ouvrage jugé dangereux, mais Voltaire n'eut à en subir aucune conséquence fâcheuse : il en acquit d'ailleurs davantage de notoriété, et la condamnation des *Lettres philosophiques* n'était que de pure forme. Alors, dans ces conditions, il est difficile de considérer Voltaire, comme on l'a fait trop souvent, comme une victime de l'intolérance et de l'arbitraire, un malheureux auteur mis à l'ombre pour délit d'opinion. Prétendre encore cela, c'est une plaisanterie. À lui seul, Voltaire serait capable de nous faire croire que la Bastille était un des meilleurs salons où l'on cause.

## V

### CET ÉTRANGE MARQUIS DE SADE

Il est courant, dans l'opinion publique, de croire que le marquis de Sade a été enfermé à la Bastille à cause des ouvrages, particulièrement pornographiques, comme on sait, et pourquoi ne pas dire *sadiques*, qu'il a commis et publiés. Rien n'est plus faux. Comme pour Voltaire, il n'est absolument pas question d'un quelconque délit d'opinion, ni d'atteinte aux bonnes mœurs. D. A. F. de Sade n'est ni plus ni moins que le dernier prisonnier « correctionnaire de famille » de la sinistre Bastille.

Né en 1740 à Paris, Donatien Aldonse (et non pas Alphonse !) François de Sade, d'une modeste famille noble apparentée aux Condé, cousins du roi, passe son enfance sous la conduite d'un de ses oncles, l'abbé de Sade, qui est un curieux ecclésiastique que Voltaire connaissait bien, et à qui il a adressé quelques vers révélateurs :

*Ah ! tout prêtre que vous serez,  
Seigneur, seigneur, vous aimerez !  
Fussiez-vous évêque ou Saint-Père,  
Vous aimerez et vous plairez :  
Voilà votre vrai ministère.  
Vous aimerez et vous plairez,  
Et toujours vous réussirez  
Et dans l'Église et dans Cythère.*

Ce sont peut-être vers de mirliton, mais ils disent bien ce que cela veut dire. Comment s'étonner alors de la conduite du « divin » marquis ? Son maître a certainement eu sur lui l'influence la plus marquante, si tant est qu'il n'eût pas, par nature, quelques pulsions un peu spéciales. Et, à l'âge de dix ans, Donatien entre au collège Louis-le-Grand, chez les Jésuites, les bons maîtres de Voltaire. Il y fera d'excellentes humanités. À quinze ans, on lui choisit une carrière : il sera militaire, et c'est ainsi qu'il entre, comme officier bien entendu, aux Chevaux-

Légers, école de cavalerie réservée aux jeunes gens de la haute noblesse. Son père, qui est ambassadeur, ne s'est jamais trop soucié de lui. Mais quand Donatien atteint l'âge de vingt ans, il se met en tête de marier son fils. Il est grand temps, semble-t-il, car le futur marquis affiche une tendance très nette à fréquenter les coulisses des théâtres plutôt que les casernements de l'armée.

C'est ainsi que le jeune Donatien va épouser Rose-Pélagie de Montreuil, dont le père est président de la cour des Aides, jeune fille fort jolie, et qui a l'avantage d'appartenir à une famille très riche, bien que de très petite noblesse de robe. En somme, c'est un échange de bons procédés : l'argent contre le titre. La fille du président de Montreuil sera marquise. Et le mariage a lieu le 17 mai 1763, avec l'agrément – indispensable pour une famille comme celle des Sade – du roi et de la reine, du dauphin et de la dauphine, du duc de Berry et du comte de Provence. C'est dire que cette union a été bénie par tous les dieux de l'Ancien Régime. Tout est donc au mieux dans le meilleur des mondes possibles.

Cela, c'est de la théorie. Donatien se querelle avec son père qui ne veut rien lui donner de la dot reçue par la famille. Ensuite, la jeune épouse, contrairement aux enseignements de l'Église, se refuse absolument à son mari pendant au moins sept mois. Donatien n'a pourtant pas fait vœu de chasteté et il va chercher ailleurs ce qu'il ne trouve pas chez lui, ce qui fait qu'il se retrouve cinq mois après en prison à Vincennes, par ordre du roi, sur demande de son propre père, pour « débauche outrée » avec une jeune ouvrière en éventails qui se prostitue pour arrondir ses fins de mois. Et pour comble, aux dires de la jeune prostituée, il aurait accompagné leurs ébats de blasphèmes tonitruants du genre : « Jésus-Christ est un jean-foutre ». On a beau se prostituer, on n'en est pas moins bonne chrétienne, et l'on ne se permettrait pas de prononcer de telles horreurs.

Mais, au fond, tout cela n'est pas très grave. C'est une erreur de jeunesse et Donatien fait amende honorable. Le problème, ce sont les rapports tendus entre Donatien et son père. C'est pourquoi sa belle-mère, la présidente de Montreuil, prend en charge son gendre, et elle charge l'abbé de Sade de lui faire la morale.

Cela ne pouvait pas mieux tomber. Voici ce qu'écrit Donatien à ce propos : « Quant à celui de qui vous tenez ce que vous me dites, tout prêtre qu'il est, il a toujours un couple de gueuses chez lui. Excusez, je me sers du même terme que vous. Est-ce un sérail que son château ? Non, c'est mieux, c'est un bordel ». Il est évident que la mission confiée à l'abbé n'a pas donné de résultats et que, de toute façon, elle ne pouvait pas en donner. Donatien fréquente alors assidûment les actrices de renom, les courtisanes de bas étage et accumule scandale sur scandale. Si, au moins, il était discret, pense la présidente de Montreuil qui tente désespérément de faire rentrer son gendre dans le droit chemin. Hélas ! le jour de Pâques 1768, le jeune marquis a rencontré place des Victoires, à Paris, sous la statue de Louis XIV, une prostituée, Rose Keller, qui l'a emmené chez elle. Il l'a bien payée mais, pour le prix, il l'a flagellée avec brutalité. Et Rose Keller, en bonne chrétienne, qu'elle est, porte plainte : les faits se sont produits le jour de

Pâques et son « client » a fait référence à la Passion de Jésus.

Le scandale éclate de nouveau. Une lettre de cachet est demandée, que le roi ne peut refuser. Et voilà le marquis (son père vient de mourir, et il reprend le titre) emprisonné à Saumur. Il est libéré huit mois plus tard et assigné à résidence en Provence, dans le château familial de Lacoste. Ce château, la toute nouvelle marquise de Sade ne le connaît pas encore, n'y étant point allée. Cela permet à Sade d'y emmener une courtisane qu'il fait passer pour son épouse. Mais cela ne dure pas. Il finit par faire venir Rose-Pélagie, et, tant qu'à faire, sa jeune belle-sœur, Anne-Prospère de Launay. On passe des jours agréables, on joue la comédie, on danse. Le marquis se serait-il donc assagi ?

Pas du tout. Dans la matinée du 27 juin 1772, Sade et son valet Latour, de passage à Marseille pour affaires, font une « partie » avec quatre prostituées richement payées. Le marquis se fait fouetter, fouette, pratique la sodomie et a des relations homosexuelles avec son valet. Et pour corser les effets, il offre à tout le monde des bonbons à la cantharide, cet aphrodisiaque qui était tant à la mode dans les milieux libertins de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Et comme Sade, décidément insatiable, veut terminer dignement la soirée, il s'en va visiter seul une autre prostituée du nom de Marguerite Coste, à qui il offrira également des bonbons à la cantharide. Et, le lendemain, le marquis et son valet rentrent à Lacoste, bien tranquillement, avec la satisfaction du devoir accompli. Malheureusement, tout ne se passe pas pour le mieux. Marguerite Coste, la jeune prostituée, a été prise de violentes coliques. Il ne lui en faut pas plus pour prétendre qu'elle a été victime d'une tentative d'empoisonnement et porter plainte contre le marquis. Celui-ci, prévenu à temps, s'enfuit vers l'Italie, mais pas seul : il emmène avec lui sa belle-sœur. Lui avait-il donné des bonbons à la cantharide ? Toujours est-il que Sade et son valet sont condamnés à mort par contumace et brûlés en effigie. Sade va alors connaître de multiples mésaventures avant de pouvoir regagner Lacoste où il va essayer de mener une vie normale.

Mais peut-on mener une vie normale quand on s'appelle D. A. F. de Sade ? Avec la complicité de sa femme, semble-t-il, il engage de jeunes servantes que lui fournit une mère maquerelle. Ce qui se déroule alors dans le château de Lacoste, très familialement d'ailleurs, se passe de tout commentaire. Il est probable que ce qu'on appelle pudiquement « éducation anglaise », et non moins pudiquement « sodomie », étaient largement pratiquées. Toujours est-il que, sur dénonciation de sa belle-mère, voici encore une fois Sade accusé de mauvaises mœurs. C'est d'ailleurs assez grave, car la présidente de Montreuil, qui a pris l'affaire en main, s'arrange pour faire porter plainte par les parents de l'une des jeunes filles engagées par Sade, une certaine Nanon. Le 26 juillet 1775, Sade est encore une fois obligé de s'enfuir pour échapper à la police.

L'affaire finit pas être plus ou moins oubliée et le marquis revient à Lacoste l'année suivante. On notera au passage que la justice se montrait, à cette époque, bien tolérante pour les délits de mœurs lorsqu'elle n'arrivait pas à arrêter

immédiatement les coupables. Il est vrai que ce genre de délit était particulièrement fréquent dans les familles nobles : on ne pouvait pas s'occuper de tout. Sade se décide à rester tranquille chez lui. Mais il engage, en octobre 1776, une cuisinière, Catherine Treillet, âgée de vingt-deux ans. Que se passe-t-il entre eux ? On peut l'imaginer, mais est-ce bien sûr ? La rumeur publique est parfois méchante. Mais c'est sur la foi de cette rumeur publique que le père de Catherine Treillet arrive à Lacoste le 17 janvier 1777 afin de reprendre sa fille. Celle-ci, qui est majeure, refuse obstinément de suivre son père, lequel, dans une crise de fureur, tire deux coups de pistolet sur Sade, et le manque. Puis il va porter plainte à Aix-en-Provence. Immédiatement prévenue, la belle-mère, la présidente de Montreuil, pour couper court à toute poursuite judiciaire, fait la demande d'une lettre de cachet. Elle l'obtient, et le 13 février de la même année, Sade, qui était venu à Paris au chevet de sa mère mourante, est arrêté rue Jacob et enfermé immédiatement au donjon de Vincennes. Il y restera jusqu'en 1784, après un court voyage à Aix devant le tribunal et une évasion sans lendemain.

C'est là que va commencer sa carrière d'écrivain. Il y composera en effet une grande partie des *Cent vingt journées de Sodome* et la première version de *Justine*. Et il inondera de lettres sa femme, son notaire et homme à tout faire, Gaufridy, ses amis, sans oublier sa belle-mère qu'il injurie copieusement, comme en témoigne cette missive bien dans le ton du personnage, et qui est théoriquement adressée à ses accusateurs d'Aix-en-Provence : « Vils satellites des marchands de thons d'Aix, bas et infâmes valets de bourreaux, inventez donc pour me tourmenter des supplices dont il résulte au moins un bien quelconque ; que revient-il de l'inaction où me tient votre spirituel éborgnement ? Sinon de me faire maudire et lacérer l'indigne maquerele qui a pu si lâchement me vendre à vous. Depuis que je ne peux plus lire ni écrire, voilà le cent onzième supplice que j'invente pour elle. Ce matin, en souffrant, je la voyais, la garce, je la voyais écorchée vive, traînée sur des chardons et jetée ensuite dans une cuve de vinaigre. Et je lui disais : Exécrable créature, voilà pour avoir vendu ton gendre à des bourreaux. Voilà pour avoir servi de maquerele à tes deux filles. Voilà pour avoir ruiné et déshonoré ton gendre. Voilà pour l'avoir mis dans le cas de détester des enfants auxquels tu le sacrifies<sup>[54]</sup>. Voilà pour lui avoir fait perdre les plus belles années de sa vie quand il ne tenait qu'à toi de le faire sauver après son jugement. Voilà pour avoir préféré à lui les vils et détestables embryons de ta fille. Voilà pour tous les maux dont tu l'accables depuis treize ans afin de lui faire payer tes sottises. Et j'augmentais ses tourments, et je l'insultais dans ses douleurs, et j'oubliais les miennes. La plume m'échappe, il faut que je souffre. Adieu, bourreaux, il faut que je vous maudisse. »<sup>[55]</sup>

Le 27 février 1784, le marquis de Sade est transféré à la Bastille. Pourquoi ce changement ? Tout simplement parce que le château de Vincennes a cessé d'être prison d'État. Et, en cette année 1784, la Bastille est loin d'être remplie. Et le lendemain de son arrivée, le lieutenant de police Le Noir vient le voir dans sa cellule. Il ne faut pas oublier en effet que Sade n'est pas un prisonnier de droit

commun, ni un détenu pour raison politique. Il est sous le coup d'une lettre de cachet qui a été octroyée par Louis XVI, pourtant fort ennemi de ce procédé, sur demande expresse de sa famille, en l'occurrence la présidente de Montreuil, toujours acharnée contre son gendre. Mais le marquis appartient à une grande famille, et l'on se doit de le traiter avec le plus de ménagement possible, même si l'on croit – c'est l'opinion la plus répandue dans les services de la police – que c'est un fou dont la famille veut se débarrasser. De toute façon, c'est la famille qui paie la pension, et elle est loin d'être négligeable. Dans la sombre forteresse, Sade aura droit à tout le confort que méritent son rang social et la pension familiale.

Ainsi peut-il, dès son arrivée, faire tapisser et meubler sa chambre. Il a soin de se commander des vêtements de qualité, et principalement des habits galonnés et brodés. Il fait venir une barrique de vin de Provence, car il n'apprécie guère le vin que l'intendance fournit à chaque repas. Et l'intermédiaire de toutes ces faveurs n'est autre que sa propre épouse.

On peut en être surpris, surtout si l'on considère la haine que manifeste sa belle-mère à son égard. Eh bien, au contraire, la marquise de Sade est d'un dévouement exemplaire envers son mari, et celui-ci en profite d'ailleurs sans vergogne et avec parfois une goujaterie très phallocratique, lui réclamant sans cesse quelque chose et se plaignant lorsque ce qu'il a demandé n'arrive pas. Et Rose-Pélagie fait le siège du lieutenant de police pour obtenir des permissions de visite. Elle apporte chaque fois de l'encre, du papier, des livres, du linge et aussi diverses friandises, car le divin marquis a le défaut d'être fort gourmand. Rose-Pélagie parle à son mari avec douceur et beaucoup de tendresse, mais celui-ci ne lui répond qu'avec brutalité, se moquant d'elle, lui faisant d'amers reproches à propos de tout, et surtout de sa propre mère. La marquise accepte les injures et les crises de nerfs de son époux avec une sorte d'étrange résignation. On est en droit de voir dans ce couple l'illustration la plus parfaite de ce qu'on a appelé – par la suite – *le sadomasochisme*. Et ce n'est certainement pas une coïncidence.

Étrange couple, en vérité, et contre nature. Dans son œuvre Sade attaque le mariage comme l'institution la plus détestable qui soit : il a en effet compris que la société humaine ne repose que là-dessus et que s'il veut détruire cette société, il faut commencer par détruire ce qui en fait la cellule de base. Mais tout se passe comme s'il prenait lui-même appui sur son propre mariage afin de survivre à son emprisonnement. Que deviendrait-il sans son épouse dévouée ? En outre, il est jaloux, et cette jalousie éclate dans plusieurs de ses lettres. C'est un comble pour un homme infidèle par essence, et qui érige l'adultère en règle de vie. Et puisqu'il doute de sa femme, il va douter de tout. Il est persuadé qu'on l'espionne, ce qui est vrai, qu'on trafique les lettres qu'il envoie et celles qu'il reçoit, ce qui est faux. C'est l'ère du soupçon, la nécessité du doute. C'est probablement là qu'il faut rechercher l'origine de cette totale négation des valeurs établies qui caractérise son œuvre. Sade remettant en cause sa prison, c'est Sade remettant en cause tout ce que la prison représente, cette prison qui est le symbole même de la société humaine qui ne peut être que répressive. « Le centre tragique de la vie de Sade, c'est la prison.

Sans cet enfermement, il se serait peut-être dispersé aux quatre vents d'une existence mondaine ; sa révolte n'aurait pu exploser avec une telle violence : il fallait ce mur, ces quatre murs plutôt du cachot pour que se cristallise sa puissance révolutionnaire. Sinon il n'aurait peut-être jamais écrit – ou du moins ses textes auraient eu un caractère très différent. » <sup>[56]</sup>

À cet égard, le séjour à la Bastille peut être considéré comme un moment crucial de son existence. Il a une quarantaine d'années, et sa maturité lui permet d'affronter son sort un peu comme on se regarde dans un miroir pour distinguer les rides ou les cheveux blancs qui font leur apparition lentement mais sûrement. Il va se livrer avec frénésie à l'écriture parce que l'écriture n'est pas autre chose que ce miroir. Il commence des pièces de théâtre ; il met au point le manuscrit des *Cent vingt journées*. Il compose *Aline et Valcour*, roman épistolaire où se trouve cette fameuse invective : « Ô massacreurs, enfermeurs, imbéciles enfin de tous les règnes et de tous les gouvernements, quand préférerez-vous la science de connaître l'homme à celle de le clôturer ou de le faire mourir ? » Et l'infatigable écrit également la seconde version de *Justine, les Infortunes de la vertu* ainsi qu'*Eugénie de Franval*. Sa femme a obtenu l'autorisation de lui rendre visite deux fois par mois, mais il est bien évident que le tempérament sensuel du marquis ne se satisfait pas de ces trop brèves et trop rares rencontres. Là aussi se trouve l'origine de nombreux fantasmes outranciers qui ne doivent leurs outrances qu'à la frustration.

« L'isolement physique et l'onanisme, la pénombre de la cellule (il avait acquis peu à peu une véritable phobie de ce faux jour des prisons et il écrivait souvent la nuit, à la lueur vacillante d'une mauvaise chandelle), la mise en connexion mentale (abattre le quatrième mur), la relecture à haute voix en marchant de long en large qui le conduit souvent à effectuer de multiples ajouts au texte, tout cela réunit chez Sade des conditions favorables pour qu'il puisse jeter une passerelle vers son inconscient. Il y a donc chez lui, et c'est à notre avis la caractéristique d'un esprit génial, prédominance absolue de l'imagination dont la fonction motrice permet une abondante production de fantasmes. » <sup>[57]</sup> D'ailleurs, Sade s'en rend lui-même parfaitement compte, lui qui avoue, dans une lettre à sa femme : « Oui, je suis un libertin, je l'avoue. J'ai conçu tout ce qui peut se concevoir dans ce genre-là, mais je n'ai sûrement pas fait tout ce que j'ai conçu et ne le ferai sûrement jamais. Je suis un libertin, mais je ne suis pas un criminel ni un meurtrier. » Voilà qui est net et sans appel.

Cependant, à la Bastille, le marquis a obtenu un privilège qui n'est accordé qu'à des prisonniers de marque : il peut se promener sur les tours. Mais arrive juin 1789. Les troubles de plus en plus fréquents qui se manifestent dans Paris presque chaque jour obligent le gouverneur à prendre certaines mesures de précaution. Il reçoit l'ordre de faire charger les canons des plates-formes et d'y maintenir des gardes. Du coup, on doit supprimer cette promenade aux rares prisonniers qui en bénéficiaient. Et cela n'est pas du tout du goût de Sade. Il fait

un tapage affreux, au bord de la crise de nerfs et veut forcer les sentinelles de sa porte. On le fait rentrer de force dans sa chambre. Alors, avec un tuyau, il se confectionne une sorte de porte-voix qu'il introduit à travers les grilles de la fenêtre et se met à hurler. Voici ce qu'écrit le gouverneur de Launay au ministre d'État : « J'ai l'honneur de vous rendre compte qu'ayant été obligé hier, à cause des circonstances actuelles, de suspendre la promenade sur les tours, que vous aviez eu la bonté d'accorder au sieur de Sade, il s'est mis hier à midi à sa fenêtre, et a crié de toutes ses forces, et a été entendu de tout le voisinage et des passants qu'on égorgeait, qu'on assassinait les prisonniers de la Bastille, et qu'il fallait venir à leur secours. » Et l'année suivante, Sade écrira lui-même à son notaire Gaufridy : « À l'occasion d'un peu de train que je fis à la Bastille pour des mécontentements que l'on m'y donnait, le gouverneur se plaignit au ministre. J'échauffais, disait-on, par ma fenêtre l'esprit du peuple, je l'assemblais sous cette fenêtre, je l'avertissais des préparatifs qui se faisaient à la Bastille, je l'exhortais à venir jeter bas ce monument d'horreur. Tout cela était vrai. »

Cet esclandre de Sade n'est pas tolérable, d'autant plus que la foule parisienne est de plus en plus agitée. Le lieutenant de police, furieux, ordonne qu'on se débarrasse de l'importun et qu'on l'envoie à Charenton. C'est chose faite le 4 juillet à une heure du matin, pour éviter tout nouvel incident provoqué par le trublion. Il est quand même curieux de constater qu'à dix jours près, le divin marquis eût été délivré par le peuple révolté. On imagine la publicité et la gloire qu'il en aurait acquises ! Sade, martyr de l'obscurantisme et héros de la liberté... La fin de sa vie en eût été certainement changée.

Néanmoins, Sade sera libéré de Charenton l'année suivante et reprendra sa vie normale, dans des conditions parfois difficiles, parce que ruiné et d'ailleurs spolié par la Révolution, puisque c'est un aristocrate. Il publie ses ouvrages, il fait jouer des pièces de théâtre. Il devient secrétaire, puis président de la section des Piques, mais se fait emprisonner, sous la Terreur, parce que suspect en tant que ci-devant, et parce qu'il passe pour « modéré ». La chute de Robespierre le sauve de la guillotine. Il connaît ses meilleurs moments de célébrité sous le Directoire. Sa femme, une fois qu'il a été libéré, le quitte et obtient le divorce. Il se met plus ou moins en ménage avec une jeune actrice qui lui restera d'ailleurs fidèle jusqu'à sa mort.

Dans certains milieux, Sade est considéré comme l'un des apôtres de la Révolution, et vénéré comme un grand penseur.

C'est précisément cet aspect du personnage qui ne plaît guère aux censeurs du Consulat. Le 6 mars 1801, il est arrêté, officiellement pour publication d'ouvrages pornographiques, notamment *Justine* et *Juliette*. Il est « déposé » le 2 avril à la prison Sainte-Pélagie, « pour le punir administrativement », et transféré le 27 de ce même mois à l'ancienne maison monastique de Charenton, qui est devenue ce qu'elle est aujourd'hui, un asile psychiatrique. On le place un certain temps à Bicêtre. Malgré toutes ses demandes, il ne comparaitra jamais devant un tribunal,



et son internement est purement administratif. Il réintègre Charenton en 1803 et y demeurera jusqu'à sa mort, en 1814, dans des conditions de détention très larges et très avantageuses pour lui, écrivant sans cesse, organisant des représentations théâtrales, et partageant souvent les repas du directeur. Pouvait-il espérer mieux, lui qui, avant d'être arrêté, se trouvait dans un état de misère presque absolue ? L'image de Sade persécuté jusqu'à ses derniers jours est fort peu justifiée par les faits, ce qui ne veut évidemment pas dire que sa situation était idéale. Mais cela n'a fait qu'ajouter à la légende du personnage et à contribuer à faire de lui le martyr de la liberté et l'éternel révolté contre l'oppression qu'une certaine postérité a haussé au rang de « divin » ou de « saint ».

Tout cela appelle quelques remarques. Si Sade a été emprisonné par les hommes du Consulat, officiellement pour publication d'ouvrages pornographiques, c'est surtout parce que ses idées recelaient de graves dangers pour la société bourgeoise qui se mettait en place à l'ombre de Bonaparte. L'autocratie du Corse était bien pire que la monarchie absolue de Louis XVI, d'ailleurs bien amoindrie à la veille de la Révolution. Certes, le marquis de Sade a été enfermé à la Bastille par lettre de cachet. Mais ce le fut sur proposition de sa famille, et non pour ses idées. D'ailleurs, à cette époque, il n'avait rien publié, ni même rien écrit d'important. Faire passer Sade comme une victime de la répression du délit d'opinion, c'est valable pour la fin de sa vie, à l'époque napoléonienne, mais en aucun cas pour l'Ancien Régime.

Non, Sade n'est pas une victime de la sombre et terrible Bastille. C'est même cette Bastille qui a contribué à faire de lui ce philosophe certes fort discutable – et qu'on n'est pas obligé d'aimer ou de suivre – mais qui marque cependant une étape décisive dans la connaissance de l'esprit humain.

## **TROISIÈME PARTIE**

### **L'Énigme du Masque de Fer**

# I

## NAISSANCE D'UN MYTHE

En 1751, Voltaire, emprisonné, comme on le sait, deux fois à la Bastille, publie son *Siècle de Louis XIV*, où, sous le couvert de glorifier le Roi-Soleil, il en profite pour montrer les faiblesses et les inconvénients du régime dans lequel il vit. Mais au milieu de divers récits d'événements qui lui paraissent intéressants, il intercale cette note qui va déclencher beaucoup d'interrogations : « Quelques mois après la mort de Mazarin, il arriva un événement qui n'a point d'exemple et, ce qui est non moins étrange, c'est que tous les historiens l'ont ignoré. On envoya dans le plus grand secret au château de l'île Sainte-Marguerite, dans la mer de Provence, un prisonnier inconnu, d'une taille au-dessus de l'ordinaire, jeune et de la figure la plus belle et la plus noble. Ce prisonnier, dans la route, portait un masque dont la mentonnière avait des ressorts d'acier qui lui laissaient la liberté de manger avec le masque sur son visage. On avait ordre de le tuer s'il se découvrait. Il resta dans l'île jusqu'à ce qu'un officier de confiance, nommé Saint-Mars, gouverneur de Pignerol, ayant été fait gouverneur de la Bastille, l'allât prendre à l'île Sainte-Marguerite et le conduisît à la Bastille, toujours masqué. Le marquis de Louvois alla le voir dans cette île avant la translation et lui parla debout avec une considération qui tenait du respect. Cet inconnu fut mené à la Bastille où il fut logé aussi bien qu'on peut l'être dans ce château. On ne lui refusait rien de ce qu'il demandait. Son plus grand goût était pour le linge d'une finesse extraordinaire et pour les dentelles. Il jouait de la guitare. On lui faisait la plus grande chère et le gouverneur s'asseyait rarement devant lui. Un vieux médecin de la Bastille, qui avait souvent traité cet homme singulier dans ses maladies, a dit qu'il n'avait jamais vu son visage, quoiqu'il eût souvent examiné sa langue et le reste de son corps. Il était admirablement bien fait, disait ce médecin ; sa peau était un peu brune : il intéressait par le seul ton de sa voix, ne se plaignait jamais de son état et ne laissait point entrevoir ce qu'il pouvait être. »

Voici donc lancé, sinon dans l'Histoire elle-même, du moins dans les corridors secrets de l'Histoire, celui qu'on n'appellera plus que le Masque de Fer, appellation d'ailleurs injustifiée, puisqu'il s'agit d'un masque en tissu ou en velours monté sur une armature articulée qui pouvait bien être en fer. L'information donnée par Voltaire suscita tant d'intérêt chez les lecteurs que, dans une autre édition du *Siècle de Louis XIV*, la note fut complétée par une insinuation : si l'on avait recouvert le visage du prisonnier, c'est parce qu'on avait

peur qu'un indiscret reconnût dans ses traits quelque ressemblance frappante. Il y avait de quoi exciter la curiosité. Cela encouragea Voltaire à aller encore plus loin dans l'édition de 1771, où apparaît cette fois une tentative d'explication de ce mystère : l'homme au Masque de Fer était un frère utérin de Louis XIV, fils de Mazarin et d'Anne d'Autriche, et aîné du roi Louis XIV. Le cardinal et la reine auraient fait élever en secret leur enfant, mais après la mort de Mazarin, le jeune roi avait découvert la vérité et fait enfermer le jeune homme, le visage recouvert d'un masque, à cause de l'extraordinaire ressemblance qu'il y avait entre eux. De toute façon, on reconnaît dans le détail du linge fin et des dentelles le goût prononcé d'Anne d'Autriche pour les vêtements précieux et les lingerie fines. Et Voltaire affirme avoir été persuadé de cette vérité historique « en relisant les Mémoires de ce temps ».

Tout cela est bien étrange, surtout si l'on se réfère au goût prononcé de Voltaire pour la provocation. Lançait-il là ce qu'on appelle aujourd'hui un « ballon d'essai » ? Prêchait-il le faux pour savoir le vrai ? La liaison – et peut-être même le mariage secret – d'Anne d'Autriche et de Mazarin est une réalité dont on ne peut guère douter. Le tout est de savoir à quelle époque elle a commencé, et c'est là que cela devient douteux. Certes, on sait qu'avant la conception et la naissance de Louis XIV, la reine Anne et son époux étaient en froid et ne partageaient pas la même chambre, mais l'hypothèse d'un Mazarin déjà amant de la reine à cette époque paraît hors de propos, car il serait davantage question du fameux duc de Buckingham, celui qui a été si brillamment mis en vedette par Alexandre Dumas, et qui n'était, semble-t-il, qu'un sot mondain coureur de jupons, et, pourquoi pas, amant d'Anne d'Autriche. Ici, la fiction se mêle si étroitement à l'Histoire qu'il est impossible de savoir où finit l'une et où commence l'autre.

Il reste à savoir si les *Mémoires* de ce temps (ceux de Louis XIV) auxquels se réfère Voltaire, existent bien, tout au moins s'ils comportent des renseignements sur ce sujet. La réponse est absolument négative. Les *Mémoires* où puise soi-disant Voltaire sont fantomatiques, ce qui ne veut pas dire que le Masque de Fer ne soit pas une réalité. Dans une lettre écrite à Marly le 10 octobre 1711, et adressée à sa tante l'Électrice de Hanovre, la fameuse Princesse Palatine, seconde épouse de Monsieur frère du Roi, duchesse d'Orléans et mère du futur Régent, fait mention d'un homme qui serait resté « de longues années à la Bastille et qui y est mort masqué ». La Palatine ajoute quelques détails. Il y avait toujours près de lui deux mousquetaires prêts à le tuer s'il lui prenait l'idée de se démasquer. « Il a mangé et de dormi masqué. Il fallait sans doute qu'il en fût ainsi car on l'a d'ailleurs très bien traité, bien logé et on lui a donné tout ce qu'il désirait. Il a communiqué masqué ; il était très dévot et lisait continuellement. On n'a jamais pu apprendre qui il était. » Cette missive a dû exciter la curiosité de l'Électrice de Hanovre. Sans doute a-t-elle demandé des explications supplémentaires à sa nièce. Or, douze jours plus tard, de Versailles, le 22 octobre, la Palatine envoie une autre lettre à sa tante, et elle donne la solution de l'énigme : le prisonnier masqué n'est autre que le duc de Berwyck, maréchal de France, fils naturel du roi

d'Angleterre, détrôné, on le sait, par son gendre le prince d'Orange, devenu ensuite Guillaume III. Pour un secret si important, et qui ne devait pas être dévoilé, voilà qui est surprenant. Certes, la Palatine était généralement bien informée ; mais, là, visiblement, cette histoire n'est faite que pour calmer la curiosité de l'Électrice, curiosité qui pourrait être dangereuse. Un secret est un secret, et il vaut peut-être mieux brouiller les cartes que de persister sur un chemin qu'on a montré avec beaucoup d'imprudence.

De toute façon, la Princesse Palatine est la seule à avoir fourni cette solution au problème posé par le Masque de Fer, et personne n'a cru pouvoir l'étayer de quelque fait positif. Il n'en reste pas moins que la belle-sœur de Louis XIV avait eu vent de quelque chose d'important, et qu'il n'était peut-être pas opportun de révéler. Il était impossible de nier l'existence de ce prisonnier masqué qui était mort à la Bastille en 1703, mais il était tout à fait normal de respecter son anonymat.

Car le Masque de Fer ne semble pas avoir été mis en doute. La *Gazette* d'Amsterdam affiche un écho parisien du 21 mars 1695 selon lequel « un lieutenant de galères, accompagné de vingt cavaliers, a conduit à la Bastille un prisonnier masqué qu'il a amené de Provence en litière, et qui a été gardé à vue dans toute la route, ce qui fait croire que c'est quelque personne de conséquence, d'autant plus qu'on cache son nom et que ceux qui l'ont conduit disent que c'est un secret pour eux ». Et dans cette même *Gazette*, à la date du 9 octobre 1698, on peut lire ces lignes : « M. de Saint-Mars a pris possession du gouvernement de la Bastille, où il a fait mettre un prisonnier qu'il avait avec lui. »

On peut vérifier tout cela dans ce qui reste des Archives de la Bastille, et particulièrement dans le Registre des entrées que tenait M. du Junca, lieutenant du roi à la Bastille, c'est-à-dire subordonné direct du gouverneur. C'est en 1698. On peut y lire les informations suivantes : « Du jeudi 18 septembre, à trois heures de l'après-midi, Monsieur de Saint-Mars, gouverneur du château de la Bastille, est arrivé pour sa première entrée, venant de son gouvernement des îles Sainte-Marguerite-Honorat, ayant mené avec lui, dans sa litière, un ancien prisonnier *qu'il avait à Pignerol*, lequel il fait tenir toujours masqué, dont le nom ne se dit pas, et l'ayant fait mettre en descendant de la litière dans la première chambre de la tour de Basinière, en attendant la nuit pour le mettre et mener moi-même, à neuf heures du soir, avec M. de Rosarges, un des sergents que Monsieur le Gouverneur a menés, dans la troisième chambre, seul, de la tour de la Bertaudière, que j'avais fait meubler de toutes choses quelques jours avant son arrivée, en ayant reçu l'ordre de Monsieur de Saint-Mars, lequel prisonnier sera servi et soigné par M. de Rosarges, que Monsieur le Gouverneur nourrira. » Le seul problème qui subsiste à propos de ces différents textes, c'est que l'arrivée du prisonnier masqué et de son gardien fidèle, M. de Saint-Mars, date incontestablement de l'année 1698. Or, pourquoi la *Gazette* d'Amsterdam fait-elle état d'une arrivée analogue, voire identique, datée de 1695 ? La question reste sans réponse.

Mais il y a aussi le Registre sur lequel du Junca mentionne les prisonniers qui sortent de la Bastille ou qui y meurent. Nous en sommes à l'année 1703 : « Du même jour, lundi, dix-neuvième de novembre, le prisonnier inconnu, toujours masqué d'un masque de velours noir, que Monsieur de Saint-Mars, gouverneur, a mené avec lui, en venant des îles Sainte-Marguerite, qu'il gardait depuis longtemps, lequel s'étant trouvé hier un peu mal en sortant de la messe, il est mort ce jourd'hui, sur les dix heures du soir, sans avoir eu une grande maladie, il ne se peut pas moins. M. Giraut, notre aumônier, le confessa hier, surpris de sa mort ; il n'a point reçu les sacrements et notre aumônier l'a exhorté un moment avant que de mourir. Et ce prisonnier inconnu, gardé depuis si longtemps, a été enterré le mardi à quatre heures de l'après-midi, vingtième de novembre, dans le cimetière Saint-Paul, notre paroisse ; sur le registre mortuaire, on a donné un nom aussi inconnu. M. de Rosarges, major, et Arreil, chirurgien, qui ont signé sur le registre. » Et du Junca a ajouté postérieurement dans la marge : « J'ai appris depuis qu'on l'avait nommé sur le registre M. de Marchiel ; que l'on a payé quarante livres d'enterrement ».

Si l'on croit connaître le nom du prisonnier, on se trompe. Il existe également un registre provenant de la paroisse Saint-Paul, un registre qui mentionne les enterrements. Et l'on peut y lire ceci : « Le 20, Marchialy, âgé de quarante-cinq ans ou environ, est décédé dans la Bastille, duquel le corps a été inhumé dans le cimetière de Saint-Paul sa paroisse, le 21 du présent, en présence de M. Rosage, major de la Bastille et de M. Reghle, chirurgien major de la Bastille qui ont signé. » C'est le curé de Saint-Paul qui a rédigé l'acte. Et l'on doit remarquer, d'une part qu'il n'est pas très fixé sur l'orthographe des noms, lesquels ont été prononcés devant lui sans qu'il pût vérifier quoi que ce soit, et d'autre part qu'il ne sait rien sur l'âge réel du défunt que, de toute façon, il n'a pas pu voir lui-même, celui-ci étant évidemment dans un cercueil. Il y a donc de graves problèmes tant au sujet de l'âge du prisonnier masqué qu'au sujet de son nom, Marchiel ou Marchialy. Pourtant, ce nom, avec ses variantes, va donner lieu à une hypothèse qui peut se révéler intéressante si l'on prend soin de replacer l'affaire dans son entier contexte. Mais il faut également remarquer que M. de Rosarges (Rosage...) est le sergent que M. de Saint-Mars avait ramené des îles Sainte-Marguerite en même temps que le prisonnier, sergent qui paraît avoir été *le garde personnel* du Masque de Fer. Et, surtout, il faut savoir que le chirurgien, qu'on nomme Reil, ou Arreil, ou encore Reghle, est probablement le même personnage que ce M. Reilhe dont parle Constantin de Renneville, qui fut un des « hôtes » de la Bastille entre 1702 et 1713, et qui publia, à Amsterdam, un curieux livre intitulé *l'Inquisition française ou Histoire de la Bastille*, bourré d'inexactitudes et de mensonges, mais également riche en petits détails qui peuvent avoir leur importance. Car Renneville était à la Bastille, au moment où le Masque de Fer finissait sa vie, et il prétend même avoir eu connaissance de ce prisonnier mystérieux « que M. de Saint-Mars avait amené des îles Sainte-Marguerite, où il était condamné à une prison perpétuelle pour avoir fait, étant écolier, âgé de douze ou treize ans, deux vers contre les Jésuites ». Cela paraît d'ailleurs un châtiment bien lourd pour

deux vers, alors qu'on est un écolier...

Mais ce qui est intéressant, c'est que l'informateur de Renneville est le chirurgien Reilhe, lequel lui a assuré que « cet infortuné poète » était « un homme de qualité », qui avait son propre confesseur, le père Riquelet. Et encore ce détail : « Pendant le temps de sa prison, il était devenu l'héritier de toute sa famille, qui possédait de grands biens. Il en fut averti par le charitable Riquelet, son confesseur. » Et Renneville de raconter ensuite que le confesseur avait su fléchir la rigueur royale et obtenir l'élargissement de son pénitent. Quel mélange ! On ne sait vraiment plus à quel saint se vouer...

Il y a encore d'autres repères historiques. Dans les *Mémoires*, ou soi-disant tels, du maréchal-duc de Richelieu, qui fut lui aussi, on s'en souvient, l'un des hôtes de la Bastille, mémoires qui ont été écrits en réalité par son secrétaire, l'abbé Soulavie, on découvre une information quelque peu ahurissante : la fille aînée du Régent se serait prostituée à son père pour apprendre de celui-ci que Louis XIV avait un frère jumeau qu'on aurait fait disparaître pour éviter des complications. Il n'en fallait pas plus pour mettre en circulation l'hypothèse du Masque de Fer, frère jumeau du Roi-Soleil. L'Histoire tourne alors au roman noir, à la mode des auteurs anglais de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, chez lesquels les aventures les plus fantastiques se terminent toujours de la meilleure façon grâce à une reconnaissance fortuite de paternité ou de fraternité.

Cependant, dans les *Mémoires* authentiques du duc de Richelieu, on trouve cette intéressante remarque à propos du mystérieux personnage : « Ce prisonnier n'était plus aussi intéressant au commencement de ce siècle (c'est-à-dire le XVIII<sup>e</sup> siècle) ; mais il l'avait été beaucoup quand, au commencement du règne de Louis XIV par lui-même, il fut renfermé pour de grandes raisons d'État. » C'est quand même la confirmation que le Masque de Fer, quel qu'il fût, n'était pas n'importe qui, et que sa « mise à l'écart » coïncide avec le début du règne personnel de Louis XIV. On peut en conclure que ce prisonnier pour raison d'État devait considérablement gêner le monarque en place.

Sénac de Meilhan, intendant général de la Guerre, auteur d'un livre intitulé *Du Gouvernement, des mœurs et des conditions en France avant la Révolution*, s'est fait l'écho d'une curieuse conversation qu'auraient eue Louis XV et Madame de Pompadour. Alertée par le bruit que faisait dans l'opinion le thème du Masque de Fer, si bien répandu par Voltaire, la favorite aurait demandé au roi de lui dévoiler quel était le secret qui se cachait sous cette histoire. Or Louis XV aurait répondu : « Si vous saviez ce que c'est, vous verriez que c'est bien peu intéressant. » Et comme la Pompadour insistait, il aurait fini par dire : « C'était le secrétaire d'un prince italien. » Cette « révélation » doit être jointe à celle que fit Louis XVI, ou plutôt le ministre Maurepas, à la reine Marie-Antoinette, d'après le récit de madame Campan dans ses *Mémoires*. Marie-Antoinette avait en effet insisté auprès du roi pour connaître le secret de l'homme au masque. Louis XVI, ne le connaissant pas, aurait alors demandé à Maurepas – qui avait été ministre de la

Maison du Roi – s’il savait quelque chose à ce sujet. Et Maurepas aurait répondu qu’il s’agissait d’un prisonnier très dangereux par son esprit d’intrigue et sujet du duc de Mantoue. On l’avait attiré sur la frontière et là, on le fit prisonnier, l’envoyant d’abord à Pignerol, ensuite à la Bastille. Cette réponse, qui n’est pas contradictoire avec celle de Louis XV, indique nettement un prisonnier personnel de M. de Saint-Mars, le comte Mattioli, dont il faudra obligatoirement reparler. Ici, l’hypothèse est fort sérieuse, et doit être prise en considération.

Tout autre est celle du chevalier de Taulès, à la même époque, qui s’exclame, tout joyeux : « J’ai découvert l’homme au masque de fer, et il est de mon devoir de rendre compte à l’Europe et à la postérité de ma découverte ! » Voici ce dont il s’agit. Né vers 1646, un Turc du nom d’Avédick, qui s’était consacré à l’étude des doctrines arméniennes et qui était devenu patriarche de cette Église arménienne, s’était, paraît-il, répandu en propos désobligeants et violents contre Louis XIV. Excité par les jésuites, l’ambassadeur de France à Constantinople l’aurait alors fait enlever, au mépris du droit des gens, dans les parages de l’île de Chio et l’aurait fait partir pour la France. Le personnage, qui est parfaitement réel, fut d’abord relégué au Mont-Saint-Michel, où il resta de 1707 à 1709, dans le secret le plus rigoureux. On essaya de le convertir au catholicisme romain, bien que ses positions parussent aux jésuites très dangereuses pour la foi. Bref, par un ordre contresigné par Pontchartrain, il fut mis à la Bastille le 18 décembre 1709. Chose curieuse, le registre d’entrée et celui de sortie ne mentionnent aucunement son nom : on parle seulement d’un « prisonnier important », ou bien de « l’Arménien ». Toujours est-il qu’Avédick, car c’est nécessairement lui, abjura devant le cardinal de Noailles, archevêque de Paris, le 12 septembre 1710. Il sortit de la Bastille le 10 décembre suivant, mais il mourut en 1711, le 21 juillet, officiellement « par suite de l’usage immodéré de l’eau-de-vie », ce qui peut paraître un peu suspect. Il est évident que ce patriarche Avédick ne peut en aucun cas être le Masque de Fer, celui-ci étant mort en 1703. Là encore, l’Histoire sert de support à l’imaginaire.

Car toutes ces hypothèses ont été présentées comme parfaitement historiques. Mais il y en a eu d’autres sous le couvert de récits romanesques. Le plus curieux est certainement celui qui est présenté sous le titre *Mémoires secrets pour servir à l’Histoire de Perse*. C’est un roman à clefs, peut-être écrit par Madame de Vieux-Maisons, et qui fut publié en 1745 à Amsterdam. On est alors en plein engouement pour la Perse, et les *Lettres persanes* de Montesquieu montrent assez bien comment, sous couvert de raconter ce qui se passe dans un lointain et fabuleux pays oriental, on s’arrange pour décrire ce qui se passe réellement en France. Cet ouvrage est de la même veine, mais avec davantage d’ingrédients purement romanesques. Pourtant, l’auteur prétend livrer des « choses ignorées ou qui n’ont pas été écrites ».

L’une de ces « choses qu’on n’a pas dites » concerne un prince du nom de Cha-Abas en lequel il n’est pas difficile de reconnaître Louis XIV. D’ailleurs, les « clefs » sont là pour qu’on ne puisse pas faire d’erreur. « Ce prince aima



passionnément les femmes et eut plusieurs favorites. Une des premières fut une Indienne (Mademoiselle de La Vallière) sans beauté, grande et assez bien faite, mais que le Ciel avait bien dédommagée du côté de l'esprit et des sentiments. Son cœur était plein de cette tendresse délicate qui fait le charme de l'amour, et peut-être le principal mérite d'une femme. Cha-Abas l'aima au-delà de toute expression ; il en eut un fils qu'il fit appeler Giafer (Louis, comte de Vermandois). Ce jeune prince fut élevé avec tout le soin possible : il était beau, bien fait, plein d'esprit, mais fier, emporté, et ne pouvait prendre sur lui de rendre à Séphir-Mirza (le Grand Dauphin), seul fils reconnu de Cha-Abas et l'héritier de sa couronne, le respect qu'il devait à ce prince né pour être son roi. »

Jusque-là, sous l'apparence d'une fiction orientale, il n'y a rien d'autre que la réalité historique française. La suite du récit prend quelques libertés, même si la rivalité entre les deux fils, l'un naturel, l'autre légitime, de Louis XIV a été aiguë. Toujours est-il que Giafer, donc le jeune comte de Vermandois, s'oublie jusqu'à donner un soufflet à Séphir-Mirza, donc le Grand Dauphin. Le prince en est fort affligé. Il va devoir sévir contre une impertinence et qui est presque un crime de lèse-majesté. Mais un de ses ministres<sup>[58]</sup> lui dit « qu'il y avait un moyen de punir Giafer sans lui ôter la vie ; qu'il fallait l'envoyer au plus tôt à l'armée, qui pour lors était sur les frontières du côté du Feldran (la Flandre), que peu après son arrivée, on sèmerait le bruit qu'il était attaqué de la peste, afin d'effrayer et d'écarter tous ceux qui auraient envie de le voir : qu'au bout de quelques jours de cette maladie feinte, on le ferait passer pour mort, et que, tandis qu'aux yeux de toute l'armée on lui ferait des obsèques dignes de sa naissance, on le transférerait de nuit, avec un grand secret, à la citadelle de l'île d'Ormuz (Sainte-Marguerite) pour y finir ses jours. Cet avis fut généralement approuvé et surtout par l'affligé Cha-Abas ».

Ainsi donc, le mystérieux prisonnier au masque de fer est identifié dans ce roman à l'un des bâtards de Louis XIV, coupable d'une atteinte à la dignité royale. Mais ce n'est pas tout. Car on exécute le plan proposé. On conduit donc le jeune prince vers l'île d'Ormuz. Pendant le voyage, le seul domestique qui soit dans le secret meurt, et, très étrangement, « les chefs de l'escorte lui défigurèrent le visage à coups de poignard, afin d'empêcher qu'il ne fût reconnu, le laissèrent étendu dans le chemin, après l'avoir fait dépouiller pour plus de précaution, et continuèrent leur route ». Et l'on arrive à Ormuz. Et là, on nous donne des détails intéressants : « Le commandant de la citadelle d'Ormuz servait lui-même et prenait les plats à la porte de l'appartement des mains des cuisiniers, dont aucun n'a jamais vu le visage de Giafer ». Voilà qui rappelle singulièrement ce que raconte la Palatine, et bien entendu l'anecdote rapportée par Voltaire.

Il y a mieux. « Ce prince s'avisa un jour de graver son nom sur le dos d'une assiette avec la pointe d'un couteau. Un esclave entre les mains de qui tomba cette assiette crut faire sa cour en la portant au commandant, et se flatta d'en être récompensé ; mais ce malheureux fut trompé et on s'en défit sur-le-champ afin d'ensevelir avec cet homme un secret d'une si grande importance. *Précaution déplacée, puisqu'il est plus que vraisemblable par les faits qu'on vient de*

*rapporter, et par ceux qu'on va lire, que le secret a été mal gardé. »* On remarquera au passage le souci de l'auteur d'affirmer qu'il y a eu des « fuites ». Vantardise ou réalité ?

Mais à cet endroit de l'histoire, il est impossible de ne pas comparer l'épisode de l'assiette avec ce que raconte Voltaire dans la seconde édition, celle de 1751, du *Siècle de Louis XIV*, à propos de l'homme au masque envoyé à Sainte-Marguerite : « Le gouverneur mettait lui-même les plats sur la table, et ensuite se retirait après l'avoir enfermé. Un jour, le prisonnier écrivit avec un couteau sur une assiette d'argent, et jeta l'assiette par la fenêtre vers un bateau qui était au rivage, presque au pied de la tour ; un pêcheur à qui ce bateau appartenait ramassa l'assiette et la rapporta au gouverneur. Celui-ci, étonné, demanda au pêcheur : “Avez-vous lu ce qui est écrit sur cette assiette, et quelqu'un l'a-t-il vue entre vos mains ? – Je ne sais pas lire, répondit le pêcheur : je viens de la trouver, personne ne l'a vue.” Ce paysan fut retenu jusqu'à ce que le gouverneur fût informé qu'il n'avait jamais lu, et que l'assiette n'avait été vue de personne. “Allez, lui-dit-il, vous êtes bienheureux de ne savoir pas lire.” »

Une question se pose : Voltaire se souvient-il des *Mémoires secrets pour servir à l'Histoire de Perse*, et brode-t-il à partir de là, ou bien a-t-il ses propres sources d'information ? Évidemment, l'auteur du *Siècle de Louis XIV* prétend tenir cette anecdote de deux sources indirectes qui remonteraient à M. de Chamillard, « dernier ministre qui eut cet étrange secret » et au « second maréchal de La Feuillade, son gendre, qui m'a dit qu'à la mort de son beau-père il le conjura à genoux de lui apprendre ce que c'était que cet homme qu'on ne connut jamais que sous le nom de l'Homme au Masque de Fer ; Chamillard lui répondit que c'était le secret de l'État, et qu'il avait fait le serment de ne le révéler jamais ». Que faut-il vraiment en croire ?

De toute évidence, au XVIII<sup>e</sup> siècle, certaines personnes savaient qui était l'homme au Masque de Fer, mais ne pouvaient rien dire à ce sujet parce que c'était un *secret d'État*. D'où les continuelles allusions dans différents textes historiques qui sont corroborées par le contenu de certaines archives, surtout à propos de l'isolement et du secret dans lequel on tient le prisonnier ainsi que son anonymat absolu. Les *Mémoires secrets* sont incontestablement une œuvre de fiction, mais c'est à travers cette fiction qu'on essaie de transmettre des indications à un lecteur perspicace, sans toutefois dévoiler la vérité entière, soit que l'auteur ne la connaisse pas, soit qu'il ne veuille point la dire pour des raisons de sécurité personnelle.

Il ne fait en tout cas aucun doute que le prisonnier de l'île d'Ormuz soit l'homme au masque. La fin de l'histoire le démontre. « Giafer resta plusieurs années dans la citadelle d'Ormuz. On ne la lui fit quitter, pour le transférer dans celle d'Ispahan (la Bastille), que lorsque Cha-Abas, en reconnaissance de la fidélité du commandant, lui donna le gouvernement de celle d'Ispahan, qui vint à vaquer. » Il s'agit bien sûr de Saint-Mars, qui fut donc nommé gouverneur de la

Bastille et qui y amena son fameux prisonnier. D'ailleurs, n'est-il pas précisé que : « On prenait la précaution, tant à Ormuz qu'à Ispahan, de faire mettre un masque au prince, lorsque pour cause de maladie, ou pour quelque autre sujet, on était obligé de l'exposer à la vue. Plusieurs personnes dignes de foi ont affirmé avoir plus d'une fois vu ce prisonnier masqué, et ont rapporté qu'il tutoyait le gouverneur qui, au contraire, lui rendait des respects infinis. »

La fin de cet épisode des *Mémoires secrets* mérite qu'on y attache une importance toute particulière. « Si l'on demande pourquoi, ayant de beaucoup survécu à Cha-Abas<sup>[59]</sup> et à Séphir-Mirza, Giafer n'a pas été élargi comme il semble que cela aurait dû être, qu'on fasse attention qu'il n'était pas possible de rétablir dans son état, son rang et ses dignités, un prince dont le tombeau existait encore, et des obsèques duquel il y avait non seulement des témoins, mais des preuves par écrit, dont, quelque chose qu'on pût imaginer, on n'aurait pas détruit l'authenticité dans l'esprit des peuples, encore persuadés aujourd'hui que Giafer est mort de la peste au camp de l'armée du Feldran. » En somme, l'auteur anonyme des *Mémoires secrets* affirme que pour cette histoire liée au Masque de Fer, il y a eu substitution de cadavre sinon substitution de personne. C'est net, c'est direct. Et le secret d'État se justifie alors. Peut-on imaginer, même de nos jours, laisser publier des révélations sur une Jeanne d'Arc qui aurait survécu, grâce à une substitution de victime<sup>[60]</sup>, alors que chacun sait qu'elle a été brûlée vive, à Rouen, devant de multiples témoins ?

Mais pour compléter l'information, il faut citer la réaction de Voltaire à qui l'on reprochait de s'être servi des *Mémoires secrets* et d'y avoir puisé l'anecdote de l'assiette. En 1751, niant avoir eu auparavant connaissance du roman anonyme, il déclare dans son *Supplément au Siècle de Louis XIV* : « L'auteur... mêle dans cette aventure beaucoup de mensonges à peu de vérité. Il dit que le duc d'Orléans, régent de France, qu'il appelle Ali-Omajou, alla quelque temps avant sa mort voir à la Bastille ce fameux et inconnu prisonnier. Tout Paris sait qu'il est faux que le duc d'Orléans ait jamais fait une visite à la Bastille. On dit que ce prisonnier était le comte de Vermandois, qu'il appelle Giafer, et il prétend que ce comte de Vermandois... fut dérobé à la connaissance des hommes par son propre père, et conduit en prison avec un masque sur le visage, dans le temps qu'on le fit passer pour mort. Il dit que ce fut pour le punir d'un soufflet que ce prince avait donné à monseigneur le Dauphin. Comment peut-on imprimer une fable aussi grossière ? Ne sait-on pas que le comte de Vermandois mourut de la petite vérole<sup>[61]</sup>, au camp devant Dixmude en 1683 ? Le Dauphin avait alors vingt-deux ans ; on ne donne des soufflets à un dauphin à aucun âge et c'est en donner un bien terrible au sens commun et à la vérité que de rapporter de pareils contes. D'ailleurs, le prisonnier au Masque de Fer était mort en 1704 (*sic*), et l'auteur des *Mémoires de Perse* le fait vivre jusqu'à la fin de 1721. » On se demande pourquoi Voltaire met tant de hargne à cette réfutation.

Cependant le futur maître de Ferney concède une part de vérité à l'auteur des

*Mémoires secrets*, à propos de l'anecdote de l'assiette. Et Voltaire précise : « Elle a été racontée souvent par M. Riousse, ancien commissaire des guerres à Cannes. Il avait vu ce prisonnier dans sa jeunesse, quand on le transféra de l'île Sainte-Marguerite à Paris. Il était en vie l'année passée, et peut-être vit-il encore. Les aventures de ce prisonnier d'État sont publiques dans tout le pays ; et M. le marquis d'Argens, dont la probité est connue, a entendu, il y a longtemps, conter les faits dont je parle à M. Riousse et aux hommes les plus considérables de sa province. » Enfin, un témoin... Mais, visiblement, ce M. Riousse ne s'est jamais manifesté malgré l'invitation implicite de Voltaire. Celui-ci, qui veut absolument qu'on ne doute pas de sa bonne foi, croit utile d'ajouter : « On veut savoir le nom du médecin de la Bastille que j'ai dit avoir traité souvent cet étrange prisonnier. On peut s'en informer à M. Marsolan, gendre de ce médecin, et qui a été longtemps chirurgien de M. le maréchal de Richelieu. » Ici, la référence est très précise, mais personne, semble-t-il, n'est allé interroger le sieur Marsolan.

Cependant Voltaire, décidément en veine de confidences, va encore plus loin, bien qu'il dise : « Je ne suis qu'historien, je ne suis pas devin. » Il se retranche derrière d'autres personnages « autorisés », de nouveau M. de Chamillard et le maréchal de La Feuillade, qu'il a déjà cités, et maintenant le ministre Caumartin, dont Saint-Simon disait qu'il « connaissait tout », sous-entendu des affaires secrètes. Voici ce que précise encore Voltaire : « M. de Chamillard disait quelquefois, pour se débarrasser des questions pressantes du dernier maréchal de La Feuillade et de M. de Caumartin, que c'était un homme qui avait *tous les secrets de M. Fouquet*. Il avouait donc au moins par là que cet inconnu avait été enlevé quelque temps après la mort du cardinal Mazarin. Or pourquoi des précautions si inouïes pour un confident de M. Fouquet, pour un subalterne ? Qu'on songe qu'il ne disparut en ce temps-là aucun homme considérable. » La dernière phrase est une reprise de ce qu'il affirmait dans l'édition de 1751 du *Siècle de Louis XIV* : « Ce qui redouble l'étonnement, c'est que, quand on l'envoya (le prisonnier mystérieux) dans l'île Sainte-Marguerite, il ne disparut dans l'Europe aucun homme considérable. » Mais pourquoi diable Voltaire se permet-il une allusion à l'affaire Fouquet ? Que sont ces « secrets » du malheureux surintendant des Finances, disgracié et châtié par Louis XIV, sous l'influence des clans Le Tellier et Colbert, pour des raisons qui n'ont jamais été éclaircies réellement ? Que savait donc Voltaire ? On ne peut s'empêcher d'évoquer l'image classique du patriarche de Ferney, vieilli mais néanmoins présentant un visage déformé par un ricanement obsédant. Voltaire a toujours été un provocateur, et son ironie mordante et méchante a été l'arme favorite de sa recherche de la vérité.

Or, dix ans plus tard, en 1763, Voltaire reçoit une lettre d'un certain M. de Palteau, lequel lui déclare que le prisonnier inconnu, au moment de son transfert, avait logé dans son château. Aussitôt, le journaliste Fréron fait tout son possible pour obtenir des précisions de la part de M. de Palteau, et va d'ailleurs le visiter dans son château, près de Villeneuve-le-Roi. Finalement, M. de Palteau enverra une lettre à Fréron, le 19 juin 1768. Cette lettre ne manque pas d'être

intéressante.

Ce témoin, car c'en est un, déclare notamment ceci : « Il (l'homme au masque) n'était connu aux îles Sainte-Marguerite et à la Bastille que sous le nom de *La Tour*. Le gouverneur et les autres officiers avaient de grands égards pour lui ; il obtenait tout ce qu'on pouvait accorder à un prisonnier. Il se promenait souvent ayant toujours un masque sur le visage. » Jusque-là, la description ressemble fort à celle de Voltaire dans le *Siècle*, et il est fort possible que M. de Palteau s'en soit inspiré. Le seul élément nouveau est le nom de *La Tour*, ce qui est tout à fait plausible, les prisonniers de la Bastille étant la plupart du temps, dans les registres et les lettres échangées entre le gouverneur, le lieutenant de police et les ministres, désignés soit par des périphrases, soit par des sobriquets. Mais M. de Palteau livre des renseignements complémentaires :

« Le sieur de Blainvilliers, officier d'infanterie, qui avait accès chez M. de Saint-Mars, gouverneur des îles Sainte-Marguerite, et depuis de la Bastille, m'a dit plusieurs fois que le sort de *La Tour* ayant beaucoup excité sa curiosité, pour la satisfaire il avait pris l'habit et les armes d'un soldat qui devait être en sentinelle dans une galerie sous la fenêtre de la chambre qu'occupait ce prisonnier aux îles Sainte-Marguerite ; que là il l'avait très bien vu ; qu'il n'avait point son masque, qu'il était *blanc de visage*, grand et bien fait de corps, ayant la jambe un peu trop fournie par le bas, et les cheveux blancs, quoiqu'il ne fût que dans la force de l'âge ; il avait passé cette nuit-là presque entière à se promener dans sa chambre. Blainvilliers ajoutait qu'il était toujours vêtu de brun, qu'on lui donnait du beau linge et des livres, que le gouverneur et les officiers restaient devant lui debout et découverts jusqu'à ce qu'il les fît couvrir et asseoir ; qu'ils allaient souvent lui tenir compagnie et manger avec lui. » Enfin, une description plus détaillée du mystérieux prisonnier. Le tout est de savoir si le témoin est digne de foi.

« En 1698, M. de Saint-Mars passa du gouvernement des îles Sainte-Marguerite à celui de la Bastille. En venant en prendre possession, il séjourna avec son prisonnier à ma terre du Palteau. L'homme au masque arriva dans une litière qui précédait celle de M. de Saint-Mars ; ils étaient accompagnés de plusieurs gens à cheval. M. de Saint-Mars mangea avec son prisonnier, qui avait le dos opposé aux croisées de la salle à manger qui donne sur la cour. Les paysans que j'ai interrogés ne purent voir s'il mangeait avec son masque ; mais ils observèrent très bien que M. de Saint-Mars, qui était à table vis-à-vis de lui, avait deux pistolets à côté de son assiette. Ils n'avaient pour les servir qu'un seul valet de chambre, qui allait chercher les plats qu'on lui apportait dans l'antichambre, fermant soigneusement sur lui la porte de la salle à manger. Lorsque le prisonnier traversait la cour, il avait toujours son masque noir sur le visage ; les paysans remarquèrent qu'on lui voyait les dents et les lèvres, qu'il était grand et avait les cheveux blancs. M. de Saint-Mars coucha dans un lit qu'on lui avait dressé auprès de celui de l'Homme au masque. M. de Blainvilliers m'a dit que, lors de sa mort, arrivée en 1704 (*sic*), on l'enterra secrètement à Saint-Paul, et que l'on mit dans le cercueil des drogues pour consumer le corps. Je n'ai point ouï dire qu'il avait aucun accent

étranger. »

Voilà donc quelques caractéristiques : l'homme au masque est grand, il a les cheveux blancs, le visage blanc, l'air fort distingué. Et surtout, indication précieuse : lors de son enterrement, on mit des drogues, c'est-à-dire de la chaux vive, pour rendre le cadavre méconnaissable ? Avait-on quelque chose à cacher ? Craignait-on qu'on reconnût le personnage ? En tout cas, il n'avait pas d'accent étranger, et ce devait donc être un Français. Et que penser de l'identification proposée souvent du Masque de Fer et du comte Mattioli (quelles que soient les variantes et graphies de ce nom), sujet du duc de Mantoue, de toute façon l'un des prisonniers de Saint-Mars à Pignerol et à Sainte-Marguerite ?

Mais Voltaire n'a pas dit son dernier mot. À soixante-seize ans, il reprend la plume pour écrire, toujours à propos de l'homme au masque : « Il est clair que si on ne le laissait passer dans la cour de la Bastille, si on ne lui permettait pas de parler à son médecin que couvert d'un masque, c'était de peur qu'on ne reconnût dans ses traits *quelque ressemblance trop frappante*. Il pouvait montrer sa langue et jamais son visage. Pour son âge, il a dit lui-même à l'apothicaire de la Bastille, peu de jours avant sa mort, qu'il croyait avoir environ soixante ans, et le sieur Marsolan, chirurgien du maréchal de Richelieu, et ensuite du duc d'Orléans, régent, gendre de cet apothicaire, me l'a dit plus d'une fois. Enfin, pourquoi lui donner un nom italien ? On le nomme toujours Marchali ! Celui qui écrit cet article en sait peut-être plus que le père Griffet et n'en dira pas davantage. » Le père Griffet dont il est question ici, est l'auteur d'honorables études sur le règne de Louis XIII, et il a surtout été aumônier à la Bastille. Et pour lui, le Masque de Fer était le comte de Vermandois, hypothèse partagée par le major même de la Bastille, nommé Chevalier, qui avait été chargé du classement des archives de la forteresse. De toute façon, dans ces archives, on ne trouve pour le mystérieux prisonnier d'autre nom que celui qui figure sur l'acte de décès. Mais on remarquera que, se dressant contre l'abbé Griffet et les partisans de cette thèse, Voltaire prétend en savoir bien plus long sur l'affaire. Mais *il n'en dira pas plus*. On peut se demander pourquoi, de la part d'un auteur qui n'est pas particulièrement introverti.

Un autre auteur de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle s'est penché sur le sujet en y apportant d'autres éléments d'information. Il s'agit d'un certain abbé Papon, qui publia en 1780 une suite de descriptions et d'anecdotes recueillies au cours de ses pérégrinations, sous le titre de *Voyage littéraire de Provence*. Pour cet abbé Papon, toutes les solutions proposées pour identifier le prisonnier sont nulles et non avenues. Ce sera toujours « le fameux prisonnier au masque de fer dont on ne saura peut-être jamais le nom ». Mais l'ouvrage contient quatre informations qui peuvent se révéler essentielles si on leur accorde tout le crédit qu'elles méritent, et si on en mesure la portée réelle.

La première de ces informations est en fait une confirmation, mais l'anecdote est inédite : « Il n'y avait que peu de personnes attachées à son service, qui eussent



la liberté de lui parler. Un jour que M. de Saint-Marc (*sic*) s'entretenait avec lui, en se tenant hors de la chambre, dans une espèce de corridor, pour voir de loin ceux qui viendraient, le fils d'un de ses amis arrive et avance vers l'endroit où il entend du bruit. Le gouverneur, qui l'aperçoit, ferme aussitôt la porte de la chambre, et d'un air troublé, il lui demande s'il a entendu quelque chose. Dès qu'il se fut assuré du contraire, il le fit repartir le jour même, et il écrivit à son ami que peu s'en était fallu que cette aventure n'ait coûté cher à son fils ; qu'il le renvoyait de peur de quelque autre imprudence. » Il faut préciser que cette scène se déroule à Sainte-Marguerite. Mais le terrible secret dans lequel on tient l'homme au masque est impératif : ceux qui surprennent ses paroles ou qui voient son visage s'exposent, non pas à être éliminés physiquement (comme dans un épisode des *Mémoires secrets*), mais à être emprisonnés pour le restant de leurs jours.

Cela remet en mémoire quelque chose à l'abbé Papon. Et il le dit : « Cette anecdote rappelle celle du pêcheur qui avait trouvé l'assiette d'argent... » Il déclare alors « rapporter ce trait sur la foi de M. Voltaire, qui ne l'a pas imaginé ». Mais il affirme honnêtement : « Je dois dire que les personnes du fort les plus âgées m'ont assuré n'en avoir jamais entendu parler. » Cependant, l'abbé Papon raconte une histoire étrangement analogue : « J'eus la curiosité, le 2 février 1778, d'entrer dans la chambre de cet infortuné prisonnier (à Sainte-Marguerite, toujours, mais cent ans après la présence du Masque de Fer). Elle n'est éclairée que par une fenêtre du côté nord, percée dans un mur fort épais, et fermée par trois grilles de fer, placées à une distance égale. Cette fenêtre donne sur la mer. » On peut se demander si c'est vraiment la chambre occupée par le prisonnier : à l'époque, le thème du Masque de Fer était très à la mode, et il n'est pas dit que les gardiens du fort n'en aient pas profité en montrant aux « touristes » une cellule bien aménagée selon le vœu inconscient des visiteurs<sup>[62]</sup>. Après tout, le Comte de Monte-Cristo a fait des ravages, et l'on nous montre toujours le cachot de l'abbé Faria, lequel n'a jamais existé ! Bref, Papon poursuit son reportage :

« Je trouvais dans la citadelle un officier de la compagnie franche, âgé de soixante-dix neuf ans ; il me dit que son père, qui servait dans la même compagnie, lui avait plusieurs fois raconté qu'un *frater* (un "barbier") aperçut un jour, sous la fenêtre du prisonnier, quelque chose de blanc qui flottait sur l'eau. Il l'alla prendre et l'apporta à M. de Saint-Marc. C'était une chemise très fine, pliée avec assez de négligence, et sur laquelle le prisonnier avait écrit d'un bout à l'autre. M. de Saint-Marc, après l'avoir dépliée et avoir lu quelques lignes, demanda au *frater*, d'un air fort embarrassé, s'il n'avait pas eu la curiosité de lire le contenu. Celui-ci protesta à plusieurs fois qu'il n'avait rien lu ; *mais, deux jours après, il fut trouvé mort dans son lit*. C'est un fait que l'officier a entendu raconter tant de fois à son père et à l'aumônier du fort de ce temps-là qu'il le regarde comme incontestable. »

Il faut dire que cet incident de la chemise récupérée par le pêcheur est l'équivalent de celui de l'assiette en argent, et il semblerait à première vue que l'abbé Papon – qui connaît bien l'œuvre de Voltaire, il le dit lui-même – ait pris modèle sur le récit de Voltaire, antérieur au sien, pour bâtir cet épisode. Mais on

peut tout aussi bien dire le contraire, dans le sens où la tradition provençale rapportée par l'abbé Papon, connue de tout un chacun en Provence, a pu servir de source pour Voltaire. Ou alors, il faudrait admettre qu'il s'agit d'un détail historique réel qui a inspiré les deux auteurs à vingt ans d'intervalle, sans qu'il y ait interférence entre eux. Ou encore, en dernière analyse, l'obligation du secret était telle autour de l'homme au masque que des événements de ce genre se sont produits plusieurs fois – ce qui paraît normal, vu le temps de détention prolongé –, amenant à chaque fois des conséquences immédiates plus ou moins tragiques. Ce secret devait être bien lourd, bien grave, d'une importance exceptionnelle, pour que tout manquement à la règle fût sanctionné aussi rigoureusement. Dans le cas rapporté par l'abbé Papon, s'il est vrai que le pêcheur n'est pas mort de mort naturelle (ce que ne dit pas l'abbé, mais ce qu'il sous-entend, étant donné la coïncidence pour le moins bizarre), la sanction est une élimination définitive. C'est dire que connaître le secret du Masque de Fer, ou même passer pour connaître ce secret, équivaut à une condamnation à mort (cas qui se présente dans les *Mémoires secrets*). La gravité de ce secret explique les invraisemblables précautions prises autour du personnage. Seul le gouverneur Saint-Mars peut lui parler et le voir, car il faut bien que lui-même soit au courant de tout. Seul un officier, M. de Rosarges, est habilité à communiquer avec le mystérieux prisonnier, parce qu'il faut quand même bien qu'on s'occupe de lui. Mais M. de Rosarges, comme d'ailleurs Saint-Mars, sont davantage les « prisonniers » du Masque de Fer que ses geôliers : ils l'emmènent partout avec eux, à Pignerol d'abord, à Exiles ensuite, à Sainte-Marguerite enfin, avant d'aller à la Bastille. Curieux cas de figure dans lequel l'existence de deux geôliers – et aussi leur fortune, car ils ne sont pas oubliés par le gouvernement royal – dépendent du sort d'un de leurs prisonniers. Il y a là de quoi laisser rêveur...

Quant aux précautions prises pour éviter toute communication avec le prisonnier, elles sont la constante de tous les témoignages. Et, bien entendu, elles sont fort nettes dans la correspondance échangée entre Saint-Mars et les ministres. De plus, elles concernent également deux des plus importants personnages que Saint-Mars a eus en sa garde, le surintendant Nicolas Fouquet et Puygilhem, duc de Lauzun, le « fiancé » de la Grande Mademoiselle, ex-et futur favori de Louis XIV de part et d'autre d'un emprisonnement sévère. Voici un exemple de ce genre de préoccupations dans une lettre de Saint-Mars à Louvois, le 11 mars 1682 : « Les prisonniers peuvent entendre parler le monde qui passe au chemin qui est au bas de la tour où ils sont, mais eux, quand ils voudraient, ne sauraient se faire entendre ; ils peuvent voir les personnes qui seraient sur la montagne qui est devant leurs fenêtres, mais on ne saurait les voir à cause des grilles qui sont au-devant de leur chambre. J'ai deux sentinelles de ma compagnie, nuit et jour, des deux côtés de la tour, d'une distance raisonnable, qui voient obliquement la fenêtre des prisonniers ; il leur est consigné d'entendre si personne ne leur parle, et s'ils ne crient point par les fenêtres, et de faire marcher les passants qui s'arrêteraient dans le chemin ou sur le penchant de la montagne. Ma chambre étant jointe à la tour, qui n'a d'autre vue que du côté de ce chemin, fait



que je vois tout, et de même mes deux sentinelles qui sont toujours alertées par ce moyen-là. Pour le dedans de la tour, je l'ai fait séparer d'une manière où le prêtre qui leur dit la messe ne peut les voir, à cause d'un tambour que j'ai fait faire, qui couvre leurs doubles portes. » Une autre lettre, cette fois de Louvois à Saint-Mars, à propos d'une absence du gouverneur, lui recommande de « donner de si bons ordres pour la sûreté des prisonniers que personne n'ait communication avec eux » pendant cette absence (7 mars 1685). Encore de Louvois, le 13 janvier 1687, lors du départ de Saint-Mars pour Sainte-Marguerite : « Je crois qu'il est inutile que je vous recommande de prendre de telles mesures que... lesdits prisonniers soient gardés de manière qu'il n'en puisse mésarriver et qu'ils n'aient commerce avec personne. » La réponse de Saint-Mars à Louvois, le 20 janvier 1687, est précise : « Je donnerai si bien mes ordres pour la garde *de mon prisonnier* que je puis bien vous en répondre, Monseigneur, pour son entière sûreté, et même pour l'entretien que j'ai toujours empêché d'avoir avec mon lieutenant à qui j'ai défendu de lui jamais parler ; je n'ai resté que douze jours en chemin à cause que *mon prisonnier* était malade... Je puis vous assurer, Monseigneur, que personne au monde ne l'a vu, et que la manière dont je l'ai gardé et conduit pendant toute la route fait que chacun cherche à deviner qui peut être *mon prisonnier*. »

À force de cacher, on excite évidemment la curiosité, et l'on attire l'attention sur ce qu'on veut dissimuler. Mais il semble que Saint-Mars ressente une certaine fierté à propos de *son prisonnier*. C'est le sien, celui qui est important, même si certains autres ne doivent pas être négligés. D'ailleurs, on le lui fait savoir en haut lieu. Le 13 août 1691, après la mort de Louvois, son fils et successeur, Barbézieux, lui écrit : « Lorsque vous aurez quelque chose à me mander du prisonnier qui est sous votre garde depuis vingt ans, je vous prie *d'user des mêmes précautions* que vous faisiez quand vous les écriviez à Monsieur de Louvois. »

Si l'on comprend bien, les précautions ne sont pas seulement celles qu'on prend à tenir le mystérieux prisonnier à l'écart des autres, mais encore celles qu'il est utile d'observer dans la correspondance : jamais de nom, jamais de précisions sur le personnage, sauf parfois des rumeurs qui circulent, comme celles signalées dans une lettre de Saint-Mars à Louvois, le 8 mai 1688 : « Dans toute cette province, l'on dit que le mien (son prisonnier) est Monsieur de Beaufort, et d'autres disent que c'est le fils de feu Cromwell. » Les deux personnages cités ont pu en effet être considérés comme de possibles « Masques », sans que ces hypothèses ne soient réellement étayées. Le premier, François de Vendôme, duc de Beaufort, avait su se rendre populaire auprès du peuple de Paris, et on le connaissait sous le sobriquet de « roi des Halles ». Mais il était mort dans une explosion, au siège de Candie, contre les Turcs, en 1669, encore que l'on ait pu très facilement prétendre que n'importe quel cadavre mutilé était le sien. Quoi qu'il en soit, son souvenir était resté très vif à Paris, et les dames de la Halle faisaient dire des messes, non pour le tirer de prison, mais pour le faire sortir le plus tôt possible du Purgatoire, où il était nécessairement.

Il existe une lettre particulièrement importante, dans cette correspondance,

parce qu'elle a trait aux méticuleuses fouilles qu'on pratiquait sur les prisonniers, particulièrement sur *celui de Saint-Mars*, pour empêcher toute tentative de communication avec l'extérieur. C'est le gouverneur qui écrit à Barbézieux à propos de ce qui se passe quand lui-même est malade et ne peut assurer son service : « C'est le premier venu de mes lieutenants qui prend les clefs de la prison de mon ancien prisonnier, par où l'on commence ; il ouvre les trois portes et entre dans la chambre du prisonnier, qui lui remet honnêtement les plats et les assiettes qu'il a mis les uns sur les autres, pour les donner entre les mains du lieutenant, qui ne fait que de sortir deux portes, pour les remettre à l'un de mes sergents qui les reçoit pour les porter sur une table, à deux pas de là, où est le second lieutenant, qui visite tout ce qui entre et sort de la prison, et voit s'il n'y a rien d'écrit sur les vaisselles, et après que l'on lui a tout donné le nécessaire, l'on fait la visite dedans et dessous son lit et de là, aux grilles des fenêtres de sa chambre et fort souvent sur lui ; après lui avoir demandé fort civilement s'il n'a pas besoin d'autre chose, l'on ferme les portes pour aller en faire tout autant aux autres prisonniers. » On remarquera le régime de faveur : on commence toujours par l'ancien prisonnier. Et, avec la vérification de la vaisselle, on ne peut qu'accepter l'épisode de l'assiette en argent raconté par Voltaire : la pratique était, sinon courante, du moins très connue.

Il y a d'autres détails : « Deux fois la semaine, l'on leur fait changer le linge de table, ainsi que de chemise et linges dont ils se servent, que l'on leur donne et retire par compte, après les avoir bien tous visités. L'on peut être fort attrapé sur le linge qu'on sort et entre pour le service des prisonniers qui sont de considération, comme j'en ai eu qui ont voulu corrompre par argent les blanchisseuses qui m'ont avoué qu'elles n'avaient pu faire ce que l'on leur avait dit, attendu que je faisais mouiller tout leur linge en sortant de leur chambre, et lorsqu'il était blanc et à demi sec, la blanchisseuse venait le passer et détirer chez moi, en présence d'un de mes lieutenants qui enfermait le panier dans un coffre, jusqu'à ce que l'on le remît aux valets de messieurs les prisonniers. » Le style de Saint-Mars, qui n'a certes pas les qualités requises pour être écrivain, est fort pénible, mais ce qu'il raconte est fort instructif. En tout cas, l'anecdote relatée par l'abbé Papon, à propos de la chemise trouvée par un pêcheur, a toutes les chances d'être authentique. De tous temps, les prisonniers ont tenté de faire parvenir des messages à l'extérieur, et leur imagination n'a jamais connu de limites. Seulement, leurs gardes, qui n'avaient rien d'autre à faire qu'à les espionner, finissaient par connaître toutes les astuces employées.

Certaines de ces astuces nous surprennent. Écoutons encore Saint-Mars : « Dans les bougies, il y a beaucoup à se méfier (j'en ai trouvé où il y avait du papier au lieu de la mèche), en la rompant ou quand on s'en sert... Il est aussi très dangereux de sortir du ruban de chez un prisonnier sur lequel il écrit comme sur du linge, sans qu'on s'en aperçoive. » Et, brusquement, Saint-Mars se souvient des tours que lui jouait un de ses anciens prisonniers : « Feu Monsieur Foucquet faisait de beau et bon papier sur lequel je lui laissais écrire, et après j'allais le

prendre la nuit dans un petit sachet qu'il avait cousu au fond de son haut-de-chausses que j'envoyais à feu Monseigneur votre père. »

Ce sont là méthodes policières qui nous paraissent indignes. Mais elles existent sous toutes les formes et elles sont pratiquées sans vergogne, *pour le bien de la société*. C'est toujours l'éternel conflit entre l'intérêt individuel et l'intérêt collectif. À vrai dire, Saint-Mars n'en était pas à son coup d'essai dans ce genre de perquisitions. Il existe une lettre de Saint-Mars à Louvois qui en dit long : il s'agit de l'arrivée de Lauzun à Pignerol. « Le lieu que je lui fais préparer, écrit le gouverneur, est tourné de manière que je puis y faire faire des trous pour le voir dans ses appartements. » Mais il y a d'autres moyens de surveillance : « Je prétends, ajoute Saint-Mars, savoir tout ce qu'il fera et dira, jusqu'à la moindre chose, *par le moyen d'un valet* que je lui donnerai ainsi que vous me l'ordonnez : j'en ai trouvé un avec beaucoup de peine, et ce sont ces sortes de gens-là qui m'en donnent plus que tout le reste, parce qu'ils ne veulent pas demeurer toute leur vie en prison. » Effectivement, la méthode peut être excellente, mais il faut pour cela trouver des gens de confiance. Or on sait très bien que ce genre de personnages trahit Pierre ou Paul selon les tarifs proposés. Néanmoins, on finit par comprendre que si l'on fournit des valets aux grands personnages emprisonnés à Pignerol, à Sainte-Marguerite ou à la Bastille, ce n'est pas seulement pour le bien-être de ces hôtes illustres. Lauzun en a eu. Foucquet en a eu. Le Masque de Fer probablement, mais là, comme la discrétion est de rigueur, on ne peut que faire des conjectures. Ce qu'on sait, par contre, avec certitude, c'est que Foucquet et Lauzun communiquaient entre eux par un trou qu'ils avaient fait dans le mur qui séparait leurs « appartements ». On s'en aperçut après la mort « officielle » de Foucquet. C'est Louvois qui répond à la lettre que le gouverneur, – peut-être, car les circonstances sont bizarres et la lettre de Saint-Mars a été perdue – lui a adressée à propos de Foucquet : « Sa Majesté m'a commandé de vous faire savoir qu'après que vous aurez fait reboucher le trou par lequel MM. Foucquet et de Lauzun ont communiqué à votre insu... »

Cela dit, la lettre dans laquelle Saint-Mars donne une sorte de liste des moyens mis en œuvre pour éviter que les prisonniers puissent communiquer avec l'extérieur, lettre contenue dans les Archives, est incomplète : il y manque quelques lignes, ou plutôt certains mots manquent parce que le papier a été déchiré, rendant le paragraphe incompréhensible. Est-ce un hasard ? Cela se trouve juste après le paragraphe où il est question de Foucquet, de son papier et de son petit sachet régulièrement visité chaque nuit par le gouverneur. Cette histoire est absurde de toute façon : Foucquet n'était pas assez stupide pour ne pas s'apercevoir que tout ce qu'il écrivait et plaçait soigneusement dans le petit sachet disparaissait chaque nuit. On peut alors imaginer que l'ex-surintendant en profitait pour *rouler* franchement ses geôliers en leur fournissant des contre-informations systématiques, quitte à bien rire du sérieux avec lequel ils prenaient tout ce qu'il écrivait. Si Foucquet n'a pas agi ainsi, c'est qu'il n'avait pas tout son bon sens.

Cependant, la correspondance entre le gouverneur et les ministres continue à être une source de renseignements qui, mis bout à bout, peuvent donner non pas la solution du problème posé par le prisonnier au masque de fer, mais contribuer à éclairer le débat. En 1697, les ministres ont changé. Croissy, frère de Colbert, qui était ministre des Affaires étrangères, est mort en 1696. Pomponne, ancien membre du clan de Foucquet, mais qui a été disgracié en 1679, marie sa fille au marquis de Torcy (fils de Croissy et neveu de Colbert), pénétrant ainsi de plain-pied dans le clan Colbert : il en sera récompensé, puisqu'il partagera les Affaires étrangères avec son nouveau gendre. Mais le contrôleur général des Finances est Pontchartrain depuis 1679, et ce dernier paraît tout à coup singulièrement s'intéresser aux prisonniers de Saint-Mars, toujours à Sainte-Marguerite. Pontchartrain écrit une lettre – que l'on n'a pas retrouvée – au gouverneur, lequel écrit à son ministre de tutelle, Barbézieux (le fils de Louvois) en lui joignant la copie de la lettre de Pontchartrain. La réponse de Barbézieux est un vrai coup de colère en même temps qu'un sévère rappel à l'ordre. On ne sait pas ce qu'avait demandé Saint-Mars, mais le fils de Louvois, le 17 novembre, ne fait que des allusions : « J'ai reçu avec votre lettre du 10 de ce mois la copie de celle que M. Pontchartrain vous a écrite concernant les prisonniers qui sont aux îles Sainte-Marguerite sur les ordres du roi signés de lui ou de feu M. de Seignelay (le fils de Colbert). Vous n'avez point d'autre conduite à tenir à l'égard de tous ceux qui sont confiés à votre garde que de continuer à veiller à leur sûreté, *sans vous expliquer à qui que ce soit de ce qu'a fait votre ancien prisonnier.* »

Cette lettre paraît un document irremplaçable, car elle pose quantité de problèmes auxquels on peut apporter de timides réponses. Une certitude d'abord : Pontchartrain s'est mêlé de ce qui ne le regardait pas. Une question : de quoi se mêlait-il ? Une réponse : des prisonniers *ou d'un seul prisonnier* que gardait Saint-Mars. Mais, alors, que proposait Pontchartrain à Saint-Mars pour que le fils Louvois fût si courroucé ? Réponse impossible, mais la solution envisagée était nécessairement en contradiction avec les intérêts du clan Le Tellier-Louvois, allié objectif – parce que ne pouvant pas faire autrement – du clan Colbert-Torcy. Il y a une allusion pourtant à des bavardages qui auraient pu être répandus au sujet de ce qu'aurait fait *l'ancien prisonnier* pour être emprisonné ainsi à vie et dans le secret le plus total. Cela amène une certitude : Saint-Mars a commis une imprudence *en disant quelque chose de son ancien prisonnier au ministre Pontchartrain*. C'est surtout pour cela qu'il est rappelé à l'ordre.

Cette affaire aura aussi une conséquence inattendue. Le 1<sup>er</sup> mars 1698, Barbézieux écrit à Saint-Mars : « Je vous écris aussi pour la proposition d'échanger votre gouvernement des îles Sainte-Marguerite contre celui de la Bastille... Je vous dirai que c'est à vous de connaître vos intérêts, que le roi ne vous force pas à l'accepter... Je ne doute point que vous ne regardiez sous compte le profit qui se fait ordinairement sur ce que le roi donne pour l'entretien des prisonniers, lequel profit peut devenir considérable. »

Ah ! qu'en termes galants... Cette lettre est un modèle de suave et hypocrite

intimidation. Barbézieux y manie la carotte et le bâton avec beaucoup d'adresse et dans des termes très simples. En apparence, Saint-Mars reçoit une promotion flatteuse, à laquelle il a droit, en vertu de sa conduite loyale et de ses bons états de service. Et comme il est de coutume dans le monde de l'administration royale – où c'est le roi, ou ses ministres, qui décide tout en faisant croire aux autres que ce sont eux –, la plus grande liberté est laissée à Saint-Mars. Il n'est pas obligé d'accepter (ne pas accepter, ce n'est pas refuser, il y a une nuance). Mais la proposition contient un sérieux avertissement : *C'est à vous de connaître vos intérêts*. Il ne s'agit pas seulement des intérêts financiers (prélèvement autorisé sur les sommes versées par le roi pour l'entretien des prisonniers, sommes plus considérables à la Bastille qu'à Sainte-Marguerite), intérêts que fait miroiter le ministre, mais intérêts tout courts. La menace se place là : Saint-Mars *a intérêt à accepter*, sinon, on ne répond de rien.

Pourquoi cela ? D'une part, le gouverneur Saint-Mars est maintenant *inséparable* de son ancien prisonnier. Il sait trop de choses sur lui. Et, paradoxalement, Saint-Mars est prisonnier du Masque de Fer. D'autre part, étant donné les circonstances – et aussi l'intérêt subit pour le prisonnier manifesté par Pontchartrain, qui n'appartient pas aux clans Colbert et Louvois – il est nécessaire de rapprocher le mystérieux mais précieux prisonnier du lieu où se trouvent les ministres. Ainsi ceux-ci pourront surveiller étroitement *et* le Masque de Fer *et* le gouverneur Saint-Mars, lequel, on le craint, peut se faire acheter par une tierce personne. La manœuvre est habile, et Saint-Mars comprend très bien où est son intérêt. Il accepte. Et le 17 juin 1698, Saint-Mars reçoit ces lignes de Barbézieux : « Sa Majesté a vu avec plaisir que vous soyez déterminé à venir à la Bastille pour en être gouverneur. Vous pouvez disposer toutes choses pour être prêt à partir quand je vous le manderai et amener avec vous en toute sûreté votre ancien prisonnier. » Mais comme si cela ne suffisait pas, le ministre ajoute, le 19 juillet : « ... pour venir à la Bastille avec votre ancien prisonnier, prenant vos précautions pour empêcher qu'il ne soit vu et connu de personne. » Encore et toujours ! Dans tous les documents, c'est le même refrain.

Il y a quelque chose d'étrange et même d'hallucinant dans cet acharnement à ne confier qu'à Saint-Mars l'*ancien prisonnier*. Le gouverneur et celui qui n'a plus de nom auront fait un étonnant circuit de Pignerol à la Bastille en passant par Exiles et Sainte-Marguerite. Et tous deux sont inséparables...

Que savait donc Saint-Mars sur son prisonnier ? Qu'avait-il dit ou fait comprendre à Pontchartrain ? Quel jeu jouait ce dernier ? Pourquoi Barbézieux – et à travers lui le clan Louvois et le clan Colbert, toujours en place – a-t-il eu subitement très peur ? Que cachait donc le Masque de Fer ?

Il est incontestable que l'acharnement manifesté contre le mystérieux prisonnier, le secret absolu dans lequel on voulait le garder, le respect avec lequel on le traitait malgré tout, l'anonymat dans lequel il était plongé, tout cela dénote qu'il s'agit d'un personnage important et sans aucun doute dangereux pour des

raisons qui nous échappent complètement, mais qui existent.

Un tel faisceau de convergences explique pourquoi le Masque de Fer, quel que soit le personnage, a été projeté sur une de ces avant-scènes que l'Histoire réserve à quelques privilégiés, parfois malgré eux. C'est ainsi que surgit le mythe. Mais attention, le mythe incarne toujours une réalité.

## II

### MÉTAMORPHOSES D'UN MYTHE

Le personnage qui se cache sous le Masque de Fer a quelque chose d'admirable et de fantastique : comme on ne sait pas qui il est, on peut toujours le reconnaître sous des traits familiers ou extraordinaires, selon l'humeur et selon les arguments qu'on essaie d'extraire du contexte historique, à condition que celui-ci se prête à cette manipulation. Ce n'est pas une exagération, car l'Histoire, telle qu'on l'enseigne, est le résultat d'une gigantesque manipulation des esprits opérée à l'insu de tous et dans le respect presque religieux du *ce qui va de soi*. Il est probable que toute histoire qui se veut événementielle en est réduite à ce genre d'acrobaties. On répète assez que l'Histoire n'est pas une science, tout au moins une science exacte, puisque sa composante de base, le fait historique, ne se répète jamais – n'en déplaie aux nostalgiques de l'Éternel Retour – et ne peut donc être intégré dans l'expérience dite scientifique, laquelle, si les conditions sont réunies, débouche sur un résultat toujours identique.

Philosophiquement, cela reste discutable. Et il n'est pas certain, aux dernières nouvelles, que l'on puisse affirmer avec tant de certitude l'identité absolue du résultat de l'expérience. La foi grandiloquente des scientifiques du XIX<sup>e</sup> siècle n'a pas résisté aux explorations, tant celles du macrocosme-univers que du microcosme-inconscient. C'est pourquoi il n'est au fond pas plus ridicule de rechercher, à travers toutes ses métamorphoses, le nom ou le visage de cet énigmatique prisonnier, mort à la Bastille et inhumé dans le cimetière Saint-Paul, le 19 novembre 1703, à l'aube d'un XVIII<sup>e</sup> siècle qui allait mettre en doute la plupart des idées reçues sans s'attaquer aux véritables problèmes, ceux de l'être humain et de son propre mystère.

On sait que les contemporains de l'Homme au Masque de Fer n'ont guère parlé de cette histoire, soit qu'ils ne la connussent point, soit qu'ils n'en eussent ressenti aucun intérêt. On a vu que c'est Voltaire qui a mis en quelque sorte le feu aux poudres. Mais il n'est pas le premier à avoir signalé l'existence de ce malheureux condamné à l'ensevelissement. Il y a la Princesse Palatine. Mais ses lettres n'ont été publiées qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Il y a les registres de la Bastille et la correspondance officielle du gouverneur Saint-Mars avec ses différents ministres de tutelle : mais ce ne sont que des papiers d'archives, par principe non divulgués aux contemporains. Ce n'est donc pas la faute de ceux-ci s'ils n'ont pas attiré notre attention sur le Masque de Fer.

Mais à partir du moment où l'inconnu de la Bastille a été révélé au public, il est devenu immédiatement un personnage intéressant : il est toujours de bon ton de s'émouvoir du malheur des autres et de verser quelques larmes sur le sort d'un prisonnier, à plus forte raison s'il s'agit d'un innocent ou d'une victime du destin. On a toujours beaucoup aimé, surtout en France, s'apitoyer sur les amours contrariés des grands de ce monde, les gens « bien nés », ou si l'on préfère reprendre la terminologie du siècle de Louis XIV, les « gens de qualité », ou les « personnes de considération ». Il va sans dire que le malheureux porteur de masque ne pouvait pas être quelqu'un d'ordinaire. On ne s'intéresse pas aux obscurs et aux sans-grade, et le pouvoir n'eût certes pas poursuivi de sa vindicte cet être humain parmi les autres s'il n'avait pas, par sa naissance, ses mérites et sa fonction, occupé sinon assumé un rôle de premier plan sur la scène politique de l'époque.

Il faut attendre la Régence pour que le portrait du personnage commence à se dessiner, comme dans les quelques lignes que lui consacre Constantin de Renneville dans son *Inquisition française*. C'était en 1724, et cela passa presque inaperçu : il faut dire que le Masque de Fer était relégué au rang d'un simple petit poète irrévérencieux qui, à l'âge de douze ans, s'était permis d'arracher aux Muses (à moins que ce ne fût aux Érinyes !) deux vers contre les bons Pères jésuites. Cela ne constitue pas un titre de gloire, surtout en un siècle où ce genre d'attaques versifiées (Voltaire en sera la grande vedette, mais il y en aura d'autres) va voir croître et embellir un anticléricalisme qu'il faut bien se résoudre à qualifier de primaire. *Exit* le malheureux poète impie, voué aux oubliettes de l'Histoire, même si elle est suspecte, interprétée comme elle l'est par Constantin de Renneville, pourtant ancien « hôte » de la Bastille.

La seconde mention vraiment publique de l'affaire a été l'œuvre d'un romancier (ou d'une romancière) anonyme, l'auteur des *Mémoires secrets pour servir à l'Histoire de Perse*, imprimés en Hollande en 1745. Il aura fallu presque un demi-siècle pour que l'on donnât enfin un visage et un nom à cet illustre inconnu. Le procédé du roman à clefs enflamma les imaginations, et l'on fut ravi de retrouver, sous des noms pseudo-persans, des personnages que tout le monde avait en mémoire. Sauf le malheureux Louis de Bourbon, comte de Vermandois, bâtard de Louis XIV et de Louise de La Vallière, qui eût certainement été très surpris de se voir identifié aussi facilement à l'Homme au masque de fer. Sans ce roman bizarre et hétéroclite, le comte de Vermandois, mort en 1683, à l'âge de seize ans d'un excès d'eau-de-vie, selon la Grande Mademoiselle, en réalité de la variole, ne serait jamais passé à la postérité.

Cette identification n'est certainement pas une fantaisie inventée par l'auteur, très informé par ailleurs des événements survenus à la cour du Roi-Soleil. Elle résulte d'une tradition mondaine, de quelque ragot colporté dans les salons. Sans doute existait-il quelques nostalgiques de cette époque bénie où le roi très chrétien, mais néanmoins adultère, se permettait, au mépris de la *légalité* de *légitimer* ses bâtards et de leur conférer le rang de fils et filles de France<sup>[63]</sup>. De



toute façon, le public mondain aime que les héros ne meurent jamais. Pourquoi ne pas admettre alors que le jeune fils du roi, désireux d'arracher la succession au trône à l'héritier légitime, n'eût point été mis à l'écart, délibérément, scientifiquement, par l'astuce d'une fausse mort et d'un enlèvement ? Cela est indubitablement romanesque et fait pleurer dans les chaumières, même si ce sont des chaumières de luxe.

Curieusement, l'hypothèse a été reprise et soutenue par des historiens, en particulier en 1765 par le père Griffet, dans un ouvrage d'ailleurs intéressant qui s'intitule quelque peu abusivement *Traité des différentes preuves qui servent à établir la vérité en histoire*. À cette époque, on croyait encore à la vérité, mais en l'occurrence, les preuves manquaient complètement pour identifier de façon certaine le Masque de Fer et le comte de Vermandois. Et, au même moment, répétons-le, le major de la Bastille, Chevalier, qui avait pour mission de rassembler et de classer les archives de la forteresse, soutenait la même hypothèse. Avait-il découvert quelque document secret établissant cette identification ? En tout état de cause, l'hypothèse ne paraît pas devoir être retenue.

On sait aussi qu'au même moment, une autre hypothèse fit reconnaître le Masque de Fer sous les traits du jeune duc de Beaufort, François de Vendôme, surnommé le « roi des Halles ». Certes, il était mort officiellement en 1669, mais ce qui allait au comte de Vermandois pouvait convenir au duc de Beaufort. Ce à quoi on rétorqua que le véritable Masque de Fer était le patriarche Avédick, enfermé au Mont-Saint-Michel et à la Bastille. Mais c'était un illustre inconnu, et on ne prête qu'aux riches. Il fallait donc trouver ailleurs. Alors, Poullain de Saint-Foix, dans le sixième tome de ses *Essais historiques sur Paris*, n'hésita pas à révéler le secret : le Masque de Fer n'était autre que le duc de Monmouth, bâtard de Charles II d'Angleterre et d'une certaine Lucie Walters qui fut effectivement sa maîtresse. Le problème était que le duc de Monmouth avait été décapité en public, devant une foule très nombreuse, à Londres, le 15 juillet 1685. Et là, il est difficile de prétendre à une substitution.

Arrive Voltaire. C'est lui qui propulse l'homme au masque de fer sous les feux de l'actualité. Mais Voltaire n'a fait que produire les éléments d'une enquête très serrée qu'il a entreprise sur le sujet. Et cette enquête, qu'on le veuille ou non, a été minutieuse. En 1738, il affirme dans une lettre à l'abbé Du Bos, avec lequel il est en bonnes relations : « Je suis assez instruit de l'aventure de l'Homme au Masque de Fer, mort à la Bastille. J'ai parlé à des gens qui l'ont servi. » Il s'agit évidemment de la famille du chirurgien de la forteresse. Mais Voltaire était certainement au courant de bien d'autres choses par ses conversations avec de hauts personnages liés au règne précédent. Il a été le condisciple du fils du lieutenant de police d'Argenson et il a très bien connu, près de Fontainebleau, Louis-Urbain Lefebvre de Caumartin, que Saint-Simon décrit ainsi : « C'était un grand homme beau et très bien fait (en 1697, Caumartin avait alors quarante-quatre ans), fort capable dans son métier de robe et de finances, qui savait tout en

histoires, en généalogies, en anecdotes de cour, avec une mémoire qui n'oubliait rien de ce qu'il avait vu et lu, jusqu'à en citer les pages, sur-le-champ, dans la conversation. » Et n'oublions pas que Voltaire a répété qu'il en savait très long sur le Masque, mais qu'il se tairait et « n'en dirait pas davantage ». Mais il a affirmé à propos du Masque « que c'était un prisonnier de la plus grande importance, dont la destinée avait toujours été secrète. C'est tout ce qu'il est permis de conjecturer ». Cela fait penser à ce que disait le baron de Grimm en juillet 1768 : « Tout homme qui veut lire le récit de M. de Voltaire avec une certaine attention sera en état de former des conjectures très vraisemblables, mais elles peuvent se dire à l'oreille et ne peuvent s'imprimer, ni même s'écrire. »

Voilà qui est net. Dans cette affaire du Masque de Fer, pendant le règne de Louis XV, la vérité à ce sujet ne pouvait se dire qu'à l'oreille. Cela mettait sans doute trop de gens en cause, et surtout cela risquait de contredire l'Histoire officielle. Voltaire n'a jamais identifié publiquement le Masque de Fer : il s'est contenté de donner un chemin. *Car ce n'est pas lui qui est responsable de la très célèbre thèse du frère de Louis XIV.*

En effet, dans la seconde édition des *Questions sur l'Encyclopédie*, en 1771, se trouve une longue note, qui n'est pas de Voltaire, mais de son éditeur et qui d'ailleurs le dit franchement. L'éditeur prétend se substituer à M. de Voltaire et donner le fin mot de l'énigme :

« Le Masque de Fer était sans doute un frère, et un frère aîné de Louis XIV, dont la mère avait ce goût pour le linge fin sur lequel M. de Voltaire appuie. Ce fut en lisant les mémoires de ce temps, qui rapportent cette anecdote au sujet de la reine, que, me rappelant ce même goût du Masque de Fer, je ne doutais plus qu'il ne fût son fils, ce dont toutes les autres circonstances m'avaient déjà persuadé. On sait que Louis XIII n'habitait plus depuis longtemps avec la reine, que la naissance de Louis XIV ne fut due qu'à un heureux hasard habilement amené : hasard qui obligea absolument le roi à coucher en même lit avec la reine. Voici donc comment je crois que la chose sera arrivée :

« La reine aura pu s'imaginer que c'était par sa faute qu'il ne naissait point d'héritier à Louis XIII. La naissance du Masque de Fer l'aura détrompée. Le cardinal, à qui elle aura fait confidence du fait, aura su, par plus d'une raison, tirer parti de ce secret ; il aura imaginé de tourner cet événement à son profit et à celui de l'État. Persuadé par cet exemple que la reine pouvait donner des enfants au roi, la partie qui produisit le hasard d'un seul lit pour le roi et pour la reine fut arrangée en conséquence. Mais la reine et le cardinal, également pénétrés de la nécessité de cacher à Louis XIII l'existence du Masque de Fer, l'auront fait élever en secret. Ce secret en aura été un pour Louis XIV jusqu'à la mort du cardinal Mazarin.

« Mais ce monarque apprenant alors qu'il avait un frère, et un frère aîné que sa mère ne pouvait désavouer, qui d'ailleurs portait peut-être des traits marqués qui annonçaient son origine, faisant réflexion que cet enfant né durant le mariage ne

pouvait, sans de grands inconvénients et un horrible scandale, être déclaré illégitime après la mort de Louis XIII, Louis XIV aura jugé ne pouvoir user d'un moyen plus sage et plus juste qu'il employa pour assurer sa propre tranquillité et le repos de l'État : moyen qui le dispensait de commettre une cruauté que la politique aurait représentée comme nécessaire à un monarque moins consciencieux et moins magnanime que Louis XIV. »

Il est incontestable que ce verbiage lourd et indigeste, ces phrases longues et maladroites, tout cela n'est pas dû à la plume acerbe et légère de l'auteur de *Candide*. Au reste, cette histoire ne tient pas debout, du moins telle qu'elle est présentée. On se garde bien d'ailleurs de nous révéler de quel père est né le Masque de Fer, ni comment Anne d'Autriche, reine entourée continuellement de suivantes et d'une nombreuse cour, aurait pu accoucher en secret. C'est impensable. On a parlé du duc de Buckingham. Il est possible qu'il y ait eu une courte liaison entre eux. On a parlé de Gaston d'Orléans, qui prétendait au trône. Mais ce frère de Louis XIII n'aimait pas les femmes, ce n'était un secret pour personne. On a l'impression que l'éditeur, pour mieux faire vendre le livre, a utilisé les ressources publicitaires bien connues du scandale. Et en un sens, il a eu raison, car cette thèse allait bientôt s'enrichir et se diversifier jusqu'à nos jours. Et elle est presque passée dans ce qu'on pourrait appeler les « croyances populaires » d'un grand public avide de sensations et féru de mystères.

Et puis, au fond, l'invention de l'éditeur de Voltaire arrangeait également celui-ci dans la mesure où il détournait l'attention sur une « fable ». Le Pouvoir du moment *savait* que Voltaire *savait* – au moins quelque chose. Il était en butte à la censure, aux tracasseries administratives les plus sournoises. La publication de cette note de l'éditeur dans la seconde édition des *Questions sur l'Encyclopédie*, par le retentissement que la solution supposée eut immédiatement, permettait d'aiguiller les recherches sur une fausse piste et, de toute façon, d'amuser les lecteurs, et même de déconsidérer Voltaire aux yeux de ceux-ci. À partir de ce moment, le Masque de Fer passait du domaine de l'Histoire à celui de la Légende.

À partir de cette supposition, en effet, les *romans* se multiplièrent, chaque nouveau récit apportant sa quote-part de sensationnel, et il faudrait des volumes entiers pour rendre compte des sornettes qui ont été débitées, du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours, sur ce thème particulièrement productif. On cite à titre d'exemple la trame lancée par le baron de Gleichen, qui fut ambassadeur du Danemark en Espagne, puis en France. Cette trame n'a pas été inventée sans arrière-pensée politique d'ailleurs, puisqu'elle amène à se poser certaines questions sur la légitimité des derniers rois Bourbons, ce qui était tout à fait du goût de certains étrangers à l'époque. Il s'agit d'insinuer, sinon de prouver, que le Masque de Fer aurait été le véritable héritier du trône, et que le Louis XIV que nous connaissons était un usurpateur, rien moins que cela.

On peut résumer l'affaire. Anne d'Autriche, comme on le sait, ne s'entend guère avec son mari Louis XIII, lequel, soit dit en passant, ne manifestait guère

d'enthousiasme pour les jeux de l'amour. Il faut bien que la reine se console. On lui attribue donc un ou des amants. Dans un premier cas de figure, c'est le beau duc de Buckingham qu'Alexandre Dumas a si bien contribué à faire connaître, mais que nous qualifierons aujourd'hui plutôt de « bellâtre » que de « beau ». Un deuxième cas de figure est Gaston d'Orléans, « Monsieur, frère du Roi », qui n'a jamais caché son ambition de remplacer Louis sur le trône, et qui a sournoisement animé les diverses factions de la Fronde. Qu'il ait eu des penchants homosexuels ne gêne pas nos faiseurs de romans : on le présente comme étant en fort bons termes avec sa belle-sœur, la reine Anne.

En 1630, lorsque Louis XIII tombe gravement malade et qu'on peut craindre une issue fatale, Anne d'Autriche n'en est pas le moins du monde affectée et continue à entretenir sa liaison avec Gaston d'Orléans. Vers Pâques 1631, elle met au monde un fils qui est évidemment confié à Monsieur, et élevé par ses soins à Blois. Ce fils porte le nom d'Alexandre. Dans sa jeunesse, il a la chance de rencontrer une certaine Françoise d'Aubigné, petite-fille du terrible calviniste Agrippa d'Aubigné, celle qui deviendra bientôt Madame Scarron avant d'être marquise de Maintenon et de veiller sur les dernières années du Roi-Soleil. Quant à Anne d'Autriche, elle finit par reprendre sa place dans le lit conjugal et par donner naissance à un autre fils, légitime celui-là, en 1638. Tout semble parfait dans le meilleur des mondes possibles, et Anne d'Autriche, après la mort de Louis XIII, se consolera encore, mais cette fois entre les bras de Mazarin – ce qui, sans être réellement prouvé, apparaît comme indubitable aux yeux des historiens.

Quant à Alexandre, à l'âge de dix-huit ans, il entre dans la compagnie de mousquetaires que commande le fameux d'Artagnan, et se trouve de ce fait au service du cardinal Mazarin. Le jeune homme est alors au centre d'un complot visant à enlever le roi Louis XIV et à le remplacer – sans que personne ne s'en aperçoive, car il lui ressemble beaucoup – par son frère. L'âme de ce noir complot est le surintendant Foucquet, mais l'inspiratrice en est la future Madame de Maintenon. Cet enlèvement est décidé pour le 22 août 1661, au château de Vaux, pendant la somptueuse fête donnée par le surintendant. Mais Louis XIV a eu vent du complot, sans être averti du rôle joué par Françoise d'Aubigné. Voilà pourquoi, quelque temps après, le surintendant est arrêté, embastillé, jugé dans des conditions étranges, et conduit à la forteresse de Pignerol par d'Artagnan lui-même, et confié aux soins attentifs de Saint-Mars. Pour ce qui est d'Alexandre, il est arrêté lui-même, mais dans le plus grand secret, car il est impossible de dévoiler publiquement qui il est. On l'envoie aussi à Pignerol, où il aura l'obligation de porter toujours un masque sur le visage : de cette façon, personne ne remarquera la ressemblance physique du prisonnier avec le roi.

Le temps passe. Vingt ans après... On lit dans les *Mémoires* de Mademoiselle de Montpensier, c'est-à-dire la Grande Mademoiselle, qu'un jour, « le roi qui ne découchait jamais, ne rentra pas ». Il n'en fallait pas plus pour placer là l'enlèvement de Louis XIV par les partisans d'Alexandre et de Françoise d'Aubigné, devenue veuve Scarron, et enfin marquise de Maintenon à force

d'intrigues. N'est-ce pas elle qui élevait les enfants que Louis XIV, le vrai, avait eus de Madame de Montespan ? Bref, Louis XIV est donc enlevé et conduit par des hommes sûrs et fidèles à la forteresse de Pignerol où s'opère la substitution. C'est au vrai Louis XIV qu'on donne le masque, le menaçant de mort immédiate s'il s'avise de parler, et c'est Alexandre qu'on ramène à Versailles, lequel désormais passera pour le roi sans que personne ne s'en aperçoive.

Ainsi s'explique le rôle que Madame de Maintenon va jouer dans la deuxième partie du règne. « Elle avait pris part au complot du château de Vaux ; dès son enfance, Alexandre avait trouvé en elle une affection dévouée. Ainsi s'explique également l'attitude qui sera désormais celle du roi. Alexandre ne se trouvait guère préparé à ses fonctions royales par sa détention entre les murs d'une prison d'État. Ainsi, quoi d'étonnant à ce qu'il répondît presque invariablement : “Je verrai” à ceux qui lui soumettaient projets, propositions, requêtes ou placets. Les historiens ont généralement cru que c'était parce que le roi ne voulait pas se laisser surprendre à l'improviste ni agir imprudemment en prononçant une décision hâtive : la vérité est qu'Alexandre, par son passé, n'entendait rien au gouvernement et se voyait dans l'obligation de se renseigner en toute circonstance auprès de personnages au courant des usages de la Cour, auprès des ministres et des premiers commis versés dans l'administration. » Ce commentaire ironique de Franz Funck-Brentano<sup>[64]</sup> indique bien l'habileté de ce roman qui, partant toujours d'un fait authentique, le déforme en le prolongeant par des détails ajoutés çà et là, et par des interprétations abusives. Car il est exact que le caractère du roi a changé. Il est exact que les ministres ont pris de plus en plus d'importance. Il est exact que Madame de Maintenon a eu une influence décisive sur la conduite non seulement du roi, mais de l'État tout entier. Les partisans de cette thèse jouent sur du velours, c'est le cas de le dire, en faisant de l'authentique Louis XIV le Masque de Fer qui mourra à la Bastille en 1703 et qui sera inhumé à peu près clandestinement.

Une telle histoire ne pouvait pas laisser indifférents les archéologues de la petite histoire. Il fallait trouver mieux, ou davantage. Dans cette version, le Masque est donc le frère aîné du roi. Dans une autre, il sera un frère cadet. Dans une troisième, il est frère jumeau, ce qui donne encore plus de pathétique à la situation, car, de ces deux jumeaux, lequel est l'aîné ? On sait que le droit français reconnaît – il faut bien prendre une décision – le droit d'aînesse à celui qui naît en premier, mais tout de même, il est difficile de se prononcer. C'est pourquoi l'un des jumeaux aurait été écarté dès la naissance, élevé dans le plus grand secret et, pour des raisons faciles à comprendre, obligé de finir sa vie dans une prison d'État. Le Masque de Fer est alors l'image la plus parfaite de la victime innocente de la sacro-sainte Raison d'État. C'est la version qui a eu l'honneur d'être propagée, au XIX<sup>e</sup> siècle, par Alexandre Dumas et Victor Hugo, mais eux le faisaient dans des œuvres de fiction et qu'ils reconnaissaient comme telles.

Il y a mieux. L'Homme au Masque de Fer, authentique Bourbon, puisque frère

de Louis XIV, aurait été l'ancêtre direct de Napoléon Bonaparte.

Cette histoire a beaucoup circulé, en particulier dans les milieux bonapartistes qui trouvaient là une bonne occasion de démontrer que Bonaparte n'avait aucunement usurpé le pouvoir en France puisqu'il était lui-même l'héritier légitime des Bourbons authentiques, ceux qui descendaient de Louis XIII et de Henri IV. Le scénario se greffe sur une variante de la version du frère de Louis XIV qui, à la suite de criminelles intrigues dont le moins qu'on puisse dire, c'est qu'elles sont fort confuses, a été enfermé au donjon de Sainte-Marguerite, avant d'être transféré à la Bastille. Tenu au secret, à l'écart de tous, il aurait eu quand même le droit d'épouser la fille d'un de ses gardiens. De cette union, il serait né un fils que, pour éviter des complications, on aurait fait élever en Corse, dans une famille dévouée, *de buona parte*, c'est-à-dire de « bonne part ». C'est ainsi que les Bonaparte ont fait souche en Corse, mais ce sont des Bourbons.

Une telle histoire est évidemment invraisemblable, mais elle n'a pas été inventée, comme on pourrait le croire, par les écrivains romantiques. Il en a été question dès que le général Bonaparte est devenu un personnage important. Il est vrai que tous les moyens sont bons pour répandre dans l'opinion l'image d'un homme providentiel qui vient, au nom d'une lignée sacrée, restaurer l'autorité de l'État et garantir la bonne marche de la société. On peut lire en effet, dans un manifeste vendéen datant de décembre 1800, et très répandu chez les Chouans, ce curieux texte : « Il ne faut pas que le parti royaliste se fie aux assurances données par quelques émissaires de Bonaparte, qu'il n'a pris le trône que pour le restituer aux Bourbons... Tout démontre qu'il n'attend que la pacification générale pour se déclarer et qu'il veut fonder son droit sur sa naissance des enfants du Masque de Fer. » Cela prouve au moins une chose ; la légende était, en 1800, parfaitement élaborée et connue dans les milieux politiques. Reste à savoir si Bonaparte avait contribué lui-même à la répandre, et s'il avait l'intention de s'en servir.

Certains passages du *Mémorial* tendent à démontrer que Bonaparte était en tout cas au courant de cette tradition. C'est notamment le cas d'un récit que Las Cases place à la date du 12 juillet 1816, donc à Sainte-Hélène. L'empereur converse avec ses familiers, et l'un de ceux-ci, probablement Las Cases lui-même, raconte que « l'on était venu lui démontrer sérieusement que Napoléon était le descendant linéal du Masque de Fer et, par conséquent, l'héritier légitime de Louis XIII et de Henri IV, de préférence à Louis XIV et à tout ce qui en était sorti. L'empereur dit en avoir en effet entendu quelque chose et il ajoute que la crédulité des hommes est telle, leur amour du merveilleux si fort, qu'il n'eût pas été difficile d'établir quelque chose de la sorte pour la multitude et qu'on n'eût pas manqué de trouver certaines personnes dans le Sénat pour la sanctionner, et probablement ceux-là mêmes qui plus tard se sont empressés de le dégrader, sitôt qu'ils l'ont vu dans l'adversité ». Cynisme, intelligence ou profonde connaissance des mécanismes humains ? Tout cela à la fois. Bonaparte n'a jamais été dupe de sa propre légende et en a joué tant qu'il a pu, et il est probable qu'il aurait volontiers accepté qu'on se servît de cette curieuse tradition. Face aux Bourbons restaurés sur leur trône

chancelant, Napoléon, même exilé sur cette île en tant qu'empereur des Français, eût pu alors être réhabilité en démontrant qu'il incarnait la légitimité de sa « royauté ». Mais il faut avouer que la ficelle était un peu trop grosse. Et puis, les vaincus ont toujours tort.

Mais cette légende de Napoléon, descendant de Louis XIII, n'a pas outre mesure retenu l'attention des faiseurs de romans. On a préféré fouiller, non pas dans les poubelles, mais dans les caves de l'Histoire pour essayer d'y découvrir des inconnus illustres ou des illustres méconnus. Ainsi, pour certains érudits, le Masque de Fer ne serait ni plus ni moins que Jean-Baptiste Poquelin, plus connu sous le nom de Molière. L'explication est simple : ce sont les Jésuites, ennemis de Molière, comme chacun sait, et les membres du parti dévot, qui se seraient ainsi vengés des basses attaques contenues dans *Tartuffe* et dans *Dom Juan*. On a bien prétendu que les pièces de Molière avaient été écrites par Corneille...

Parfois, on se lance franchement dans le roman d'espionnage de la meilleure veine. Ainsi en est-il des aventures d'un espion, conspirateur et empoisonneur, qui changeait fréquemment de nom, se faisant appeler parfois Des Armoises, tantôt Oldendorff, tantôt Kieffenbach, ou même encore Marcheville, nom dont la consonance est à mettre en rapport avec celle du nom sous lequel on a inhumé le Masque de Fer au cimetière Saint-Paul. Ce personnage aux identités changeantes était fort dangereux pour la France. C'est pourquoi, sur un ordre de Louvois, il fut attiré dans un piège, le 29 mars 1673, sur l'un des passages de la Somme. Il est exact que cet agent secret a donné du fil à retordre aux services de Louvois et qu'il a été effectivement arrêté et mis en prison, sans qu'on sache très bien ce qu'il en advint par la suite, mais il y a un inconvénient majeur à cette identification : il n'a jamais été incarcéré à Pignerol, ce qui est pourtant la condition indispensable pour en faire le Masque de Fer.

Parmi les tentatives plus ou moins fructueuses et souvent fort délirantes, il faut cependant retenir l'hypothèse qui consiste à retrouver l'Homme au masque sous les traits d'un certain Eustache Dauger, qui de toute façon est un personnage mêlé de très près tant au Masque qu'à Fouquet et à Lauzun. Car lui est un authentique prisonnier de Saint-Mars à Pignerol.

Le 19 juillet 1669, soit quatre ans après l'arrivée de Nicolas Fouquet dans la citadelle de Pignerol, le gouverneur reçoit cette lettre de Louvois : « Le roi m'ayant commandé de faire conduire à Pignerol le nommé Eustache Dauger, il est de la première importance à son service qu'il soit gardé avec une grande sûreté et qu'il ne puisse donner de ses nouvelles en nulle manière et par lettre à qui que ce soit. Je vous en donne avis par avance afin que vous puissiez faire accommoder un cachot où le mettre sûrement, observant de faire en sorte que les jours qu'aura le lieu où il sera ne donnent point sur des lieux qui puissent être abordés de personne et qu'il y ait assez de portes fermées les unes sur les autres, pour que vos sentinelles ne puissent rien entendre. Il faudra que vous portiez vous-même à ce misérable, une fois le jour, de quoi vivre toute la journée et que vous n'écoutez

jamais<sup>1</sup> ?, sous quelque prétexte que ce puisse être, ce qu'il vous dira, le menaçant toujours de le faire mourir s'il vous ouvre jamais la bouche pour vous parler d'autre chose que de ses nécessités. »

Cette lettre apporte évidemment de quoi faire rêver. Qui est donc cet Eustache Dauger, dont on donne clairement le nom, et que l'on doit absolument isoler de tout, le traitant réellement comme un mort-vivant ? De nombreux historiens, depuis que la lettre a été exhumée en 1829 des Archives Nationales où elle était enfouie, se sont précipités sur le personnage et n'ont pas tardé à l'identifier au fameux Masque de Fer, d'autant plus que Dauger suivra Saint-Mars à Exiles, puis à Sainte-Marguerite. Certes, il n'est dit nulle part qu'il sera transféré à la Bastille, mais on a prétendu que c'était lui l'*ancien prisonnier* qui devait absolument suivre son geôlier partout où celui-ci exerçait ses fonctions. Si l'on s'en réfère aux termes de la lettre de Louvois, cet homme devait être important et dangereux, mais sans aucun doute plus dangereux qu'important, car Louvois n'est pas très bien disposé à le traiter comme une « personne de considération ». Ce ne serait certes pas devant Dauger que Louvois se tiendrait debout. C'est l'identification qui ne tient pas debout. La suite de la lettre nous le montre : « Je mande au sieur Poupart de faire incessamment travailler à ce que vous désirerez et vous ferez préparer les meubles qui sont nécessaires pour la vie de celui qu'on vous amènera, observant que, *comme ce n'est qu'un valet*, il ne lui en faut pas de bien considérables, et je vous ferai rembourser tant la dépense des meubles que de ce que vous désirerez pour sa nourriture. » Certes, on pourrait prétendre – et on l'a fait – que Louvois, ne voulant pas dévoiler la véritable identité du prisonnier et surtout son véritable rang social, égare la curiosité en le présentant comme un simple domestique. On a également fait remarquer que le nom d'Eustache Dauger ne voulait rien dire et qu'il était facile d'affubler de n'importe quel nom le prisonnier que l'on voulait enfouir dans le secret le plus absolu. Les arguments sont parfaitement valables, mais ils sont contredits par tous les autres témoignages à propos du Masque de Fer, toujours traité avec déférence, et qui ne peut être que quelqu'un « de condition ». Servir seulement une fois par jour Dauger et le réduire à être une bête enfermée dans une cage, ne correspond nullement à ce que l'on sait de l'attitude de Saint-Mars, comme de ses ministres de tutelle, à l'égard du Masque de Fer. « Nous sommes évidemment fort loin du traitement dont jouit Foucquet – que l'on nourrit de poulets et de vins et dont la garde-robe, à elle seule, occupe une surface de douze mètres carrés – et tout aussi loin de celui dont bénéficiera le Masque qui aura, à la Bastille, une “chambre”, et non pas un cachot, que Du Junca lui-même aura fait meubler *de toutes choses*. » <sup>[65]</sup>

Livraison est faite. Saint-Mars, le 24 août 1669, adresse immédiatement une lettre à Louvois : « M. de Vauroy a remis entre mes mains Eustache Dauger. Aussitôt que je l'eus mis dans un lieu fort sûr, en attendant que le cachot que je lui fais préparer soit parachevé, je lui dis, en présence de M. de Vauroy, que, s'il me parlait à moi ou à quelqu'autre, d'autre chose que pour ses nécessités, je lui mettais mon épée dans le ventre. Je ne manquerai pas de ma vie d'observer fort



ponctuellement vos commandements. »

Tout cela ne nous dit pas qui était Eustache Dauger. On a dit et répété qu'il s'agissait d'un agent secret subalterne, mais qui pouvait être dépositaire de certains secrets d'État. Pourquoi pas ? Louvois ne recommande-t-il pas (ou plutôt ne *commande-t-il pas*) à Saint-Mars *de ne jamais écouter* ce que pourrait dire le prisonnier ? Mais alors, est infirmée la thèse de l'identification avec le Masque, puisque Saint-Mars était visiblement l'un des rares à parler avec celui-ci et à partager certains secrets. Un érudit anglais en a fait un abbé Pregnani, fils naturel du roi d'Angleterre Charles II, très versé en astrologie, et dont on s'était servi pour des négociations secrètes avec Louis XIV. Sans être un bâtard royal, Eustache Dauger a très bien pu apparaître un moment sous l'apparence d'un ecclésiastique. Quand on est agent secret, on a l'habitude de changer souvent d'aspect ou de nom. D'ailleurs est-il vraiment utile de donner une identité précise à des individus dont la raison d'être est précisément de ne pas en avoir, ou d'en avoir de multiples ?

Ce qui est curieux, en tout cas, c'est de voir que Louvois, très sévère pour Eustache Dauger au moment de son incarcération à Pignerol, se montre beaucoup plus libéral par la suite. On apprend, par une lettre de Louvois en date du 10 septembre 1669, que Dauger a demandé des livres pieux, et on les lui accorde. Et bien que personne ne dût lui parler ou l'écouter, il ose demander un confesseur et on le lui accorde. Mais ce qu'il faut savoir, c'est que c'est le même prêtre qui confesse Nicolas Foucquet. Et l'on sait le rôle qu'ont joué certains confesseurs au XVII<sup>e</sup> siècle : le secret de la confession est parfois léger en face de la raison d'État ! Dans un régime carcéral comme celui de Pignerol, de Sainte-Marguerite ou de la Bastille, on fait feu de tout bois, surtout quand il s'agit de prisonniers qui *savent quelque chose* ou qui pourraient être tentés d'en révéler quelques fragments. En l'occurrence, le confesseur de Foucquet et de Dauger est nécessairement un « mouchard » puisqu'il fait partie de la parentèle du gouverneur : il est en effet le précepteur des neveux de Saint-Mars. Enfin, on apprend aussi que Dauger désire assister à la messe. Louvois lui permet d'entendre la messe « qui se dira pour M. Foucquet, sans pourtant être dans le même lieu ». Ce qui veut dire que Foucquet ne doit point voir le visage de Dauger, et même ignorer son existence.

La correspondance entre Saint-Mars et les ministres, Louvois en particulier, est pleine d'enseignements, et de renseignements. Mais il ne faudrait tout de même pas oublier que ces lettres, malgré tout le soin qu'on prend à les tenir à l'abri des curiosités extérieures, peuvent tomber sous des yeux qui ne devraient pas les voir, ni les lire. Alors, aussi bien le gouverneur que le ministre se méfient. Tout est souvent exprimé par périphrases, voire par métaphores. Les noms écrits ne sont point forcément les vrais. Et puis, surtout, on sait que Louvois avait l'habitude d'ajouter aux lettres officielles qu'il écrivait de sa main ou qu'il faisait le plus souvent écrire par un secrétaire, des feuilles volantes où il griffonnait quelques ordres destinés à être exécutés sans bruit, la feuille étant immédiatement détruite par le destinataire. C'est un procédé qui est chose courante, tant en politique et en diplomatie qu'en basses besognes d'espionnage ou de police.

C'est à partir du « cas » Dager, et en fonction de cette pratique de Louvois, que Pierre-Jacques Arrèse se permet une audacieuse hypothèse, laquelle ne manque pas de bon sens, et permettrait d'y voir plus clair dans cette affaire du Masque. « Louvois n'aurait-il pas expliqué à Saint-Mars, dans l'une de ses feuilles confidentielles, que, par exemple, il avait besoin d'un cachot hermétique, non pas pour Dager... mais pour un éventuel captif "de la plus haute importance", lequel, un jour venu, devrait y disparaître ? Ainsi, Dager a-t-il pu ne servir que de *prétexte* à la construction de ce cachot destiné à un autre... Parallèlement à ce premier mensonge, on justifierait la longueur et le coût des travaux en encourageant les rumeurs qu'ils susciteraient et, du même coup, Dager, de misérable valet qu'il demeure, deviendrait pour l'opinion un personnage nécessairement considérable puisque l'on paraissait mettre tant de soins à cacher à tous son visage, son crime et sa réelle identité... Au moment choisi, on pourrait le plus facilement du monde le *substituer* au captif condamné à disparaître et qui, lui, continuerait de vivre au secret, à sa place, dans ce même cachot hermétique où tout le monde croirait qu'est toujours enfermé Dager... » <sup>[66]</sup>

Il est certain qu'Eustache Dager pose des problèmes qui sont loin d'être sans intérêt. Quel que soit son nom réel, quel que soit le crime qu'il a commis (d'ailleurs, en a-t-il commis un ?), sa présence à Pignerol dans l'entourage du Masque de Fer, de Fouquet et bientôt de Lauzun, n'est pas un hasard. En principe, il vient de Dunkerque, et bientôt dans la correspondance du ministre, il ne sera plus nommé que « le prisonnier qui vous a été amené de Dunkerque ». Le 26 mars 1670, Louvois s'offusque que ce mystérieux personnage ait pu parler à l'un des valets de Fouquet, encore que l'incident ne paraisse pas bien grave. Mais il en profite pour rappeler au gouverneur certaines directives : « Comme il est très important au service de Sa Majesté qu'il n'ait aucune communication, je vous prie de visiter soigneusement le dedans et le dehors du lieu où il (Dager) est enfermé, et de le mettre en état que le prisonnier ne puisse voir ni être vu de personne, et ne puisse parler à qui que ce soit, ni entendre ceux qui voudraient lui dire quelque chose. » Pourquoi tant de mystère pour un simple domestique ? D'autant plus que cette situation crée un certain malaise. Saint-Mars en avertit le ministre, le 12 avril de la même année : « Il y a des personnes qui sont quelquefois si curieuses de me demander des nouvelles de mon prisonnier, ou le sujet pourquoi je fais faire tant de retranchements pour sa sûreté, que je suis obligé de leur dire des *contes jaunes* pour me moquer d'eux. »

Ainsi donc Saint-Mars ment délibérément, et il brouille les cartes en accord avec Louvois. Aux curiosités possibles, il faut toujours répondre par des contes à dormir debout, de façon à égarer d'éventuelles recherches. Mais Saint-Mars se plaint toujours de ne point trouver de valets pour partager la vie des prisonniers. Et, le 20 février 1672, plus de deux ans après l'arrivée de Dager, étant donné la difficulté de recruter des valets – qui sont, en même temps, ne l'oublions pas, des espions à sa solde –, il écrit ces paroles surprenantes : « Je prendrai la liberté de vous (à Louvois) en proposer un ; ce prisonnier qui est dans la tour, et que vous

m'avez envoyé par M. le Major de Dunkerque serait, ce me semble, un bon valet. » Étrange proposition, en vérité... Ce Dauger est certes un valet, mais pourquoi tout à coup en faire le serviteur – et le confident en même temps qu'un espion – d'un personnage comme Nicolas Foucquet, car il s'agit bien de lui ? Il y a là une incohérence manifeste, puisque Dauger est destiné à ne jamais avoir de rapports avec les autres prisonniers, pas plus qu'avec les geôliers.

Eh bien, tout aussi curieusement, Louvois accepte, mais seulement le 30 janvier 1675, c'est-à-dire six ans après l'arrivée de Dauger, la proposition faite par Saint-Mars en 1672 : « Sa Majesté approuve que vous donniez pour valet à M. Foucquet le prisonnier que le sieur de Vauroy vous a conduit (confirmation qu'il s'agit bien d'Eustache Dauger), mais, quelque chose qui puisse arriver, vous devez vous abstenir de le mettre avec Monsieur de Lauzun, ni avec qui que ce soit d'autre que Monsieur Foucquet. »

Et comme si le gouverneur n'avait pas bien compris, Louvois insiste et écrit, le 11 mars 1675 : « Si vous pouvez trouver un valet qui soit propre à servir Monsieur de Lauzun, vous pouvez le lui donner, mais, pour quelque raison que ce puisse être, il ne faut point que vous lui donniez le prisonnier que le sieur de Vauroy vous a amené, *qui ne doit servir, en cas de nécessité, qu'à Monsieur Foucquet, ainsi que je vous l'ai mandé.* » Ici, plusieurs remarques s'imposent.

D'abord, cette insistance à ne mettre en rapport Eustache Dauger qu'avec Foucquet, *et surtout pas avec Lauzun*. Avec le recul du temps, on peut mieux comprendre les raisons de cette interdiction absolue d'un contact entre l'ex-favori de Louis XIV et le « valet » Dauger : Lauzun sera bientôt élargi et reprendra sa place à la Cour, à l'issue de tractations douteuses dans lesquelles est intervenue évidemment la Grande Mademoiselle, toujours désireuse d'épouser son duc. Lauzun sera libre (au prix de quel serment ? au prix de quelle trahison ? C'est un autre problème) et pourra aller où il voudra : il n'est donc pas souhaitable qu'il aille raconter ce qui se passe à Pignerol, et surtout ce que pourrait raconter Eustache Dauger.

Mais qu'avait donc à raconter ce « misérable », pour reprendre l'expression antérieure de Louvois ? Qui était donc Eustache Dauger ? Cette question demeure de nos jours absolument sans réponse.

Ensuite, on constate que mettre en rapport Foucquet avec Dauger est sans importance. Alors, de deux choses l'une : Louvois est bien décidé à ce que Foucquet *ne sorte jamais de sa prison*, et peu importe alors ce qu'il connaîtra de Dauger ; ou bien Louvois a fait venir Dauger à Pignerol *spécialement et machiavéliquement pour qu'il soit en rapport avec Foucquet*. Et pourquoi pas les deux ? En tout cas, la meilleure hypothèse au sujet de Dauger consisterait à en faire une « barbouze » au service de Louvois et des ministres, « barbouze » détachée auprès de Foucquet, prisonnier d'État de très haute importance, qu'il faut ménager, mais qu'il ne faut surtout pas laisser communiquer avec l'extérieur. Pourquoi ? Parce qu'incontestablement, *l'ancien surintendant des Finances*,

*ancien collaborateur intime de Mazarin, détient quelque chose de première importance pour l'État.*

L'affaire n'est pas simple. Si l'on fait le point, on peut discerner les prémices d'une dialectique quelque peu sucrée :

1°Lauzun, emprisonné pour avoir déçu Louis XIV (il a traité Madame de Montespan de pute), mais sur le point d'être pardonné (depuis l'Affaire des Poisons et les suspicions contre la belle Athénaïs) ; 2°Nicolas Foucquet, l'un des plus brillants financiers de son époque, disciple de Mazarin, personnage génial, glorieux mais ambigu, destitué sans raison apparente et incarcéré malgré une sentence d'exil, condamné par le Pouvoir à ne jamais être libéré ; 3°Eustache Dauger, misérable valet dont on s'occupe un peu trop, vraisemblablement agent secret au service de Louvois ; 4°l'inconnu au Masque de Fer, toujours présent, mais dont on ne parle pas. Tels sont les éléments du puzzle qui se dessine sous nos yeux quand on regarde la situation à Pignerol, en ces années 1670.

Et avec beaucoup d'hypocrisie, Louvois écrit à son ancien collègue Nicolas Foucquet, le 23 novembre 1678 : « Monsieur, c'est avec beaucoup de plaisir que je satisferais au commandement qu'il a plu au roi de me faire, de vous donner avis que Sa Majesté est en disposition de donner dans un peu de temps des adoucissements fort considérables à votre prison ; mais comme elle désire auparavant être informée si le nommé Eustache que l'on vous a donné pour vous servir n'a point parlé devant l'autre valet qui vous sert *de ce à quoi il a été employé avant que d'être à Pignerol*, Sa Majesté m'a commandé de vous le demander et de vous dire qu'elle s'attend que, sans aucune considération, vous me manderez la vérité de ce que dessus, afin qu'elle puisse prendre les mesures qu'elle trouvera plus à propos sur ce qu'elle apprendra par vous que le dit Eustache aura pu dire de sa vie passée à son camarade. L'intention de Sa Majesté est que vous fassiez réponse à cette lettre en votre particulier, sans rien témoigner de ce qu'elle contient à Monsieur de Saint-Mars. »

Que de cachotteries ! que de duplicité ! S'il n'est pas complètement stupide, Foucquet a bien compris qu'aucune lettre ne peut quitter sa cellule sans passer entre les mains de Saint-Mars ou de l'un de ses sbires ! Cette invitation de Louvois à passer outre au gouverneur est un leurre. Mais, au fait, de quoi s'agit-il ? Si on analyse les données, on peut comprendre que le roi désire savoir ce qu'a dit, ou n'a pas dit, Eustache Dauger à l'autre valet. *Qui espionne qui* dans cette histoire sordide ? Et cet autre valet qui est-il ? Que signifie cette périphrase alambiquée : « ce à quoi il a été employé avant que d'être à Pignerol » ? Faut-il comprendre que lui aussi est une « barbouze », mais pas forcément au service de Louvois ? De toute façon, si certains historiens ont vu dans cette lettre la promesse d'une libération de Foucquet (légende accréditée après sa mort officielle), ils se trompent : Louvois ne promet que des *adoucissements fort considérables à sa prison*. Enfin, on remarquera qu'il s'agit encore une fois de la technique de l'âne et de la carotte : il faut que Foucquet *dise la vérité* s'il veut mériter ses

« adoucissements ». À la lecture de ces documents parfaitement authentiques et conservés dans les Archives, on a l'impression désagréable de se trouver au fond d'un panier de crabes. Mais les crabes dont il s'agit ici sont ceux qui ont fait la grandeur de la France et dont on vante les mérites aux petits écoliers comme aux grands lycéens de la noble patrie française.

Il y a indubitablement un mystère Dauger. Une autre lettre de Louvois à Saint-Mars, en janvier 1679, va dans le même sens d'une interdiction absolue pour le valet de rencontrer Lauzun. « Toutes les fois que Monsieur Foucquet descendra dans la chambre de Monsieur de Lauzun ou que Monsieur de Lauzun montera dans la chambre de Monsieur Foucquet, ou quelque étranger, Monsieur de Saint-Mars aura soin de retirer le nommé Eustache et ne le remettra dans la chambre de Monsieur Foucquet que lorsqu'il n'y aura plus que lui et son ancien valet. Il en sera de même lorsque Monsieur Foucquet ira se promener dans la citadelle, faisant rester ledit Eustache dans la chambre de Monsieur Foucquet et ne souffrant point qu'il le suive à la promenade que lorsque mondit sieur Foucquet ira seul avec son ancien valet dans le lieu où Sa Majesté a trouvé bon depuis quelque temps que Monsieur de Saint-Mars lui fait prendre l'air. » Ce qui est surprenant, c'est que Lauzun et Foucquet puissent se rencontrer, non pas en toute liberté, mais suffisamment pour pouvoir échanger des paroles, alors que, après la mort officielle du surintendant, Saint-Mars et Louvois seront fâchés d'apprendre que le duc et Foucquet communiquaient entre eux par un trou dans le mur de séparation. Cela prouve en tout cas que, lors de leurs promenades communes, ou des visites qu'ils pouvaient se rendre, les deux hommes étaient étroitement surveillés et n'avaient guère l'occasion de se transmettre des informations compromettantes. Mais il est impossible de comprendre la peur qu'a Louvois d'une rencontre fortuite entre le valet Eustache Dauger et le duc de Lauzun.

Et il est également impossible de savoir ce qui s'est passé au moment de la mort « officielle » de Foucquet. Celle-ci est survenue le 23 mars 1680, du moins si l'on en croit la correspondance Louvois-Saint-Mars. La lettre par laquelle le gouverneur apprend la nouvelle au ministre n'a pas été retrouvée, et l'on ne connaît que la réponse – très tardive – de ce dernier. Ce que l'on sait, par contre, c'est que quelques mois avant la mort de Foucquet, le duc de Lauzun s'agite beaucoup, reçoit et envoie des lettres qu'il cache lui-même, ce qui tendrait à prouver qu'il bénéficie d'un régime spécial. De toute façon, il sera libéré plus tard. Quant à Foucquet, il n'a plus le droit de se promener, ni même de rendre visite à Lauzun. Cela paraît étrange. Et que penser de cette lettre de Louvois à Saint-Mars, du 10 juillet 1680 : « Mandez-moi comment il est possible que le nommé Eustache ait fait ce que vous m'avez envoyé ; et où il a pris les drogues nécessaires pour le faire, ne pouvant croire que vous les lui avez fournies » ?

Il est bien difficile de savoir de quoi il est question. D'un empoisonnement de Foucquet par Eustache Dauger ? On l'a proposé. Mais quel intérêt avait Dauger à faire disparaître l'ancien surintendant ? À moins que cette disparition ait été commandée par Louvois. À moins aussi que Louvois n'ait cherché à accréditer la

rumeur selon laquelle Foucquet avait été empoisonné. Ou alors, les drogues dont s'est servi Dager n'étaient point des poisons et ne concernaient pas le malheureux châtelain de Vaux. On ne peut pas prétendre que cette affaire soit très claire, puisque c'est la loi du silence, et que, lorsqu'il n'y a pas silence, tout le monde ment.

Mais l'Homme au Masque de Fer est toujours là. Et quand Saint-Mars va quitter Pignerol pour le château d'Exiles, où il vient d'être nommé gouverneur en 1681, il emmènera avec lui deux prisonniers. Qui ? Le Masque de Fer, qui est « son ancien prisonnier », et un autre, qui peut être Eustache Dager, mais rien ne l'indique. Ce qui est sûr, c'est que plus personne ne parlera d'Eustache Dager, tandis que le Masque de Fer monte vers une gloire qu'il n'a certes pas cherché à obtenir, mais qui va aller en s'accroissant.

### III

## L'AFFAIRE MATTIOLI

De nos jours, l'hypothèse qu'on considère la plus « sérieuse » est celle qui identifie le Masque de Fer au comte Mattioli, diplomate et plus ou moins agent secret du duc de Mantoue. Il y a deux arguments principaux à cette reconnaissance : le premier, c'est le nom, Mattioli (parfois orthographié Matthioli ou Martoly) qui est évidemment très proche de celui sous lequel on a inhumé le Masque de Fer en 1703, *Marchiely* ou *Marchioly*. L'argument ne tient pas quand on sait qu'on enterrait les prisonniers secrets sous un faux nom et, de toute façon, la preuve ne serait pas suffisante. Le deuxième argument est que Mattioli, à partir du moment où il est arrivé à Pignerol, a été confié à Saint-Mars qui en a été le geôlier permanent et qui l'a emmené avec lui à Exiles, à Sainte-Marguerite et à la Bastille. *Mais nous n'en avons aucune preuve*, d'autant plus que Mattioli change de nom dans les lettres et les registres. Dans les premiers mois de sa détention, il est signalé comme *le sieur de Lestang*, ce qui, avouons-le, n'a rien de commun avec son patronyme réel. Mais les choses étant ce qu'elles sont, le comte Mattioli se présente comme un Masque de Fer parfaitement valable, et qui ne risque pas, puisque c'est un étranger et qu'il a trahi les intérêts français, de déranger la bonne conscience patriotique. En fait, c'est le Masque de Fer idéal.

Il faut revoir tout le dossier Mattioli, en partant de l'origine de l'affaire. Le comte Hercule-Antoine Mattioli est né le 1<sup>er</sup> décembre 1640 à Bologne. Il fit de brillantes études et devint professeur à l'université de Bologne, dont l'enseignement était spécialisé, depuis le Moyen Âge, dans le Droit. Puis il gagna Mantoue où il fut secrétaire d'État du duc Charles III de Gonzague avant de le devenir de son successeur Charles IV. Ses hautes fonctions, l'estime dans laquelle on le tenait, sa fortune, tout cela n'empêchait pas Mattioli d'être un jeune homme frivole et dissipé. Le marquis de Villars, ambassadeur de France auprès du duc de Mantoue, le juge très sévèrement : « Il est gueux, grand joueur et dépensier ; lui et ses favoris n'ont pas un sou. » Le fait est qu'il dépense beaucoup pour ses plaisirs et qu'il lui faut toujours beaucoup d'argent. Alors, comme il se trouve à l'intérieur même de la machine du Pouvoir, il la fait fonctionner à son profit personnel. Ce n'est pas une exception.

L'Affaire Mattioli se situe dans le contexte politico-militaire d'une région partagée entre plusieurs zones d'influence, les Alpes, où se trouve précisément la forteresse de Pignerol. La rivalité est âpre entre le roi de France, le roi d'Espagne

et le duc de Savoie pour le contrôle de cette zone frontière que surveillent étroitement le doge de Venise et l'empereur d'Autriche. Depuis plusieurs siècles, on s'en tenait à des escarmouches et à des traités que l'on ne suivait d'ailleurs jamais. Or, sous l'influence de Louvois, qui était plutôt « faucon » que « colombe », Louis XIV inclinait pour la solution de force. Déjà en possession de Pignerol, place forte sur le Clusone, au sud-ouest de Turin, depuis 1631, la France avait des visées sur la ville forte de Casai, sur le Pô, à la frontière orientale du Piémont, qui verrouillait le passage vers le Milanais. Casai était la capitale du marquisat du Montferrat, dont le titulaire était le duc de Mantoue, Charles IV. C'est là qu'intervient Mattioli.

À Venise, où il allait souvent festoyer en compagnie du duc de Mantoue, Mattioli avait fait connaissance de l'abbé d'Estrades, ambassadeur de France auprès de Sa Seigneurie, et une certaine sympathie unissait les deux hommes. Mattioli savait que le roi de France désirait ardemment s'assurer la possession de Casai, et, dans un grand élan de générosité, il insinua à l'abbé d'Estrades que le duc de Mantoue souhaitait se dégager de ses liens avec l'Espagne pour se tourner vers la France. Et il émit l'hypothèse que le duc pourrait peut-être céder Casai au roi Louis XIV, moyennant une honnête compensation.

L'abbé d'Estrades saisit la balle au bond. Il y a intérêt, car s'il réussit l'opération, il en tirera gloire et avancement. Quant à Mattioli, il compte bien prélever sa dîme au passage. Mais le problème réside dans un petit détail : qui fera le premier pas ?

C'est impossible pour Louis XIV, bien entendu, et tout aussi impensable pour le duc de Mantoue. Mattioli ne veut pas prendre de telles responsabilités. L'ambassadeur non plus. Finalement, on trouve un compromis : les premières négociations se feront par l'intermédiaire d'un gazetier (de gazettes manuscrites), un certain Benedetto Giuliani, qu'un contemporain décrit comme « un furet qui va déterrer tout ce qui se passe ». Ce que Mattioli ignore, cependant, c'est que le gazetier est un agent double, stipendié par le roi de France. Bref, de discussions en discussions, les choses avancent et, en 1678, Mattioli reçoit une lettre de Louis XIV, écrite de sa propre main : « J'ai vu par la lettre que vous m'avez écrite et par ce que m'en a mandé l'abbé d'Estrades, mon ambassadeur, l'affection que vous témoignez à mes intérêts. Vous ne pouvez douter que je ne vous en sache beaucoup de gré et que je n'aie plaisir à vous en donner des preuves en toute circonstance. » En somme, l'avenir s'annonce brillant pour le comte Mattioli.

De préliminaires en préliminaires, de négociations en négociations, on en arrive à un protocole d'accord entre Mattioli et le marquis de Pomponne, ministre des Affaires étrangères de Louis XIV. Le comte vient à Paris en compagnie de Giuliani, puis il est reçu à Versailles par Pomponne. C'est ce dernier qui relate l'événement : « Il me remit une lettre du duc de Mantoue pour le roi, en créance sur lui, et un plein pouvoir pour discuter et signer en son nom les conditions du traité. Mais, pour une plus grande marque de sincérité de son procédé, il me communiqua



l'instruction qu'il avait aussi, signée du duc, pour toute conduite qu'il devait tenir et me fit remarquer en même temps que toutes les pièces étaient écrites de sa main, parce que ce prince n'avait voulu se confier de cette affaire qu'à lui seul et l'avait chargé de les dresser et de les transcrire. » Et le 8 décembre 1678, le traité définitif était signé par le comte Mattioli, au nom du duc de Mantoue, et par le marquis de Pomponne, au nom du roi de France. Par ce traité, la ville de Casai appartenait à la France et, en contrepartie, le duc de Mantoue recevait la somme considérable, mais non excessive, de cent mille écus, c'est-à-dire trois cent mille livres. Les Français étaient même surpris de la modicité de la somme. Et Mattioli fut reçu personnellement par Louis XIV, dans la chambre de Madame de Montespan. Le roi lui remit une bourse contenant deux mille écus et un diamant de très grande valeur. Tout allait donc pour le mieux.

Mais quelque temps après, alors que Louis XIV avait envoyé à Pignerol un détachement, commandé par un brigadier d'infanterie dissimulé sous le faux nom de M. de Richemont (en réalité, le futur maréchal Catinat), afin de prendre possession de la place de Casai, on apprit une nouvelle stupéfiante : le baron d'Asfeld, envoyé spécial de Louis XIV en Italie pour ratifier le traité avec le duc de Mantoue, venait d'être arrêté par le gouverneur du Milanais, et livré aux Espagnols. On ne tarda pas à savoir pourquoi : Mattioli avait reçu quatre mille pistoles des Espagnols pour leur avoir transmis le secret de l'affaire de Casai et leur avoir communiqué des documents officiels compromettants. De plus, le comte avait dévoilé, moyennant récompense, une partie de l'affaire aux Vénitiens. Enfin, Pomponne s'aperçut que Mattioli avait négocié avec des pièces fausses, fabriquées par lui, et que le duc de Mantoue n'était au courant de rien. Telle qu'elle est connue aujourd'hui, cette affaire demeure l'un des plus beaux exemples d'escroquerie diplomatique qui aient été réalisés. Mattioli avait donc maintenant de quoi régler ses folles dépenses somptuaires.

On imagine aisément la fureur de Louis XIV, fureur parfaitement justifiée par la gravité des faits : non seulement il y avait escroquerie financière, mais la France risquait d'être ridiculisée. C'est pourquoi Louvois se mit immédiatement en chasse, soutenu vigoureusement par l'abbé d'Estrades, qui perdait gros dans cette affaire. C'est ce dernier qui se montre d'ailleurs le plus acharné à traquer le comte escroc. Après de nombreuses discussions et attermolements, l'abbé d'Estrades reçoit de Louvois l'autorisation de faire tomber Mattioli dans un piège. Et, le 26 avril 1679, Louvois écrit à Saint-Mars : « Le roi envoie présentement un ordre à l'abbé d'Estrades de faire arrêter un homme (c'est Mattioli) de la conduite duquel Sa Majesté n'a pas sujet d'être satisfaite ; de quoi elle m'a commandé de vous donner avis, afin que vous ne fassiez point de difficulté de le recevoir lorsqu'il sera envoyé, et que vous le gardiez de manière que non seulement il n'ait commerce avec personne, mais encore qu'il ait lieu de se repentir de la mauvaise conduite qu'il a tenue, et que l'on ne puisse point pénétrer que vous ayez un nouveau prisonnier. » Les formules employées ici par Louvois rappellent certaines choses...

L'arrestation – ou le rapt – du comte Mattioli est digne d'un roman de cape et

d'épée, et pourtant c'est une réalité historique prouvée par plusieurs témoins. L'abbé d'Estrades s'arrange pour attirer Mattioli sur un pont, prétextant qu'il faut faire réparer ce pont. Mattioli vient une première fois repérer les lieux, mais quand il revient, de nuit – ces choses-là se font dans la plus grande discrétion –, des soldats de Catinat sont cachés aux alentours et le comte est embarqué de force. Le piège a parfaitement fonctionné. Mais, en droit international, cela s'appelle un enlèvement illégal sur un territoire étranger d'un citoyen lui-même étranger. Rassurons-nous, ce n'est pas le seul exemple de cette sorte qu'on puisse trouver dans l'Histoire, et de toute façon, il faut avouer que Louis XIV avait certaines raisons d'en vouloir à Mattioli.

Voici donc le comte Mattioli dans une prison, à Pignerol, sous la garde du gouverneur Saint-Mars. Catinat, en rendant compte de sa mission (il prétend d'ailleurs que cela s'est produit « sur les terres du roi », ce qui est discutable), précise que « personne ne sait le nom de ce fripon, pas même les officiers qui ont aidé à l'arrêter », et également qu'il a donné à Mattioli « le nom de Lestang, personne ne sachant ici (à Pignerol) qui il est ». Le problème qui se pose maintenant, c'est de récupérer les papiers compromettants que détenait le comte, et qui « sont dans une cassette à Bologne entre les mains d'une femme qui est retirée dans le couvent des filles de saint Louis ». On voit que Mattioli avait pris ses précautions, et qu'il espérait bien tirer profit de ces documents en les livrant à d'autres pays. C'est pourquoi, pendant les premiers jours de sa détention, il sera sérieusement « cuisiné » par Catinat. Sous la menace, il écrira plusieurs lettres à son père, la première pour le prier de remettre au porteur les documents mis à l'abri, les autres pour expliquer les malheurs auxquels il exposerait son fils s'il n'obéissait pas. Et, bien entendu, le porteur est le gazetier Giuliani. Celui-ci s'acquitte de sa mission, mais des documents manquent : Mattioli a visiblement dispersé les papiers compromettants. La colère de Louvois se manifeste dans plusieurs lettres à Saint-Mars, dans lesquelles il réclame la plus grande sévérité à l'encontre de ce prisonnier dont on ne doit pas connaître le nom réel : « ... la dureté avec laquelle il faut traiter le nommé Lestang ». Ou encore : « Il faut tenir le nommé Lestang dans la dure prison que je vous ai marquée par mes précédentes, sans souffrir qu'il voie de médecin que lorsque vous connaîtrez qu'il en aura absolument besoin. » Et enfin : « Sa Majesté ne veut pas que, hors des choses nécessaires à sa vie, vous lui donniez quoi que ce soit de ce qui la lui peut faire passer agréablement. » Cela n'empêche nullement Mattioli de réclamer de l'encre et du papier pour écrire ce qu'il a envie d'écrire, car il se sent une vocation d'écrivain (il a déjà publié quelques ouvrages dans sa jeunesse) et entend meubler ses loisirs forcés. Cela donne cette réponse de Louvois, le 25 juillet : « Vous pouvez donner au sieur de Lestang du papier et de l'encre, par compte, pour mettre par écrit ce qu'il voudra dire, et puis me l'envoyer et je ferai savoir si cela mérite considération. »

L'attitude de Louvois, de Catinat et de Saint-Mars envers le comte Mattioli est très ambiguë. En principe, il doit être traité aussi durement qu'il sera possible,

avec seulement de quoi vivre une vie végétative. Mais on lui fournit cependant ce qu'il demande, avec une arrière-pensée cependant : on espère qu'un jour ou l'autre, il se laissera aller à écrire quelque chose d'important.

Curieux personnage... Le 24 février 1680, Saint-Mars écrit à Louvois : « Le sieur Lestang, qui est depuis près d'un an à ma garde, se plaint de ce qu'on ne le traite pas en homme de sa qualité, et ministre d'un grand prince. Cependant, je suis les commandements de monseigneur sur ce sujet au pied de la lettre, ainsi qu'en toutes choses. Je crois que la cervelle lui a tourné par des discours qu'il m'a tenus, me disant qu'il parle tous les jours à Dieu et à ses anges, qu'ils lui ont appris la mort de M. le duc de Mantoue et de M. le duc de Lorraine ; et pour vérifier sa folie, c'est qu'il dit qu'il a l'honneur d'être très proche parent du Roi, à qui il veut écrire, et se plaindre du traitement que je lui fais. Je ne lui ai point voulu donner du papier et de l'encre pour cela, ne le voyant pas dans son bon sens. »

Cette description d'un Mattioli sombrant dans une douce folie mystique ne correspond aucunement avec les témoignages sur l'Homme au masque : on n'a jamais dit nulle part que le Masque était atteint de maladie mentale. De plus, si le Masque devait être maintenu au secret le plus absolu, pourquoi, après quelques mois passés dans une cellule où il était seul, a-t-on jugé bon, en août 1680, de mettre le comte dans la même chambre qu'un jacobin (dominicain) dont on ne sait pas grand-chose sinon qu'il était réellement fou ? Le prétexte officiel qui était d'économiser un aumônier paraît complètement stupide. D'ailleurs, d'après la correspondance entre Saint-Mars et son ministre, Mattioli, pardon *le sieur de Lestang*, croyait qu'on l'avait mis là en compagnie d'un mouchard chargé de l'espionner. Mais il eut tôt fait de se rassurer quand il vit le moine rester des heures sur son grabat, les deux coudes appuyés sur ses genoux, et surtout, un jour, « descendre tout nu de son lit et prêcher tant qu'il pouvait, des choses sans rime ni raison ».

Pendant ce temps, les pourparlers avaient repris avec le duc de Mantoue, et la paix de Nimègue amena une certaine détente internationale qui permit à Louis XIV de se faire céder la ville de Casai moyennant cent mille pistoles qu'il paya directement. Mais le duc de Mantoue mit une condition à cette cession : il fallait que le comte Mattioli restât en prison. Le duc, aussi cruellement trompé par Mattioli que l'avait été Louis XIV, n'avait rien pardonné, et de toute façon, il ne se voyait pas l'accueillir à nouveau dans son duché. Mattioli était donc abandonné à son geôlier, et il était bien entendu qu'il devait rester prisonnier toute sa vie.

1680. C'est l'année de la mort officielle de Fouquet. Dans la lettre où il accuse réception à Saint-Mars de l'annonce de ce décès, Louvois écrit – une fois de plus – des choses surprenantes. Il demande au gouverneur de *persuader* Lauzun qu'Eustache Dauger et La Rivière (l'autre valet de Fouquet) ont été mis en liberté « et que vous en parliez même à tous ceux qui pourraient vous en demander des nouvelles. Que cependant vous les renfermiez tous les deux dans une chambre, où vous puissiez répondre à Sa Majesté qu'ils n'auront communication avec qui que

ce soit de vive voix ni par écrit, et que Monsieur de Lauzun ne pourra point s'apercevoir qu'ils y sont renfermés ». C'est encore le même refrain. Mais voici deux valets qu'on fait passer pour libérés et qu'on enferme pour la vie. Il y a là matière à réflexion, d'autant plus que, par le passé, d'autres valets de Foucquet ont été élargis. « C'est peut-être que les “fuites”, cette fois, sont plus graves. La Rivière a contre lui non seulement d'avoir servi jusqu'à la fin le surintendant, mais encore d'avoir côtoyé le “pestiféré” Dauger, lequel a pu lui faire quelques confidences. »<sup>[67]</sup> En tout cas, il semble qu'on prenne beaucoup plus de précautions à propos de ces deux valets, qui sont véritablement des prisonniers soumis au secret, qu'à l'égard de Mattioli. Ce dernier n'est vraiment pas un bon candidat au titre de Masque de Fer.

Il y a mieux. En mai 1681, Saint-Mars est nommé gouverneur de la forteresse d'Exiles et il y emmène certains prisonniers « qui seront d'assez de conséquence » pour n'être point mis en d'autres mains que les siennes. Parmi eux, il y a Dauger et La Rivière. Mais il n'est absolument pas question de Mattioli qui restera à Pignerol et qui ne retrouvera Saint-Mars qu'en 1684, dans la forteresse de Sainte-Marguerite. Il s'est écoulé trois ans. Quand on sait que Saint-Mars est autant prisonnier du Masque de Fer que celui-ci l'est du gouverneur, on ne peut pas croire un seul instant à l'identification. Par contre, La Rivière et Dauger font partie du lot qu'emmène Saint-Mars avec lui. La Rivière mourra bientôt, mais l'on n'a aucune indication sur la fin d'Eustache Dauger. De plus, dans sa correspondance, « la dernière fois que Louvois mentionne La Rivière et Dauger, c'est dans la missive du 8 avril 1680, dans laquelle il commande que l'un et l'autre soient placés dans l'isolement le plus absolu. Brusquement ceux-ci désertent sa correspondance. À partir de la lettre du 10 juillet, il n'est plus question que des habitants de “la tour d'en bas”, et le ministre sait pourquoi ils y sont. Ce subit anonymat pour les hommes vivant dans un cachot, avec les secours minima de la religion, les enveloppe d'un mystère sans précédent, *et qui n'a de comparable que celui cernant l'inconnu au masque de fer*. Leur ensevelissement correspond aux découvertes faites par Saint-Mars dans les poches de Foucquet et dans cet acte, grave mais indéfini<sup>[68]</sup>, imputé à Dauger »<sup>[69]</sup>.

Cependant, Louvois meurt le 16 juillet 1691, et il est remplacé à son poste de ministre de la Guerre par son fils, le marquis de Barbézieux. Et le 3 mars 1693, Barbézieux, qui poursuit d'ailleurs la même politique que son père, envoie une lettre à tous les gouverneurs de forteresses : « Je vous prie, dit-il, de ne plus nommer à l'avenir dans vos lettres les prisonniers dont vous voudrez me parler ». À partir de cette date, le nom de Mattioli ne sera jamais plus prononcé. Seuls les registres porteront parfois des noms, lesquels seront souvent faux. Mais on peut récapituler quand même, sur les prisonniers que Saint-Mars a eus en charge, ceux qui ont été ses prisonniers en quelque sorte personnels. Voici ce que dit à ce sujet Funck-Brentano, partisan convaincu de Mattioli-Masque de Fer :

« Ces cinq prisonniers sont connus et, de toute nécessité, l'homme au masque

se trouve parmi eux. 1°Un nommé La Rivière, qui mourut d'hydropisie au début de janvier 1697. 2°Un jacobin fou dont le nom est demeuré inconnu et qui est mort sur la fin de 1693. 3°Un nommé Dubreuil qui mourut aux îles Sainte-Marguerite en 1697.

« L'homme au masque n'entra à la Bastille qu'en 1698 ; il ne peut donc être question pour son identification d'aucun de ces trois noms... Sur les cinq prisonniers, que Saint-Mars gardait au moment de son départ pour Exiles, trois étant ainsi écartés, il en reste deux : un nommé Eustache Dauger et Mattioli. *Le Masque de Fer est nécessairement l'un des deux* ». <sup>[70]</sup>.

C'est la logique même. Malheureusement, Mattioli n'a pas suivi Saint-Mars à Exiles et ne le rejoindra qu'à Sainte-Marguerite, et la situation de ce personnage cadre mal avec les témoignages sur l'homme au masque. De toute évidence, Mattioli est devenu fou pendant son emprisonnement. Mais l'on n'a jamais prétendu que l'Homme au Masque de Fer eût été fou. Au contraire, il semble que cet individu se soit comporté avec beaucoup de calme et de dignité dans la situation délicate et atroce où il se trouvait. S'il avait été agité, nerveux, sujet à des crises de nerfs, comme l'a été effectivement Mattioli, on s'en serait aperçu et le fidèle Bénigne de Saint-Mars – qui par ailleurs était le beau-frère « de la main gauche » de Louvois – n'aurait pas manqué d'en faire part à son ministre. Et, au fond, Mattioli n'était qu'un escroc maladroit.

Alors ? Il reste Dauger, l'étrange Eustache Dauger, personnage dont on ne sait pas ce qu'il a fait avant d'être emprisonné, mais qu'on peut soupçonner d'avoir été un agent secret, ce « valet » de Nicolas Foucquet qui ne devait pas rencontrer le duc de Lauzun, ce prisonnier de basse extraction et qu'on traite avec les égards dus à un grand criminel d'État, qui est compromis dans une bizarre affaire de drogue sur laquelle nous ne savons rien, mais qui a été quand même soupçonné d'avoir empoisonné Foucquet. Oui, Dauger ferait un bon candidat s'il n'avait pas un défaut : ce n'est pas une « personne de considération » comme l'est, de toute évidence, à travers toutes les descriptions et allusions, le Masque de Fer.

Mais, au fait, pourquoi le nom du surintendant Foucquet revient-il sans cesse chaque fois qu'on examine le dossier du Masque de Fer ?

## IV

# L'ÉTRANGE CAS DE M. FOUQUET

Parmi les illustres personnages que le XVII<sup>e</sup> siècle a engendrés, Nicolas Fouquet occupe une place privilégiée par cette sorte de fascination qu'il exerce encore sur l'imaginaire. Le portrait présumé qu'on a de lui, peint par Sébastien Bourdon, présente un mélange de beauté, de douceur, de fine intelligence et d'extrême mélancolie. Et l'on ne peut dissocier ce visage des splendeurs du château de Vaux-le-Vicomte, modèle presque parfait d'un palais des Mille et une Nuits. De plus, Fouquet est l'exemple non moins parfait de la cruelle réalité de l'adage latin « *sic transit gloria mundi* », « ainsi passe la gloire du monde ». Jamais homme n'a connu plus terrible chute après avoir vécu tant de triomphes et son malheur est à la hauteur de son bonheur. L'ironie du sort, c'est que la devise de sa famille est « *quo non ascendet ?* », « jusqu'où ne montera-t-il pas ? ».

Nicolas Fouquet (que parfois on écrit *Fouquet*, ce nom signifiant « écureuil ») est né en 1615 d'une famille de marchands d'origine angevine. Son père, François Fouquet, était devenu conseiller d'État, et il avait épousé Marie de Maupéou, ce qui conférait à la famille Fouquet un semblant de noblesse. Le couple eut douze enfants, dont six filles qui furent religieuses. Parmi les frères de Nicolas, trois se distinguèrent particulièrement : François, né en 1611, qui devint archevêque de Narbonne, Basile, né en 1622, abbé – laïc – de Barbeaux, qui fut un temps chef de la police secrète de Mazarin, et Louis, né en 1633, qui devint évêque d'Agde. Nicolas Fouquet se maria deux fois, la première fois avec Louise Fouché, décédée en 1641, qui lui donna une fille, Marie, duchesse de Charost, et la seconde fois avec Marie-Madeleine de Castille, avec laquelle il eut une fille et quatre garçons. L'un d'eux épousera la fille de la quietiste madame Guyon.

Les études de Nicolas, chez les jésuites du collège de Clermont, furent aussi brillantes que celles de son frère aîné. Il acquiert une culture classique particulièrement complète et affiche une passion dévorante pour la littérature et les arts dont il se fera toujours le protecteur et le mécène. La Fontaine, par exemple, lui devra beaucoup. En tout cas, ses maîtres ont su développer en lui « une intelligence supérieure et une séduction exceptionnelle. Cette souplesse, ce sens du compromis et non pas de la compromission, comme veulent le faire accroire ses ennemis, font de lui un mondain et un politique, capable de saisir toutes les opportunités, de tirer parti de toutes les situations et de toutes les personnes qu'il cherche à se gagner par une grande délicatesse. De telles aptitudes le prédisposent incontestablement à une belle réussite dans la politique et les finances » <sup>[71]</sup>. Il commence par être avocat au Parlement, puis ensuite trésorier de

Saint-Martin de Tours, et, en 1631, il est présenté au cardinal de Richelieu qui, frappé de ses qualités, va le prendre sous sa puissante protection.

Car Foucquet sera d'abord un homme de Richelieu avant l'être l'homme de Mazarin. Ce double et redoutable parrainage montre d'ailleurs assez bien en quelle estime on le tient et la confiance qu'on place dans ses capacités. Avec une dispense d'âge, il obtient un office de conseiller au Parlement de Metz, et exerce habilement ses fonctions tout en accomplissant une mission pour Richelieu, inventorier les titres du temporel de l'évêché de Metz, en vérifiant si le duc de Lorraine n'empiète pas sur le domaine du roi. Tâche délicate, dont il s'acquitte à merveille. Son père lui achète alors un office de maître des requêtes, et il l'associe aux entreprises maritimes et coloniales qu'il supervise. Nicolas fait là un apprentissage approfondi de l'économie et des finances. En dépit de multiples deuils familiaux, y compris la perte de sa jeune épouse, Nicolas poursuit son ascension. À la fin de 1642, il reçoit une commission d'intendant de police, de justice et de finance auprès de l'armée chargée de défendre la frontière du Nord. En 1643, le voici intendant du Dauphiné, mais son absence au moment d'une émeute anti-fiscale fait mauvais effet, et il est relevé de ses fonctions. En quittant celles-ci, il est d'ailleurs confronté à une émeute populaire qu'il arrive à juguler avec une extraordinaire adresse. Mazarin, qui utilise son frère l'abbé et qui respecte beaucoup son autre frère l'archevêque, nomme Nicolas intendant de l'armée du nord, puis en 1648, intendant de Paris. Il aura à débrouiller des situations complexes et parfois dangereuses, mais il s'en tire avec bonheur. En 1653, la disparition subite du surintendant des Finances La Vieuville, laisse un vide qu'il faut combler immédiatement. Après avoir beaucoup hésité, Mazarin se décide à confier la charge de surintendant à deux personnes, Abel Servien et Nicolas Fouquet. Puis, à la mort de Servien, en 1659, Fouquet est confirmé à son poste. Il sera désormais le seul surintendant des Finances.

Il le restera deux ans, au cours desquels il assurera la continuité du pouvoir, passant de la tutelle du cardinal Mazarin – dont il est devenu l'homme de confiance – à la froide réserve du jeune Louis XIV qui, dans les premiers mois de son règne personnel, se trouve dans l'impossibilité de se passer de lui. Mais, dans cette sorte de *brain-trust* mis en place par Richelieu et par Mazarin, des clans et des factions se sont organisés qui espèrent bien non seulement survivre au changement de régime, mais encore accroître leur puissance. Dans ce *brain-trust*, il y a surtout deux familles qui se haïssent cordialement parce que rivales, mais qui font toujours front ensemble quand leurs intérêts l'exigent, les Le Tellier et les Colbert. Le Tellier père, flanqué de son fils et émule Louvois, et Colbert ont les dents longues. Ce sont ce qu'on appellerait aujourd'hui des « requins ». Ils ont été à la bonne école, d'ailleurs, puisqu'ils ont été formés aux affaires par Mazarin, ce diable d'homme qui savait très bien découvrir les talents et les utiliser, et qui, en plus, avait le génie rare et précieux de s'enrichir personnellement de façon éhontée tout en enrichissant l'État. Par quels moyens ? C'est là où la Morale doit pudiquement baisser les yeux et laisser le champ libre au pragmatisme. Dans ces



conditions, il vaut mieux ne pas trop fouiller dans les comptes du cardinal car on y découvrirait des choses surprenantes. D'une part, Louis XIV est le filleul de Mazarin, qui a été son protecteur, son sauveur même au moment de la Fronde, et son *magister*, et le jeune roi ne tient pas à ce qu'on puisse salir celui qu'on soupçonne d'avoir épousé secrètement sa mère, la reine Anne. D'autre part, une étude approfondie des « affaires » de Mazarin mettrait en évidence certaines irrégularités, certains abus de pouvoir, des concussions, des « pots-de-vin », des indécidatesses diverses *que Mazarin n'a pas pu faire seul mais avec l'aide de dévoués collaborateurs*. Or, parmi ces collaborateurs zélés, qui craignent la « transparence », Colbert est en première ligne, et en fait, dans les premières semaines qui suivent la mort du tout-puissant cardinal, il n'en mène pas large.

Mais, de l'autre côté, il y a Foucquet. Et Foucquet est très embarrassant. Lui aussi fait partie du *brain-trust*, mais beaucoup plus marginalement. Foucquet agissait *pour* le Cardinal, et non pas *sous* le Cardinal. La nuance est de taille. Alors que Colbert et Le Tellier constituaient des rouages essentiels de l'organigramme de Mazarin, complètement inféodés à lui, et en tirant d'ailleurs de substantiels bénéfices, Foucquet travaillait davantage en indépendant, ou plutôt en soustrayant du Cardinal, ce qui n'empêchait nullement le surintendant de faire prospérer sa fortune personnelle et d'être mêlé lui aussi à des combinaisons plus ou moins avouables. Et à travers cette rivalité entre deux factions d'une même administration se dessinent déjà deux conceptions de l'État : d'une part, un système libéral où d'habiles personnalités viennent mettre leurs talents au service de l'État (Foucquet) ; d'autre part, un système dirigiste et administratif où les décideurs sont ceux qu'on appelle les grands commis de l'État et qui sont en quelque sorte des *fonctionnaires* qualifiés reconnus comme partie intégrante de cet État (Colbert). Cette antinomie explique davantage l'affaire Foucquet que la délirante réception offerte à Louis XIV au château de Vaux.

À vrai dire, il y a bien longtemps que Jean-Baptiste Colbert (qu'on surnomme « la Couleuvre ») guette Nicolas Foucquet (« l'Écureuil »). En 1660, le surintendant a été l'objet d'attaques en règle, et il a dû demander l'arbitrage de Mazarin. Plus tard, Colbert, qui ne dit que ce qu'il veut bien dire, écrira ces lignes révélatrices : « Quoiqu'il (Mazarin) le (Foucquet) connût pour homme d'esprit, qu'il l'eût même employé en qualité de maître des requêtes dans les armées et à la suite du roi pendant les années 1649 et 1650, qu'il lui eût fait accorder la permission de traiter de la charge de procureur général du Parlement de Paris, néanmoins le connaissant homme de cabales et d'intrigues et dont les mœurs mêmes n'étaient pas assez réglées pour une charge de ce poids, sans la première raison de la considération de son frère l'abbé Foucquet, il n'aurait pas jeté les yeux sur lui. » Cela n'empêchait pas Colbert, du temps de Mazarin, en 1650, de faire de même à Le Tellier, alors secrétaire d'État, un vibrant éloge de celui qu'il voulait perdre : « Monsieur Foucquet, qui est venu par ordre de Son Éminence m'ayant déjà témoigné trois fois différentes qu'il avait une très forte passion d'être au nombre de vos serviteurs particuliers et amis, par une estime très particulière qu'il



fait de votre mérite, et qu'il n'avait point d'attachement particulier avec aucune autre personne qui lui pût empêcher de recevoir cet honneur, s'étant même expliqué sur beaucoup de choses concernant la pensée publique de quelque mésintelligence entre MM. Servien et de Lionne et vous, quoiqu'il ne sache rien de particulier sur cela et que même je m'en sois fort éloigné, sur quoi je trouve qu'il parle en véritable homme d'honneur. J'ai cru qu'il était bien à propos, étant homme de naissance et de mérite particulier, et en état même d'entrer un jour en quelque charge considérable, de lui faire quelques avances de la même amitié de ma part, puisqu'il n'est pas question d'un engagement qui puisse vous être à la charge, mais seulement d'un accueil favorable et de quelques marques d'amitié dans les rencontres. » Le style est lourd, mais la flagornerie est habile. Colbert est aussi prompt à l'éloge qu'au blâme. Tout dépend de l'intérêt du moment. Car Colbert sait attendre.

On sait que Louis XIV, lorsqu'il assume personnellement le pouvoir, décide de se passer de premier ministre. Et il maintient les autres ministres dans leurs fonctions, confirmant ainsi Fouquet dans son rôle de surintendant des Finances. Dans un premier temps, il ne peut faire autrement. Mais Colbert et Le Tellier vont tout faire pour prendre Fouquet au piège et s'en débarrasser définitivement. Leur but est clair : Fouquet est un gêneur, mais comme il n'est pas totalement innocent, il faut trouver des arguments pour le faire éliminer par le roi. De cette façon, ils espèrent – et ils auront raison – que l'affaire contribuera à remettre aux calendes grecques le contrôle de la gestion du Cardinal, détournant ainsi l'attention du contrôle de leur propre participation à cette gestion.

Il est surprenant de constater que le surintendant va tomber tout de suite dans le piège. Et ce piège n'est pas du tout, comme on le dit, la somptueuse fête de Vaux : de l'aveu même du roi, l'arrestation de Fouquet était déjà décidée trois mois avant cette fête. C'est une machination de Colbert. Il faut en effet agir très vite, en profitant du fait que Louis XIV est encore très inexpérimenté en matière de finances, « dont bien des mécanismes et bien des côtés occultes lui échappent. Unique maître des papiers les plus confidentiels de Mazarin, Colbert est le seul à en maîtriser tous les secrets ; il complète son information pour contrecarrer le châtelain de Vaux, seul capable de le confondre et de le perdre, puisqu'il est l'unique témoin embrassant la ténébreuse histoire financière de l'après-Fronde »<sup>[72]</sup>. La situation est presque cocasse, car on imaginerait volontiers la Couleuvre et l'Écureuil en train de mimer et de chanter la fameuse chanson : Je te tiens, tu me tiens par la barbichette... Et cette situation est la même que celle popularisée dans les westerns : c'est celui qui tire le premier qui survit. Mais pourquoi diable Fouquet n'a-t-il pas tiré le premier ?

Toujours est-il que Colbert s'arrange pour que Fouquet vende sa charge de procureur général auprès du Parlement. Cela paraît à nos yeux un événement insignifiant, et il est pourtant capital : en tant que procureur général du Parlement, le surintendant était un parlementaire, et en tant que tel, il était intouchable parce que bénéficiant de l'immunité parlementaire. Une fois l'affaire

faite, il suffisait d'accuser Foucquet de n'importe quelle malversation pour entraîner un procès (et Dieu sait s'il y avait le choix !). On trouverait ensuite les charges et les témoins nécessaires. La machination est simple et il suffisait d'y penser. Et cela marche. Nicolas Foucquet vend sa charge à son allié Harlay pour la somme fabuleuse de un million quatre cent mille livres. Il donne ensuite à son frère Basile, l'abbé, la part de quatre cent mille livres qui lui revient et, au lieu de garder le reste pour lui, il fait un prêt au roi en argent liquide (pratique courante sous l'Ancien Régime), « prêt généreux, mais étonnant, car il a peu d'espoir de le recouvrer un jour et, par ailleurs, *il croule sous les dettes*. Il y a là tout Foucquet : le panache, la passion de la gloire, le besoin de se faire valoir l'emportent sur toute autre considération. On est bien loin cependant du prévaricateur qui ne songerait qu'à se repaître sans scrupules des dépouilles de l'État, et du factieux qui se précautionnerait de toutes parts »<sup>[73]</sup>. Panache et passion de la gloire ? Oui, mais cela n'explique pas tout. Il doit y avoir autre chose.

Car c'est avec une sorte d'inconscience que le surintendant se jette ainsi tête baissée dans le piège qui lui est tendu et que sa fine intelligence (et des amis dévoués qui sont venus l'avertir de ce qui se tramait) ne pouvait pas ne pas deviner. Là aussi, *il y a autre chose* : jusqu'à la dernière minute, Foucquet a cru que *les autres* n'oseraient pas. Mais ils ont osé... parce qu'ils avaient pris leurs précautions. « Il faut priver Foucquet du moyen de se défendre et, par conséquent, *s'emparer de ses papiers*. (Colbert) étudie soigneusement toute une série de mesures visant à la fois à éloigner le surintendant de la capitale et à garder le secret le plus absolu »<sup>[74]</sup>. Ainsi, quand l'Écureuil sera arrêté, pourra-t-on se précipiter dans ses demeures pour récupérer tous les documents compromettants et les détruire, mis à part ceux qui pourraient accabler le surintendant. Et, dans le même temps, « au nom de la probité en général, du bien de l'État en particulier, Colbert fait partager au roi ses “convictions” : Foucquet fut et demeure concussionnaire et prévaricateur, enrichi aux dépens de l'État, habile à cacher derrière un incroyable désordre comptable ses propres malversations et celles de son entourage... Il est la créature des traitants. Pour faire bonne dose, l'homme à la couleuvre d'azur prétend que l'homme à l'écureuil de gueules noyauté la fonction publique, fortifie sans mesure le marquisat insulaire de Belle-Isle, enfin s'apprête, en cas de disgrâce, à faire alliance ouverte avec les Anglais, ou pis, les Espagnols »<sup>[75]</sup>. De toute façon, Colbert avait connaissance de l'existence, « dans le cabinet secret de M. Foucquet, en sa maison de Saint-Mandé », d'un manuscrit écrit entièrement de la main du surintendant, dévoilant à l'usage de sa famille et de ses alliés les plans qu'il faudrait mettre à exécution en cas d'arrestation du surintendant. Ce manuscrit, dit « Projet de Saint-Mandé », sera effectivement retrouvé lors d'une perquisition, et produit au procès comme pièce à conviction.

Mais Nicolas Foucquet semble ignorer superbement ce qui se trame contre lui. *Superbement* est d'ailleurs l'adverbe qui convient. Le 17 avril 1661, il organise des festivités incomparables en son château de Vaux-le-Vicomte, construit par

l'architecte Le Vau, décoré par Le Brun, avec des jardins dessinés par Le Nôtre, les plus grands artistes du temps en ce domaine, et cela *bien avant que Louis XIV ne les fasse travailler pour Versailles*, pour l'heure simple rendez-vous de chasse que le roi songe cependant à faire aménager somptueusement. On serait tenté de dire que c'est de la pure provocation.

C'en est sûrement une, mais elle n'est pas gratuite. Car elle va au-delà d'une querelle de préséance, explication trop facile et qu'on a trop répétée pour tenter d'expliquer l'inconscience du surintendant. Ce geste est surtout un *défi*. Tout se passe comme si Foucquet avait voulu démontrer au roi, mais à travers le roi à tout le royaume, qu'il était *l'égal d'un roi* et même bien plus. C'est un défi que Louis XIV a peut-être pris pour lui, mais qui ne lui était pas destiné. Le défi vise quelque chose de plus haut, la royauté elle-même. Le bourgeois Foucquet, fils de « marchand de tapis » et « marchand de tapis » lui-même, dirait-on aujourd'hui d'un ton méprisant (sans oublier que Colbert était fils d'un marchand de drap de Reims !), a-t-il été atteint de mégalomanie ? Les historiens le pensent, qui en profitent ainsi pour l'excuser des bourdes qu'il a commises, lesquelles sont, à l'analyse, particulièrement gigantesques. Pauvre écureuil qui se fie à l'amitié et à l'honnêteté des chasseurs !... Cela, c'est ce qu'il est de bon ton de répandre dans les manuels d'Histoire, car il importe de ne pas *déstabiliser* l'opinion publique, notamment par l'étalage des turpitudes qui ont toujours gangrené ceux qui s'arrogeaient le droit de parler au nom de la France.

La folle journée du 17 avril 1661 à Vaux est pourtant l'une des dates les plus importantes de l'histoire de l'humanité. Dans un royaume où sévit la monarchie absolue de droit divin, où tout ce que fait ou dit le roi est considéré comme émanant de la volonté divine, interlocutrice privilégiée du souverain, un homme, issu de la bourgeoisie, donc un roturier de la pire espèce même s'il s'est enrichi et a contracté des alliances avec l'aristocratie, un homme, donc, ose se présenter non seulement comme l'égal de son roi, mais comme son supérieur. C'est un acte révolutionnaire.

La fête de Vaux-le-Vicomte est demeurée dans la mémoire de tous ceux qui y ont assisté, et dans la mémoire du peuple, lequel, à présent, peut toujours visiter les lieux, admirant au passage ce que les concepteurs y ont mis et qu'ils n'ont pas cru devoir remettre à Versailles. « C'était un lieu enchanté », s'exclame la Grande Mademoiselle, dont l'hystérie n'est plus à démontrer. « Ce jour-là, Vatel régalaît six mille convives.

C'était la musique derrière les rideaux de verdure. C'était la comédie avec Molière. C'était le ballet des naïades dansant autour des jeux d'eau. C'était enfin l'inoubliable gerbe de diamants (le feu d'artifice) dont, sur un signe de Foucquet, le *grand sorcier* Torelli avait fleuri le ciel et dont la lumière aveuglante avait effacé la nuit ». <sup>[76]</sup> On peut ajouter une précision à cette description sommaire qui est loin de rendre compte du luxe et de la magnificence de cette réception : la pièce de Molière que celui-ci interprétait avec ses comédiens était *les Fâcheux*. Qui étaient

donc ces Fâcheux, les personnages de la comédie-ballet, les membres de la Cour ou ceux de la famille Foucquet ?

Ce défi, car Louis XIV, Colbert et Le Tellier l'ont ressenti comme tel, est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. « Par une belle journée de la fin du mois d'août 1661, chacun s'interroge dans l'antichambre du roi sur les raisons qui ont pu amener Sa Majesté à convoquer un simple sous-lieutenant de mousquetaires et à s'entretenir seul avec lui. Ce mousquetaire, qui s'appelle d'Artagnan, est un honnête militaire qui ne connaît que son devoir et n'a rien de commun avec le héros bondissant imaginé par Dumas. Quand d'Artagnan sort de chez le roi, c'est pour aller aussitôt s'enfermer chez Le Tellier, secrétaire d'État à la Guerre. Là, il se trouve si faible qu'il doit s'asseoir et demander du vin. Enfin, il annonce à son ministre l'incroyable, la stupéfiante nouvelle : Sa Majesté lui a déclaré "qu'étant mal satisfaite de M. Foucquet, elle avait résolu de le faire arrêter..." » <sup>[77]</sup> Pour être objectif, on doit dire que Le Tellier a dû bien rire de la naïveté de Charles de Batz-Castelmore, sieur d'Artagnan : il y a bien longtemps qu'il était « au parfum », ayant lui-même participé au complot contre le surintendant.

Il faut maintenant procéder à l'arrestation effective de Foucquet. Il fut décidé que le roi se rendrait à Nantes, soi-disant pour être présent aux États de Bretagne qui y tenaient leur session. Le surintendant, qui commence à comprendre que tout va mal pour lui, est du voyage. Arrivé à Nantes, il s'installe dans l'hôtel de Rougé, qui est relié à la Loire par un souterrain. On ne sait jamais... Il semble que Foucquet ait pensé un moment s'enfuir par bateau et gagner Belle-Isle, qui lui appartenait depuis qu'il l'avait achetée à la famille de Retz, et qu'il avait fait fortifier : pour lui, c'était une citadelle où il eût pu résister longtemps et bénéficier de secours étrangers. Mais, rongé par l'inquiétude, il souffre d'une mauvaise fièvre et est obligé de s'aliter. Pour comble de duplicité, le roi vient le visiter et lui fait mille amabilités. Le 4 septembre, Colbert en personne se présente à son chevet et sollicite du surintendant des Finances des fonds pour la marine. La comédie se joue à bureaux fermés. Le 5 septembre, à la sortie du Conseil, d'Artagnan se présente, quelque peu intimidé et gêné, devant Foucquet et lui annonce qu'il est chargé de l'arrêter. Que peut faire le surintendant ? Il s'incline, mais il a le temps de donner discrètement à son valet La Rivière l'ordre de se précipiter à Saint-Mandé pour annoncer la nouvelle aux siens et leur demander de mettre ses papiers en sûreté. Le valet saute sur un cheval et, en brûlant les étapes, parvient à Saint-Mandé avant les émissaires du roi. Mais, hélas ! les membres de la famille ne saisissent pas la gravité de la situation et ne font rien pour protéger les documents dont il est question. Voilà qui est très grave pour le surintendant, car ses adversaires mettent immédiatement la main sur tout ce qu'ils trouvent et détruisent les pièces qu'on soupçonne susceptibles de sauver Foucquet et d'accabler ceux qui l'accusent. Le sort de Foucquet s'est vraisemblablement joué entre le 5 et le 6 septembre, par l'inaction des membres de sa famille, qui ne pouvaient pas croire à une telle forfaiture de la part du roi.

Car il y a eu incontestablement forfaiture, abus de pouvoir et hypocrisie. Le



problème est de savoir quelles en furent les causes exactes. La version officielle, aussi bien celle du XVII<sup>e</sup> siècle que celle qui est répandue de nos jours, vise à noircir Foucquet et à l'accabler de tous les maux dont souffrait la France. Il faut toujours des boucs émissaires, et, en cette occasion, ce bouc émissaire était de taille. Bien sûr, il ne s'agit pas d'innocenter Foucquet : il a largement profité de ses fonctions, il a *magouillé*, selon la pittoresque expression à la mode aujourd'hui. Mais qui ne magouillait pas ? Mazarin ? Colbert ? Le Tellier ? Si l'on avait à écrire l'histoire romancée de ces événements du début du règne personnel de Louis XIV, il serait facile de l'intituler « Règlement de comptes à O.K. Versailles ». Quand on a pu faire l'inventaire de la fortune des responsables des Finances au XVII<sup>e</sup> siècle, au moment de leur mort, ou, pour Foucquet, au moment de son arrestation, la comparaison est éloquente. Tous biens confondus, y compris les créances, les intérêts, le rapport des charges et le foncier, on trouve pour Mazarin un actif de 35 millions de livres pour un passif d'un million et demi ; pour Servien, collègue de Foucquet pendant plusieurs années, un actif de quatre millions de livres pour un passif de deux millions. *Et pour Nicolas Foucquet, un actif d'exactly 15.442.273 livres, face à un passif de 15.531.725 livres : Foucquet était en déficit.* La disproportion entre la fortune de Foucquet et celle de Mazarin n'est pas seulement énorme, elle est proprement scandaleuse. Et elle prouve mathématiquement que le surintendant ne s'est pas enrichi dans ses fonctions, bien au contraire.

Donc Nicolas Foucquet est arrêté par d'Artagnan qui va l'enfermer d'abord à Angers, puis à Blois et enfin à la Bastille, le 19 juin 1663, au cours d'un long et pénible procès où les juges, visiblement achetés, n'hésitent pas à charger l'ancien surintendant qu'ils ont autrefois salué avec déférence. Il y a deux chefs d'accusation majeurs : le pécumat<sup>[78]</sup> et la lèse-majesté. Passons sur la lèse-majesté ; le crime de la fête de Vaux n'était pas bien grave et n'eût pas été retenu comme tel même par des juges achetés. Mais le pécumat n'était pas facile à écarter, d'autant plus que Foucquet avait commis des imprudences. Curieusement, c'était un homme d'un esprit brouillon qui laissait traîner n'importe où n'importe quel document. De plus, la gestion de Foucquet en tant que surintendant était tout à fait spéciale. Les circonstances l'ont d'ailleurs voulu, car en cette époque, l'Europe manque réellement de métal précieux, or et argent. « Mazarin lui a donné (à Foucquet) le rôle principal dans la surintendance, alors bicéphale : Foucquet est chargé de trouver à tout prix de l'argent, rapidement, car l'État est exsangue ; largement, puisque la guerre contre l'Espagne nous ruine. Dans ces conditions, le surintendant ne va point innover. Il garde les structures financières existantes, qui font que presque tout est affermé<sup>[79]</sup> ... une organisation qu'on ne lui a jamais demandé de modifier, qui jadis a paru rentable à l'État et qui convient à son génie. Séducteur, étonnamment sociable, il n'a pas de mal à flatter les traitants, partisans, sous-traitants, et autres gens de finance capables de soutenir le crédit public. D'ailleurs, pour achever de les faire revenir dans le circuit fiscal<sup>[80]</sup>, il augmente le pourcentage de leur bénéfice espéré. Résumée en quelques lignes,

cette politique ne semble pas plus absurde qu'une autre. Elle assurait à la monarchie des recettes certaines. Elle rendait peut-être le gouvernement prisonnier de ses prêteurs mais en même temps, elle préservait le Roi de l'impopularité. »<sup>[81]</sup>

Ces deux chefs d'accusation sont cependant terribles, car ils peuvent entraîner une condamnation à mort. Et nous savons maintenant que Louis XIV, Colbert et Le Tellier *voulaient* la mort de Fouquet. Au terme d'un long procès, inique à souhait, où sont débattues les histoires les plus sordides, où sont systématiquement écartés les véritables problèmes, et grâce à l'honnêteté du rapporteur Olivier Lefèvre d'Ormesson, la sentence est rendue en 1664 (il aura fallu trois ans !) qui condamne Fouquet au bannissement perpétuel.

Le verdict des juges, pourtant harcelés par le pouvoir, a été acquis par treize voix contre neuf. Fouquet sauve sa tête, ce qui n'était pas évident au début de ce procès-fleuve qui demeure l'un des exemples les plus honteux de l'histoire judiciaire. Mais il ne faudrait pas croire que les puissances occultes n'ont pas joué leur rôle. Si le parti de Le Tellier et de Colbert, assuré de l'accord de Louis XIV, n'a pas obtenu la peau de Fouquet, c'est vraisemblablement grâce à l'intervention discrète mais efficace d'un certain parti que l'on s'obstine à classer comme « dévot », et qui n'était pas autre chose qu'une sorte de secte à l'intérieur du catholicisme français de l'époque : il s'agit bien entendu de la Compagnie du Saint-Sacrement, qu'il ne faut pas confondre avec la faction proprement « dévote » qui, à la fin du règne de Louis XIV, se rangeait volontiers sous la bannière de la bonne dame de Maintenon.

Car Nicolas Fouquet appartenait à la Compagnie du Saint-Sacrement, d'une façon indirecte, à cause de ses frères, en particulier François, archevêque de Narbonne, qui eux en étaient de dévoués zélateurs. Cette compagnie avait été officiellement dissoute, mais elle n'en continuait pas moins à réunir des personnages qui jouaient un certain rôle dans la politique comme dans la religion. Elle était devenue en fait une véritable société secrète où se côtoyaient d'étranges prélats, de subtils pamphlétaires et des financiers avisés. Elle avait été fondée en 1629 par un des familiers de Gaston d'Orléans, sempiternel mécontent et non moins constant candidat au trône de France, et elle comptait parmi ses membres avoués ou non des gens comme saint Vincent de Paul, Nicolas Pavillon, évêque d'Alet, dans le Razès, non loin de Rennes-le-Château (la relation n'est pas fortuite), et Jean-Jacques Olier, fondateur du séminaire de Saint-Sulpice (là aussi, la relation n'est pas due au hasard). « Le président de Lamoignon, avant son retrait de la Chambre de Justice (il était trop favorable à l'accusé) et Lefèvre d'Ormesson, l'un et l'autre anciens membres de la Compagnie, ont certainement entendu la voix des dévots appelant à la mansuétude en faveur de l'accusé. »<sup>[82]</sup> De toute façon, le surintendant a sauvé sa tête. Jamais personne n'a pu prouver sa culpabilité. Et, de nos jours, avec le recul du temps, on se rend compte que ce procès contre Fouquet n'était qu'un coup monté pour se débarrasser de lui.

Alors, il se passe des choses curieuses. « Le pouvoir, Colbert en tête, instigateur de toutes les machinations, et par contrecoup, le roi, tous deux désavoués par les commissaires, subissent un rude camouflet. La réaction violente de Louis, qui disperse en province la famille Foucquet, écarte ses amis et poursuit d'une animosité indéfectible Lefèvre d'Ormesson, Roquesante, l'un des juges, *et Pontchartrain*, tenus pour responsables du verdict inattendu, et pour cela disgraciés, démontre sa rage impuissante. Louis est furieux de voir sa proie lui échapper : tous les témoignages concordent..., en cas de condamnation à mort de Foucquet, le souverain l'aurait laissé exécuter. » <sup>[83]</sup>

Alors, exemple unique dans l'Histoire, tout au moins quand on fait juger un accusé par un tribunal, le roi Louis, quatorzième du nom, monarque absolu de droit divin, commue la peine du condamné : il transforme le bannissement à vie en *internement* à vie. Et le 27 décembre 1664 (c'est l'année où Racine triomphe avec *Andromaque*, avec la Du Parc, sa maîtresse, qu'on l'accusera plus tard d'avoir empoisonnée), le sieur d'Artagnan emmène Nicolas Foucquet vers la forteresse de Pignerol où l'attend le gouverneur, Saint-Mars, prévenu depuis quelques jours, et qui ne le lâchera plus.

Il est facile de prétendre que Louis XIV a poursuivi de sa haine (car c'en est une) l'ex-surintendant des Finances parce que celui-ci l'avait humilié à la fastueuse réception de Vaux. Cela doit être vrai. Il est facile d'expliquer cette sévérité par l'influence qu'avaient sur le roi Le Tellier et Colbert, pour lesquels l'élimination de Foucquet (puisque l'exécution était impossible) revêtait une importance capitale. Cela est nécessairement vrai, et ils se sont contentés d'un ensevelissement dans une prison. Il est facile de dire que le surintendant a commis des maladresses. C'est vrai. Il est facile d'accuser Foucquet d'être coupable de concussion et divers autres délits (mais alors, il faut accuser Colbert, Le Tellier, Louvois, Barbézieux et... Mazarin du même délit). C'est absolument exact. Mais cela n'explique pas tout.

Il faut d'abord insister sur le fait que Louis XIV a voulu se débarrasser définitivement de Foucquet. Etil a trouvé en Colbert et Le Tellier, plus tard en Louvois, les instruments dociles et intéressés de sa volonté royale, et par conséquent divine (ce qui fait sourire quand on connaît le scepticisme de Colbert !). Il faut ensuite remettre tout cela dans le contexte de l'époque, non seulement dans celui de l'antinomie réelle entre deux conceptions de l'État, mais aussi de l'opposition plus ou moins secrète de certaines confréries religieuses du genre de Port-Royal, cénacle du Jansénisme, et de la Compagnie du Saint-Sacrement, à la politique personnelle de Louis XIV qui visait à établir l'autorité implacable du roi sur la chose religieuse, cela en vertu du « dogme » de la monarchie absolue de droit divin. Il ressort de cette affaire Foucquet que le surintendant n'était pas du côté du gallicanisme officiel de Louis XIV (et bientôt de Bossuet), mais du côté de ceux qu'on appelait les « dévots ». Le « Roi très chrétien » a surtout été le Roi-Soleil, ne l'oublions pas. Et le Soleil, malgré tout le symbolisme de cet astre des jours, est quand même *matériel*. En une phrase, *que*

*reprochait donc Louis XIV à Nicolas Foucquet ?*

Les raisons officielles sont trop connues pour qu'on y revienne. Dans l'acte d'accusation, le pécumat a fait long feu parce que tous les ministres et collaborateurs de Louis XIV pouvaient être accusés de ce genre de « crime ». Mais la lèse-majesté ? Là, la réponse paraît incontestablement être positive. Certes, nous ne comprenons plus très bien de quoi il retourne, bien que les « insultes à un président de la République » soient à ranger dans la même catégorie, compte tenu de l'absence d'éléments sacrés dans ce délit qui relève davantage de la diffamation ou de la calomnie que du sacrilège. Mais pour un roi de droit divin comme Louis XIV, la lèse-majesté était un sacrilège. Et tout un chacun, à l'époque, l'entendait ainsi. Encore faudrait-il s'entendre sur ce délit. Est-ce vraiment parce que Foucquet a eu l'audace d'inviter son roi dans un château plus beau, plus riche, plus « étonnant » que celui dont il disposait ? La vengeance de Louis XIV paraîtrait fort mesquine s'il en était ainsi *seulement*. Il doit nécessairement y avoir autre chose. Et cette chose devait être très grave.

Ici, nous sommes dans le domaine de la conjecture, de l'hypothèse. Mais ce qui est certain, c'est qu'une ombre de mystère enveloppe l'affaire Foucquet qui ne peut s'expliquer uniquement par la prévarication d'un serviteur de l'État. On sait que l'heuristique consiste à exprimer les hypothèses les plus folles, quitte à les abandonner quand on sait qu'elles ne reposent sur rien. Mais il reste toujours quelque enseignement de cette démarche intellectuelle. Voyons donc les faits, tels qu'ils ne sont pas mis en relief par les manuels d'Histoire.

La rapidité de la carrière de Foucquet peut surprendre. Certes, Louvois est devenu très jeune ministre de la Guerre, mais c'est parce que son père occupait cette fonction. Il en est de même pour Barbézieux, son fils. Par contre, la famille de Foucquet n'avait pas de rôle politique : si Nicolas est devenu surintendant, c'est avant tout par ses capacités reconnues par Richelieu et par Mazarin. Le *cursus honorum* de Nicolas Foucquet échappe à la règle commune. Voici donc le premier point : le talent de Foucquet.

Deuxième point : les relations. Ce sont choses importantes. Le père de Nicolas en avait, mais seulement dans le domaine commercial. Du domaine commercial au domaine administratif, au XVII<sup>e</sup> siècle, il n'y a qu'un pas, qui a été facilement franchi. Et de plus, le mariage du père de Nicolas avec une noble a bien arrangé les choses à une époque où les aristocrates redoraient leur blason par des mariages mixtes. Nicolas Foucquet a profité de tout cela.

Troisième point : la religion, ou si l'on préfère, *les sectes* ou les factions qu'on peut observer dans la vie religieuse en France au XVII<sup>e</sup> siècle. La famille Foucquet était liée à la Compagnie du Saint-Sacrement qui, même interdite (parce que dangereuse pour l'ordre établi), constituait une puissance occulte avec laquelle on se devait de composer. Les ramifications de cette Compagnie du Saint-Sacrement ont littéralement noyauté la vie publique tout au long du siècle. Cela compte. Et parmi les membres de la Compagnie figure en bonne place le ministre



Pontchartrain, le trouble-fête, celui qui s'était permis de faire des propositions (malhonnêtes ?) à Saint-Mars du temps qu'il se trouvait à Sainte-Marguerite, intervention jugée intempestive par Barbézieux et qui a motivé la promotion de Saint-Mars à la Bastille, avec transfert automatique du fameux Masque de Fer. Comme on se retrouve...

Mais revenons à Nicolas Foucquet. Son emprisonnement, jugé trop sévère par la postérité, a pourtant été décidé et maintenu en toute connaissance de cause. Les documents saisis dans les maisons du surintendant ont été détruits pour la plupart, sauf ceux qui pouvaient amener sa condamnation. C'est dommage. Mais c'est de bonne guerre. Car, si l'on se permet des déductions (forme de raisonnement absolument scientifique), on est amené à faire de curieux rapprochements qui démontrent que Nicolas Foucquet était *détenteur d'un secret qui pouvait nuire au roi Louis XIV ou à la monarchie qu'il incarnait*. Ce secret n'était exploitable que sur la base de documents *écrits*. Privé de ces documents écrits (et Dieu sait que Colbert a tout fait pour s'emparer des papiers de Foucquet), le surintendant ne pouvait plus contre-attaquer lorsqu'on l'accusait de concussion.

Cela explique d'ailleurs ce qu'on a trop hâtivement jugé *l'inconscience* de Foucquet lorsqu'il est tombé dans tous les pièges de Colbert. Comme l'homme était intelligent, on ne peut pas croire un seul instant qu'il ait eu cette attitude de mépris du danger et de défi envers Louis XIV *sans avoir les moyens de riposter à n'importe quelle attaque* venue de ses ennemis. Le problème est de savoir quels étaient ces moyens. Et c'est là qu'il faut recourir à l'hypothèse.

*Nicolas Foucquet détenait un secret d'une importance capitale capable de déstabiliser complètement la société traditionnelle.* Admettons cette proposition sans tenir compte de la nature de ce secret, ni de ses composantes politiques, sociales ou religieuses, sans référence à une quelconque doctrine. *Ce secret expliquerait le défi de Foucquet à Louis XIV et l'acharnement de celui-ci à le couper du monde, assorti d'une interdiction absolue de communiquer avec le monde extérieur*, sauf pour des questions d'ordre familial, mais toujours sous contrôle rigoureux de ses geôliers, en particulier Saint-Mars.

Cette hypothèse n'est pas sans fondement. Il suffit pour s'en convaincre de lire une lettre, datant du 16 avril 1656 (cinq ans avant l'arrestation de Foucquet), adressée de Rome au surintendant par son frère Louis Foucquet, futur évêque d'Agde. « J'ai rendu à Monsieur Poussin la lettre que vous lui faites l'honneur de lui écrire ; il en a témoigné toute la joie imaginable. Vous ne sauriez croire, Monsieur, ni les peines qu'il prend pour votre service, ni l'affection avec laquelle il les prend, ni le mérite et la probité qu'il apporte en toutes choses. *Lui et moi nous avons projeté certaines choses dont je pourrai vous entretenir à fond dans peu, qui nous donneront par Monsieur Poussin des AVANTAGES QUE LES ROIS AURAIENT GRAND-PEINE À TIRER DE LUI*, et qu'après lui peut-être personne ne recouvrera jamais dans les siècles à venir ; et, ce qui plus est, cela serait sans

beaucoup de dépenses et *POURRAIT MÊME TOURNER À PROFIT*, et ce sont choses si fort à rechercher que quoi que ce soit sur la terre maintenant ne peut avoir une meilleure fortune ni peut-être égale. »

On ne peut savoir de quoi il s'agit, mais on apprend néanmoins que Nicolas Foucquet était en rapport avec le peintre Nicolas Poussin, qui passe pour avoir composé des tableaux énigmatiques, en particulier l'étrange composition *les Bergers d'Arcadie*, où l'on voit trois bergers déchiffrer l'inscription ET EGO IN ARCADIA (« moi aussi, je suis en Arcadie »), sous le regard d'une femme aux allures hiératiques. On sait aussi que ce tableau a provoqué de nombreux commentaires, et qu'il a été plusieurs fois imité, notamment en Angleterre, dans une version *inversée*. On sait aussi que le tombeau représenté dans la composition de Poussin est l'exacte réplique (à moins que ce ne soit le contraire) d'un monument qui se trouve à Arques, département de l'Aude, non loin de Rennes-le-Bains. Et cela ne peut que ramener à la mystérieuse affaire de Rennes-le-Château, également tout proche d'Arques (il faut noter le rapport Arques-Arcadie), à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup>, lorsque le curé de la paroisse, l'abbé Béranger Saunière, découvrit, paraît-il, un trésor et aussi des documents importants<sup>[84]</sup>. Et il est utile de préciser que, quelques mois après l'emprisonnement de Foucquet, *Colbert fit entreprendre des fouilles dans la région de Rennes-le-Château et du Razès afin de trouver de l'or*. Ce sont peut-être des coïncidences dues au pur hasard, mais il faut avouer que tout cela est bien étrange.

À Pignerol, sous la surveillance de Bénigne de Saint-Mars, fidèle serviteur de Le Tellier et de Louvois, admirateur de Colbert, l'ancien surintendant Nicolas Foucquet, ami des artistes et des écrivains les plus remarquables de son siècle, affilié plus ou moins à la Compagnie du Saint-Sacrement, laquelle n'est en fait qu'une société secrète, condamné injustement à la prison perpétuelle, soumis à un régime très strict d'isolement et de non-communication, Nicolas Foucquet, donc, est *détenteur d'un secret*, mais dont on l'a dépouillé et qui a été détruit. Cependant, on le surveille soigneusement *parce que peut-être il pourra le restituer de mémoire un jour ou l'autre*. Alors il faudra s'en emparer et le détruire. En attendant, et malgré certains « adoucissements » à sa prison, le pauvre Écureuil passe ses journées à tourner désespérément dans sa cage, guetté par une Couleuvre insinuante qui n'arrive pas à percer l'énigme qu'il incarne, cette énigme harcelante qui rôde quelque part, certainement dans la région désolée du Razès, et dont la solution semble porter malheur à tous ceux qui en ont connaissance.

## V

### DEUX VISAGES SOUS UN MASQUE

Le 8 avril 1680, Louvois écrit à Saint-Mars : « Le roi a appris par la lettre que vous m'avez écrite le 23 du mois passé, la mort de M. Foucquet et le jugement que vous faites que M. de Lauzun sait *la plupart des choses importantes dont M. Foucquet avait connaissance* et que le nommé La Rivière ne les ignore pas... » Suivent les recommandations de mettre Eustache Dauger et La Rivière au secret « dans la tour d'en bas ».

Lauzun sera libéré l'année suivante au terme de longues tractations, et son retour en grâce auprès du roi sera assorti de bien des conditions qui demeurent mystérieuses. A-t-il promis le silence sur ce qu'il savait, ou a-t-il tout raconté, ou encore, contrairement à ce que pensait Saint-Mars, ne savait-il rien d'important ? Ce sont des questions qui n'obtiennent pas de réponse, car Lauzun s'est toujours réfugié dans un mutisme absolu sur ce sujet. Il faut simplement retenir de tout cela que Saint-Mars a averti Louvois de la mort de Foucquet le 23 mars et que Louvois ne répond que le 8 avril, délai qui semble un peu long. Que s'est-il passé entre les deux dates ? Aucune réponse n'est possible. Il faut en tout cas admettre que « M. Foucquet avait connaissance » de certaines choses, puisque c'est Louvois qui le dit lui-même.

Mais le surintendant est mort. Du moins a-t-on l'annonce officielle de sa mort. Le 26 mars, *la Gazette* publie cette information : « On nous mande de Pignerol que le sieur Foucquet est mort d'apoplexie. » Sur la cause de la mort, madame de Sévigné n'est pas d'accord. Le 3 avril, elle écrit à sa fille : « Mademoiselle de Scudéry est très affligée de la mort de M. Foucquet ; enfin voilà cette vie qu'on a eu tant de peine à conserver : *il y aurait beaucoup à dire là-dessus* ; son mal a été des convulsions et des maux de cœur sans pouvoir vomir. » Et le 5 avril, la marquise écrit encore à sa fille : « Si j'étais du conseil de la famille de M. Foucquet, je me garderais bien de faire voyager son pauvre corps, comme on dit qu'ils vont faire : je le ferais enterrer là ; il serait à Pignerol ; et *après dix-neuf ans*, ce ne serait point de cette sorte que je voudrais le faire sortir de prison. »

Tout cela est clair. Ce qui l'est beaucoup moins, c'est ce qu'on lit dans les *Mémoires* de Saint-Simon : « Nicolas Foucquet, célèbre par ses malheurs, qui, après avoir été huit ans surintendant des finances, paya les millions que le cardinal avait pris, la jalousie de MM. Le Tellier et Colbert, un peu trop de

galanterie et de splendeur, *DE TRENTE-QUATRE ANS DE PRISON* à Pignerol, parce qu'on ne put pas lui faire par tout le crédit des ministres et l'autorité du Roi, dont ils abusèrent jusqu'à avoir mis tout en œuvre pour le faire périr. Il mourut en 1680, à soixante-cinq ans, tout occupé depuis de longues années de son salut. » Il y a évidemment quelque chose qui ne va pas. Si l'on compte bien, entre 1661 et 1680, il s'est écoulé dix-neuf ans. Or Saint-Simon dit TRENTE-QUATRE ANS, tout en maintenant la date de 1680 pour la mort de Fouquet. Ce ne peut quand même pas être une erreur de typographie... Le moins qu'on puisse dire, c'est que ce texte pose plus de problèmes qu'il n'en résout. Le seul renseignement sûr qu'on puisse glaner, c'est que Fouquet était devenu dévot. Cela rappelle certains témoignages à propos du Masque de Fer.

Il existe d'autres documents tout aussi bizarres. Si l'on étudie attentivement le détail des comptes d'entretien des prisonniers de Pignerol, on est amené à de curieuses conclusions. Sachons que, d'après ces comptes, Fouquet et ses deux valets étaient nourris et logés sur la base de *vingt livres par jour*, soit quatre livres pour les deux valets et douze livres pour le surintendant. C'était la règle, et un prisonnier de marque comme Fouquet recevait, pour sa subsistance, six fois plus qu'un valet et trente fois plus qu'un soldat de la garnison. Les autres prisonniers recevaient quatre livres par jour, soit trois fois moins que le surintendant. Or, compte non tenu de Lauzun, qui se trouve à Pignerol, et qui va bientôt être libéré, si l'on établit les comptes de la subsistance des prisonniers *avant la mort de Fouquet* et le compte des mêmes prisonniers moins Fouquet *après la mort du surintendant*, LA SOMME GLOBALE EST LA MÊME. C'est quand même une chose remarquable...

Et ce n'est pas tout : si l'on récapitule les événements qui se sont déroulés autour de la mort de Fouquet, si on cherche les documents, on ne comprend plus rien à ce qui s'est passé. D'abord, il n'y a point mention du décès dans aucun registre de la prison. Ensuite, on ne trouve pas d'acte de décès de Nicolas Fouquet. Il n'y a aucune trace certaine d'inhumation, et pas de procès-verbal d'autopsie. Tout cela, ajouté au détail de la somme payée pour la subsistance des prisonniers avant et après la mort de Fouquet (alors qu'aucun nouveau prisonnier n'est arrivé), mérite de faire douter de la *mort réelle* du surintendant.

Oui, il y a quelque chose qui ne va pas. « Rien ne semble obscur dans cette fin sereine. Et pourtant des versions contredisant cette limpidité des faits ne manquent pas d'apparaître dès l'époque. » <sup>[85]</sup> C'est ainsi qu'on peut lire dans les *Mémoires* de Gourville que « Monsieur Fouquet, ayant été quelque temps après mis en liberté, sut la manière dont j'en avais usé avec Madame sa femme, à laquelle j'avais prêté jusqu'à cent mille livres pour sa subsistance... ». Faut-il croire ce Gourville, ancien valet devenu agent diplomatique après son séjour à la Bastille ? En tout cas, il n'est pas le seul à avoir parlé d'une libération de Fouquet. Robert Challe, commis au ministère de la Marine, soutient la même thèse. Selon lui, la dauphine obtint la grâce du surintendant, lequel fut libéré pour aller se soigner et prendre les eaux : « Il s'embarqua sur le soir, mais on ne sait pas par

quelle destinée il trouva la mort à Chalon-sur-Saône. Il avait mangé le soir à son souper d'une poitrine de veau en ragoût. Il en avait même beaucoup mangé, et, soit que son estomac ne pût pas tout digérer, soit que la joie de son rappel... ne pût plus se contenir sans éclater, il appela sur les deux heures du matin et mourut une heure après, dans une grande tranquillité. Ce qu'il y a d'étonnant, c'est que son corps ne fut pas ouvert et qu'on ignore encore s'il a été empoisonné ou si sa mort a été naturelle. » Cela fait évidemment penser à l'histoire des drogues que s'était procurées Eustache Dauger.

Est-ce que par hasard cette mort d'indigestion de Foucquet ne serait pas un de ces « contes jaunes » dont Saint-Mars régalaient les curieux qui lui demandaient des nouvelles de ses prisonniers ? Il n'y a aucune trace d'un élargissement de Foucquet dans la correspondance entre Saint-Mars et Louvois, pas même une promesse de ce genre.

Mais la lettre de Louvois du 8 avril contient des éléments encore plus importants. C'est là que le ministre ordonne de persuader Lauzun de la soi-disant mise en liberté de La Rivière et de Dauger. C'est là qu'il précise que La Rivière et Dauger doivent être enfermés au secret « dans la tour d'en bas ». C'est là qu'il parle du « trou » qui permettait à Lauzun et à Foucquet de communiquer clandestinement. C'est enfin là qu'il parle des papiers de Foucquet : « Vous avez eu tort de souffrir que M. de Vaux ait emporté les papiers et les vers de Monsieur son père, et vous deviez faire enfermer cela dans son appartement pour en être usé ainsi que Sa Majesté en ordonnerait ».

M. de Vaux est l'un des fils de Foucquet. Une tradition veut que le surintendant soit mort entre les bras de ce fils. *Mais aucun document ne fait mention de la présence de M. de Vaux au moment de la mort de son père.* Par contre, M. de Vaux a été autorisé à visiter son père et il est venu à Pignerol quelque temps avant la mort du surintendant. L'analyse du texte peut donner une réponse. Si M. de Vaux *a emporté* les papiers de son père et si Saint-Mars *l'a souffert*, c'est que ce n'est pas Saint-Mars qui lui a remis les dits papiers : c'est au contraire Foucquet qui les a *donnés* à son fils. Donc, au moment de la visite de M. de Vaux, le surintendant était encore bien vivant. Et Saint-Mars était présent lors de l'entrevue, puisque, et Louvois le lui reproche, il a *souffert* un grave manquement à la règle qui veut que les prisonniers ne puissent rien transmettre à l'extérieur, sauf ce qui passe par la censure. Aucun membre de la famille n'était là quand est mort Foucquet. D'ailleurs, nous savons, par une lettre de Louvois du 9 avril, que le ministre autorise Saint-Mars à « remettre le corps de Foucquet à sa famille pour qu'elle le fasse transporter où bon lui semblera ». Et c'est M. de Vaux qui arrive à Pignerol, mais seulement le 4 mai. S'il avait été présent au moment du décès, il n'aurait pas eu besoin de revenir.

On peut également faire une remarque qui jette encore plus de doute sur cette affaire : Foucquet est mort le 23 mars 1680, et le corps du défunt n'est remis que le 4 mai. Il y a donc beau temps qu'il se trouve dans un cercueil. Il a même été

enterré provisoirement dans un caveau de l'église Sainte-Claire de Pignerol.

Il y a bien mieux. Dans une lettre du 16 mai 1680, un des secrétaires de Louvois, en l'absence de celui-ci, écrit à Saint-Mars que « Sa Majesté m'a commandé de vous faire savoir qu'elle désire que vous lui adressiez les papiers que vous avez trouvés dans les poches des habits de Monsieur Foucquet, aussi bien ceux que vous demande Monsieur de Vaux, si vous les avez ». Là, on ne comprend plus. On croyait naïvement que M. de Vaux avait déjà emporté les papiers que lui avait donnés son père, et voici que M. de Vaux les réclame. « S'il en veut d'autres, c'est qu'il est persuadé qu'après son départ, Foucquet a continué d'écrire, et s'il a continué d'écrire, c'est que Foucquet était vivant lors du précédent voyage de son fils, et c'est là une nouvelle preuve par neuf que le surintendant n'est pas mort dans les bras de son fils... » <sup>[86]</sup>

On pourrait continuer, car la série des anomalies n'est pas close. Le 4 mai, c'est-à-dire quarante-deux jours après que le défunt a été déposé dans son cercueil, Saint-Mars découvre encore des papiers dans les habits de Foucquet, et le 22 juin, Louvois demande à Saint-Mars de lui « envoyer dans un paquet ce que vous avez trouvé dans les poches de M. Foucquet, afin que je puisse les présenter à Sa Majesté ». Cela, soixante-dix-sept jours après la « mort » du surintendant... Il y a décidément des défunts qui écrivent beaucoup ! Comment l'expliquer ?

Il n'y a qu'une explication possible : *la mort de Foucquet, en 1680, dans la forteresse de Pignerol est douteuse, pour ne pas dire fausse*. Le surintendant commençait à être embarrassant, et il n'avait peut-être aucune intention de mourir tout de suite. On a alors peut-être pensé à l'empoisonner, ce qui expliquerait les drogues dont se serait servi Eustache Dauger et l'ambiguïté de la lettre de Louvois qui nous apprend la chose. Et, ne pouvant faire mourir Foucquet, *on a préféré le faire disparaître*.

La question est maintenant de savoir où et comment on a fait disparaître le surintendant. En le libérant clandestinement, sous condition qu'il ne se montre jamais et qu'il ne parle pas ? C'est une possibilité. « Foucquet n'était pas homme à se confier imprudemment, surtout en sachant qu'il compromettrait ainsi les perspectives de son élargissement, à défaut de son retour dans l'affection du monarque. Louis lui a suffisamment exprimé sa volonté de silence et d'oubli pour qu'aucune illusion ne demeure sur ce point. Foucquet savait qu'il devait se taire. Il n'a rien dit... Sauf découverte de documents nouveaux, rien dans les témoignages laissés par les descendants de Nicolas ne fait seulement allusion à une quelconque histoire, ou même à des ragots qui se transmettent par tradition. Partout le mutisme. Si Foucquet était dépositaire de quelque précieux renseignement politique, financier ou familial, celui-ci a été enterré avec lui. » <sup>[87]</sup> Mais enterré où et quand ? Tout le problème réside dans cette double question.

Si l'on examine le problème du Masque de Fer dans son intégralité, on en est à admettre que l'homme au masque qui mourra en 1703 est un *ancien prisonnier*



que Saint-Mars avait *depuis Pignerol*, et que ce personnage était *considérable*. Or, si l'on admet la mort réelle de Fouquet en mars 1680, aucun des autres prisonniers que Saint-Mars a en charge à ce moment-là ne possède *toutes les caractéristiques* relevées quant au Masque de Fer. Ces prisonniers, nous les connaissons bien. Ils sont au nombre de neuf : le moine jacobin fou, le nommé Dubreuil, Mattioli, le valet de Mattioli, La Rivière, Dauger, Lauzun et deux valets de Lauzun. Lauzun sera libéré en 1681 et ses deux valets avec lui. Il est absolument en dehors de l'affaire, bien qu'il en sache peut-être plus qu'il n'en a dit : par la suite, en effet, il n'a jamais fait la moindre allusion à Fouquet, ni au Masque de Fer. Donc aucun des six prisonniers restants ne correspond non plus aux caractéristiques reconnues au Masque. De toute façon, à Pignerol, il n'y avait que deux « hôtes de marque », deux personnages « considérables », c'étaient Fouquet et Lauzun. Or ce dernier est hors jeu par sa libération. « La mort de Fouquet nous prive du seul prisonnier que nous pouvions indiscutablement juger digne de devenir le Masque de Fer, tous les autres détenus de Pignerol n'étant, à part Lauzun qui va être libéré, que valets, fripons ou fous. C'est pourtant l'un des prisonniers de Pignerol qui portera le masque, et, comme nous allons le voir, ce prisonnier perd curieusement son nom et son visage au moment même où disparaît Fouquet. » <sup>[88]</sup>

On a vu que, dès la disparition de Fouquet, deux de ces prisonniers ont été enfermés au secret, dans « la tour d'en bas », et que ces deux prisonniers sont officiellement Dauger et La Rivière. On a vu que Mattioli, qui peut convenir dans une certaine mesure parce qu'il est comte, doit être éliminé parce qu'il n'a pas toujours été le prisonnier de Saint-Mars et qu'il semble à moitié fou. On a vu que Dauger ne peut être pris en considération parce qu'il n'est qu'un « fripon », mais qu'il demeure malgré tout le personnage clef de l'affaire. Quant à La Rivière, on a vu qu'il est mort à Sainte-Marguerite.

Dans sa *Correspondance interceptée*, publiée en 1789, et rédigée par Louis Dutens, on découvre une curieuse information : Dutens aurait eu connaissance d'un mémoire dû à un nommé Claude Souchon, alors âgé de soixante-dix-neuf ans, fils de Jacques Souchon, cadet à la compagnie franche des îles, lequel avait été dans le secret de Saint-Mars. Or Souchon déclare dans ce mémoire qu'il a souvent entendu raconter que le prisonnier gardé avec tant de soin et qu'il appelle le Masque de Fer, était un envoyé de l'empereur à la Cour de Turin, que ce ministre avait été enlevé, que Saint-Mars l'avait obligé à écrire à son secrétaire à Turin pour lui dire d'apporter ses papiers, et que ce Masque de Fer mourut neuf ans après, c'est à dire en 1688, à Sainte-Marguerite. Il est incontestable qu'il s'agit là du comte Mattioli. Mais il faut quand même retenir que Mattioli, selon ce témoignage tout au moins, *portait un masque*.

Mais le Masque de Fer mort à la Bastille en 1703 ne peut être Mattioli, puisque celui-ci est mort en 1688. Reste Dauger. On a vu le mystère qui entoure le personnage. Pourquoi tant de secret autour de Dauger, lequel, avant d'être incarcéré, aurait accompli certain acte dont il est interdit de parler, et que Lauzun

ne doit pas voir ? Le nœud de l'affaire se trouve là. Car il est vraisemblable que cet étrange Eustache Dauger a été incarcéré à Pignerol dans un but précis, comme si on avait voulu lui faire jouer un rôle dans une comédie montée longtemps à l'avance.

Pourquoi, après la mort de Foucquet, ne relâche-t-on pas ses valets, en l'occurrence La Rivière et Dauger ? Si Dauger est un authentique prisonnier, La Rivière n'est qu'un valet, et l'on a bien élargi par la suite les valets de Lauzun. Il n'y a qu'une réponse possible : *La Rivière connaît la comédie qui s'est jouée sous ses yeux*, et dans ces conditions, il est impensable de le relâcher puisqu'il pourrait tout révéler, en particulier à la famille Foucquet qui ne manquerait pas de l'interroger sur les derniers moments du surintendant. Et la comédie qui s'est jouée est très facile à imaginer :

*Le 23 mars 1680, c'est le mystérieux Eustache Dauger, agent secret, chargé d'espionner Foucquet, qui est mort. On a alors, sous les yeux de La Rivière, procédé à la substitution de personnages. Le cadavre devenait celui de Foucquet, dont on se débarrassait ainsi à très bon compte, et sans crime. À partir de ce moment, Foucquet et La Rivière ont été complètement isolés dans la tour d'en bas, et l'on a fait revêtir à Foucquet un masque qu'il ne devrait jamais plus quitter : à visage découvert, on aurait en effet reconnu immédiatement l'ancien surintendant.*

Ce scénario est une hypothèse, mais cette hypothèse n'est pas plus absurde que celles qui ont été proposées jusqu'à ce jour. De toute façon, dans chacune des solutions élaborées sur le Masque de Fer, il y a un élément qui vient tout déranger. Ici, dans ce scénario, c'est le fait que, si le Masque de Fer est réellement Nicolas Foucquet, il serait mort à l'âge de quatre-vingt-huit ans, ce qui peut paraître excessif pour l'époque. Mais les exemples ne manquent pas d'hommes et de femmes qui ont vécu très longtemps : le maréchal-duc de Richelieu, ancien prisonnier de la Bastille, en est le plus remarquable. L'âge avancé du Masque de Fer en 1703 n'est pas une objection en soi. Et puisqu'il est question d'âge, il est bon de revenir sur ce que dit dans ses *Mémoires* Saint-Simon à propos de Foucquet : tout en maintenant la version officielle de la mort du surintendant à Pignerol en 1680 : « à soixante-cinq ans », il affirme que le malheureux a payé les millions de Mazarin et la jalousie de Colbert et de Le Tellier, sa galanterie et sa gloire par « TRENTE-QUATRE ANS DE PRISON ».

Assurément, il y a une contradiction dans le texte. L'erreur est énorme et ne peut être mise au compte que d'une étourderie. Mais quelle étourderie ? Si Foucquet est mort en 1680, il aurait bien eu soixante-cinq ans et serait resté un peu plus de dix-huit ans en prison, et non trente-quatre. Il y a loin de dix-huit à trente-quatre. Mais le malheur, c'est que ce chiffre de trente-quatre ne correspond à rien dans le cas de Foucquet. Si le surintendant avait vécu jusqu'en 1703, il serait demeuré en prison (de 1661 à 1703) presque quarante-trois ans. Or, si l'on utilise des chiffres, on s'aperçoit que 43 est l'inversion de 34. Est-ce une confusion, faut-il



croire que Saint-Simon, qui connaissait beaucoup de choses, a voulu faire un clin d'œil aux historiens de l'avenir et leur signaler qu'il y avait quelque chose de bizarre dans la mort du surintendant Foucquet ? Il ne faut pas non plus omettre un détail important : *Saint-Simon était le beau-frère du duc de Lauzun*, libéré un an plus tard, bien qu'il fût là au moment de la soi-disant mort de Foucquet, mais qui n'a jamais parlé, sans doute en échange de sa liberté. Mais s'il n'a jamais parlé publiquement, il a pu faire certaines confidences que Saint-Simon, ne pouvant évidemment pas répéter, s'est contenté de fournir sous cette forme, pour attirer l'attention des curieux.

Peut-être... Dans cette affaire du Masque de Fer, on n'aboutit jamais qu'à des *peut-être*, ce qui est absolument normal puisque le prisonnier que l'on affublait d'un masque devait rester inconnu. Il semble que le Pouvoir (Louis XIV et ses ministres) ait réussi au-delà de toute espérance. Le personnage au Masque de Fer ne pourra jamais être identifié de façon certaine et absolue.

Au fait, s'agit-il d'un seul personnage, ou de plusieurs ? La question se pose. En effet, il y a au moins deux prisonniers à avoir été cachés de cette façon : Mattioli et le Masque de Fer. Comme il est impossible que Mattioli soit l'homme qui est mort à la Bastille, on est bien obligé de recourir à l'hypothèse Foucquet pour le second Masque.

Il y a donc *deux visages sous un même masque*. Cela n'a rien qui puisse nous surprendre, pas plus d'ailleurs que les substitutions de personnages. Il faut rappeler que les *Mémoires secrets pour servir à l'histoire de Perse* ont utilisé le procédé à propos du comte de Vermandois, soi-disant mort et enterré et en réalité enfoui dans une prison sous un masque. Cet ouvrage n'est qu'un roman, mais un *roman à clefs*. Est-ce que par hasard l'auteur anonyme des *Mémoires secrets*, incontestablement très au fait de ce qui se passait à la Cour de France, n'aurait pas voulu faire une allusion discrète et *romanesque*, donc inattaquable, à ce qui s'était réellement déroulé dans les sombres galeries de Pignerol ? N'était-il pas au courant du remplacement de Dauger, car ce ne peut être que lui, par Foucquet ?

*Hypothèse...* Ce n'est qu'une hypothèse. Mais quand il y a des trous d'ombre dans l'Histoire, on est toujours tenté d'aller les explorer. Cela permet d'en connaître bien davantage sur les mœurs et les coutumes, et souvent sur le comportement de ceux qu'on appelle les « grands hommes ». On peut accuser Louis XIV d'avoir eu des faiblesses, d'avoir été injuste, impitoyable même envers certains qui se révélaient dangereux non seulement pour sa propre personne, mais aussi pour l'État. Louis XIV était un monarque absolu de droit divin, et cela suffisait pour justifier sa conduite. Ce n'est pas à nous de nous ériger en juges, car nous n'avons pas communication de toutes les pièces du dossier et nous ne comprenons plus la mentalité de cette époque.

Mais si l'on veut bien accepter l'hypothèse de la substitution et faire de Foucquet le Masque de Fer, le *second* Masque de Fer, il ne faudra jamais oublier que le surintendant *savait des choses* qu'il n'aurait pas dû savoir, ou *qu'il pouvait*

*utiliser* à son profit. La lettre que lui adresse de Rome son frère, à propos de Nicolas Poussin et d'un « secret » que celui-ci détiendrait et serait susceptible de lui communiquer, est un élément essentiel dans ce dossier incomplet. Les divers témoignages concernant les prisonniers qui étaient sous la garde de Saint-Mars font souvent allusion « aux secrets de M. Foucquet ». C'est dire qu'on savait que le surintendant était détenteur de quelque chose. Voilà pourquoi on a toujours placé près de lui des valets-espions pour tenter de connaître ce que le surintendant cachait avec autant d'âpreté. Voilà pourquoi il est plausible qu'on l'ait fait disparaître officiellement en 1680 à Pignerol pour le garder avec encore plus de précautions, et surtout, en le faisant oublier de ceux qui auraient pu s'intéresser à lui. L'attitude de Pontchartrain, sa curiosité envers le Masque de Fer, la brusque nomination de Saint-Mars à la Bastille en 1698, tout cela n'est pas très clair. Un prisonnier sans importance n'aurait pas provoqué tant de soucis au pouvoir. Il fallait bien que ce fût un *personnage considérable*. Or nous avons vu qu'à Pignerol, les deux personnages considérables qui correspondent le mieux au Masque de Fer sont Lauzun et Foucquet. Lauzun ayant été libéré et ayant repris sa vie active normale, il ne reste plus que Foucquet comme candidat au titre.

*Hypothèse...* Que l'Histoire serait donc morne si, de temps à autre, des énigmes de ce genre ne venaient pas envahir notre esprit ? On peut toujours rêver.

*Sainte-Anne d'Auray Mars 1989*

## Repères bibliographiques

Alexakis C., *Les Bûchers de l'Histoire*, Paris, 1980.

Arrèse P. -J., *Le Masque de Fer*, Paris, 1969.

Bluche F., *Louis XIV*, Paris, 1986.

Bordonove G., *Fouquet coupable ou victime ?* Paris.

Bournon F., *La Bastille*, Paris, 1893.

Chérasse-Guicheney, *Sade, j'écris ton nom, Liberté*, Paris, 1976. Cotteret M., *La Bastille à prendre*, Paris, 1986.

Delort J., *Histoire du Masque de Fer*, Paris, 1925.

Dessert D., *Fouquet*, Paris, 1987.

Duvivier M., *Le Masque de Fer*, Paris, 1932.

Funck-Brentano F., *Légendes et archives de la Bastille*, Paris, 1898.

*Les Lettres de cachet à Paris*, Paris, 1903.

*Le Masque de Fer*, Paris, 1933.

Hani J., *La Royauté sacrée*, Paris, 1984.

Iung, *La vérité sur le Masque de Fer*, Paris, 1892.

Markale J., *Isabeau de Bavière*, Paris, 1982 ;

*Gisors et l'énigme des Templiers*, Paris, 1986 ;

*Le Mont-Saint-Michel et l'énigme du Dragon*, Paris, 1987.

Mongrédien G., *Le Masque de Fer*, Paris 1952 ;

*L'Affaire Fouquet*, Paris, 1956.

Mousnier P., *Les Institutions de la France sous la monarchie absolue*, Paris, 1974.

Quétel C., *De par le Roy, essai sur les lettres de cachet*, Toulouse, 1981 ;

*Les Évasions de Latude*, Paris, 1986 ;

*La Bastille*, Paris, 1988.

Ravaisson, *Les Archives de la Bastille*, Paris, 1879.

Topin M., *L'Homme au Masque de Fer*, Paris, 1870.



Le Surintendant Fouquet en 1660.



Le Château de Vaux-le-vicomte.

le 18. Juin 1663

Monsieur de Bezmaux, Je vous prie de  
 Sartaiguan sous-lieutenant de ma compagnie de  
 mousquetaires à cheval de transférer demain 19<sup>e</sup> du  
 présent mois de juin le Sr Fouquet du donjon de mon  
 château de Vincennes en mon château de la Bastille  
 dans l'appartement qui y a été préparé pour le  
 recevoir, et de continuer à garder ledit Sr Fouquet  
 comme il a fait jusqu'ici, avec le nombre  
 de mousquetaires de ladite Cie qu'il jugera à propos.  
 J'ai bien voulu vous en donner avis par cette  
 lettre et vous dire que vous ayez à vous conformer  
 de votre part et en tout ce qui dépendra de vous,  
 à l'effet de ce qui est en cela de mes intentions.  
 En sorte qu'elle soit ponctuellement suivie et qu'il  
 ne s'y rencontre aucune difficulté.

Et la présente n'étant pour autre fin, je prie Dieu  
 qu'il vous ait, Monsieur de Bezmaux, en sa sainte  
 garde.

Écrit à Paris le 18<sup>e</sup> Juin 1663

LOUIS.

Monsieur de Bezmaux, donnant ordre au Sr d'Artagnan, sous-lieutenant à ma compagnie des Mousquetaires à cheval de transférer demain 19<sup>e</sup> du présent mois de juin le Sr Fouquet du donjon de mon château de Vincennes en mon château de la Bastille dans l'appartement qui y a été préparé pour le recevoir et de continuer à garder ledit sieur Fouquet, comme il a fait jusqu'ici, avec le nombre de mousquetaires de ladite Cie qu'il jugera à propos. J'ai bien voulu vous en donner avis par cette lettre et vous dire que vous ayez à vous conformer de votre part et en tout ce qui dépendra de vous, à l'effet de ce qui est en cela de mes intentions. En sorte qu'elle soit ponctuellement suivie et qu'il ne s'y rencontre aucune difficulté.

Et la présente n'étant pour autre fin, je prie Dieu qu'il vous ait, Monsieur de Bezmaux, en sa sainte garde.

Écrit à Paris le 18 juin 1663.

LOUIS.



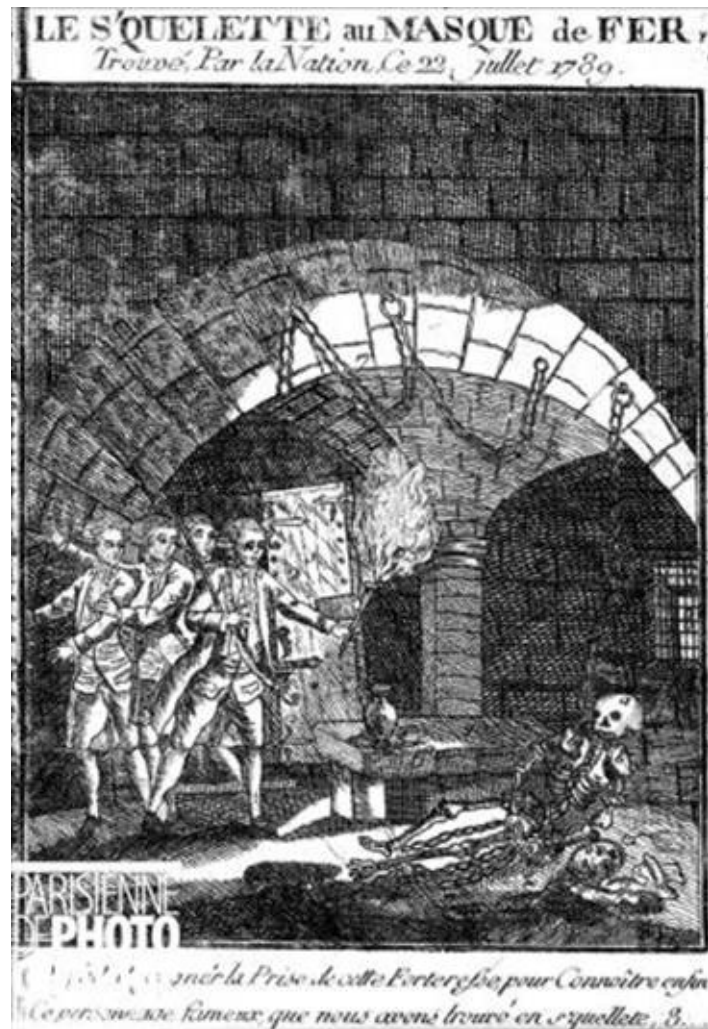
Louis XIV



Le duc de Lauzun



La citadelle de Pignerol



Squelette au Masque de Fer



Voltaire emprisonné à la Bastille





Scène d'incarcération.

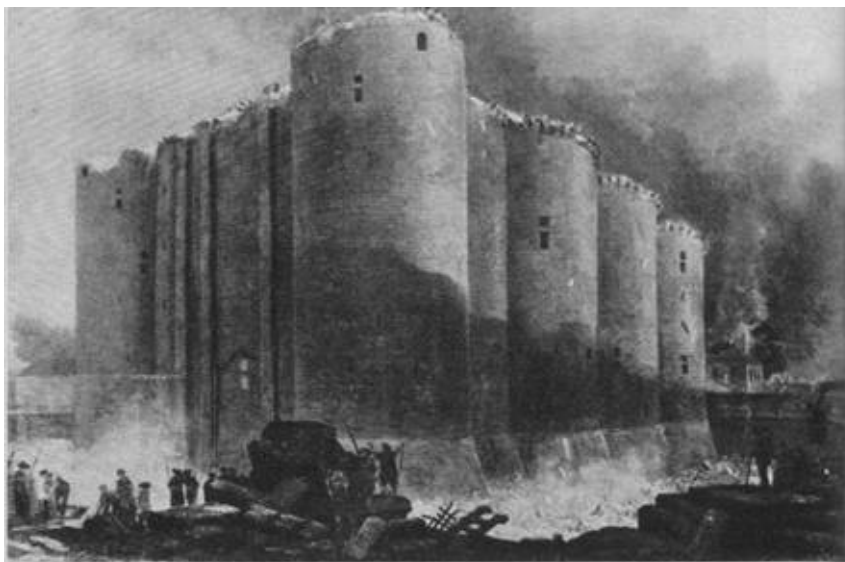


Colbert (gravure ancienne signée J.J)

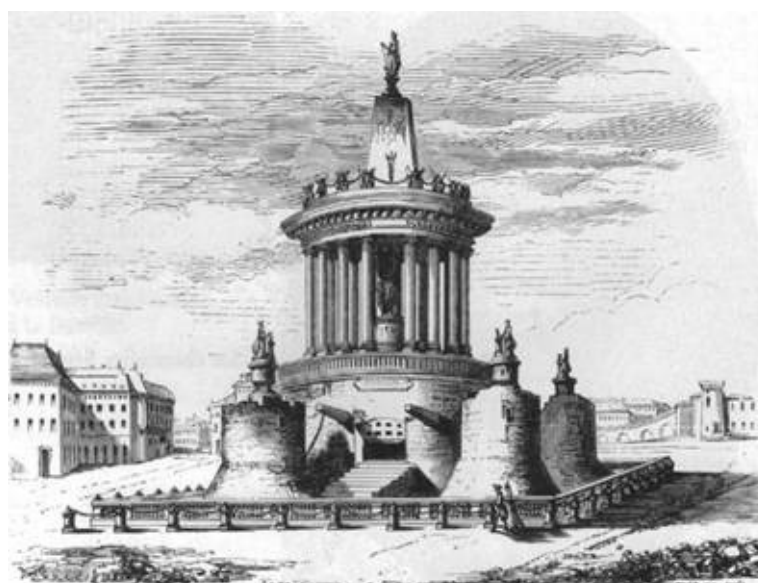


Le chancelier Séguier





La démolition de la Bastille (Musée Carnavalet)



Projet de monument pour l'emplacement de la Bastille proposé par Prieur en 1790.

---

[1] Il est évident que je paraphrase ici Victor Hugo dans *Notre-Dame de Paris*.

[2] Voir *Isabeau de Bavière*, du même auteur, Paris, Payot, 1982.

[3] Voir, dans la même collection, *Gisors et l'énigme des Templiers*, du même auteur, chez le même éditeur, 1986.

[4] Voir, dans la même collection, *Gisors et l'énigme des Templiers*, du même auteur, chez le même éditeur, 1986.

[5] Joël Schmidt, *Lutèce*, Paris, Librairie Académique, Perrin, 1986, page 11.

[6] Joël Schmidt, *Lutèce*, p 215.

[7] Joël Schmidt, *Lutèce*, pp. 306-307.

[8] Contrairement à ce qu'avancent certains historiens, le nom de Geneviève n'a rien à voir avec celui de la reine Guénièvre, l'épouse du roi Arthur. Guénièvre, en gallois *gwenhwyfar*, en anglais moderne *Jennifer*, provient de deux mots britanniques signifiant « blanc fantôme ». Geneviève provient de deux termes gaulois, *geno-*, « née de » et *nefa* ou *nevo*, « ciel ».

[9] Jeanne d'Arc parlait parfaitement le français tandis que la famille d'Arc ne connaissait que le dialecte germanique lorrain. Aucun historien n'a relevé cette anomalie. Toute l'histoire de Jeanne d'Arc a été montée par Yolande d'Aragon, duchesse d'Anjou, reine de Sicile, et belle-mère de Charles VII. Voir J. Markale, *Isabeau de Bavière*, Paris, Payot, 1982.

[10] On éloigne toujours les fléaux sur les *autres*. En cas d'orage, dans les campagnes, on envoie en l'air des fusées qui éloignent les nuages de grêle sur les cultures des *autres*, en toute fraternité, bien entendu. Et que dire de certains chants patriotiques qui vouent les ennemis au diable tandis qu'on se prétend le « bras du Seigneur » ! Toute l'histoire de Jeanne d'Arc, au milieu d'une mêlée fratricide dans laquelle s'entre-tuent les Anglais et les Français, tous bons chrétiens, est un exemple merveilleux de ce « lavage de cerveau » qui caractérise l'Histoire telle qu'elle est rapportée officiellement.

[11] Sauf, dans une certaine mesure, sous Henri III de Valois, lorsque la famille de Lorraine (descendante des Carolingiens) animera la Ligue officiellement contre les Protestants (et contre Henri de Bourbon) en réclamant la couronne de France pour Henri, duc de Guise.

[12] Laurent Theis, *L'Avènement d'Hugues Capet*, Paris, Gallimard, 1984, p. 40.

[13] Laurent Theis, *L'Avènement d'Hugues Capet*, Paris, Gallimard, 1984, p. 40.

[14] René Héron de Villefosse, *Paris tel qu'on l'aime*, Paris, 1949, pp. 64-65.

[15] Jean Favier, *La guerre de Cent Ans*, Paris, Fayard, 1980, p. 241.

[16] On oublie trop que les constructeurs de forteresses militaires, d'édifices civils et de monuments religieux, étaient les mêmes, héritiers des mêmes techniques et dépositaires des mêmes secrets, se rattachant tous plus ou moins à la tradition des supposés architectes du temple de Salomon.

[17] Certains témoins disent que ce fut en l'hôtel de la Reine Blanche (Blanche de Navarre) à Saint-Marcel, mais la *Chronique de Saint-Denis* est formelle : c'est en l'hôtel Saint-Paul que la fête eut lieu, à laquelle participaient le roi, la reine, Louis d'Orléans et de nombreux seigneurs.

[18] En dépit de tout ce qui s'est dit à l'époque (chansons, libelles et ragots divers), cette liaison est hautement improbable. Par contre, ce qui est certain, c'est qu'il y a eu entente, pour ne pas dire complicité, entre Isabeau et Louis pour gérer les affaires du royaume, pendant la folie du roi, et aussi pour largement profiter du Trésor public.

[19] Claude Quétel, *la Bastille*, Paris, Laffont, 1988, p. 22.

[20] La garnison était peu nombreuse, et l'on utilisait généralement des vétérans ou des soldats qui avaient subi une légère amputation, ou qui se déplaçaient difficilement. C'est dire que si le travail de surveillance des prisonniers était important et délicat, il s'exerça « sans heurt et sans violence ».

[21] Cela montre que la Bastille et l'Arsenal formaient un ensemble cohérent.

[22] Également chez les Celtes, les Étrusques et les Romains des époques archaïques.

[23] Marc-Bloch, *les Rois thaumaturges*, Paris, éd. Gallimard, 1983, p. 60.

[24] Jean Hani, *la Royauté sacrée*, Paris, Trédaniel, 1984, p. 259.

[25] Voir à ce sujet, J. Markale, *Gisors et l'énigme des Templiers*, Paris, Pygmalion/Gérard Watelet, 1986, notamment pp. 176-179.

[26] Le texte grec comporte la préposition *ek*, équivalent du latin *ex*, qui marque l'origine et non l'appartenance, celle-ci étant formulée, en latin comme en grec, par le génitif (à la rigueur par le datif latin). Sur cette question, voir Jean Hani, *la Royauté sacrée*, pp. 146-157.

[27] Il s'agit du même genre d'interprétation erronée que pour la parole précédente. On oublie que le contexte dans lequel évolue Jésus est une Palestine occupée par les Romains et que les Juifs sont soumis, dans une large mesure, aux lois romaines. Dans l'esprit de Jésus, il faut faire la différence entre la puissance de César, qui est un despotisme, et la puissance de Dieu, seule véritable autorité que doivent reconnaître les Juifs.

[28] On voit que Louis XIV prenait beaucoup de précautions pour que ne pussent se renouveler les dépositions de souverains opérées par les papes au Moyen Âge. L'affaire de Jean sans Terre, privé de sa couronne par le pape, et qui ne put la récupérer qu'en octroyant à ses barons la « Grande Charte », prémices de la monarchie constitutionnelle, était lourde de signification. Et les Capétiens se souvenaient aussi qu'Hugues Capet avait été sacré parce que l'Église avait déposé le roi carolingien, et que Pépin le Bref était devenu roi des Francs parce que le pape avait autorisé la déposition du dernier Mérovingien.

[29] Ce sont les clefs symboliques de saint Pierre, et qu'on peut souvent

remarquer sur les statues et tableaux représentant l'apôtre. L'une des clefs est le pouvoir spirituel, l'autre le pouvoir temporel. Curieusement, à partir du XVII<sup>e</sup> siècle, on ne représentera plus saint Pierre qu'avec une seule clef. On donne deux interprétations complètement absurdes : la clef unique est la « clef du Paradis », ou encore, la clef symbolise la seule Église catholique romaine, à l'exclusion de toute autre église (allusion aux Protestants). Il est bien certain que la représentation de saint Pierre avec une clef unique est conforme à la Déclaration des évêques en 1682. Cela dit, la tradition de l'Église est formelle quant à l'existence des deux clefs. Le pape Innocent IV (1243-1254) explique que ce « pouvoir des clefs » est le pouvoir de « lier et de délier ». Ce n'est pas sans rappeler Thomas d'Aquin qui affirme solennellement que le pouvoir papal est à la fois *sacerdotal et royal*. Le symbolisme des deux clefs laisse parfois la place au symbolisme des « Deux Glaives ». Le pape Grégoire IX (1227-1241) l'explique ainsi : « Les deux glaives ont été remis à l'Église, mais celle-ci n'use que d'un seul ; elle *confie* l'autre au prince séculier *qui s'en sert pour elle* ; l'un doit être manié par le prêtre, l'autre par le chevalier, qui obéit au signe du prêtre. » On ne peut être plus clair quant à l'interprétation chrétienne du mythe Mithra-Varuna.

[30] Du moins ceux qui bénéficiaient d'une certaine culture, car la grande masse ne se posait guère de questions sur ce problème.

[31] François Bluche, *Louis XIV*, Paris, Fayard, 1986, p. 186.

[32] *Ibid.*, p. 187.

[33] François Bluche, *Louis XIV*, p. 189.

[34] Claude Quétel, *La Bastille*, p. 55.

[35] François Bluche, *Louis XIV*, pp. 224-225.

[36] Lequel se retrouvera d'ailleurs bientôt à la Bastille.

[37] Chérasse-Guicheney, *Sade, j'écris ton nom*, Liberté, Paris, Pygmalion, 1976, pp. 98-99.

[38] Qu'on s'obstine, dans les éditions actuelles, à nommer uniquement *Andréa de Nerciat* pour faire croire au lecteur naïf que l'auteur est une femme.

[39] Claude Quétel, *la Bastille*, pp. 181-182.

[40] Chérasse-Guicheney, *Sade, j'écris ton nom*, Liberté, p. 87.

[41] En particulier, François Bluche, dans son *Louis XIV*, Paris, Fayard, 1986. Cet ouvrage, par ailleurs passionnant et riche en renseignements de toutes sortes, est un plaidoyer en faveur de l'*État jacobin* de la meilleure veine, avec ses structures administratives contraignantes, sa rigidité, son *inhumanité*, et une

notion parfaitement utopique (au XVII<sup>e</sup> siècle) du patriotisme et de la grandeur de la France. Ne soyons pas naïfs : le « Siècle de Louis XIV » n'a été grand que pour une certaine classe de la société, celle de quelques rares privilégiés, et il a plongé la classe paysanne et populaire dans une atroce misère, que finalement Louis XVI a dû payer de sa vie. L'image du roi Louis XIV tout-puissant et régissant lui-même, avec ses ministres, les moindres actes de la vie de l'État est un mythe : le Roi-Soleil n'était au fond qu'un emblème manipulé par une classe de bourgeois enrichis – et s'enrichissant – qui infiltrent patiemment les rouages de la politique. C'est ainsi que se créent de véritables dynasties (les Le Tellier, les Colbert, les Pontchartrain) de grands commis de l'État qu'on pourrait comparer à nos actuels technocrates issus des grandes écoles. Saint-Simon fait remarquer, avec justesse, semble-t-il, que ces ministres bourgeois s'arrangent pour noyer le roi dans les détails afin de mieux rester maîtres de la situation. On pourrait même s'avancer à dire que « Louis XIV règne et les ministres gouvernent ».

[42] Sur cette « laïcisation » de l'État, on ne peut que souscrire aux vues et aux arguments de Jean Hani dans son ouvrage, *la Royauté sacrée*.

[43] Jean Hani, *la Royauté sacrée*, p. 257.

[44] Jean Hani, *la Royauté sacrée*, p. 263.

[45] Le sous-titre de ce livre, paru en 1844, est on ne peut plus racoleur : « Ses prisonniers, ses gouverneurs, ses archives, détails des tortures et supplices usités envers les prisonniers ; révélations sur le régime intérieur de la Bastille ; aventures dramatiques, lugubres, scandaleuses ; évasions ; archives de la police. »

[46] Voir à ce sujet Chantal Alexakis, *Les bûchers de l'Histoire*, Paris, Pygmalion, 1980, pp. 103-105, à propos d'un récit de Villiers de L'Isle-Adam.

[47] La plus importante partie de ces Archives se trouve à la Bibliothèque de l'Arsenal, à Paris. Une publication partielle en a été faite, en 19 volumes, entre 1866 et 1904, par F. Ravaisson (et continuée par L. Ravaisson-Mollien). On trouve une nomenclature complète dans Frantz Funck-Brentano, *Archives de la Bastille*, 3 vol., 1892-1894, et *Les lettres de cachet à Paris, étude suivie d'une liste des prisonniers de la Bastille*, Paris, 1903. On trouve aussi des documents aujourd'hui disparus dans le vieil ouvrage de Charpentier, *la Bastille dévoilée ou Recueil de pièces authentiques pour servir à son histoire*, 3 vol., Paris, 1789-1790.

[48] Daniel Dessert, *Foucquet*, Fayard, 1987, p. 172.

[49] François Bluche, *Louis XIV*, p. 402.

[50] Cette échelle, authentique, est exposée au musée Carnavalet.

[51] Claude Quétel, *La Bastille*, p. 328.



[52] Claude Quétel, *La Bastille*, pp. 298-299.

[53] Pratique courante chez les jésuites molinistes, selon laquelle on peut jurer n'importe quoi tout haut et penser le contraire tout bas : seule l'intention compte. Pascal a largement dénoncé l'hypocrisie de cette pratique.

[54] Les deux enfants que Sade a eus de son épouse.

[55] Lettre inédite de Sade, appartenant à la collection personnelle du comte Xavier de Sade, reproduite dans le livre de J. Chérasse-G. Guicheney, *Sade, j'écris ton nom, Liberté*, Paris, Pygmalion, 1976, pp. 76-77.

[56] Béatrice Didier, Préface à *Justine*, Paris, Livre de Poche, 1973, p. XI.

[57] Chérasse-Guicheney, *Sade*, p. 125.

[58] Il n'y a pas de clef pour ce ministre, mais il est évident qu'il s'agit de Le Tellier père, ou de Colbert, ce qui, avec la chronologie qu'on peut restituer à travers cette fiction, nous renvoie au procès du surintendant Fouquet et à sa mise en détention à Pignerol.

[59] Dans le roman, le prince Giafer meurt bien après Cha-Abas et évidemment avant Séphir-Mirza. N'oublions pas qu'il s'agit d'une fiction pour mettre en évidence la longueur de la captivité du malheureux Masque de Fer.

[60] C'est une thèse qu'on voit réapparaître de temps à autre, toujours fort discrètement, et sur laquelle il serait utile de se pencher avec beaucoup d'attention, certains éléments de l'affaire étant particulièrement troublants.

[61] Oui, mais précisément l'auteur du roman explique la disparition de Giafer par une fausse mort, provoquée par la peste. A priori, rien ne s'opposerait à une substitution de cadavre dans le cas réel du comte de Vermandois.

[62] Cette chambre est toujours visible.

[63] C'est le seul exemple de cette sorte que l'on puisse découvrir dans l'Histoire de France, pourtant bien remplie de bâtards dûment titrés. Cela s'explique par le fait que Louis XIV, voyant sa postérité légitime disparaître au fil des jours (Louis XV ne sera que son arrière-petit-fils), a voulu prendre ses précautions et assurer malgré tout la lignée des Bourbons.

[64] Funck-Brentano, *le Masque de Fer*, Paris, Flammarion, 1933, p. 40.

[65] Pierre-Jacques Arrèse, *le Masque de Fer*, Paris, Laffont, 1969, p. 125.

[66] Pierre-Jacques Arrèse, *le Masque de Fer*, pp. 128-129.

[67] Daniel Dessert, *Fouquet*, Paris, Fayard, 1987, pp. 294-295.

[68] L'affaire des drogues dont on ne sait rien d'autre que l'allusion de Louvois.

[69] Daniel Dessert, *Fouquet*, p. 296.

[70] Daniel Dessert, *Fouquet*, p. 240.

[71] Daniel Dessert, *Fouquet*, Fayard, 1987, p. 54. Pour tout ce qui concerne la biographie du personnage, on peut se reporter utilement à cet excellent ouvrage.

[72] Daniel Dessert, *Fouquet*, pp. 239-240.

[73] Daniel Dessert, *Fouquet*, p. 240.

[74] Daniel Dessert, *Fouquet*, p. 241.

[75] François Bluche, *Louis XIV*, p. 154.

[76] P. -J. Arrèse, *Le masque de fer*, p. 105.

[77] Claude Quétel, *la Bastille*, p. 95.

[78] « Crime de péculat, c'est de prêter les deniers du roi, les billonner, bailler à usure, mettre à marchandise, les appliquer à son profit particulier ou les convenir en autres choses que les commissions, les ordonnances » (Sébastien Hardy).

[79] La « ferme » est une institution qui permet au propriétaire de confier la gestion et l'exploitation d'une terre ou d'une entreprise, ou encore d'un service public (par exemple, la levée des impôts), à un locataire qui agit comme il l'entend, mais qui doit payer, à terme, un loyer fixé d'avance. Le mot « ferme » n'est demeuré en usage que dans le domaine rural où il correspond encore à une réalité.

[80] Rappelons que le « fisc » est le domaine royal, à l'origine, c'est-à-dire le « domaine public » dans la terminologie actuelle.

[81] François Bluche, *Louis XIV*, pp. 152-153.

[82] D. Dessert, *Fouquet*, p. 261.

[83] D. Dessert, *Fouquet*, p. 261-262.

[84] J'ai exposé l'affaire dans ses grandes lignes dans un chapitre de mon ouvrage sur *Montségur et l'énigme cathare*, Paris, Pygmalion, 1986.

[85] D. Dessert, *Fouquet*, p. 288.

[86] P. -J. Arrèse, *Le masque de fer*, p. 350.

[87] D. Dessert, *Fouquet*, p. 286-287.

[\[88\]](#) P. J. Arrèse, *le Masque de Fer*, p. 289.